

Ministère des Transports

ÉTUDE DES CRÉDITS
2014-2015



Questions particulières du deuxième groupe
de l'opposition

Juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

QUESTIONS OFFICIELLES

1. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :
 - a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b. la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c. leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer :
 - a) le lieu ;
 - b) le coût ;
 - c) la ou les dates de participation ;
 - d) le nombre de participants ;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon les catégories de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels ont participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :
 - a. son mandat ;
 - b. la liste des membres ;
 - c. le budget dépensé ;
 - d. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
 - e. les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministères et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.
7. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

10. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.
11. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014 :
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :
 - A) le nom de toutes les campagnes;
 - B) les coûts de ces campagnes;
 - C) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser ;
 - D) les dates de diffusion de la campagne;
 - E) les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé.
14. Coût moyen de construction de 1 kilomètre de route asphaltée pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015. Ventiler par région administrative, par direction territoriale et par type de route.
15. Liste détaillée de toutes les entreprises ayant été déclarées inaptes à contracter avec le ministère pour chaque année financière depuis 2007, incluant la raison de la déclaration et la date. Fournir également la liste des entreprises qui, en 2013-2014, ont pu recommencer à contracter avec le ministère, incluant la raison et la date.
16. Liste des projets pour lesquels, pour chaque année financière depuis 2007, il y a présentement des poursuites judiciaires en cours. Indiquer le poursuivant et les raisons de la poursuite. S'il y a lieu, fournir les montants demandés et accordés, les coûts pour le gouvernement et le jugement, y compris les dates.
17. Liste des travaux complétés sur l'autoroute 30 pour chaque année financière depuis 2007. Indiquer les échéanciers, coûts estimés et coûts totaux à ce jour du projet.
18. Liste détaillée des travaux effectués sur l'autoroute 25 :
 - a) échéancier des travaux;
 - b) état de l'arpentage effectué par le partenaire privé;
 - c) bilan des travaux réalisés et montants investis pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015;
 - d) fournir toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
 - e) état de situation du système de péage, nombre de plaintes enregistrées et de véhicules non identifiés sur le passage payant en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.
19. Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :
 - a) état d'avancement du projet;
 - b) copie de tous les rapports, ententes, études ou autres réalisés à ce jour;
 - c) dates de rencontres entre les fonctionnaires du MTQ et de la Ville de Montréal et état des négociations;
 - d) échéancier des travaux ;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015 ;

20. Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de réaménagement de l'Échangeur Dorval :
- a) état d'avancement du projet ;
 - b) copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour ;
 - c) échéancier des travaux ;
 - d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015 ;
 - e) liste des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007.
21. Liste détaillée des travaux effectués sur le Pont Honoré-Mercier :
- a) copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour ;
 - b) échéancier des travaux ;
 - c) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015 ;
 - d) liste des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007.
22. Liste des travaux effectués, coûts et échéancier pour les routes suivantes pour chaque année financière depuis 2007 (le cas échéant). Inclure les coûts totaux à ce jour depuis le début de chaque projet et indiquer le coût total estimé pour chacune de ces routes par rapport au coût initial estimé :
- a) l'autoroute 5;
 - b) l'autoroute 15;
 - c) l'autoroute 19;
 - d) l'autoroute 20;
 - e) l'autoroute 35;
 - f) l'autoroute 50;
 - g) l'autoroute 55;
 - h) l'autoroute 73;
 - i) l'autoroute 40;
 - j) l'autoroute 70;
 - k) l'autoroute 410;
 - l) la route 132;
 - m) la route 104;
 - n) la route 175 et copie de toutes les ententes de financement avec Ottawa;
 - o) la route 169;
 - p) la route 117;
 - q) la route 155;
 - r) la route 138;
 - s) la route 167;
 - t) la route 185;
 - u) la route 170;
 - v) la route 389 ;
23. Liste détaillée et coûts des travaux effectués dans le cadre de la réfection de l'Échangeur Turcot pour chaque année financière depuis 2007. Indiquer aussi :
- a) l'échéancier des travaux et détail des investissements prévus pour 2014-2015;
 - b) la liste des travaux reportés et échéanciers initial et modifié pour chacun des travaux;
 - c) liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués à ce jour;
 - d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours;
 - e) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;
 - f) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.
24. Liste détaillée et coûts des travaux effectués pour chaque année financière depuis 2010 pour la construction du nouvel Échangeur Turcot, Indiquer aussi :

25. Liste détaillée et coûts des travaux effectués dans le cadre du projet de réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency pour chaque année financière depuis 2002.
Indiquer aussi :
- a) Le bilan et l'échéancier des travaux pour chacune des 8 phases et le détail des investissements prévus pour 2014-2015 ;
 - b) la liste des travaux reportés et échéanciers initiaux et modifiés pour chacun des travaux ;
 - c) la liste des coûts initiaux prévus pour chaque phase et les coûts finaux pour chaque phase ;
 - d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.
26. Concernant le Pont Champlain :
- a) Liste et copie des études réalisées relativement à l'état du Pont Champlain et à son remplacement ;
 - b) Plan pour l'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont ;
 - c) Concernant le bureau des partenaires et les comités mis en place pour le Pont : liste et dates des rencontres, personnes présentes, agendas, procès-verbaux, coûts associés, échéancier des rencontres en 2014-2015.
27. Concernant le pont de l'Île d'Orléans :
- a) liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
 - b) bilan des travaux réalisés et montants investis pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions et échéancier pour 2014-2015;
 - c) copie de toutes les ententes, études, analyses, rapports réalisés à ce jour.
28. Concernant les projets de haltes routières en PPP :
- a) État de situation global et pour chacune des haltes ;
 - b) Échéancier des travaux ;
 - c) Bilan des travaux réalisés pour chaque année financière depuis 2007, et prévisions pour 2014-2015 ;
 - d) Liste détaillée de tous les contrats octroyés par le ministère pour chaque année financière depuis 2007 ;
 - e) Bilan de l'achalandage aux haltes construites en PPP et comparaison avec les autres haltes ;
 - f) copie de toute entente signée avec un partenaire privé ;
 - g) état des appels d'offres bilan du partenariat public-privé.
29. Concernant le projet d'agrandissement de l'autoroute Henri-IV :
- a) copie de toute étude, analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
 - b) échéancier complet des travaux, incluant les coûts ;
 - c) liste des travaux effectués sur l'autoroute pour chaque année financière depuis 2007, incluant les coûts et les dates ;
 - d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.

30. Concernant le tunnel Mont-Royal :
- a) état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
 - b) liste des travaux effectués en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015;
 - c) la liste des coûts initiaux prévus pour chaque phase et les coûts finaux pour chaque phase ;
 - d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.
31. État de situation du pont d'étagement du boulevard Henri-Bourassa Est reconstruit à Montréal en 2012. Fournir :
- tout rapport d'inspection réalisé ou commandé par le ministère ;
 - toute communication ou rencontre avec la Ville de Montréal ;
 - les sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et les prévisions de travaux, s'il y a lieu.
32. Concernant le Bureau de mise en œuvre du partenariat public-privé :
- a) Bilan des activités pour chaque année depuis sa mise en œuvre et prévisions pour 2014-2015;
 - b) Ventilation du budget total ventilé par catégories pour 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015;
 - c) Budget de fonctionnement pour chaque année depuis sa mise en œuvre et prévisions pour 2014-2015;
 - d) Effectif équivalent ETC pour chaque année depuis sa mise en œuvre 2014 et prévisions pour 2014-2015.
33. Concernant le Bureau d'implantation du Métro de Montréal, fournir pour 2013-2014 :
- a) l'organigramme;
 - b) le nombre d'employés;
 - c) les coûts de fonctionnement pour chaque année financière depuis 2007;
 - d) le budget global et ventilé;
 - e) bilan des activités.
 - f) Fournir les prévisions pour 2014-2015.
 - g) Fournir également la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes.
34. Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) :
- a) la liste des travaux réalisés par circonscription électorale pour 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015;
 - b) les détails des sommes le constituant, et les prévisions pour 2014-2015 ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
 - c) les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts pour 2012-2013, 2013-2014 et celles estimées pour 2014-2015 et répartition par durée d'amortissement;
35. Bilan du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) en précisant :
- a) les montants versés à chacun des organismes publics de transport;
 - b) le nombre total d'automobilistes, dans chacune des municipalités, ayant versés la contribution de 30 \$;
 - c) les montants perçus par la taxe sur l'essence, dans chacune des municipalités;
 - d) Les statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun (en % selon la provenance des usagers et par municipalité dont les automobilistes contribuent au Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun);
 - e) Le calcul de la répartition des sommes à chacun des organismes publics de transport en commun.

36. Bilan du Fonds de gestion de l'équipement roulant :
- a) État de situation au 31 mars 2014 ;
 - b) Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds ;
 - c) Liste ventilée des activités financées par le Fonds pour chaque année financière depuis 2007.
 - d) Pour chaque année financière depuis 2007, surplus accumulés par le Fonds virés au fonds général.
37. Bilan du Fonds de la sécurité routière :
- a. État de situation au 31 mars 2014 ;
 - b. Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds ;
 - c. Liste détaillée des programmes et mesures de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route financés par le Fonds pour chaque année financière depuis 2007 ;
 - d. Liste des membres du comité consultatif de 7 membres.
38. Bilan du Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de GES :
- a) État de situation au 31 mars 2014 ;
 - b) Liste et ventilation de toutes les subventions accordées dans le cadre du programme pour chaque année financière depuis 2006 par volet, incluant les bénéficiaires, le montant accordé, les dates, la nature du projet financé ;
 - c) Liste et détail de toutes les sommes réduites, annulées et/ou remboursées au ministère depuis 2006 par volet pour cause de non-respect des conditions au programme.
39. Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé des subventions pour chaque année financière depuis 2007, avec ventilation des montants versés par organisme et par projet. Fournir la liste des projets refusés.
40. Liste détaillée des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, pour chaque année financière depuis 2007.
41. Liste et détail des montants consacrés par le ministère pour chaque année financière depuis 2007 à l'inspection et l'entretien des ponts, viaducs et autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien et inspection). Prévisions pour 2014-2015.
42. Liste complète et détaillée de tous les immeubles dont le ministère est actuellement propriétaire, incluant l'année d'acquisition, le coût à l'achat, la valeur actuelle et, s'il y a lieu, les revenus de location. Fournir également, pour chaque année financière depuis 2007 :
- a) La liste des immeubles vendus par le ministère, incluant la date de la vente, la raison et le prix ;
 - b) La liste de tous les baux auxquels le ministère a mis fin, incluant les dates de début et fin de location, la raison et le coût du bail lors de la cessation ;
 - c) La liste des immeubles loués par le ministère, incluant l'année du début de la location, le coût du bail au début de la location, le coût actuel, la date de fin du bail et l'intention face à son renouvellement.
43. Liste et détail des consultations menées par le ministère auprès des communautés autochtones en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015. Fournir les noms et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le ministère pour mener ces consultations. Indiquer les dates et le sujet des rencontres et le résultat.
44. Crédits affectés, par programme, au transport en commun pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.

45. Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2007, et la liste des projets réalisés pour chaque année financière depuis 2007, avec ventilation des coûts par projet par année.
46. Concernant la flotte du ministère des Transports du Québec et des directions territoriales :
- a) Évolution du nombre total de la flotte, ventilée par type de véhicules et par direction territoriale et/ou direction du ministère, pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015 ;
 - b) Coûts d'acquisition, de location et d'entretien pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.
47. Sommes dépensées par le ministère en 2012-2013 et 2013-2014 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du ministère, en pourcentage du total.
48. Nombre de voitures électriques à basse vitesse de type ZENN circulant présentement sur les routes du Québec en vertu du projet-pilote autorisé par le ministère des Transports en juin 2008. Fournir toute étude, rapport ou bilan réalisé sur ce projet-pilote jusqu'à maintenant. Fournir l'échéancier et les coûts initiaux, actuels et prévus du projet-pilote.
49. Sommes octroyées en vertu du programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (PAREGES) et liste et détail des programmes ou projets financés pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.
50. État d'avancement et coûts reliés aux études et/ou scénarios et/ou analyses concernant les projets de tramway à Québec, Montréal, Laval et toute autre ville du Québec (s'il y a lieu). Fournir copie de chaque étude, scénario, rapport ou analyse.
51. Sommes versées pour chaque année financière depuis 2007 pour le transport collectif pour les régions du Québec et des communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC. Prévisions des sommes pour 2014-2015.
52. Crédits affectés aux différents programmes de la Route verte pour chaque année financière depuis 2007, ventilés par projet et par région administrative. Prévisions pour 2014-2015. Fournir également :
- a) Bilan du projet de la Route verte ;
 - b) Le coût initial et l'échéancier initial du projet ;
 - c) L'échéancier et le coût final prévus du projet ;
 - d) Liste ventilée des subventions et/ou contrats accordés pour chaque année financière depuis 2007, pour chaque programme ;
 - e) Le nombre de kilomètres ajoutés à chaque année depuis 2007.
53. État d'avancement, copie de toute étude et échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor et tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts reliés à toute étude depuis 2007. Fournir la liste détaillée des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007 pour chaque projet.
54. Concernant le Train de l'Est :
- a) État de situation complet ;
 - b) Échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet ;
 - c) Liste des différents tracés qui ont été étudiés et coûts reliés à chaque étude ;
 - d) Les coûts initiaux estimés de l'ensemble du projet ;
 - e) Les coûts finaux estimés actuellement pour l'ensemble du projet.
 - f) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.

55. Concernant le projet du Train de l'Ouest :
- a) État de situation complet ;
 - b) Tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés ;
 - c) Coûts associés à chacun des scénarios envisagés ;
 - d) Coûts du projet ventilés par année financière depuis 2011 et prévisions pour 2014-2015 ;
 - e) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.
56. État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour le projet de navette ferroviaire passager entre l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal et le centre-ville de Montréal pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015.
57. Concernant les trains de banlieue :
- a) Liste et copie de toute étude, analyse, rapport, avis ou autres réalisés pour l'amélioration des services et l'expansion ;
 - b) L'échéancier des travaux prévus pour chaque train ;
 - c) Les montants investis pour chaque année financière depuis 2007 pour chaque train, et prévisions pour 2014-2015.
58. Ventilation des ressources financières consacrées pour chaque année financière depuis 2007 et par région administrative, au programme de transport adapté. Préciser pour chaque région le nombre de personnes en attente de services et la durée moyenne des délais d'attente. Prévisions pour 2014-2015.
59. Sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 pour la réfection/modernisation de l'Aéroport international Jean-Lesage. Inclure les détails de l'avancement des travaux et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Prévisions pour 2014-2015.
60. Étude, note ou estimation du ministère relativement aux travaux projetés sur les axes routiers adjacents au nouvel amphithéâtre de Québec. Prévisions des travaux pour 2014-2015.
61. Concernant le projet d'une Agence des Transports :
- a) Copie de toute étude, rapport, analyse, avis ou autres documents réalisés ou commandés par le ministère concernant la création d'une agence ;
 - b) Liste des personnes ou groupes consultés à ce sujet ;
 - c) Effectifs du ministère affectés à la préparation de la création d'une agence en 2013-2014 ;
 - d) Les estimations des coûts de la création d'une Agence ;
 - e) Les estimations des effectifs nécessaires pour opérer une Agence.
62. Évolution des effectifs d'ingénieurs et de techniciens au MTQ depuis 2003 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2014-2015 et les trois années suivantes.
63. Bilan détaillé des actions entreprises par le ministère afin de remédier à sa perte d'expertise : liste des actions et/ou projets mis en œuvre, incluant les coûts, les résultats, les échéanciers, les effectifs concernés. Bilan du Plan d'attraction et de fidélisation du personnel pour 2012-2013 et 2013-2014.

64. Pour l'unité anticollusion du ministère :
- a) Liste et copie de tout rapport, avis, analyse ou autre produit par l'unité en 2012-2013 et 2013-2014 ;
 - b) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC) ;
 - c) Sommes ventilées affectées à l'unité en 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 ;
 - d) Bilan des activités de l'unité en 2012-2013 et 2013-2014.
65. Liste de tous les contrats octroyés ou honoraires professionnels versés par le Ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.
66. État d'avancement et bilan des travaux de la Table québécoise de la sécurité routière et les rencontres prévues en 2014-2015, incluant les dates et lieux de celles-ci.
67. Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site pour 2014-2015 et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2007.
68. Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois :
- a) Liste et copie de toute étude, analyse, avis, rapport ou autre sur la nécessité de remplacer les panneaux ;
 - b) état d'avancement du projet et coûts totaux engagés à ce jour ;
 - c) estimation du coût initial et du coût total actuel du projet ;
 - d) liste et détail des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007 à cette fin, incluant le coût et le nom du fournisseur ;
 - e) liste des appels d'offres en cours ;
 - f) Fournir les prévisions pour 2014-2015.
69. Liste et détail de tous les mandats donnés à la vérification interne et de l'évaluation de programmes en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.
70. Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :
- a) la liste des vérificateurs pour chaque direction, ainsi que leur rémunération;
 - b) un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du Ministère ;
 - c) le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.
71. Liste et détail des visites ou rencontres avec l'UPAC en 2012-2013 et 2013-2014 en indiquant : les dates, les dossiers visés, les personnes rencontrées, la direction concernée, la région.
72. Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2012-2013 et 2013-2014 en indiquant :
- a) la nature du contrat;
 - b) le mode d'octroi;
 - c) le nom de l'entreprise qui a eu le contrat;
 - d) le coût initial prévu ;
 - e) le coût de tous les avenants et/ou suppléments et la raison.
73. Évolution des revenus provenant des coûts d'immatriculation. Fournir les revenus pour chaque année financière depuis 2007 et les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016.
74. Ventilation des coûts moyens d'immatriculation et de permis de conduire par catégorie pour chaque année financière depuis 2007. Évolution globale de ces coûts pour les usagers pour chaque année financière depuis 2007.
75. Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2012-2013, 2013-2014 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

76. Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 :
- a) le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés ;
 - b) le détail et le bilan des activités de chacun des programmes ;
 - c) les ressources humaines qui y sont affectées ;
 - d) le nom de la ou des firmes responsables (s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;
 - e) la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.
77. Budgets détaillés et liste des contrats et/ou subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour chaque programme et/ou campagne de sensibilisation pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.
78. État de situation et évolution pour chaque année financière depuis 2007 du Fonds de l'assurance automobile, incluant les actifs, le passif, le déficit et la provenance des revenus.
79. Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), liste détaillée des effectifs de la SAAQ pour chaque année depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.
80. Bilan de l'application de la Loi sur le corridor de sécurité. Nombre d'infractions, nombre d'incidents, coûts associés à l'implantation de la mesure.
81. Bilan de la réintroduction des cours de conduite obligatoires. Fournir, depuis la mise en œuvre de la mesure, et ce pour chaque année financière : le nombre d'inscriptions, le nombre d'écoles conformes et non-conformes, le bilan des sommes dépensées par région et école.
82. Bilan du programme « Permis de conduire Plus » : nombre de permis totaux délivrés pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure, coûts totaux et ventilés, nombre de demandes en cours.
83. Bilan de l'implantation des radars-photos et caméras aux feux rouges. Fournir les coûts et les recettes pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure et l'état des appels d'offres en cours pour l'implantation de nouveaux appareils.
84. Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ et ventilés par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour chaque année financière depuis 2007.
85. Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2007 et détails des causes et conséquences de ces accidents.
86. Liste des accidents répertoriés impliquant des véhicules de déneigement pour l'année 2014-2015. Fournir la liste des membres et les activités du Comité stratégique sur le déneigement.
87. Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités ou avertissements octroyés aux conducteurs de véhicules lourds, selon le type d'infraction (limitateur de vitesse, fatigue au volant, etc.), pour chaque année financière depuis 2007.
88. Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2012-2013 et 2013-2014 pour les véhicules lourds.
89. Nombre de certificats d'exemptions de pneus d'hiver émis pour l'année 2012-2013 ou 2013-2014 avec le détail des motifs d'exemption. Nombre de demandes refusées avec détail des motifs du refus. Fournir les coûts administratifs reliés à la gestion et la délivrance de ces exemptions.
90. État de situation des négociations et contrats concernant la cessation des ports par le gouvernement fédéral.
91. Liste des compagnies dont le permis de transport a été révoqué par la CTQ pour chaque année financière depuis 2007 par catégorie de permis. Raisons de ces révocations.

92. Concernant le renouvellement de la flotte des traversiers :
- a) État de situation de la flotte (nombre de traversiers, valeur, année de construction et durée de vie prévue de chacun des bateaux) ;
 - b) État de situation des travaux ;
 - c) État de situation des appels d'offres ;
 - d) Liste détaillée des dépenses et/ou des contrats octroyés pour l'achat ou la rénovation des traversiers pour chaque année financière depuis 2007, ventilé par traversier et par trajet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR
LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

CORRESPONDANCE ENTRE LES QUESTIONS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION
ET L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question PARTCAQ	Question PART PQ	Question officielle du deuxième groupe d'opposition
1.		<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;b. la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;c. leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2.	PQ-5	<p>Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le lieu ;b) le coût ;c) la ou les dates de participation ;d) le nombre de participants ;e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;f) le nom de la formation ou de l'activité.
3.	PQ-6	<p>Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon les catégories de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>
4.		<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels ont participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a. son mandat ;b. la liste des membres ;c. le budget dépensé ;d. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;e. les résultats atteints.
5.		<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>

6.	GEN-32 GEN-34	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministères et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.
7.		Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8.		Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9.		Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10.	GEN-17 GEN-18	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.
11.		Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014 : a. la liste de tous les concours et tirages effectués ; b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
12.		Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 : - le nom de toutes les campagnes; - les coûts de ces campagnes; - le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser ; - les dates de diffusion de la campagne; - les objectifs visés par chaque campagne.
13.		Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.
14.		Coût moyen de construction de 1 kilomètre de route asphaltée pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015. Ventiler par région administrative, par direction territoriale et par type de route.
15.		Liste détaillée de toutes les entreprises ayant été déclarées inaptes à contracter avec le ministère pour chaque année financière depuis 2007, incluant la raison de la déclaration et la date. Fournir également la liste des entreprises qui, en 2013-2014, ont pu recommencer à contracter avec le ministère, incluant la raison et la date.

16.		Liste des projets pour lesquels, pour chaque année financière depuis 2007, il y a présentement des poursuites judiciaires en cours. Indiquer le poursuivant et les raisons de la poursuite. S'il y a lieu, fournir les montants demandés et accordés, les coûts pour le gouvernement et le jugement, y compris les dates.
17.		Liste des travaux complétés sur l'autoroute 30 pour chaque année financière depuis 2007. Indiquer les échéanciers, coûts estimés et coûts totaux à ce jour du projet.
18.	PQ-16	Liste détaillée des travaux effectués sur l'autoroute 25 : a) échéancier des travaux; b) état de l'arpentage effectué par le partenaire privé; c) bilan des travaux réalisés et montants investis pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015; d) fournir toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution d'amélioration du trafic routier réalisées par le ministère; e) état de situation du système de péage, nombre de plaintes enregistrées et de véhicules non identifiés sur le passage payant en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.
19.	PQ-17	Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal : a) état d'avancement du projet; b) copie de tous les rapports, ententes, études ou autres réalisés à ce jour; c) dates de rencontres entre les fonctionnaires du MTQ et de la Ville de Montréal et état des négociations; d) échéancier des travaux ; e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015 ;
20.		Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de réaménagement de l'Échangeur Dorval : a) état d'avancement du projet ; b) copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour ; c) échéancier des travaux ; d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015 ; e) liste des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007.
21.	PQ-45	Liste détaillée des travaux effectués sur le Pont Honoré-Mercier : a) copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour ; b) échéancier des travaux ; c) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015 ; d) liste des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007.

22.	PQ-18	<p>Liste des travaux effectués, coûts et échéancier pour les routes suivantes pour chaque année financière depuis 2007 (le cas échéant). Inclure les coûts totaux à ce jour depuis le début de chaque projet et indiquer le coût total estimé pour chacune de ces routes par rapport au coût initial estimé :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'autoroute 5; b) l'autoroute 15; c) l'autoroute 19; d) l'autoroute 20; e) l'autoroute 35; f) l'autoroute 50; g) l'autoroute 55; h) l'autoroute 73; i) l'autoroute 40; j) l'autoroute 70; k) l'autoroute 410; l) la route 132; m) la route 104; n) la route 175 et copie de toutes les ententes de financement avec Ottawa; o) la route 169; p) la route 117 q) la route 155 r) la route 138 s) la route 167 t) la route 185 u) la route 170 v) la route 389
23.	PQ-19	<p>Liste détaillée et coûts des travaux effectués dans le cadre de la réfection de l'Échangeur Turcot pour chaque année financière depuis 2007. Indiquer aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'échéancier des travaux et détail des investissements prévus pour 2014-2015; b) la liste des travaux reportés et échéanciers initial et modifié pour chacun des travaux; c) liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués à ce jour; d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours; e) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes; f) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.
24.	PQ-19	<p>Liste détaillée et coûts des travaux effectués pour chaque année financière depuis 2010 pour la construction du nouvel Échangeur Turcot, Indiquer aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation; b) l'état des appels d'offres en cours; c) le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet.

25.		<p>Liste détaillée et coûts des travaux effectués dans le cadre du projet de réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency pour chaque année financière depuis 2002. Indiquer aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le bilan et l'échéancier des travaux pour chacune des 8 phases et le détail des investissements prévus pour 2014-2015 ; b) la liste des travaux reportés et échéanciers initiaux et modifiés pour chacun des travaux ; c) la liste des coûts initiaux prévus pour chaque phase et les coûts finaux pour chaque phase ; d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.
26.		<p>Concernant le Pont Champlain :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste et copie des études réalisées relativement à l'état du Pont Champlain et à son remplacement ; b) Plan pour l'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont ; c) Concernant le bureau des partenaires et les comités mis en place pour le Pont : liste et dates des rencontres, personnes présentes, agendas, procès-verbaux, coûts associés, échéancier des rencontres en 2014-2015.
27.	PQ-21	<p>Concernant le pont de l'Île d'Orléans :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts); b) bilan des travaux réalisés et montants investis pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions et échéancier pour 2014-2015; c) copie de toutes les ententes, études, analyses, rapports réalisés à ce jour.
28.	PQ-22	<p>Concernant les projets de haltes routières en PPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) État de situation global et pour chacune des haltes ; b) Échéancier des travaux ; c) Bilan des travaux réalisés pour chaque année financière depuis 2007, et prévisions pour 2014-2015 ; d) Liste détaillée de tous les contrats octroyés par le ministère pour chaque année financière depuis 2007 ; e) Bilan de l'achalandage aux haltes construites en PPP et comparaison avec les autres haltes ; f) copie de toute entente signée avec un partenaire privé ; g) état des appels d'offres bilan du partenariat public-privé.

29.		<p>Concernant le projet d'agrandissement de l'autoroute Henri-IV :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) copie de toute étude, analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ; b) échéancier complet des travaux, incluant les coûts ; c) liste des travaux effectués sur l'autoroute pour chaque année financière depuis 2007, incluant les coûts et les dates ; d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.
30.		<p>Concernant le tunnel Mont-Royal :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet; b) liste des travaux effectués en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015; c) la liste des coûts initiaux prévus pour chaque phase et les coûts finaux pour chaque phase ; d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.
31.		<p>État de situation du pont d'étagement du boulevard Henri-Bourassa Est reconstruit à Montréal en 2012. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ tout rapport d'inspection réalisé ou commandé par le ministère ; ➤ toute communication ou rencontre avec la Ville de Montréal ; ➤ les sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et les prévisions de travaux, s'il y a lieu.
32.	PQ-24	<p>Concernant le Bureau de mise en œuvre du partenariat public-privé :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Bilan des activités pour chaque année depuis sa mise en œuvre et prévisions pour 2014-2015; b) Ventilation du budget total ventilé par catégories pour 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015; c) Budget de fonctionnement pour chaque année depuis sa mise en œuvre et prévisions pour 2014-2015; d) Effectif équivalent ETC pour chaque année depuis sa mise en œuvre 2014 et prévisions pour 2014-2015.
33.	PQ-25	<p>Concernant le Bureau d'implantation du Métro de Montréal, fournir pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'organigramme; b) le nombre d'employés; c) les coûts de fonctionnement pour chaque année financière depuis 2007; d) le budget global et ventilé; e) bilan des activités. f) Fournir les prévisions pour 2014-2015. g) Fournir également la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro.

34.	PQ-26	<p>Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des travaux réalisés par circonscription électorale pour 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015; b) les détails des sommes le constituant et les prévisions pour 2014-2015 ainsi que la répartition par durée d'amortissement; c) les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts pour 2012-2013, 2013-2014 et celles estimées pour 2014-2015 et répartition par durée d'amortissement;
35.	PQ-27	<p>Bilan du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les montants versés à chacun des organismes publics de transport; b) le nombre total d'automobilistes, dans chacune des municipalités, ayant versés la contribution de 30 \$; c) les montants perçus par la taxe sur l'essence, dans chacune des municipalités; d) Les statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun (en % selon la provenance des usagers et par municipalité dont les automobilistes contribuent au Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun); e) Le calcul de la répartition des sommes à chacun des organismes publics de transport en commun.
36.		<p>Bilan du Fonds de gestion de l'équipement roulant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) État de situation au 31 mars 2014 ; b) Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds ; c) Liste ventilée des activités financées par le Fonds pour chaque année financière depuis 2007. d) Pour chaque année financière depuis 2007, surplus accumulés par le Fonds virés au fonds général.
37.		<p>Bilan du Fonds de la sécurité routière :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. État de situation au 31 mars 2014 ; b. Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds ; c. Liste détaillée des programmes et mesures de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route financés par le Fonds pour chaque année financière depuis 2007 ; d. Liste des membres du comité consultatif de 7 membres.

38.		<p>Bilan du Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de GES :</p> <p>a) État de situation au 31 mars 2014 ;</p> <p>b) Liste et ventilation de toutes les subventions accordées dans le cadre du programme pour chaque année financière depuis 2006 par volet, incluant les bénéficiaires, le montant accordé, les dates, la nature du projet financé ;</p> <p>c) Liste et détail de toutes les sommes réduites, annulées et/ou remboursées au ministère depuis 2006 par volet pour cause de non-respect des conditions au programme.</p>
39.	PQ-28	Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé des subventions pour chaque année financière depuis 2007, avec ventilation des montants versés par organisme et par projet. Fournir la liste des projets refusés.
40.	PQ-29	Liste détaillée des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, pour chaque année financière depuis 2007.
41.	PQ-30	Liste et détail des montants consacrés par le ministère pour chaque année financière depuis 2007 à l'inspection et l'entretien des ponts, viaducs et autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien et inspection). Prévisions pour 2014-2015.
42.		<p>Liste complète et détaillée de tous les immeubles dont le ministère est actuellement propriétaire, incluant l'année d'acquisition, le coût à l'achat, la valeur actuelle et, s'il y a lieu, les revenus de location. Fournir également, pour chaque année financière depuis 2007 :</p> <p>a) La liste des immeubles vendus par le ministère, incluant la date de la vente, la raison et le prix ;</p> <p>b) La liste de tous les baux auxquels le ministère a mis fin, incluant les dates de début et fin de location, la raison et le coût du bail lors de la cessation ;</p> <p>c) La liste des immeubles loués par le ministère, incluant l'année du début de la location, le coût du bail au début de la location, le coût actuel, la date de fin du bail et l'intention face à son renouvellement.</p>
43.	PQ-32	Liste et détail des consultations menées par le ministère auprès des communautés autochtones en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015. Fournir les noms et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le ministère pour mener ces consultations. Indiquer les dates et le sujet des rencontres et le résultat.
44.	PQ-33	Crédits affectés, par programme, au transport en commun pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.
45.	PQ-34	Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2007, et la liste des projets réalisés pour chaque année financière depuis 2007, avec ventilation des coûts par projet par année.

46.		<p>Concernant la flotte du ministère des Transports du Québec et des directions territoriales :</p> <p>a) Évolution du nombre total de la flotte, ventilée par type de véhicules et par direction territoriale et/ou direction du ministère, pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015 ;</p> <p>b) Coûts d'acquisition, de location et d'entretien pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.</p>
47.		Sommes dépensées par le Ministère en 2012-2013 et 2013-2014 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du ministère, en pourcentage du total.
48.	PQ-36	Nombre de voitures électriques à basse vitesse de type ZENN circulant présentement sur les routes du Québec en vertu du projet-pilote autorisé par le ministère des Transports en juin 2008. Fournir toute étude, rapport ou bilan réalisé sur ce projet-pilote jusqu'à maintenant. Fournir l'échéancier et les coûts initiaux, actuels et prévus du projet-pilote.
49.	PQ-37	Sommes octroyées en vertu du programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (PAREGES) et liste et détail des programmes ou projets financés pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.
50.	PQ-38	État d'avancement et coûts reliés aux études et/ou scénarios et/ou analyses concernant les projets de tramway à Québec, Montréal, Laval et toute autre ville du Québec (s'il y a lieu). Fournir copie de chaque étude, scénario, rapport ou analyse.
51.	PQ-46	Sommes versées pour chaque année financière depuis 2007 pour le transport collectif pour les régions du Québec et des communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC. Prévisions des sommes pour 2014-2015.
52.	PQ-47	<p>Crédits affectés aux différents programmes de la Route verte pour chaque année financière depuis 2007, ventilés par projet et par région administrative. Prévisions pour 2014-2015. Fournir également :</p> <p>a) Bilan du projet de la Route verte ;</p> <p>b) Le coût initial et l'échéancier initial du projet ;</p> <p>c) L'échéancier et le coût final prévus du projet ;</p> <p>d) Liste ventilée des subventions et/ou contrats accordés pour chaque année financière depuis 2007, pour chaque programme ;</p> <p>e) Le nombre de kilomètres ajoutés à chaque année depuis 2007.</p>
53.	PQ-48	État d'avancement, copie de toute étude et échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor et tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts reliés à toute étude depuis 2007. Fournir la liste détaillée des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007 pour chaque projet.

54.		<p>Concernant le Train de l'Est :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) État de situation complet ; b) Échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet ; c) Liste des différents tracés qui ont été étudiés et coûts reliés à chaque étude ; d) Les coûts initiaux estimés de l'ensemble du projet ; e) Les coûts finaux estimés actuellement pour l'ensemble du projet. f) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.
55.		<p>Concernant le projet du Train de l'Ouest :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) État de situation complet ; b) Tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés ; c) Coûts associés à chacun des scénarios envisagés ; d) Coûts du projet ventilés par année financière depuis 2011 et prévisions pour 2014-2015 ; e) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.
56.	PQ-49	État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour le projet de navette ferroviaire passager entre l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal et le centre-ville de Montréal pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015.
57.		<p>Concernant les trains de banlieue :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste et copie de toute étude, analyse, rapport, avis ou autres réalisés pour l'amélioration des services et l'expansion ; b) L'échéancier des travaux prévus pour chaque train ; c) Les montants investis pour chaque année financière depuis 2007 pour chaque train, et prévisions pour 2014-2015.
58.	PQ-50	Ventilation des ressources financières consacrées pour chaque année financière depuis 2007 et par région administrative, au programme de transport adapté. Préciser pour chaque région le nombre de personnes en attente de services et la durée moyenne des délais d'attente. Prévisions pour 2014-2015.
59.	PQ-51	Sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 pour la réfection/modernisation de l'Aéroport international Jean-Lesage. Inclure les détails de l'avancement des travaux et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Prévisions pour 2014-2015.
60.	PQ-52	Étude, note ou estimation du ministère relativement aux travaux projetés sur les axes routiers adjacents au nouvel amphithéâtre de Québec. Prévisions des travaux pour 2014-2015.

61.		<p>Concernant le projet d'une Agence des Transports :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Copie de toute étude, rapport, analyse, avis ou autres documents réalisés ou commandés par le ministère concernant la création d'une agence ; b) Liste des personnes ou groupes consultés à ce sujet ; c) Effectifs du ministère affectés à la préparation de la création d'une agence en 2013-2014 ; d) Les estimations des coûts de la création d'une Agence ; e) Les estimations des effectifs nécessaires pour opérer une Agence.
62.		Évolution des effectifs d'ingénieurs et de techniciens au MTQ depuis 2003 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2014-2015 et les trois années suivantes.
63.		Bilan détaillé des actions entreprises par le ministère afin de remédier à sa perte d'expertise : liste des actions et/ou projets mis en œuvre, incluant les coûts, les résultats, les échéanciers, les effectifs concernés. Bilan du Plan d'attraction et de fidélisation du personnel pour 2012-2013 et 2013-2014.
64.		<p>Pour l'unité anticollusion du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste et copie de tout rapport, avis, analyse ou autre produit par l'unité en 2012-2013 et 2013-2014 ; b) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC) ; c) Sommes ventilées affectées à l'unité en 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 ; d) Bilan des activités de l'unité en 2012-2013 et 2013-2014.
65.	PQ-54	Liste de tous les contrats octroyés ou honoraires professionnels versés par le Ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.
66.		État d'avancement et bilan des travaux de la Table québécoise de la sécurité routière et les rencontres prévues en 2014-2015, incluant les dates et lieux de celles-ci.
67.		Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site pour 2014-2015 et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2007.

68.		<p>Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste et copie de toute étude, analyse, avis, rapport ou autre sur la nécessité de remplacer les panneaux ; b) état d'avancement du projet et coûts totaux engagés à ce jour ; c) estimation du coût initial et du coût total actuel du projet ; d) liste et détail des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007 à cette fin, incluant le coût et le nom du fournisseur ; e) liste des appels d'offres en cours ; f) Fournir les prévisions pour 2014-2015.
69.		Liste et détail de tous les mandats donnés à la vérification interne et de l'évaluation de programmes en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.
70.		<p>Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des vérificateurs pour chaque direction, ainsi que leur rémunération; b) un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du Ministère ; c) le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.
71		Liste et détail des visites ou rencontres avec l'UPAC en 2012-2013 et 2013-2014 en indiquant : les dates, les dossiers visés, les personnes rencontrées, la direction concernée, la région.
72.	PQ-59	<p>Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2012-2013 et 2013-2014 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la nature du contrat; b) le mode d'octroi; c) le nom de l'entreprise qui a eu le contrat; d) le coût initial prévu ; e) le coût de tous les avenants et/ou suppléments et la raison.
73.		Évolution des revenus provenant des coûts d'immatriculation. Fournir les revenus pour chaque année financière depuis 2007 et les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016.
74.		Ventilation des coûts moyens d'immatriculation et de permis de conduire par catégorie pour chaque année financière depuis 2007. Évolution globale de ces coûts pour les usagers pour chaque année financière depuis 2007.
75.	PQ-60	Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2012-2013, 2013-2014 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

76.		<p>Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés ; b) le détail et le bilan des activités de chacun des programmes ; c) les ressources humaines qui y sont affectées ; d) le nom de la ou des firmes responsables (s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu; e) la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.
77.		Budgets détaillés et liste des contrats et/ou subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour chaque programme et/ou campagne de sensibilisation pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.
78.		État de situation et évolution pour chaque année financière depuis 2007 du Fonds de l'assurance automobile, incluant les actifs, le passif, le déficit et la provenance des revenus.
79.		Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), liste détaillée des effectifs de la SAAQ pour chaque année depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.
80.		Bilan de l'application de la Loi sur le corridor de sécurité. Nombre d'infractions, nombre d'incidents, coûts associés à l'implantation de la mesure.
81.		Bilan de la réintroduction des cours de conduite obligatoires. Fournir, depuis la mise en œuvre de la mesure, et ce pour chaque année financière : le nombre d'inscriptions, le nombre d'écoles conformes et non-conformes, le bilan des sommes dépensées par région et école.
82.		Bilan du programme « Permis de conduire Plus » : nombre de permis totaux délivrés pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure, coûts totaux et ventilés, nombre de demandes en cours.
83.		Bilan de l'implantation des radars-photos et caméras aux feux rouges. Fournir les coûts et les recettes pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure et l'état des appels d'offres en cours pour l'implantation de nouveaux appareils.
84.		Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ et ventilés par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour chaque année financière depuis 2007.
85.		Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2007 et détails des causes et conséquences de ces accidents.
86.	PQ-68	Liste des accidents répertoriés impliquant des véhicules de déneigement pour l'année 2014-2015. Fournir la liste des membres et les activités du Comité stratégique sur le déneigement.
87.	PQ-69	Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités ou avertissements octroyés aux conducteurs de véhicules lourds, selon le type d'infraction (limitateur de vitesse, fatigue au volant, etc.), pour chaque année financière depuis 2007.
88.		Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2012-2013 et 2013-2014 pour les véhicules lourds.

89.	PQ-71	Nombre de certificats d'exemptions de pneus d'hiver émis pour l'année 2012-2013 ou 2013-2014 avec le détail des motifs d'exemption. Nombre de demandes refusées avec détail des motifs du refus. Fournir les coûts administratifs reliés à la gestion et la délivrance de ces exemptions.
90.		État de situation des négociations et contrats concernant la cessation des ports par le gouvernement fédéral.
91.		Liste des compagnies dont le permis de transport a été révoqué par la CTQ pour chaque année financière depuis 2007 par catégorie de permis. Raisons de ces révocations.
92.		<p>Concernant le renouvellement de la flotte des traversiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) État de situation de la flotte (nombre de traversiers, valeur, année de construction et durée de vie prévue de chacun des bateaux) ; b) État de situation des travaux ; c) État de situation des appels d'offres ; d) Liste détaillée des dépenses et/ou des contrats octroyés pour l'achat ou la rénovation des traversiers pour chaque année financière depuis 2007, ventilé par traversier et par trajet.

QUESTION 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 1

Titre

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- b. la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c. leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération

Nous vous informons que ces données renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

La masse salariale globale de la SAAQ pour la période du 01-01-2013 au 31-12-2013 s'élève à 189,8 M\$.

b) la liste des membres du conseil d'administration

Membre	Date du début du mandat	Date de fin du mandat	Durée du mandat	Numéro du décret
Guy Morneau	8 mai 2013	8 mai 2018	5 ans	475-2013
Alain Albert	28 novembre 2007 30 mai 2012	27 novembre 2011 29 mai 2016	4 ans 4 ans	1057-2007 558-2012
Yvan Bordeleau	30 septembre 2009	30 septembre 2012	3 ans	1059-2009
André Caron	30 septembre 2009	30 septembre 2013	4 ans	1059-2009
Louise Champoux-Paillé	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014
Brigitte Corbeil	30 septembre 2009 18 décembre 2013	30 septembre 2013 18 décembre 2015	4 ans 2 ans	1059-2009 1362-2013
Anne-Marie Croteau	30 septembre 2009 18 décembre 2013	30 septembre 2013 18 décembre 2015	4 ans 2 ans	1059-2009 1362-2013
Adrien Desautels	30 septembre 2009	30 septembre 2012	3 ans	1059-2009
François Geoffrion	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013
Johanne Goulet	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013
Conrad Lord	30 septembre 2012	29 mai 2016	3 ans et 7 mois	558-2012
Jude Martineau	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014
Hélène Racine	28 novembre 2007 30 mai 2012	27 novembre 2011 29 mai 2016	4 ans 4 ans	1057-2007 558-2012
Nathalie Tremblay	3 mai 2010 28 novembre 2012	27 novembre 2012 27 novembre 2017	2 ans et demi 5 ans	368-2010 735-2012

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Administrateurs :

Renouvelés : Brigitte Corbeil et Anne-Marie Croteau

Nommés : Guy Morneau, Louise Champoux-Paillé, François Geoffrion, Johanne Goulet et Jude Martineau

Rémunération au 1^{er} avril 2013, établie par décret, comprend un montant forfaitaire pour les membres et présidents de comité auxquels s'ajoute un montant par présence aux CA et aux comités :

Membre du conseil

- Rémunération annuelle 8 877,73 \$
- Montant par présence aux séances du conseil et des comités 554,86 \$

Président d'un comité

- Rémunération annuelle additionnelle 3 329,15 \$

Rémunération au 1^{er} avril 2014, établie par décret, comprend un montant forfaitaire pour les membres et présidents de comité auxquels s'ajoute un montant par présence aux CA et aux comités :

Membre du conseil

- Rémunération annuelle 9 055,29 \$
- Montant par présence aux séances du conseil et des comités 565,96 \$

Président d'un comité

- Rémunération annuelle additionnelle 3 395,73 \$

Les CV sont disponibles en annexe

d) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

➤ La dépense pour la période du 01-01-2013 au 31-12-2013 pour l'ensemble de la Société est de 2 290 000 \$ (0,6 % des frais d'administration)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 1

Titre

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

Pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013, la masse salariale de l'AMT versée a été de 29 705 337 \$.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste des employés avec le poste occupé et leur rémunération, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Membre du conseil d'administration en date du 14 mars 2014 :

- Nicolas Girard
- Robert Panet-Raymond
- Jacinthe Charbonneau
- Suzanne Lareau
- Arem Salem
- Guy Pilon
- Caroline St-Hilaire

Les membres du CA, à l'exception du PDG, ne reçoivent aucune rémunération de l'AMT.

Pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013, les frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation des membres du CA totalisent 7 569 \$.

QUESTION 4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 4

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels ont participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :

- a. son mandat ;
- b. la liste des membres ;
- c. le budget dépensé ;
- d. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- e. les résultats atteints.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir tableaux ci-joints.

Aucune dépense n'a été engagée pour la participation à ces comités.

SOURCE: Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes (C154150)
Direction des communications (C154130)
Service de l'éthique, de l'accès à l'information et des plaintes (1541208)

Liste des comités **interministériels** dont le ministère des transports est membre

Responsable	Nom du Comité	Mandat	Membres
CSPQ	Comité sécurité client du RENIR (Réseau national intégré de radiocommunication)	Définir et mettre en œuvre des mesures de sécurité	<div><div>– Responsable adjoint de la sécurité de l'information</div><div>– Pilote RENIR</div></div>
CSPQ	Comité de la gestion des télécommunications	Communauté de pratiques	<div><div>– Responsable adjoint de la sécurité de l'information</div></div>
DPI/SCT	Groupe de travail du CODIE (Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage)	Rédaction d'un guide pratique de l'infonuagique gouvernementale	<div><div>– Responsable adjoint de la sécurité de l'information</div><div>– Responsable de l'architecture de la sécurité de l'information</div></div>

SOURCE : Service de l'éthique, de l'accès à l'information et des plaintes (1541208)

Liste des comités interministériels dont le ministère des transports est membre			
Responsable	Nom du Comité	Mandat	Membres
Services Québec	Services d'urgence en milieu isolé – Groupe de travail communication	Le sous-comité de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCCQ) sur les services d'urgence en milieu isolé (SUMI) a été désigné pour répondre aux recommandations du Protecteur du citoyen émises dans son rapport, visant à renforcer l'organisation des services d'urgence hors du réseau routier. Les membres de ce comité ont convenu d'examiner et de traiter les recommandations du Protecteur en créant trois groupes de travail distincts. Celui qui porte sur les communications a été mis sur pied afin de donner suite à la première recommandation du Protecteur, qui touche la sensibilisation et la responsabilisation des adeptes et des promoteurs d'activités sportives et récréotouristiques à l'égard des risques associés à la pratique d'activités en milieu isolé. c) Aucun budget dépensé d) Aucun montant n'a été dépensé e) Un rapport préliminaire a été produit	MAMOT; MDDEFP; MELS ; MRN; MSP; SÉPAQ; MTO MTQ (1 professionnel)
MCE	Comité projet communication sur l'électrification des transports	Responsable de développer et mettre en œuvre un plan de communication concerté pour faire connaître les réalisations du gouvernement en matière d'électrification des transports. c) Aucun budget dépensé d) Aucun montant n'a été dépensé e) Le processus est toujours en cours	MFEQ, MESRST, MESS, MICC, MCE, MDDEFP, MRIFCE, MAMOT, MRN MTQ (1 professionnel)
CSPQ	Groupe de travail interministériel sur la gestion des droits d'auteur	Responsable de faire la réflexion sur le fonctionnement de la gestion des droits d'auteur au sein du gouvernement, des rôles et responsabilités des ministères et organismes ainsi que du CSPQ en vue d'optimiser le processus de gestion des droits d'auteur et de déterminer l'orientation gouvernementale sur la perception de redevances. c) Aucun budget dépensé d) Aucun montant n'a été dépensé e) Le processus est toujours en cours	Institut national de santé publique du Québec, MELS, CSPQ, MESRST, MJQ, Institut de la statistique du Québec, MCC, MSSS, MRN, MDDEFP, MFA MTQ (1 professionnel)
SOURCE :	Direction des communications (C154130)		

Liste des comités interministériels dont le Ministère des transports est membre				
Responsable	Nom du Comité	Mandat	Membres	
Secrétariat à la condition féminine	Réseau gouvernemental des répondants ministériels en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Suivi des engagements en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et suivi du dossier de la condition féminine	MTQ: 1 professionnel	
Secrétariat à la condition féminine	Comité interministériel en analyse différenciée selon les sexes	Suivi de l'avancement de l'instauration de l'analyse différenciée selon les sexes dans l'appareil gouvernemental.	MTQ: 1 professionnel	
SOURCE :	Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes (C154150)			

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENTCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE
Liste 1 – Direction de la planification

Instructions

Liste des membres : Les identifier par le nom des ministères et organismes et ne donner aucun nom de personne. Pour le MTQ, indiquer le titre de fonction.
Budget : Indiquer si un budget a été affecté au fonctionnement de ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Table québécoise sur la sécurité ferroviaire et le transport de matières dangereuses	<p>Mobiliser les acteurs gouvernementaux et municipaux du Québec autour des enjeux concernant la sécurité ferroviaire et le transport des matières dangereuses;</p> <p>Convenir de positions communes entre les acteurs de la Table dans les interventions auprès du gouvernement fédéral, du gouvernement américain et des représentants de l’industrie;</p> <p>Approfondir la connaissance du sujet et améliorer la compréhension mutuelle des enjeux spécifiques, des rôles et des responsabilités de chaque palier de gouvernement;</p> <p>Recommander aux différents paliers de gouvernement des pistes d’amélioration de l’encadrement et des façons de faire pour arriver à une meilleure gestion des risques en lien avec le transport ferroviaire, le transport des matières dangereuses et l’aménagement du territoire;</p> <p>Mandater un Groupe de travail technique afin de proposer notamment, un plan de travail sur le sujet.</p>	<p>Ministère des Transports :</p> <ul style="list-style-type: none">Ministre des Transports et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire. <p>Ministère de la Sécurité publique</p> <p>Fédération québécoise des municipalités</p> <p>Union des municipalités du Québec</p>	Frais de fonctionnement de la Table assumé à même les budgets de fonctionnement interne.

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Groupe de travail technique sur la sécurité ferroviaire et le transport de matières dangereuses	<p>Améliorer la connaissance sur la sécurité ferroviaire et assurer un support technique dans les questions qui seront soulevées;</p> <p>Identifier des pistes de solution afin de répondre aux enjeux qui seront soulevés et en évaluer la pertinence et la faisabilité;</p> <p>Conseiller les autorités siégeant à la Table québécoise sur la sécurité ferroviaire et le transport de matières dangereuses.</p>	<p>Ministère des Transports :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Directeurs, chefs de services et professionnels <p>Fédération québécoise des municipalités</p> <p>Union des municipalités du Québec</p> <p>Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire - Direction générale de l’urbanisme et de l’aménagement du territoire</p> <p>Ministère de la Sécurité publique</p> <p>Ministère du Développement durable, de l’Environnement, de la Faune et des Parcs</p> <p>Société de l’assurance automobile du Québec - Contrôle routier</p>	Frais de fonctionnement du groupe de travail assumé à même les budgets de fonctionnement interne.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE
Liste 1 – Direction de la sécurité en transport

Instructions

Liste des membres : Les identifier par le nom des ministères et organismes et ne donner aucun nom de personne. Pour le MTQ, indiquer le titre de fonction.
Budget : Indiquer si un budget a été affecté au fonctionnement de ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Comité interministériel sur la sécurité routière	Assurer une concertation interministérielle en matière de sécurité routière; être un lieu privilégié d’échange d’information et de connaissances en matière de sécurité routière pour dégager une vision gouvernementale commune et une approche concertée.	Ministère des Transports : sous-ministre adjoint DGTCPS, directeur DST, chef de service SPS, professionnels Autres ministères et organismes participants : Société de l’assurance automobile du Québec(SAAQ). Commission des Transports du Québec (CTQ). ministère de la Sécurité publique (MSP). Sûreté du Québec (SQ). Association des directeurs de police du Québec (ADPQ). Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). ministère des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire (MAMROT). ministère de la Justice (MJQ).	Aucun budget dédié au fonctionnement de ce comité

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
		ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport (MELS). Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).	
Comité de travail sur le financement des infrastructures liées à la mise en œuvre du projet des sentiers durables pour les véhicules hors route (VHR)	Examiner, aux fins de recommandation au comité directeur du projet des sentiers durables, des formules de financement pour les infrastructures nécessaires à la mise en place des sentiers durables pour les VHR	Ministère des Transports :: Directeur DST, chef de service SPS et conseiller en matière de VHR (professionnel). Autres ministères : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). ministère des Ressources naturelles (MRN). ministère des Finances et de l'Économie (MFEQ), dont Tourisme Québec. Autres organismes : Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ). Fédération québécoise des clubs quads (FQCQ). Fédération québécoise des municipalités (FQM). Union des municipalités du Québec (UMQ).	Aucun budget dédié au fonctionnement de ce comité

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Comité des sentiers durables VHR sur les terres privées	Étudier toutes les possibilités et identifier des solutions pour pérenniser les sentiers durables situés en terres privées afin de mettre en place deux réseaux de sentiers durables pour les VHR, soit un pour la motoneige et un pour le quad, d'une longueur d'environ 10 000 à 15 000 km pour chaque réseau.	Ministère des Transports : Directeur DST, chef de service SPS, chargée de projet des sentiers durables, professionnel. Autres ministères : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). Autres organismes : Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ); Fédération québécoise des clubs quads (FQCQ). Union des producteurs agricoles (UPA). CRÉ du Saguenay–Lac-Saint-Jean. CRÉ de la Mauricie. CRÉ Chaudière-Appalaches. CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent. CRÉ Centre-du-Québec.	Aucun budget dédié au fonctionnement de ce comité
Comité de suivi du projet d'étude sur les Aides à la mobilité motorisée (AMM)	Suivre le projet d'étude sur la circulation sécuritaire des AMM et élaborer l'éventuel projet-pilote sur la circulation des AMM au Québec.	Ministère des Transports : Directeur, DST, chef de service SPS, professionnels en sécurité routière, ingénieurs en sécurité routière. Autres ministères : ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Autres organismes : Association des directeurs de police du	Aucun budget dédié au fonctionnement de ce comité

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
		Québec (ADPQ). Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN). Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ). Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ). Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03). Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Service de santé et des services sociaux (SSSS). Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ). Sûreté du Québec (SQ). Université de Sherbrooke (US). Ville de Montréal (VM). Ville de Victoriaville (VV).	
Comité interministériel de coordination du projet pilote radars photo	Veiller au bon déroulement du projet pilote. Il est le lieu privilégié de concertation entre les différents ministères et partenaires pour toutes questions jugées stratégiques concernant le projet pilote.	MTQ – directeur DST, chefs de service SESSRCSA et chef de division DIISEACSA, professionnels MSP, MJQ, DPCP, SQ, SPVM, ADPQ	Aucune dépense

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENTCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE

Liste 1 – Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire

Instructions

Liste des membres : Les identifier par le nom des ministères et organismes et ne donner aucun nom de personne. Pour le MTQ, indiquer le titre de fonction.
Budget : Indiquer si un budget a été affecté au fonctionnement de ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Comité de concertation navigation (CCN)	Dans le cadre de l’Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent, développer et mettre en œuvre une stratégie assurant une gestion de la navigation soucieuse du développement durable sur le Saint-Laurent en concertation avec l’industrie maritime commerciale et de plaisance, les intervenants environnementaux, les gouvernements et la population.	<div>- Coprésidé par le ministère des Transports du Québec (et Transports Canada) en la personne du chef du Service de transport maritime.</div> <div>- Un représentant du Ministère siège au CCN par l’intermédiaire d’un professionnel délégué.</div> <div>- La coordination du CCN est assurée par un professionnel du Service du transport maritime.</div>	La contribution financière du Ministère se limite à ses dépenses de participation, en termes de ressources humaines, à des projets de recherche, à l’organisation et au déroulement rotatif des rencontres du CCN, toujours en partenariat avec les autres membres gouvernementaux. Elle se résume essentiellement au temps de travail qui est consacré à cet égard au sein du CCN, il est évalué à 50 000 \$ par an.

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉ INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE
Liste 1 – Direction du transport routier des marchandises

Instructions

Liste des membres : Les identifier par le nom des ministères et organismes et ne donner aucun nom de personne. Pour le MTQ, indiquer le titre de fonction.
Budget : Indiquer si un budget a été affecté au fonctionnement de ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Table de concertation de l'industrie du courtage en services de camionnage en vrac	<ul style="list-style-type: none">- Proposer au ministre des Transports diverses solutions aux problèmes identifiés lors de la tournée de consultation tenue en 2005-2006.- Contribuer à résoudre les diverses problématiques de l'industrie pouvant survenir au cours des prochaines années.- Préparer un rapport à l'intention du ministre des Transports au cours de l'année 2011. Ce rapport présentera, notamment, un bilan des activités de l'industrie et de son évolution depuis le 1^{er} janvier 2007.- Établir un carrefour d'échange d'information permanent entre les intervenants.	<p>Ministère des Transports :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ 1 gestionnaire▪ 1 professionnel▪ Un représentant pour chaque association :- Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec- Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec- Association des transporteurs en vrac de Baie-Comeau inc.- Association nationale des camionneurs artisans inc.- Commission des transports du Québec- Fédération québécoise des municipalités- Hydro-Québec- Les transporteurs en vrac région 03	Aucune dépense

Aucune dépense

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
		inc. <ul style="list-style-type: none">- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire- Ministère des Ressources naturelles- Poste de camionnage en vrac région 06 inc.- Société d'énergie de la Baie James- Trans-vrac Montréal-Laval- Ville de Montréal- Ville de Québec- Les Vrats- RECIQ- Union des municipalités du Québec	
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	La <i>Loi sur les transports</i> (L.R.Q., c. T-12), créant le <i>Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général</i> se veut une table de concertation permanente favorisant l'échange d'informations, le dialogue et la concertation en continu entre les représentants des transporteurs routiers et les expéditeurs de marchandises (les donneurs d'ouvrage) au Québec.	<ul style="list-style-type: none">- Association du camionnage du Québec- Association des Intermédiaires en Transport du Québec- Conseil de l'industrie forestière du Québec- Syndicat national du transport routier affilié à la Confédération des syndicats nationaux - les Teamsters Québec, Local 106, affiliés à l'International Brotherhood of Teamsters et à la Fédération des	585.77 \$

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
		travailleurs et travailleuses du Québec - Un président par intérim (gestionnaire MTQ) - Un professionnel - MTQ - Un gestionnaire – MTQ - Un gestionnaire - SAAQ	
Comité technique du PEET	<ul style="list-style-type: none">- Analyse de demandes concernant l’homologation de technologies ne faisant pas partie de la liste des technologies admissibles au financement.- Analyse de demandes d’aide financière pour des projets de recherche ou des projets pilotes.- Analyse visant à modifier, à bonifier ou à améliorer le programme.	<ul style="list-style-type: none">- Deux professionnels - MTQ- Deux ingénieurs - MTQ- Un ingénieur - MRN	Aucune dépense
Groupe de travail sur l’harmonisation des règles de circulation des grands trains routiers (Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse)	Éliminer les différences réglementaires et à harmoniser les différents aspects liés à la circulation des grands trains routiers entre les provinces participantes (Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse).	<ul style="list-style-type: none">- Un professionnel et un ingénieur du MTQ- Deux représentants du MTO- Deux représentants du ministère des Transports du Nouveau-Brunswick- Un représentant du Nova Scotia Transportation and Infrastructure Renewal	Aucune dépense

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Coordination de l'information au PECVL et au public	Le groupe de travail a pour mandat de s'assurer de l'accessibilité de l'information pour les propriétaires, exploitants et conducteurs de véhicules lourds (PECVL). L'information concernée est celle qui permet de se conformer à la réglementation relative à la mise en circulation, à l'exploitation et à la conduite de véhicules lourds. Elle inclut également toute information de nature à permettre l'amélioration de la sécurité routière et la protection du réseau routier.	<ul style="list-style-type: none">- Quatre professionnels du MTQ- Quatre de la SAAQ- Deux de la CTQ Et un représentant pour chaque association suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Association des routiers professionnels- Association des propriétaires d'autobus du Québec- Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec- Association canadienne du camionnage d'entreprise- Club automobile du Québec- Association des transporteurs urbains du Québec- Association du transport écolier du Québec- Association du camionnage du Québec	Aucune dépense
Table de consultation gouvernement/industrie sur les normes de charges et de dimensions des véhicules et ensemble de véhicules lourds	<ul style="list-style-type: none">➤ Identifier et documenter les problématiques en liens avec les normes de charges et dimensions;➤ Définir des pistes de solution ;➤ Analyser les pistes de solution selon des critères convenus et dans le respect de l'encadrement des processus de normalisation,	Cinq représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">- Quatre gestionnaires : (DTRM (2),DS (1), DLC(1), CGER(1)- Un professionnel Un représentant pour chaque association :	6 000.00 \$ pour deux rencontres

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
	<p>d'harmonisation et juridique applicable;</p> <p>➤ Proposer les solutions réalistes et adéquates aux problématiques identifiées ;</p> <p>➤ Favoriser le consensus sur les solutions proposées;</p> <p>➤ Proposer aux autorités compétentes les solutions retenues et le cas échéant proposer des modalités de mise en œuvre.</p>	<ul style="list-style-type: none">- Association du camionnage du Québec- Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec- Association des entrepreneurs en forage du Québec- Association nationale des camionneurs artisans inc.- Association des propriétaires d'autobus du Québec- Association des propriétaires de dépanneuses du Québec- Association des propriétaires de grues du Québec- Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec- Association des propriétaires de pompes à béton du Québec- Association des routiers professionnels du Québec- Association du transport intermunicipal et municipal- Association des mandataires en vérification mécanique- Association des transporteurs écoliers du Québec- Association du transport urbain du Québec	

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
		<div>- Camo-Route</div> <div>- Centre de formation en transport de Charlesbourg</div> <div>- Centre de formation en transport de St-Jérôme</div> <div>- Commission des transports du Québec</div> <div>- Conseil de l'industrie forestière du Québec</div> <div>- Contrôle routier Québec</div> <div>- Fédération québécoise des municipalités</div> <div>- Regroupement des camionneurs indépendants du Québec</div> <div>- Société de l'assurance automobile du Québec</div> <div>- Union des municipalités du Québec</div> <div>- Union des producteurs agricoles du Québec</div> <div>- Ville de Montréal</div> <div>- Ville de Québec</div> <div>- Ville de Sherbrooke</div>	
Table de concertation gouvernement-industrie sur la sécurité des véhicules lourds.	<div>- Améliorer le bilan routier à l'égard des accidents impliquant un véhicule lourd à partir de pistes d'action venant principalement de l'industrie;</div> <div>- Trouver un plan d'action à court, moyen et long</div>	<div>Quatre représentants du MTQ :</div> <div>- Trois gestionnaires</div> <div>- Un professionnel</div> <div>Autres représentants :</div>	2 300.00 \$ a été estimé pour la rencontre qui se tiendra le 26 mars 2014

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
	termes en matière de sécurité des véhicules lourds; <ul style="list-style-type: none">- Proposer des mesures coercitives, incitatives et éducatives à l'égard de l'amélioration de la sécurité routière.	<ul style="list-style-type: none">- Associations concernées par la sécurité routière.- Chauffeurs- Expéditeurs- Organismes gouvernementaux- Propriétaires et exploitants de véhicules lourds- Usagers de la route	
Comité CRQ/MTQ	Assurer une interprétation commune de certaines dispositions réglementaires ou législatives faisant l'objet de divergence; Discuter des difficultés d'application de certaines dispositions réglementaires ou législatives; Discuter des priorités de contrôle du MTQ et de certains indicateurs permettant d'assurer un suivi de la conformité des propriétaires, exploitants et conducteur de véhicules lourds; Présenter des orientations à l'égard de certaines modifications réglementaires ou législatives.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ MTQ Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 2 Chefs de Service de la DTRM▪ 1 Professionnel	Aucune dépense

COMITÉ INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE
Liste 1 – Direction du transport terrestre des personnes

Instructions

Liste des membres : Les identifier par le nom des ministères et organismes et ne donner aucun nom de personne. Pour le MTQ, indiquer le titre de fonction.
Budget : Indiquer si un budget a été affecté au fonctionnement de ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Comité de liaison Bureau de taxi et de remorquage de la Ville de Montréal, Commission des transports du Québec, Société de l’assurance automobile du Québec, Contrôle routier Québec et ministère des Transports du Québec (Comité de liaison BTRVM-CTQ-SAAQ-CRQ-MTQ)	Établir des procédures et des règles communes en transport par taxi. Consultation et partage d’expertise dans le cadre de projets de modification à la Loi concernant les services de transport par taxi et son règlement.	Ministère des Transports : Deux professionnels et la chef de service au besoin Autres participants : <ul style="list-style-type: none">▪ Commission des transports du Québec▪ Bureau de taxi et de remorquage de la Ville de Montréal▪ Société de l’assurance automobile du Québec▪ Contrôle routier Québec	Aucun budget n’est affecté pour assurer le fonctionnement de ce comité.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE
Liste 1 – Service de coordination du projet d’agence

Instructions

Liste des membres : Les identifier par le nom des ministères et organismes et ne donner aucun nom de personne. Pour le MTQ, indiquer le titre de fonction.
Budget : Indiquer si un budget a été affecté au fonctionnement de ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
		Le SCPA n’a présidé aucun comité interministériel	

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE

Liste 1 – Service des relations extérieures

Instructions

Liste des membres : Les identifier par le nom des ministères et organismes et ne donner aucun nom de personne. Pour le MTQ, indiquer le titre de fonction.
Budget : Indiquer si un budget a été affecté au fonctionnement de ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Aucun			

COMITÉ INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE
Liste 2 – Direction générale du transport collectif, des politiques et de la sécurité (DGTCPS)

Instructions

Liste des membres : Fournir le nom de l’organisme responsable et les représentants du MTQ selon leurs fonctions (ex. : professionnel, directeur, chef de service, etc).
N’inscrire aucun nom de personne.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel des sous-ministres adjoints au Plan d’action gouvernemental (PAG) de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 Investir pour l’avenir	Assurer le suivi de la mise en oeuvre des actions du PAG au sein du gouvernement du Québec et des réseaux des différents ministères, afin d’atteindre les objectifs à l’intérieur du délai prévu	Nom de l’organisme responsable : MSSS Ministère des Transports : 1 SMA
Comité interministériel des gestionnaires au Plan d’action gouvernemental (PAG) de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 Investir pour l’avenir	Effectuer l’interface entre le comité des sous-ministres adjoints et celui des répondants ministériels dans la mise en oeuvre des actions du PAG au sein du gouvernement du Québec et des réseaux des différents ministères, afin d’atteindre les objectifs à l’intérieur du délai prévu	Nom de l’organisme responsable : MSSS Ministère des Transports : 1 conseiller au SMA
Comité interministériel des répondants au Plan d’action gouvernemental (PAG) de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des	Assurer la mise en oeuvre des actions du PAG, afin d’atteindre les objectifs à l’intérieur du délai prévu	Nom de l’organisme responsable : MSSS Ministère des Transports : 1 conseiller au SMA

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
problèmes reliés au poids 2006-2012 Investir pour l’avenir		
Comité des répondants ministériels pour l’application de l’article 54 de la Loi sur la santé publique (LSP)	S’assurer de l’appropriation des enjeux sous-jacents à l’article 54 de la LSP, la responsabilisation des différents partenaires et, ultimement, l’élaboration et l’adoption de politiques publiques favorables à la santé	Nom de l’organisme responsable : MSSS Ministère des Transports 1 conseiller au SMA 1 conseillère au Secrétariat du Ministère
Table sur le mode actif physiquement (TMVPA)	Concierter les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux afin d’assurer la cohésion entre les organisations dont l’intervention contribue à la promotion, l’adoption et au maintien d’un mode physiquement actif par la population québécoise.	Noms des organismes responsables : MELS et MSSS Ministère des Transports 1 conseiller au SMA

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2 – Direction de la planification

Instructions

Liste des membres : Fournir le nom de l’organisme responsable et les représentants du MTQ selon leurs fonctions (ex. : professionnel, directeur, chef de service, etc).
N’inscrire aucun nom de personne.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	<p>Le CIDD soutient et accompagne le ministère du Développement durable, de l’Environnement et des Parcs pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Pour ce faire, il favorise la concertation et l’harmonisation des diverses interventions menées au sein de l’administration publique québécoise.</p> <p>Le CIDD participera à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d’avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.</p>	<p>Nom de l’organisme responsable :</p> <ul style="list-style-type: none">Ministère du Développement durable, de l’Environnement, de la Faune et des Parcs <p>Représentants du MTQ : Sous-ministre adjoint</p>
Table d’accompagnement conseil auprès des organismes municipaux (TACOM)	Élaborer et mettre en œuvre un plan d’accompagnement-conseil des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable.	<p>Nom de l’organisme responsable :</p> <ul style="list-style-type: none">Ministère du Développement durable, de l’Environnement, de la Faune et des Parcs, Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire, et Comité interministériel du développement durable <p>Représentants du MTQ : Professionnel</p>
Table d’accompagnement conseil des entreprises du secteur privé (TACEP)	Aider les entreprises québécoises à prendre le virage du développement durable.	<p>Nom de l’organisme responsable :</p> <p>Ministère des Finances et de l’Économie</p> <p>Représentants du MTQ : Professionnel</p>

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Groupe de travail sur l'élaboration de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	Participer à l'analyse générale du contexte international et québécois du développement durable et proposer des thèmes à considérer dans l'établissement d'orientations. Proposer des énoncés d'orientations et d'objectifs préliminaires. Participer à la détermination et au choix d'indicateurs spécifiques associés à des objectifs chiffrés ou généraux. Participer, s'il y a lieu, à la rédaction éventuelle de sections spécifiques du texte de la Stratégie en formulant des commentaires sur le contenu général ou sur des parties spécifiques.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs Représentants du MTQ : Professionnel
Groupe de travail de sensibilisation et de formation au développement durable	Accompagner le Bureau du coordonnateur du développement durable dans ses travaux et participer à la concertation interministérielle sur la sensibilisation et la formation au développement durable.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs Représentants du MTQ : Professionnel.
Comité consultatif interministériel sur le projet de Politique québécoise de l'air	Collaborer à l'élaboration de la Politique québécoise de l'air (PQA). Cette collaboration est d'abord nécessaire pour la bonification des documents produits dans le cadre de la PQA, ainsi que lors de l'élaboration du Plan d'action.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs et Ministère de la Santé et des Services sociaux Représentants du MTQ : Professionnel
Comité interministériel du volet international de la Stratégie d'électrification des transports	Collaborer au rayonnement international de la Stratégie gouvernementale de l'électrification des transports en coordonnant les interventions des différents ministères concernés.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère du Conseil exécutif Représentants du MTQ : Professionnel

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel du PACC 2020	Faire le suivi de l'avancement et de la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), favoriser la concertation interministérielle à cet égard et en matière de changements climatiques en général, définir des orientations concernant l'action gouvernementale en matière de changements climatiques et formuler des recommandations au comité exécutif concernant certains enjeux relatifs au PACC 2013-2020.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs Représentants du MTQ : Sous-ministre adjoint
Comité exécutif sur les changements climatiques	Échanger sur les nouvelles balises et les améliorations en matière de suivi et de reddition de comptes qui guideront la mise en œuvre du PACC 2013-2020 à la suite du rapport du Vérificateur général.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs Représentants du MTQ : Sous-ministre
Groupe de travail sur le transport routier des marchandises	Identifier les technologies ou les produits pouvant répondre aux besoins d'électrification pour le camionnage lourd et léger; Examiner les applications concrètes des technologies existantes ou émergentes pour la desserte locale ou régionale qui pourraient être facilement adaptées aux conditions climatiques du Québec et susceptibles d'assurer un développement industriel significatif.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Secrétariat à l'électrification des transports avec la collaboration du ministère des Transports Représentants du MTQ : Directeur
Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)	Assurer la cohérence au niveau national de l'action gouvernementale en région et favoriser la convergence entre les actions des ministères et celles des acteurs locaux et régionaux en faveur du développement des régions. Dernière réunion en janvier 2013	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire Représentants du MTQ : Sous-ministre adjoint

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comités interministériels des ministères responsables du renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement du territoire	Élaborer des nouvelles orientations gouvernementales en aménagement du territoire destinées au milieu municipal.	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire Représentants du MTQ : Sous-ministre adjoint, chef de service, professionnel
Table de coordination interministérielle sur l’affectation du territoire public	S’assurer de la cohérence interrégionale et que les propositions des tables de concertation s’inscrivent dans les orientations et politiques gouvernementales.	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Ministère des Ressources naturelles Représentants du MTQ : Professionnel
Comité de travail interministériel sur le développement durable des collectivités	Élaborer des mesures en aménagement durable du territoire qui contribuent à la réduction ou l’évitement des émissions de GES et à l’adaptation aux changements climatiques dans les collectivités.	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Ministère du Développement durable, de l’Environnement, de la Faune et des Parcs Représentants du MTQ : Professionnel
Comité interministériel sur le développement économique le long de l’autoroute 30	Élaborer une vision durable du développement économique du corridor de l’A-30 de Sorel-Tracy à Vaudreuil-Soulanges.	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Ministère des Finances et de l’Économie Représentants du MTQ : Directeur, chef de services, professionnel

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2 – Direction de la sécurité en transport

Instructions

Liste des membres : Fournir le nom de l’organisme responsable et les représentants du MTQ selon leurs fonctions (ex. : professionnel, directeur, chef de service, etc.).
N’inscrire aucun nom de personne.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Groupe de travail concernant la modification du Code de la sécurité routière	Préparation d’un projet de loi modifiant le Code de la sécurité routière.	Nom des organismes responsables : <ul style="list-style-type: none">▪ Société de l’assurance automobile du Québec (SAAQ)▪ MTQ (chef du Service des politiques de sécurité, professionnels)
Sous-comité sur les services d’urgence en milieu isolé (SUMI).	Proposer des solutions pour résoudre la problématique signalée dans le rapport du Protecteur du citoyen du 28 mars 2013, concernant l’accessibilité des SUMI et la coordination des évacuations médicales.	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Ministère de la Sécurité publique (MSP) Liste de membres : <ul style="list-style-type: none">▪ MTQ (chef du Service des politiques de sécurité, professionnels)▪ ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSSQ)▪ Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCCQ)▪ Sûreté du Québec (SQ)▪ Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)▪ Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ)▪ Fédération québécoise de clubs quads (FQCQ)

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2 – Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire

Instructions

Liste des membres : Fournir le nom de l'organisme responsable et les représentants du MTQ selon leurs fonctions (ex. : professionnel, directeur, chef de service, etc).
N'inscrire aucun nom de personne.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026.	Conservation et mise en valeur de l'écosystème du Saint-Laurent.	<p>Nom des organismes responsables :</p> <p>Co-Présidence du comité :</p> <ul style="list-style-type: none">-Sous-ministre Environnement Canada et-Sous-ministre MDDEFP <p>Représentants du MTQ :</p> <ul style="list-style-type: none">-Directrice du transport maritime, aérien et ferroviaire.-Chef de Service du transport maritime.

COMITÉ S INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2 – Direction du transport routier des marchandises

Instructions

Liste des membres : Fournir le nom de l’organisme responsable et les représentants du MTQ selon leurs fonctions (ex. : professionnel, directeur, chef de service, etc). N’inscrire aucun nom de personne.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité sur les véhicules d’intervention en sécurité incendie	Analyser les diverses problématiques en lien avec la circulation des véhicules d’intervention incendie sur les ponts et viaducs	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère de la Sécurité publique Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">1 professionnel, 1 ingénieur
Eastern Transportation coalition (EBTC)	Favoriser la concertation des États et des provinces de l’Est pour les questions de passage à la frontière et la gestion des corridors de commerces internationaux	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">EBTC Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">1 professionnel
Comité international Border Transportation Working (TBWG)	Comité Canada-USA visant à soutenir la fluidité des transports de biens et de personnes à la frontière Canada-États-Unis	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Transports Canada et Federal Highway Administration Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">1 professionnel
Comité multiple sur l’évaluation des PECVL	Comité traitant de l’évolution de tous les dossiers touchant la Politique d’évaluation des exploitants, des conducteurs et des propriétaires de véhicules lourds (PECVL)	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">SAAQ Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">1 professionnel

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

Mandat		Membres
NOM DU COMITÉ	MANDAT	
Conseil d’administration de Camo-Route	Favoriser et consolider le partenariat sur une base sectorielle dans le but de permettre une prise en charge, par le milieu, du développement des facteurs de compétitivité des entreprises et de la main-d’œuvre du secteur du transport routier au Québec	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Camo-Route Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 2 professionnels
Comité de gestion des écoles de formation en transport routier de Charlesbourg et de Saint-Jérôme	Faciliter les échanges de vues entre l’industrie du transport routier et le Centre de formation et d’assurer un processus de décision éclairé et efficace	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Centre de formation en transport de Charlesbourg et Centre de formation en transport routier Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 1 professionnel
Comité de programmes des écoles de formation de Charlesbourg et de Saint-Jérôme	Faire des recommandations en matière d’application des programmes de formation professionnelle liée aux différents secteurs de l’industrie du transport routier	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Centre de formation en transport de Charlesbourg et Centre de formation en transport routier Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 1 professionnel
Comité de transport de la coalition de commerce QC/NY	Échanger de l’information avec les autres partenaires de la coalition et à identifier les enjeux et les besoins en matière de transport	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Fédération des chambres de commerce du Québec Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 1 professionnel
Comité QC/Vermont - Entente de coopération Québec- Vermont	Échanges entre les déplacements de transport en relation avec le passage aux frontières et le développement d’un corridor de commerce Québec/Nouvelle-Angleterre	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ SAAQ Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 1 ingénieur

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité SAAQ/MTQ/Union des producteurs agricoles	Rencontres sur les différents problèmes rencontrés par l’UPA avec l’application des règlements relevant du Ministère ou de la SAAQ	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ SAAQ Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ Chef du Service de la normalisation technique▪ Professionnel
Comité national sur les charges et dimensions	Rencontres de tous les intervenants provinciaux en matière de charge et de dimensions de manière à harmoniser les façons de faire entre les administrations canadiennes.	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ CCATM Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 1 ingénieur
Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur le transport des matières dangereuses	Rencontres de tous les intervenants provinciaux et territoriaux en matière de transport de matière dangereuses de manière à harmoniser le plus possibles les règlements des différentes administrations canadiennes en matière de transport de matières dangereuses.	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Transports Canada Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 2 ingénieurs
Comité de normalisation CSA B-620	Comité qui met à jour la norme B-620 concernant la fabrication et l’utilisation de citerne pour le transport de matières dangereuses	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ Transports Canada Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 1 ingénieur

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité TRANCAER	Comité qui regroupe les membres de l'Association canadienne de l'industrie chimique et divers intervenants gouvernementaux dans le but de responsabiliser l'industrie des produits chimiques lors de l'expédition et la manutention de leurs produits	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ ACIC Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ 1 ingénieur
Comité permanent sur la conformité et la réglementation	Le comité C&R traite des questions de conformité liées aux conducteurs et véhicules commerciaux, au transport des marchandises dangereuses et au transport routier commercial	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ CCATM Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ Directeur du transport routier des marchandises
Comité sur les véhicules commerciaux	Mise en œuvre des sections « véhicules lourds » et « simplification des opérations pour les véhicules commerciaux » du chapitre Transports de l'accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">▪ MTQ▪ MTO (Ministère des Transports de l'Ontario) Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">▪ Directeur du transport routier des marchandises

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2 – Direction du transport terrestre des personnes

Instructions

Liste des membres : Fournir le nom de l’organisme responsable et les représentants du MTQ selon leurs fonctions (ex. : professionnel, directeur, chef de service, etc).
N’inscrire aucun nom de personne.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Groupe de travail intersectoriel du Guide de pratique sur la notion de parcours sans obstacle	Conformément au Plan global de mise en œuvre (PGMO) de la politique gouvernementale <i>À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité</i> , le mandat vise à « soutenir, en collaboration conjointe et avec celle d’autres partenaires gouvernementaux, l’élaboration d’un guide pratique ayant trait à la notion de parcours sans obstacle pour les municipalités et les sociétés de transport afin d’outiller celles-ci en matière de conception d’aménagements extérieurs universellement accessibles. »	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire et l’Office des personnes handicapées du Québec Représentants du MTQ : Deux professionnels

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2 – Service de coordination du projet d’agence

Instructions

Liste des membres : Fournir le nom de l’organisme responsable et les représentants du MTQ selon leurs fonctions (ex. : professionnel, directeur, chef de service, etc).
N’inscrire aucun nom de personne.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
		<ul style="list-style-type: none">▪ Le SCPA n’a participé à aucun comité interministériel

COMITÉ S INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2 – Service des relations extérieures

Instructions

Liste des membres : Fournir le nom de l’organisme responsable et les représentants du MTQ selon leurs fonctions (ex. : professionnel, directeur, chef de service, etc).
N’inscrire aucun nom de personne.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel pour un Plan d’action sur l’Afrique	Élaboration d’un Plan d'action gouvernemental sur l'Afrique	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (MRIFCE) Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">Chef du Service des relations extérieures
Comité interministériel en vue de l’accueil au Québec de la 37e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres des l’Est du Canada, les 8 et 9 septembre 2013.	Organisation de la 37 ^e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres des l’Est du Canada, les 8 et 9 septembre 2013.	Nom de l’organisme responsable : <ul style="list-style-type: none">Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (MRIFCE) Représentants du MTQ : <ul style="list-style-type: none">Chef du Service des relations extérieures

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité directeur en prévention touristiques	Gouvernance du cadre de prévention des risques naturels	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Directeur et chef de service Direction du laboratoire des chaussées
Comité interministériel pour l'aléa glissements de terrains	Effectuer des analyses de risques afin d'identifier les problématiques de glissements de terrain pour lesquels une intervention en prévention est requise	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Ingénieurs Direction du laboratoire des chaussées
Comité interministériel pour les imminences de mouvement de terrain	Revue générale de la coordination du travail entre le MSP et le MTQ pour les cas d'urgence de glissement de terrain.	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Ingénieurs Direction du laboratoire des chaussées
Comité sur la prévention de sinistres naturels - Érosion et Submersion côtières	Sélection des projets de prévention et les projets de recherche de sinistres naturels reliés à l'aléa "Érosion et Submersion côtières" en fonction du niveau de risque	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Ingénieurs Direction des structures Direction du laboratoire des chaussées

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité sur la prévention de sinistres naturels - Inondation	Sélection des projets de prévention et les projets de recherche de sinistres naturels reliés à l'aléa "Inondation" en fonction du niveau de risque	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Ingénieur Direction des structures
Comité sur le passage des services d'urgence en cas de démarrage du déglaceur d'Hydro-Québec	Échanger et s'entendre sur les conditions et sur les mécanismes de coordination lors du passage de services d'urgence en cas de démarrage du déglaceur d'Hydro-Québec	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Professionnelle et chef de service Centre de coordination de la sécurité civile Direction de la Capitale-Nationale
Sous-comité de planification sur la résilience des systèmes essentiels au Québec	Conseiller l'OSCQ sur les mesures à prendre pour réaliser la démarche. Assurer la cohérence des mesures pour accroître la résilience des systèmes essentiels	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Professionnelle Centre de coordination de la sécurité civile
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Directeur et sous-ministre adjointe Direction de la Chaudière-Appalaches Direction de Laurentides-Lanaudière Direction générale des infrastructures et des technologies

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Sous-comité de l'OSCC sur les services d'urgence en milieu isolé (SUMI)	Les mandats du SUMI consiste à examiner la problématique liée à l'accessibilité des services d'urgence en milieu isolés et à proposer des solutions en ce qui a trait à la couverture incendie des infrastructures essentielles, aux opérations de recherche et de sauvetage, à la désincarcération, à la desserte aérienne ainsi qu'à la coordination lors des évacuations médicales.	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Professionnel et sous-ministre adjointe Centre de coordination de la sécurité civile Direction générale des infrastructures et des technologies
Table des responsables de mission du Plan national de sécurité civile	Permettre à tous les responsables de mission d'acquérir une meilleure connaissance et compréhension de l'ensemble des missions et d'être au fait du développement de chacune d'elle. - Coordonner le développement continu des missions, ou de nouvelles missions, en fonction des besoins identifiés et des champs de compétence respectifs, ainsi qu'en assurant la cohérence entre celles-ci et leur transpositions régionales. - Collaborer à l'enrichissement du PNSC, notamment en ce qui concerne les sections portant sur la prévention et le rétablissement	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Professionnelle Centre de coordination de la sécurité civile
Groupe de travail sur les transports actif et alternatif	Améliorer la sécurité routière tout en favorisant les transports actif et alternatif	Ministère responsable : MSSS Représentants MTQ : Ingénieur et professionnels Direction du soutien aux opérations Direction de la sécurité en transport

COMITÉ S INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Sous-comité sur le rétablissement	Concevoir et planifier la démarche du rétablissement, c’est-à-dire l’ensemble des décisions et des actions à prendre à la suite d’un sinistre pour restaurer les conditions sociales, économiques, physiques et environnementales de la collectivité et réduire les risques. Cette démarche s’inscrit dans une perspective à court et à long terme et complémentaire aux impératifs de développement durable	Ministère responsable : MSP Représentants MTQ : Sous-ministre adjointe et professionnelle Centre de coordination de la sécurité civile Direction générale des infrastructures et des technologies
Table québécoise – Projet de l’OCDE sur les futurs chocs mondiaux	Réviser, commenter et bonifier la liste des thèmes et orientations proposés dans le Projet de l’OCDE sur les futurs chocs mondiaux	Ministère responsable : MRI Représentants MTQ : Professionnelle Centre de coordination de la sécurité civile
Comité sur les compensations pour les pertes d’habitats fauniques	Développer, conjointement entre le MDDEFP et le MTQ, une approche de compensation des pertes d’habitats fauniques, notamment l’habitat du poisson ainsi que des milieux humides qui peuvent en faire partie.	Ministère responsable : MRN Représentants MTQ : Professionnels Direction de l’environnement et de la recherche Direction de la Chaudière-Appalaches Direction de l’Estrie

COMITÉ S INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité directeur du comité interministériel pour un plan d'action concerté de rétablissement des habitats aquatiques au lac St-Pierre	Élaborer et mettre en oeuvre un plan d'action concerté dans le but d'améliorer la qualité de l'eau et des habitats aquatiques du lac Saint-Pierre et de son littoral, prioritairement pour restaurer la population de perchaudes	Ministère responsable : MDDEFP Représentants MTQ : Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche
Comité interministériel central de l'entente administrative MTQ-MDDEFP	Veiller à la mise en oeuvre et au suivi de l'Entente, voir à en améliorer le contenu et l'application et produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'Entente.	Ministère responsable : MDDEFP Représentants MTQ : Chefs de service Direction de l'environnement et de la recherche Direction de Laval-Mille-Îles
Comité interministériel de concertation sur le lac Champlain	Orienter les politiques et stratégies de gestion de résilience aux inondations dans le bassin du lac Champlain.	Ministère responsable : MDDEFP Représentants MTQ : Ingénieurs et directeur Direction du laboratoire des chaussées Direction de l'Est-de-la-Montérégie
Comité interministériel sur la politique sur l'air (PQA)	Élaborer et mettre en oeuvre la PQA.	Ministère responsable : MDDEFP Représentants MTQ : Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction de la planification

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité interministériel sur les changements climatiques (CICC)	En vue de s'adapter au nouveau contexte climatique, le gouvernement a mis sur pied un comité interministériel ayant pour but d'établir un plan d'action concerté qui respectera les caractéristiques propres du Québec. Pour ce faire, le Comité doit analyser des scénarios de réduction dans les différents secteurs d'activité respectifs et proposer des mesures d'intervention appropriées	Ministère responsable : MDDEFP Représentants MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies
Comité interministériel sur les milieux humides et hydriques	Élaborer des recommandations en vue d'améliorer les outils en place et proposer de nouveaux outils dont une politique gouvernementale afin d'améliorer la conservation et la gestion durable des milieux humides	Ministère responsable : MDDEFP Représentants MTQ : Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche
Table de gouvernance en gestion des connaissances sur l'eau	Assurer une meilleure coordination entre les différents services qu'offre le gouvernement en termes de partage, de collaboration et de diffusion des connaissances sur l'eau	Ministère responsable : MDDEFP Représentants MTQ : Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité consultatif du RIBG	Faire connaître les besoins et priorités des clients en matière de services de bibliothèque, conseiller le CSPQ sur les moyens à prendre pour répondre adéquatement aux besoins exprimés par les bibliothèques membres du Réseau, proposer des améliorations au niveau du fonctionnement des services offerts, contribuer à l'évolution des normes et procédures en usage au sein du Réseau, en collaboration avec l'équipe de soutien et les membres des différents comités de travail, contribuer au maintien d'un esprit de partage des ressources et de l'expertise, donner son avis sur toute question pertinente	Ministère responsable : RIGB Représentants MTQ : Professionnel Direction de l'environnement et de la recherche
Comité permanent de catalogage (RIBG)	Agir en tant qu'experts conseil auprès de l'équipe de soutien et des catalogueurs des bibliothèques du RIBG pour les sujets relatifs au catalogage des documents, défendre des normes réseau afin d'uniformiser et maintenir la qualité du catalogue collectif (CUBIQ)	Ministère responsable : RIGB Représentants MTQ : Technicien Direction de l'environnement et de la recherche
Comité permanent de la référence (RIBG)	Planification et mise en oeuvre de moyens et d'outils favorisant le partage des connaissances et expériences parmi les employés travaillant à la référence dans les bibliothèques du RIGB	Ministère responsable : RIGB Représentants MTQ : Technicien Direction de l'environnement et de la recherche

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Nom du comité	Mandat	Membres
	sur l’eau, l’état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques;	
Comité interministériel sur l’industrie touristique	Son mandat consiste à partager l’information stratégique, identifier au sein des différents ministères et organismes gouvernementaux les actions à poser afin de favoriser la croissance de l’industrie touristique et mettre de l’avant des stratégies porteuses.	Ministère responsable : MTO Représentants MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies
Comité interministériel sur la recherche et l’innovation	Veiller à l’harmonisation de l’intervention gouvernemental en matière de recherche, science, technologie et innovation (RSTI), sa cohérence et à la complémentarité des actions; Favoriser l’émergence d’orientations gouvernementales communes et développées en concertation; S’assurer d’une mise en œuvre coordonnée des plans d’action, stratégies et politiques; Contribuer à son évolution, à son adaptation et en assurer le rayonnement.	Ministère responsable : MDEIE Représentants MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies
Table de concertation interministérielle (PNRI)	Assurer la convergence des actions de l’État en matière de recherche; Assurer une meilleure cohésion entre les ministères et organismes en matière de recherche et d’innovation ; Maintenir une vision commune et partagée des priorités ; Forum de discussion important sur les conditions d’accès aux données publiques des différents ministères.	Ministère responsable : MERST Représentants MTQ : Sous-ministre et sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENTCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Comié aviseur sur le projet de recherche sur l'évaluation de l'efficacité des passages pour la petite et moyenne faune pour l'axe routier 73/175	Informer les partenaires en lien direct avec le projet de suivi de la performance des 33 passages à faune construits le long de la route 175, dans l'optique de limiter la fragmentation des habitats et de maintenir la biodiversité.	MTQ : Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Professionnels Direction de la Capitale-Nationale <u>SÉPAQ</u> - MRN - Association forestière des deux rives-Université Laval - Université Concordia - MDDEFP-Conservation de la nature Canada -AECOM	S/O
Comité directeur sur le projet de recherche sur l'évaluation de l'efficacité des passages pour la petite et moyenne faune pour l'axe routier 73/175	Prendre les décisions d'orientation dans le cadre du projet de suivi de la performance des 33 passages à faune construits le long de la route 175, dans l'optique de limiter la fragmentation des habitats et de maintenir la biodiversité	MTQ: Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Technicien Professionnel Direction de la Capitale-Nationale <u>MRN</u> - Université Concordia - Université Trent - Montana State University - Université Laval - AECOM	S/O

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Comité interministériel sur le bruit environnemental	Partager les connaissances et accroître la collaboration entre les ministères en vue de proposer des orientations gouvernementales et développer des documents de références ou outils de sensibilisation visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental	MTQ: Chef de service Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche MAMROT- MDDEFP- MSSS- DSP- INSPQ	S/O
Comité directeur Transports/Tourisme	Assumer une concertation efficace des projets conjoints de nature Transport/Tourisme impliquant ATR associés, le ministère du Tourisme et le MTQ	MTQ : Ingénieurs Directeur Direction du soutien aux opérations Tourisme Québec	

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Comité interministériel de la Route Verte	Coordination des actions gouvernementales concernant la réalisation de la Route Verte	MTQ : Sous-ministre adjointe DGIT Professionnel Direction du soutien aux opérations _____ MDEIE, MESS, MAPAQ, MRN, MDEFP, MAMROT, Vélo Québec, Tourisme Québec, Secrétariat au loisir et au sport, Secrétariat à la Jeunesse	
Comité interministériel Transports/Tourisme	Assumer une concertation efficace des projets conjoints de nature Transport/Tourisme impliquant Ministère du Tourisme et le MTQ	MTQ : Ingénieurs Directeur Direction du soutien aux opérations _____ Tourisme Québec, ATR associés du Québec	

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENTCE
OU LA MAÎTRISE D’ŒUVRE DU MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014
Transfert d'autorité et procédures cadastrales	Transfert d'autorité entre le MRN et le MTQ, ajustements des procédures cadastrales	MTQ Arpenteur-géomètre Professionnel Arpenteur-géomètre _____ MRN	
Comité de coordination de l'Entente administrative MTQ-MDDEFP	Assiter le comité interministériel central de l'Entente administrative MTQ-MDDEFP, notamment en assurant le suivi de l'application de l'Entente, en proposant des solutions aux problèmes d'application de l'Entente, en assurant le suivi des travaux des comités d'experts et en assurant le suivi des décisions	MTQ : Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Professionnel Direction de la Capitale-Nationale _____ MDDEFP	S/O
Groupe de travail ad hoc sur les bandes rugueuses médianes	Met en oeuvre et faire suivi des projets de bandes rugueuses & médianes su routes bidirectionnelles	MTQ Ingénieurs _____ MSSS	

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

Instructions

Liste des membres : Indiquer le ministère qui assume la présidence et le titre du représentant du MTQ et sa direction.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Réseau des répondants ministériels en gestion des connaissances et transfert d'expertise	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : Conseiller en gestion des ressources humaines (CGRH) Direction : Ressources humaines
G-6 : Projet multiplicateur en transfert d'expertise	Accompagner les ministères et organismes en matière de gestion des connaissances pour mettre en place des projets de transfert d'expertise et en gestion des connaissances.	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines

Note : Aucun budget n'a été affecté au fonctionnement du comité. Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité d'échanges interministériels sur la dotation	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	<p>Ministère responsable : à tour de rôle pour l'animation et les comptes-rendus</p> <p>Titre du représentant MTQ : conseiller en gestions des ressources humaines</p> <p>Direction : Ressources humaines</p>
Table de concertation en recrutement et dotation	Planification des opérations de recrutement du Centre de services partagés du Québec. Ces rencontres permettent de recevoir et de partager les besoins en recrutement des MO, afin d'arriver à un consensus autour de la planification annuelle des opérations de recrutement réalisées par le CSPQ (priorisation et caractéristiques des opérations).	<p>Ministère responsable : CSPQ</p> <p>Titre du représentant MTQ : Chef de service</p> <p>Direction : Ressources humaines</p>
Comité exécutif du réseau harcèlement	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation. Permet d'être partie prenante des décisions relatives au Réseau harcèlement	<p>Ministère responsable : SCT</p> <p>Titre du représentant MTQ : CGRH</p> <p>Direction : Ressources humaines</p>

Note : Aucun budget n'a été affecté au fonctionnement du comité. Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Réseau des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail	Permet le partage, la collaboration et l’entraide avec des responsables des autres ministères	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines
Comité interministériel des responsables en développement	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d’expertise et de concertation. Permet de maintenir les connaissances et connaître les plus récents développements dans ce secteur d’activités.	Ministère responsable : SAAQ Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines
Comité interministériel des responsables de PAE (CIRPA) Les activités du CIRPA sont suspendues depuis juin 2013. L’avenir de ce comité demeure incertain pour le moment.	Échanges entre les responsables du PAE des différents M/O à des fins de partage, de maintien d’expertise et de concertation.	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : Responsable du PAE Direction : Ressources humaines

Note : Aucun budget n’a été affecté au fonctionnement du comité. Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Regroupement des PAE de la Colline	Cômité constitué d’une vingtaine de ministères ou organismes et qui est dédié à l’organisation de conférences midi PAE, axées sur des thèmes relatifs à la santé psychologique.	Ministère responsable : à tour de rôle pour l’animation et les comptes-rendus Titre du représentant MTQ : Intervenant ministériel au PAE. Direction : Ressources humaines
Réseau interministériel en gestion du changement.	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d’expertise et de concertation.	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines
Groupe de travail en gestion de la carrière	Échanges entre les représentants à des fins d’avancement du dossier gestion de carrière	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Réseau Interministériel mobilisation et reconnaissance au travail (RIMRT)	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d’expertise et de concertation.	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail – secteur Administration provinciale : la DRH est membre du conseil d’administration, comme représentant patronal avec d’autres ministères et organismes de la Fonction publique.	Développement d’une offre de service paritaire en matière de prévention des accidents du travail et de maladies professionnelles. Les services de l’Association paritaire sont offerts à tous les Ministères et organismes. Échanges entre les représentants des différents M/O et des associations accréditées à des fins de partage, de maintien d’expertise et de concertation.	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : Chef du Service des relations professionnelles et de la santé-sécurité Direction : Ressources humaines
Réseau promotion de la fonction publique auprès des étudiants et stagiaires	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d’expertise et de concertation, afin de développer conjointement des outils.	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines

Note : Aucun budget n’a été affecté au fonctionnement du comité. Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Réseau des répondants en Gestion de la planification de la main-d'œuvre (GPMO)	Mandat d'échange et de consultation sur les besoins et les orientations en GPMO.	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines
Comité de concertation en évaluation	Lieu d'échange et d'information sur les outils, les pratiques, les orientations et les services en matière de moyens d'évaluation.	Ministère responsable : CSPQ Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines
Communauté de pratique RH – SAGIR	Plateforme d'échange entre les ministères pour favoriser la collaboration et le partage des connaissances entre des utilisateurs SAGIR, spécialisés en ressources humaines. Cela permet aux membres de formaliser leurs façons de faire et valoriser les meilleures pratiques destinées à servir de cadre de référence à l'ensemble des utilisateurs SAGIR-RH.	Ministère responsable : DGSAGIR et SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines
Comité consultatif des directeurs et directrices des ressources humaines SGR2-L2 et SGR3	Échanges entre les directeurs et directrices des ressources humaines de 12 M \ O sur l'état d'avancement et les impacts de SAGIR 2.	Ministères responsables : DGSAGIR et SCT Titre du représentant MTQ : Directeur RH Direction : Ressources humaines

Note : Aucun budget n'a été affecté au fonctionnement du comité. Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
SGR2- Comité interministériel du suivi de l'implantation des livraisons 1.2, 2 et 3 en continu	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	Ministères responsables : DGSAGIR et SCT Titre du représentant MTQ : Chef de service Direction : Ressources humaines
Réseau des gestionnaires en gestion de main-d'oeuvre	Table d'échange entre les gestionnaires d'une douzaine de M/O à des fins de partages des bonnes pratiques et de consultation sur différents sujets d'actualité.	Ministère responsable : auto-géré par le groupe Titre du représentant MTQ : Chef de service Direction : Ressources humaines La DGFI est également présente à cette table (Yves Boutin)
Comités SCT–Forum des directeurs en ressources humaines (FDRH) sur la Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017 du SCT	Agir à titre de comités consultatifs auprès du Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines et du Sous-secrétariat aux relations de travail du SCT pour la réalisation des projets et mesures découlant de la Stratégie.	Ministère responsable : SCT et FDRH Titre du représentant MTQ : Directeur RH Direction : Ressources humaines

Note : Aucun budget n'a été affecté au fonctionnement du comité. Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Réseau interministériel en développement des cadres	Échanges entre les représentants des DRH des différents M/O à des fins de partage, de maintien d’expertise et de concertation. Permet de maintenir les connaissances et connaître les plus récents développements dans ce secteur d’activités.	Ministère responsable : SCT Titre du représentant MTQ : CGRH Direction : Ressources humaines

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

COMITÉ INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DTI AGIT À TITRE DE MEMBRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Réseau d'alerte de l'Administration québécoise	<p>Les objectifs de ce réseau sont multiples :</p> <ul style="list-style-type: none">• prévenir les incidents et améliorer la sécurité en suivant l'évolution des menaces, des risques et des vulnérabilités ainsi qu'apporter les différentes solutions possibles;• agir comme point central pour la coordination des réactions aux incidents de sécurité;• développer et favoriser le partage d'expertise de pointe requise pour améliorer la capacité des ministères et organismes et accroître leur autonomie;• assurer un accès rapide à l'information pertinente par une veille continue.	<p>Ministère/Organisme responsable : CSPQ</p> <p>Représentant MTQ :</p> <p>Analystes en service à la clientèle</p> <p>Direction des technologies de l'information</p>
Comité directeur Adresses Québec	<p>Superviser en partenariat interministériel la mise en place et le processus de mise à jour d'Adresses Québec.</p>	<p>Ministère/Organisme responsable : Coresponsabilité : MTQ – MRN – MAMROT – DGE</p> <p>Représentant MTQ :</p> <p>Chef du service de la géomatique</p> <p>Direction des technologies de l'information</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DTI AGIT À TITRE DE MEMBRE

Conseil de gestion de l'ACRIGéo (Approche de Coopération en Réseau pour l'Information Géographique), Co-président avec le MRN	Mettre en place et superviser en partenariat le partage et la production en commun de l'information géographique au gouvernement du Québec.	Ministère/Organisme responsable : Coreponsabilité : MTQ – MRN Représentant MTQ : Chef du service de la géomatique Direction des technologies de l'information
Comité directeur du projet de Réseau de transport terrestre du Québec (RTTQ) sur la production en réseau de l'ACRIGéo, Co-président avec le MRN	Superviser la production et la mise à jour des données géographiques des différents réseaux de transport terrestre (routier, forestier, VHR, vélo, etc.) au Québec.	Ministère/Organisme responsable : Coreponsabilité : MTQ – MRN Représentant MTQ : Chef du service de la géomatique Direction des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DTI AGIT À TITRE DE MEMBRE

Table Architecture cible sur le projet Migration des postes	<p>Objectifs de la Phase Organisation :</p> <ul style="list-style-type: none">réaliser l'ensemble des travaux pour préparer et organiser les projets de migration des postes;identifier de tous les éléments de mise en commun facilitant la migration des postes tant pour économiser des coûts, réduire des délais et assurer la qualité optimale;mettre en place des éléments communs. <p>Responsabilités de la table d'Architecture :</p> <ul style="list-style-type: none">identifier la partie commune à saveur technologique;identifier les travaux technologiques récupérables des M/O qui ont démarré ou terminé la migration;définir l'architecture cible du poste incluant aussi :<ul style="list-style-type: none">les éléments favorisant le poste du futur;les éléments favorisant une gestion centralisée des postes dans le futur.définir une recette de migration générique utilisable par tous les M/O.	<p>Ministère/Organisme responsable : CSPQ</p> <p>Représentant MTQ : Chef du secteur du Soutien aux environnements technologiques des unités territoriales</p> <p>Direction des technologies de l'information</p> <p>Membres responsables : Plusieurs ministères et organismes</p>
---	---	---

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DTI AGIT À TITRE DE MEMBRE

Table de concertation sur le logiciel libre - Groupe de travail sur les standards ouverts	<p>Objectifs du groupe de travail :</p> <ul style="list-style-type: none">• Conseiller la table de concertation sur la portée et les éléments définissant la notion de standard ouvert à adopter;• Aviser la Table de concertation sur le logiciel libre des orientations et des stratégies retenues pour l'adoption du standard ouvert;• Alimenter la table de concertation dans ses priorités de vigie;• Échanger sur les pistes d'action prioritaires et les autres initiatives à favoriser;• Être consulté, de façon ad hoc, sur toute question relative au standard ouvert.	<p>Ministère/Organisme responsable :</p> <p>SCT</p> <p>Représentant MTQ :</p> <p>Service de la planification et de l'intégration</p> <p>Direction des technologies de l'information</p>
Comité des représentants en RI - STORI	Réalisation des études et analyses (sous 7 axes) qui conduiront à la production du dossier d'affaires recommandant la solution d'affaires jugée la plus appropriée pour atteindre les objectifs d'économies potentielles liés à la finalisation du regroupement des infrastructures de la plateforme centrale avec les trois derniers centres qui n'ont pas encore fait l'objet d'un regroupement, soit la CSST, la SAAQ et la Sûreté du Québec.	<p>Ministères responsables :</p> <p>Corresponsabilité : MTQ – SAAQ – CSST – RRQ – RAMQ – ARQ – MJQ – MRNF – MAPAQ – CSPQ</p> <p>Représentant MTQ :</p> <p>Chef du service de l'exploitation, des infrastructures et du service à la clientèle</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DTI AGIT À TITRE DE MEMBRE

Comité directeur - Analyse d'impact pour l'appel d'offres pour la migration des postes	Concevoir une démarche globale (un guide gouvernemental) d'analyse et de calcul des coûts d'impact de la migration des postes de travail.	Ministères responsables : Corresponsabilités : MTQ – SAAQ – CSST – DGA – RAMQ – SCT Marchés publics – SCT Migration et gestion du poste – CSPQ – SIQ Représentant MTQ : Chef du service de l'exploitation, des infrastructures et du service à la clientèle
Comité sur l'infonuagique	Produire les orientations gouvernementales en matière d'infonuagique.	Ministère/Organisme responsable : SCT/CSPQ Représentants MTQ : Architecte d'affaires techno + Directeur des technologies de l'information
Forum du Dirigeant principal de l'information	Rencontres de suivi périodique (habituellement aux 2 mois) des grands dossiers en TI au gouvernement du Québec.	Ministère/Organisme responsable : SCT/CSPQ Représentant MTQ : Directeur des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DTI AGIT À TITRE DE MEMBRE

Comité client du CSPQ	Rencontres de suivi périodique (habituellement aux 3 mois) des principaux clients du CSPQ. C'est l'occasion pour les clients d'exprimer leurs préoccupations sur les services du CSPQ et pour le CSPQ, de leur présenter différents dossiers qui touchent les M/O clients.	Ministère/Organisme responsable : CSPQ Représentant MTQ : Directeur des technologies de l'information (en remplacement de la directrice de la DGAR)
Projet d'implantation de la Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage	Mise en place d'une communauté des dirigeants et de leur entourage dans un extranet	Ministère/Organisme responsable : SCT Représentant MTQ : Directeur des technologies de l'information
Table d'échange sur la technologie SharePoint	Cette table a pour objectif de partager le vécu et les connaissances de la technologie SharePoint entre le MAPAQ et le MTQ	Ministères responsables : Corresponsabilités : MTQ – MAPAQ Représentant MTQ : Secteur soutien au développement, administration des données et normalisation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DTI AGIT À TITRE DE MEMBRE

Table d'échange sur la technologie LiveLink	Cette table a eu pour objectif de permettre d'échanger sur le vécu et les connaissances de la technologie LiveLink entre le Ministère du Revenu et le MTQ. Ça a permis au MTQ d'obtenir de l'information pour la mise à niveau de son infrastructure LiveLink.	Ministères responsables : Coresponsabilités : MTQ Représentant MTQ : Direction des technologies de l'information
Projet Pilote pour l'utilisation de GOLOC	Validation de l'outil GOLOC développé par le MSP afin d'éventuellement partager cette technologie entre les ministères et organismes du gouvernement du Québec.	Ministères responsables : Coresponsabilités : MTQ – MSP Représentant MTQ : Direction des technologies de l'information
Table des conseillers en Architecture d'entreprise	Informier et échanger sur l'ensemble des sujets en lien avec l'Architecture d'entreprise.	Ministère/Organisme responsable : SCT Représentant MTQ : Architecte d'ensemble Service de la planification et de l'intégration Direction des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DTI AGIT À TITRE DE MEMBRE

Cercle d'échange des responsables des métriques des technologies de l'information du gouvernement du Québec	Groupe d'échange sur les types d'indicateurs de gestion utilisés pour entretenir ou estimer les systèmes. Échange sur les différentes façons d'estimer les projets TI.	RAMQ, CARRA, MJQ, SAAQ, CSST, MFEQ, SCT, CTQ, CSPQ, CNT, MRN Représentant MTQ : Service de la planification et de l'intégration
---	--	---

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE (LA DGFI ET SES SERVICES) AGIT À TITRE DE MEMBRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité SAGIR - Centre d'assistance	Rencontre d'information et d'échanges pour discuter des sujets d'intérêt commun avec les responsables des centres d'assistance des M/O/OAB.	Organisme responsable : CSPQ (DGSAGIR) <i>Représentant MTQ :</i> Chef de division Service du pilotage intégré des systèmes informationnels Direction de la gestion financière et de l'information
Comité SAGIR - Services informationnels	Table favorisant les échanges entre les M/O afin de définir les besoins en développement de rapports qui consiste à réunir les utilisateurs du domaine des produits informationnels afin de partager, d'échanger et de contribuer à l'amélioration des produits informationnels, notamment les extractions (ERF), les générateurs d'états financiers (GÉF), l'environnement informationnel (EI) et la documentation s'y rapportant.	Organisme responsable : CSPQ (DGSAGIR) <i>Représentants MTQ :</i> Analystes Service du pilotage intégré des systèmes informationnels Direction de la gestion financière et de l'information
Comité SAGIR - Ressources matérielles	Table opérationnelle d'échanges traitant de l'utilisation du volet acquisition de la solution et visant à assurer la diffusion et le partage d'information aux responsables RM des différents M/O.	Organisme responsable : CSPQ (DGSAGIR) <i>Représentants MTQ :</i> Analyste, représentant du domaine RM Direction des ressources matérielles et contractuelles Analystes Service du pilotage intégré des systèmes informationnels Direction de la gestion financière et de l'information

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité SAGIR - Ressources humaines	Table opérationnelle d'échanges traitant de l'implantation et l'utilisation du volet RH de la solution et visant à assurer la diffusion et le partage d'information aux responsables RH des différents M/O.	Organisme responsable : CSPQ (DGSAGIR) <i>Représentants MTQ :</i> Analyste, représentant du domaine RH Direction des ressources humaines Analystes SAGIR Service du pilotage intégré des systèmes informationnels Direction de la gestion financière et de l'information
Forum des gestionnaires en ressources financières (FGRF)	Promouvoir l'échange, le développement, la concertation et l'action dans le but d'améliorer la gestion des ressources financières des M/O du gouvernement du Québec	Ministère responsable : S/O Tous les gestionnaires en ressources financières des M/O. <i>Représentants MTQ :</i> Directrice Direction de la gestion financière et de l'information Chef du service Service de la comptabilité et des contrôles financiers Direction de la gestion financière et de l'information

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité d'optimisation des rapports de frais dans SAGIR	Optimiser les modèles de rapports de frais afin d'uniformiser et de faciliter l'extraction de l'information de gestion.	<p>Organisme responsable : Forum des gestionnaires en ressources financières (FGRF)</p> <p>Contrôleur des finances (CF), FGRF, SCT, CSPQ, MTQ, MJQ</p> <p><i>Représentants MTQ :</i> Directrice Direction de la gestion financière et de l'information</p> <p>Chef du service Service de la comptabilité et des contrôles financiers Direction de la gestion financière et de l'information</p>
Comité exécutif du Forum des gestionnaires en ressources financières	Le comité exécutif oriente les stratégies des mandats de consultation, de concertation et de développement des compétences dans son secteur d'activité. Ces mandats découlent de sa lecture de l'environnement gouvernemental alimentée, entre autres, par les sujets d'intérêt exprimés par les organismes centraux. Cet ensemble est le fil conducteur de ses actions. Il rend compte de ses activités à l'assemblée annuelle ainsi qu'au sous-secrétariat du SCT, responsables des forums.	<p>Ministère responsable : S/O</p> <p>Directeurs des ressources financières des M/O suivants : MFEQ, RACJ, CSPQ, MRN, MAMROT</p> <p><i>Représentants MTQ :</i> Directrice Direction de la gestion financière et de l'information</p>

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Table de concertation sur le passif environnemental	<p>Table favorisant les échanges entre les M/O pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• Se doter d'une structure commune regroupant les acteurs;• Discuter des rôles et des responsabilités de chacun;• Favoriser les interrelations et la concertation;• Plate-forme d'échanges sur divers enjeux/problématiques;• Partager les préoccupations et les expériences;• Établissement de principes directeurs :<ul style="list-style-type: none">○ Informer périodiquement les autorités gouvernementales.	<p>Organisme responsable : Secrétariat du Conseil du trésor</p> <p>Représentants de M/O gouvernementaux (SCT, CF, MRNF, MDDEFP, MTQ, MELS, MSSS, MFE, MAPA, AMT, SIQ, IQ, Société des traversiers, Société de développement de la Baie-James).</p> <p><i>Représentant MTQ :</i> Chef du service Service de la comptabilité et des contrôles financiers Direction de la gestion financière et de l'information</p>
Comité directeur du projet d'implantation d'une solution applicative de gestion documentaire et de suivi de la correspondance basée sur du logiciel libre au gouvernement du Québec	<p>Rencontre favorisant les échanges entre les M/O pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• Préciser les besoins, attentes et orientations générales du projet;• Assurer une prise de décision adéquate et rapide dans le respect des orientations et des objectifs d'affaires;• Approuver certains biens livrables;• Approuver les décisions et les orientations en regard des options proposées.	<p>Organisme responsable : CSPQ (DGSAIR) Plusieurs M/O.</p> <p><i>Représentant MTQ :</i> Chef du Service de la gestion intégrée des documents et de l'information Direction de la gestion financière et de l'information</p>
Communauté de praticiens en amélioration continue des processus soutenue par le Lean administratif	<p>Rencontre favorisant les échanges entre les M/O pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• Créer un réseau d'échanges et de partage des connaissances d'expertises et de pratiques éprouvées en amélioration continue (Lean administratif).• Développer l'excellence en amélioration continue de processus d'affaires soutenant la mission des ministères et organismes publics.• Normaliser l'information, les démarches et les formations au regard des expériences vécues et des leçons apprises.• Contribuer à promouvoir l'amélioration continue des M/O publics.	<p>Organisme responsable : Secrétariat du Conseil du trésor</p> <p>Plusieurs M/O (RRQ, CARRA, MSP, MESS, MJQ, ISQ, MCE, RBQ).</p> <p><i>Représentant MTQ :</i> Chef de service, Service du soutien à l'optimisation des processus Direction de la gestion financière et de l'information</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION
FICHE EXPLICATIVE

Question 4

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels ont participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :

- a. son mandat ;
- b. la liste des membres ;
- c. le budget dépensé ;
- d. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- e. les résultats atteints.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'action 19 des Actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption stipule qu'un comité conjoint et permanent (MTQ-UPAC) de prévention et de détection de la collusion dans le domaine de la construction routière doit être mis sur pied.

Au printemps 2012, le MTQ a donc convenu avec l'UPAC de créer la *Table de concertation sur la protection de l'intégrité des contrats dans le domaine de la construction et de l'entretien du réseau routier* et de former deux comités opérationnels (Vérification-enquête et Prévention). Aucun budget n'a été attribué à la Table ni à ses deux comités opérationnels.

Le mandat de la Table de concertation est de :

- donner les orientations en matière de prévention et de détection de la collusion aux comités opérationnels;
- assurer l'efficacité, l'efficience et la cohérence dans les travaux des comités opérationnels, dans le respect des règles liées à la confidentialité, à la protection des renseignements personnels et à la protection des enquêtes;
- approuver les mécanismes d'échanges de renseignements et d'informations en matière de collusion, selon les rôles et responsabilités du MTQ et de l'UPAC.

Membres MTQ de la Table de concertation :

- la sous-ministre adjointe aux services à la gestion et à la surveillance des marchés (coprésidence);
- la directrice des enquêtes et de la surveillance des marchés;
- la directrice de la programmation, des ressources et des opérations;
- la coordonnatrice des enquêtes et de l'analyse de marché (secrétariat).

Autres membres :

- le directeur des opérations de l'UPAC (coprésidence);
- deux chefs d'équipe de la Direction des opérations de l'UPAC.

Le comité opérationnel « Vérification-enquête » a pour mandat de :

- assurer une cohésion dans les actions du MTQ et de l'UPAC en partageant les connaissances en matière de collusion, de corruption et de fraude dans le domaine des contrats de construction et d'entretien du réseau routier ;
- échanger sur les stratagèmes portant atteinte à l'intégrité des contrats du MTQ et sur les résultats des analyses, des vérifications et des enquêtes pertinentes aux deux organisations ;
- formuler des recommandations, le cas échéant, en vue d'améliorer les façons de faire en matière de détection de la collusion, de la corruption et de la fraude dans les contrats du MTQ.

Membres MTQ :

- La directrice des enquêtes et de la surveillance des marchés (présidence)
- le chef du service des enquêtes et de l'analyse de marché.
- les chefs des équipes d'enquête et d'analyse de marché du SEAM;

Autres membres :

- un chef d'équipe de la Direction des opérations de l'UPAC.

Le comité opérationnel « Prévention » a pour mandat de :

- proposer à la Table de concertation un programme de sensibilisation et de formation à la détection de situations de la collusion pour les intervenants en gestion contractuelle du Ministère et, après approbation, le réaliser;
- faire rapport semestriellement à la Table de concertation sur l'application du programme triennal et formuler des recommandations, le cas échéant, pour améliorer les façons de faire en matière de prévention de la collusion;
- effectuer divers travaux à la demande de la Table de concertation.

Membres MTQ :

- la directrice des enquêtes et de la surveillance des marchés (présidence);
- le chef du service des enquêtes et de l'analyse de marché
- le directeur des contrats et des ressources matérielles;
- la coordonnatrice des enquêtes et de l'analyse de marché (secrétariat).

Autres membres :

- le directeur de la prévention et de l'information de l'UPAC;
- le directeur de la formation sur les marchés publics du SCT.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 4

<p>Titre</p> <p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels ont participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a. son mandat ;b. la liste des membres ;c. le budget dépensé ;d. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;e. les résultats atteints.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La DGT a la responsabilité de 9 comités interministériels (voir liste 1)</p> <p>La DGT est membre de 79 comités interministériels (voir liste 2)</p>

Table des Matières

Direction de la Côte-Nord.....2
1. Table de concertation véhicules hors route (VHR)..... 2

Direction des Laurentides-Lanaudières.....3
2. Comité interministériel régional MTQ-MRNF-MDDEP 3

Direction de l’Abitibi Témiscamingue.....4
3. Comité interministériel régional – Entente MTQ-MRN-MDDEFP – Région
Abitibi-Témiscamingue 4
4. Comité interministériel régional – Entente MTQ-MRN-MDDEFP – Région Nord-
du-Québec 4
5. Comité interministériel régional Entente MTQ/MRNF/MDDEP 5

Direction de l’Îles de Montréal.....6
6. Comité interministériel régional Entente MTQ/MDDEFP 6
7. Projet d’amélioration des accès au Port de Montréal par le prolongement du
boulevard de l’Assomption et de l’avenue Souigny – Comité directeur 6
8. Projet d’amélioration des accès au Port de Montréal par le prolongement du
boulevard de l’Assomption et de l’avenue Souigny – Comité technique..... 7

Direction de l’Outaouais.....8
9. Comité interministériel régional de l’Entente administrative MTQ-MRN-
MDDEFP 8

Liste 1 – Comités interministérielles sous la responsabilité du MTQ

Direction de la Côte-Nord**1. TABLE DE CONCERTATION VÉHICULES HORS ROUTE (VHR)****Mandat**

La Table de concertation pour les VHR est dirigée par la CRÉ qui a mandaté l'ATR et le mandat en est un de sécurité. Il vise à régler la problématique de cohabitation entre les motoneigistes et les automobilistes.

Un comité technique a été créé à partir de cette table de concertation afin de faire l'analyse technique et les recommandations pour la solution de problèmes, comme les traverses de routes et de ponts.

Membres

CRÉ (président)

MTQ (chef de CS et ingénieur au SIP)

Budget dépensé

Aucune rencontre en 2013-2014

Résultats atteints

Dépôt des plans de développement des sentiers permanents de VTT et de motoneiges.

Meilleure collaboration entre les partenaires.

Direction des Laurentides-Lanaudières

2. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL MTQ-MRNF-MDDEP

Mandat

Assurer la mise en œuvre et le suivi de l'entente MTQ-MRNF-MDDEP
Proposer au comité interministériel central toute modification permettant d'améliorer l'application de l'entente
Faire rapport annuellement au comité interministériel central le ou avant le 15 février.

Liste des membres :

1 directeur territorial, MTQ
1 chef de service des inventaires et du Plan, MTQ
2 biologistes, MTQ
2 directeurs régionaux, MDDEP
1 directeur régional, MRNF
2 biologistes, MRNF

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$ pour le MTQ

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$ pour le MTQ

Résultats

L'entente MTQ-MRN-MDDEFP a été mise en œuvre et suivie pour 39 projets routiers en 2013-2014 ;

Direction de l'Abitibi Témiscamingue

3. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL – ENTENTE MTQ-MRN-MDDEFP – RÉGION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Mandat

Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

Voir à améliorer le contenu et l'application;

Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 mars.

Membres

Ministère des Transports du Québec (MTQ) - Région Abitibi-Témiscamingue :

Jean Iracà, chef du Service des inventaires et plan - MTQ, Nathalie Leblanc, responsable environnement - MTQ, Karine Champagne, conseillère en environnement – MTQ

Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP)

Hélène Iracà – MDDEFP, Édith van de Walle – MDDEFP, Édith Hallé - MDDEFP, Raymonde Jalbert – MDDEFP, Denis Gendron – MDDEFP

Ministère des Ressources naturelles (MRN)

Christian Labbé – MRN, Imed Bouzid – MRN, Danny Dumont - MRN, Stéphanie Pellerin - MRN, Nancy Delahaye – MRN

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats atteints

Présentation de la programmation des travaux pour 2013 et faire un retour sur les suivis

4. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL – ENTENTE MTQ-MRN-MDDEFP – RÉGION NORD-DU-QUÉBEC

Mandat

Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

Voir à améliorer le contenu et l'application;

Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 mars

Membres

- Ministère des Transports du Québec (MTQ) – Région Abitibi-Témiscamingue :
- Jean Iracà, chef du Service des inventaires et plan – MTQ,
- Nathalie Leblanc, responsable environnement – MTQ,
- Martin Bélanger, biologiste – MTQ, Julie Simard, biologiste – MTQ

Comités interministériels sous la responsabilité du MTQ

- Ministère des Transports du Québec (MTQ) – Région Saguenay–Lac-St-Jean :
- Jean-François Leclerc, chef du Service des inventaires et plan – MTQ,
- Jean-Marc Mergeay, professionnel – Service des inventaires et plan – MTQ,
- Donald Martel, professionnel – Service des inventaires et plan – MTQ,
- Denis Gagnon, technicien – Service des inventaires et plan – MTQ
- Nicolas Martel, professionnel – BCNQ - MTQ
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP)
- MDDEFP, Édith van de Walle; Johanne Breton, Daniel Gendron; Édith Hallé, Raymonde Jalbert, Nancy Binette, Jonathan Gagnon, Ulric Morin, Guy Tremblay, Alain Dubé Daniel Chouinard
- Justine Desmeules – MRN, Julie Pilote – MRN, Christian Labbé – MRN

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats atteints

Présentation de la programmation des travaux pour 2013 et faire un retour sur les suivis
Direction de Laval-Mille-Iles

5. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL ENTENTE MTQ/MRNF/MDDEP**Mandat**

Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative;

Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 mars.

Liste des membres

- Odile Béland, directrice, MTQ, Direction de Laval–Mille-Îles
- Yves St-Laurent, chef du service des inventaires et du plan – MTQ, Direction de Laval–Mille-Îles
- Jonathan Ménard, arpsé, MTQ, Direction de Laval–Mille-Îles
- Jeannine Bergeron, chef du service par intérim des inventaires et du plan – MTQ, Direction de l'Île-de-Montréal
- Stéphanie Giguët, arpsé, MTQ, Direction de l'Île-de-Montréal
- Marilou Tremblay, MDDEFP
- Jean-Marie Dion, MDDEFP
- Steeve Lachance, MDDEFP
- Donald Jean, MDDEFP, secteur faune (anciennement MRN)
- Étienne Drouin, MDDEFP, secteur faune (anciennement MRN)
 - Marianne Thériège, MDDEFP, secteur faune (anciennement MRN)

Budget dépensé en 2013-2014

Les participants de la Direction de l'Île-de-Montréal du MTQ se sont déplacés au bureau de la DLMI. Les frais encourus par le MTQ sont inférieurs à 100 \$.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Mettre en application une entente qui permet au MTQ de réaliser les travaux routiers dans le respect des lois qui sont sous la juridiction du MDDEFP et de faciliter l'obtention des autorisations de réalisation de ces travaux.

Direction de l'Îles de Montréal

6. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL ENTENTE MTQ/MDDEFP

Mandat :

- Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
- Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative;
- Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 mars.

Membres :

Ministère des Transports du Québec :

- Directrice – Direction de Laval–Mille-Îles
- Chef du service des inventaires et du Plan – Direction de Laval–Mille-Îles
- Agent de recherche et de planification socio-économique – Direction de Laval–Mille-Îles
- Chef du Service des inventaires et du Plan – Direction de l'Île-de-Montréal
- Agente de recherche et de planification socio-économique – Direction de l'Île-de-Montréal

Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs

- Six intervenants du secteur « faune »

Budget en 2013-2014 :

Aucun frais pour le MTQ.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Non applicable

7. PROJET D'AMÉLIORATION DES ACCÈS AU PORT DE MONTRÉAL PAR LE PROLONGEMENT DU BOULEVARD DE L'ASSOMPTION ET DE L'AVENUE SOULIGNY – COMITÉ DIRECTEUR

Mandat :

- Alloue les ressources internes requises de chaque organisme pour l'étude des solutions;
- Approuve les objectifs stratégiques et opérationnels qui guideront l'optimisation du scénario de prolongement des axes Souigny et de l'Assomption (janvier 2010) et le choix du concept optimal en respect des besoins des partenaires;
- Approuve la solution retenue et fait une recommandation aux autorités de la Ville et du Ministère.

Membres :

- Ville de Montréal (Direction du développement économique et urbain)
- Ville de Montréal (Direction du transport)
- Arrondissement de Mercier- Hochelaga-Maisonneuve (Direction)
- Ministère des Transports
 - Directeur – Direction de l'Île-de-Montréal
 - Chef du Service des inventaires et du Plan
 - Le Comité directeur est présidé par le Directeur.
- Administration portuaire de Montréal (Vice-présidence, opérations)

Budget en 2013-2014 :

Aucun frais pour le MTQ.

Comités interministériels sous la responsabilité du MTQ

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Non applicable

8. PROJET D'AMÉLIORATION DES ACCÈS AU PORT DE MONTRÉAL PAR LE PROLONGEMENT DU BOULEVARD DE L'ASSOMPTION ET DE L'AVENUE SOULIGNY – COMITÉ TECHNIQUE

Mandat :

- Recommande au Comité directeur les objectifs stratégiques et opérationnels;
- Recommande au Comité directeur les termes de référence pour l'octroi d'un mandat pour l'étude des solutions;
- Assure le suivi administratif, budgétaire et technique de l'étude et du mandataire;
- Fait rapport au Comité directeur;
- S'assure que les objectifs stratégiques et opérationnels sont atteints;
- Analyse les solutions proposées et fait des recommandations de nature technique et méthodologique;
- Définit la nature des activités et des études connexes nécessaires concernant les acquisitions, la décontamination, les services publics, etc. afin de préciser l'enveloppe budgétaire requise pour la mise en œuvre du projet.

Membres :

- Ville de Montréal (Direction des transports de l'urbanisme et du développement économique)
- Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
- Administration portuaire de Montréal
- Ministère des Transports
 - Chef du Service des inventaires et du Plan – Direction de l'Île-de-Montréal
 - Agents de recherche et de planification socio-économique – Direction de l'Île-de-Montréal
 - Le Comité technique est présidé par le chef du Service des inventaires et du Plan de la Direction de l'Île-de-Montréal

Budget en 2013-2014 :

Aucun frais pour le MTQ.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Non applicable

Direction de l'Outaouais

9. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE MTQ-MRN-MDDEFP

Mandat

Ce comité a été formé dans le cadre de l'Entente administrative MTQ-MRN-MDDEFP. Cette entente concerne l'autorisation générale découlant de l'**article 128.8** de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'**article 22** de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

Membres

MTQ

- Jacques Henry, ing. Directeur régional
- Stéphane Lauzon, ing. Gestionnaire délégué
- Yves Boutin, Coordonnateur en environnement
- Bibiane Racette, Biologiste, Responsable de l'entente
- Nicolas Wampach, Technicien de la faune
- Denis Fournier, Technicien en travaux publics

MRN

MDDEFP

Budget dépensé en 2013- 2014

Aucun budget n'est attribué à ce comité pour l'année 2013-2014

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Non applicable

Table des Matières

Direction de la Côte-Nord.....	3
1) Comité route 389.....	3
2) Comité consultatif régional de la traverse Tadoussac/Baie-Ste-Catherine.....	3
3) Comité route 385.....	3
4) Conférence administrative régionale de la Côte-Nord (CAR).....	4
Direction du Saguenay - Lac-St-Jean - Chibougamau.....	5
5) Association des directeurs de police du Québec.....	5
6) Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Nord-du-Québec.....	5
7) Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Saguenay-Lac-Saint-Jean 6	
8) Table régionale sur les saines habitudes de vie au Saguenay—Lac-Saint-Jean.....	6
9) Conférence administrative régionale CAR (Saguenay).....	6
10) Table ministérielle d'échanges sur les PTMD.....	7
11) Comité table VHR avec la CRÉ.....	7
Direction Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.....	8
12) Table de concertation régionale – Plan d'affectation du territoire public de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.....	8
13) Table de concertation régionale – Plan d'affectation du territoire public du Bas-Saint-Laurent.....	8
14) Comité interministériel régional de prévention des principaux risques naturels	9
15) Charte des paysages de la Gaspésie - Groupe de référence.....	9
16) Table de concertation sur les VHR du Bas-Saint-Laurent.....	10
17) Table de concertation sur les VHR de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.....	11
18) Conférence administrative régionale de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.....	11
19) Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent.....	12
20) Comité de travail sur le prix de l'asphalte en Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	12
21) Renseignements complémentaires.....	12
Direction de la Chaudière Appalaches.....	13
22) Table régionale sur les VHR.....	13
23) Conférence administrative régionale de Chaudière-Appalaches (CAR).	13
24) Table de concertation en contrôle routier et en sécurité routière de Chaudière-Appalaches.....	13
25) Comité de développement du Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas de fermeture du pont Pierre-Laporte ou du pont de Québec.....	14
26) Table sur les Saines habitudes de vie - pilotée par l'Agence de la Santé et des services sociaux.....	14
27) Table de concertation Beauce-Etchemins pour la prévention de l'alcool au volant	15
28) Rencontre préparatoire à l'hiver 2013-2014 de la DCA.....	15
29) Entente administrative MDDEFP-MTQ Comité régional.....	16
Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec.....	17
30) Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) Mauricie—Centre-du-Québec	17
31) Table de concertation Véhicules hors route (VHR) – Centre-du-Québec.....	17
32) Conférence administrative régionale (CAR) – Mauricie.....	17
33) Conférence administrative régionale (CAR) – Centre-du-Québec.....	18
Bureau de la Coordination du Nord-du-Québec.....	19
34) Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec (CARNQ).....	19
35) Groupe de travail infrastructures, ressources naturelles et environnement, mis en place dans le cadre du Développement nordique.....	19
36) Comité sur le cadre de gestion des investissements en infrastructures.....	20
37) Table de concertation du Plan d'affectation du territoire public.....	20
38) Comité interministériel régional de suivi des travaux du prolongement de la route 167.....	20
39) Comité interministériel de suivi opérationnel des travaux de prolongement de la route 167.....	21
40) Organisation régionale de la sécurité civile au Nunavik.....	21
41) Organisation régionale de la sécurité civile à la Baie-James.....	21

Comités interministériels dont le MTQ est membre

42) Comité interministériel sur l'aménagement durable des villages nordiques	22
Direction de l'Est-de-la-Montérégie	23
43) Conférence administrative régionale (CAR) qui était présidée par la direction régionale du MAMROT.....	23
Direction de l'ouest-de-la-Montérégie	24
44) Organisation régionale de sécurité civile (ORSC).....	24
45) Comité mixte interministériel sur les inondations dans le Bassin du Lac Champlain.....	24
46) Table de concertation en contrôle routier et sécurité routière.....	24
47) GéoMont (http://www.geomont.qc.ca/)	25
Direction de l'Estrie.....	27
48) Plan d'affectation du territoire public de la Région de l'Estrie Table de concertation gouvernementale	27
49) Comité sur la compensation des pertes d'habitat du poisson et de milieux humides.....	27
50) Conférence administrative régionale (CAR) Estrie	28
51) Comité technique du conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (CEGESAF)	29
52) Comité de paysages Estriens.....	29
Direction de l'Abitibi-Témiscamingue	31
53) Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue.....	31
54) Table de concertation régionale en contrôle routier de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec.....	31
55) Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	32
Direction de l'Île-de-Montréal.....	33
56) Conférence administrative régionale (CAR)	33
57) Comité de l'Organisation régionale de sécurité civile (ORSC), régions de Montréal, Laval-Mille-Îles, Laurentides et Lanaudière	33
Direction de la programmation, des ressources et des opérations.....	35
58) Table des répondants en affaires autochtones.....	35
59) Comité interministériel sur les ERA (entente sur les répercussions et avantages)	35
60) Groupe interministériel de soutien (GIS).....	35
61) Divers comités Plan Nord, dont notamment le Groupe de travail Accès au territoire.....	35
Direction générale adjointe des projets stratégiques.....	37
62) Comité directeur Mobilité Montréal	37
63) Comité aviseur Mobilité Montréal.....	37
64) Comité directeur stratégique – Plan Mobilité de l'Ouest.....	38
65) Comité directeur principal – Bureau des partenaires du pont Champlain	38
66) Comité de gérance Turcot.....	39
67) Comité des directions générales – Transports – AMT, STM, MTQ et Ville de Montréal	39
68) Comité de travail conjoint MTQ – SRM – Mesures préférentielles	40
69) Comité de gouvernance des projets stratégiques	40
70) Comité-conseil des intervenants externes – Nouveau pont pour le Saint-Laurent	41
71) Comité directeur – Projet de prolongement du métro.....	41
72) Comité directeur – Service rapide par bus (SRB) Pie IX	41
73) Comité aviseur – Service rapide par bus (SRB) Pie IX.....	41
74) Comité directeur – Centre d'entretien Pointe-Saint-Charles	42
75) Comité directeur – Centre d'entretien Lachine.....	42
76) Comité directeur - Bureau de projet - Système léger sur rail (SLR) pour le nouveau pont pour le Saint-Laurent.....	42
77) Comité d'axes A-19.....	42
78) Table de travail interministérielles – MRC des Appalaches.....	43
79) Comité Chantier Infrastructures.....	43

Liste 2 – Comités interministérielles dont le MTQ est membre

Direction de la Côte-Nord**1) Comité route 389****Mandat**

Étudier les problématiques de la route 389 et élaborer des solutions

Membres

- Directrice générale MRC de Manicouagan (présidente du comité),
- MTQ (chef du CS de Baie-Comeau, Agente de communication, chef des opérations de Baie-Comeau)
- Sûreté du Québec
- Kruger
- Abitibi Consolidated
- Scierie des Outardes
- Agence de santé et des services sociaux
- Hydro-Québec
- MRC de Caniapiscau

Budget dépensé

Aucun (uniquement du temps), 4 rencontres

Résultats atteints

Une meilleure collaboration entre les partenaires et une sensibilisation des usagers à la sécurité sur cette route

2) Comité consultatif régional de la traverse Tadoussac/Baie-Ste-Catherine**Mandat**

Comité ayant pour objet de discuter des problématiques autour de l'opération du service de traversiers entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine

Membres

- Société des Traversiers du Québec (président)
- Table des préfets des MRC de la Côte-Nord
- MRC de Charlevoix-Est
- Municipalités de Tadoussac et de Baie-Sainte-Catherine
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
- Société du pont sur le Saguenay
- Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
- Chambres de commerce de la région Côte-Nord
- Abitibi-Consolidated, Parcs Québec et TR Manicouagan
- Tourisme L'Isle-aux-Coudres
- Association professionnelle des chauffeurs de camion
- Sûreté du Québec de Charlevoix
- MTQ (Centre de services de La Malbaie et (Direction de la Capitale nationale)
- MTQ (Service des inventaires et du Plan et Centre de services de B.-C.)

Budget dépensé

45 \$ (repas), 2 rencontres

Résultats atteints

Une meilleure sensibilisation des usagers à l'approche de la traverse. Meilleure échange entre la STQ et les partenaires.

3) Comité route 385**Mandat**

Étudier les problématiques de la route 385 et préciser des solutions.

Membres

Comités interministériels dont le MTQ est membre

- Ville de Forestville (président)
- MTQ (chef du CS de Baie-Comeau, chef des opérations de Les Bergeronnes, agente de communication)
- Berscifor
- Société de l'assurance automobile du Québec (contrôle routier)
- Président syndicat des technologues 957 H-Q
- Boisaco inc.
- Marcellin Savard et fils
- Sûreté du Québec

Budget dépensé

85,80 \$ (6 dîners)

Résultats atteints

Une meilleure collaboration entre les partenaires et une sensibilisation accrue des usagers à la sécurité sur cette route.

4) Conférence administrative régionale de la Côte-Nord (CAR)**Mandat**

Contribuer à la concertation interministérielle dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales, exercer un leadership mobilisateur et faire preuve d'initiative et de solidarité dans l'implantation des priorités d'action établies par le gouvernement.

À la table de la CAR, différents sujets d'intérêt commun sont discutés (décentralisation) :

- Rapport et état d'avancement sur les différents comités de la CAR : comité sur la régionalisation, comité de la table sur l'érosion des berges;
- Ententes régionales avec les CRÉ;
- Point sur la situation de la négociation relative aux autochtones;
- Plan d'affaires du MRNF;
- Comité de la CAR sur l'aménagement du territoire;
- État de situation des projets Hydro-Québec en région;
- Comité de développement de la Basse-Côte-Nord;
- Subvention aux entreprises de poissonnerie en Basse-Côte-Nord.

Membres

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (président)
- Un représentant pour chacun des organismes et Ministères de la Côte-Nord (MTQ-Le Directeur)
- Hydro-Québec
- Agence de santé et des services sociaux.

Budget dépensé

165 \$ (hébergement et repas) 2 rencontres

Résultats atteints

Meilleure concertation et collaboration des partenaires dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales.

Direction du Saguenay - Lac-St-Jean - Chibougamau

5) Association des directeurs de police du Québec

Mandat

Mandaté par l'Association des directeurs de police du Québec, ce comité vise à coordonner les activités de sensibilisation à la sécurité routière au Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Membres

- M^{me} Julie Gagnon, SAAQ, coordonnatrice – Sécurité routière
- M. Sébastien Simard, MTQ
- M. Hervey Tremblay, Contrôle routier Québec
- M. Carl Paul, Service de police Mashteuiatsh
- Mme Aline Gauthier, SSSS
- Mme Hélène Nepton, SQ
- Mme Sabrina Savard, (capitaine) SPS
- Mme Catherine Charest, Forces armées

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats atteints

Organisation de nombreuses activités de sensibilisation dans les établissements scolaires, garderies, expositions et autres lieux publics.

6) Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Nord-du-Québec

Mandat

Faire le suivi deux fois l'an des projets assujettis à l'entente administrative et soulever les problématiques rencontrées dans son application.

Membres

- M. Jean-François Leclerc, MTQ
- M. Jean-Marc Mergeay, MTQ
- M. Denis Gagnon, MTQ
- M. Donald Martel, MTQ
- Mme Julie Simard, MTQ
- M. Martin Bélanger, MTQ
- M. Jean Iraca, MTQ
- Mme Cynthia Claveau, MDDEFP
- M. Daniel Gendron, MDDEFP
- M. Florian Ene, MDDEFP
- M. Marco Trudel, MDDEFP
- M. Jonathan Gagnon, MDDEFP

Budget dépensé en 2013-2014

Aucun budget à l'exception des salaires

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats atteints

Les rencontres du comité ont permis de clarifier certains aspects de l'entente et de rapporter des problématiques particulières au comité provincial de suivi de l'entente.

Coût : 1 jour/année/4 personnes

7) Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Saguenay-Lac-Saint-Jean**Mandat**

Faire le suivi deux fois l'an des projets assujettis à l'entente administrative et soulever les problématiques rencontrées dans son application.

Liste des membres

- M. Jean-François Leclerc, MTQ
- M. Jean-Marc Mergeay, MTQ
- M. Denis Gagnon, MTQ
- Mme Édith Tremblay, MDDEFP
- Mme Véronique Tremblay, MDDEFP
- M. Frédéric Chouinard, MDDEFP
- Mme Guylaine St-Pierre, MDDEFP
- Mme Karine Bélair, MDDEFP
- Mme Sophie Hardy, MDDEFP
- M. Claude Dussault, MDDEFP
- Mme Pascale Gobeil, MDDEFP
- M. Sylvain Rangers, MDDEFP

Budget dépensé en 2013-2014

Aucun budget à l'exception des salaires

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Les résultats atteints

Les rencontres du comité ont permis de clarifier certains aspects de l'entente et de rapporter des problématiques particulières au comité provincial de suivi de l'entente.

Coût : 1 jour/année/3 personnes

8) Table régionale sur les saines habitudes de vie au Saguenay—Lac-Saint-Jean**Mandat**

Assurer la mobilisation et la concertation des acteurs intersectoriels en saines habitudes de vie.

Faire le lien avec le Plan d'action gouvernemental (PAG) sur la promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012.

Membres

Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats atteints

Contribuer à la mise en œuvre des actions inscrites au Plan d'action régional en saines habitudes de vie.

9) Conférence administrative régionale CAR (Saguenay)**Mandat**

Assurer la coordination, l'harmonisation et une unité d'actions entre les différents ministères au niveau régional.

Membres

Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2013-2014

Comités interministériels dont le MTQ est membre

92,86 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

92,86 \$

Résultats atteints

Connaissance des problématiques régionales et des dossiers interministériels et gouvernementaux.

10) Table ministérielle d'échanges sur les PTMD

Mandat

Favoriser une harmonisation dans le traitement et le contenu tout en soutenant le développement de l'expertise nécessaire à l'élaboration des PTMD

Favoriser les échanges entre les équipes de travail, permettre le partage des connaissances et de l'expérience acquise en cours de réalisation des travaux.

Membres

Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2013-2014

Aucun budget à l'exception des salaires. La rencontre se fait par vidéoconférence.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats atteints

- Sensibilisation aux différentes approches d'élaboration de plans axés sur la mobilité durable;
- Optimisation des échanges entre les différentes directions territoriales;
- Mise à niveau périodique sur l'état d'avancement des travaux menés par chacune des directions territoriales;
- Création de documents de référence nécessaires à la prise en compte d'éléments essentiels dans le cadre des PTMD.

11) Comité table VHR avec la CRÉ

Mandat

Établir des sentiers permanents de VHR

Membres

Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2012-2013

40 000 \$ annuel qui est géré par la CRÉ et dont l'argent provient du central

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Pas de dépense pour la direction territoriale. Les rencontres ont eu lieu via des conférences téléphoniques et des rencontres à la CRÉ

Résultats atteints

- Travail sur l'établissement de sentiers permanents;
- Livraison du diagnostic quads et motoneiges;
- Livraison des fichiers géomatique, sentiers durables quads et motoneiges.

Direction Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

12) Table de concertation régionale – Plan d’affectation du territoire public de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Mandat :

Élaborer et mettre en œuvre le plan d’affectation du territoire public de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine sous la responsabilité du ministère des Ressources naturelles.

Le gouvernement du Québec doit s’assurer que les terres du domaine de l’État sont utilisées judicieusement au profit de la collectivité et dans une optique de développement durable. À cet égard, la Loi sur les terres du domaine de l’État confie à la ministre des Ressources naturelles le mandat de préparer, en collaboration avec les ministères concernés, un plan d’affectation pour toute partie des terres du domaine de l’État qu’elle détermine. Ce plan, qui établit et véhicule les orientations gouvernementales en matière d’utilisation du territoire public et de ses ressources, lie tous les ministères à l’œuvre sur les terres du domaine de l’État.

Membres :

- Hydro-Québec,
- MCC,
- MRN,
- MAPAQ,
- MDDEFP,
- MSP,
- MFE (anciennement MDEIE),
- MAMROT,
- MTQ (Geneviève Pinault, technicienne).

Budget dépensé en 2013-2014 : une rencontre, 130 \$ environ pour un coucher et trois repas pour une personne, à Caplan en Gaspésie.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres :

Ne s’applique pas.

Résultats atteints :

La réalisation du Plan d’affectation du territoire public de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (terminé). Le comité s’est réuni à une occasion pour la mise en œuvre du plan.

13) Table de concertation régionale – Plan d’affectation du territoire public du Bas-Saint-Laurent

Mandat :

Élaborer et mettre en œuvre le plan d’affectation du territoire public du Bas-Saint-Laurent sous la responsabilité du ministère des Ressources naturelles.

Le gouvernement du Québec doit s’assurer que les terres du domaine de l’État sont utilisées judicieusement au profit de la collectivité et dans une optique de développement durable. À cet égard, la Loi sur les terres du domaine de l’État confie à la ministre des Ressources naturelles le mandat de préparer, en collaboration avec les ministères concernés, un plan d’affectation pour toute partie des terres du domaine de l’État qu’elle détermine. Ce plan, qui établit et véhicule les orientations gouvernementales en matière d’utilisation du territoire public et de ses ressources, lie tous les ministères à l’œuvre sur les terres du domaine de l’État.

Membres :

- Hydro-Québec,
- MCC,
- MRN,
- MAPAQ,
- MDDEFP,
- MSP,
- MFE (anciennement MDEIE),

Comités interministériels dont le MTQ est membre

- MAMROT,
- MTQ (Geneviève Pinault, technicienne).

Budget dépensé en 2013-2014 :

Aucune rencontre du comité en 2013-2014.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Ne s'applique pas.

Résultats atteints

Réalisation du Plan d'affectation du territoire public du Bas-Saint-Laurent (terminé). Le comité se réunira éventuellement pour la mise en œuvre du plan.

14) Comité interministériel régional de prévention des principaux risques naturels

Mandat

Comité de concertation sur les problématiques des risques naturels sur le territoire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique. Le comité est multirisque mais traite surtout de l'érosion et des inondations (submersion).

Membres

- MRN,
- MDDEFP,
- MSP,
- MAMROT,
- MTQ (Richard Dionne, directeur ou Victor Bérubé, chef du SIP ou Claudine Forget, biologiste).

Note : Le comité regroupe les directeurs régionaux et les professionnels des ministères concernés des régions administratives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine. La liste des membres varie selon les sujets. Au besoin, le comité peut comprendre des représentants de municipalités ou de MRC.

Budget dépensé en 2013-2014

Aucune dépense

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Ne s'applique pas.

Résultats atteints

Relocalisation des citoyens en imminence à la suite des grandes marées de 2010 pour les secteurs de Sainte-Luce et de Sainte-Flavie : l'objectif principal était de faciliter la mise en œuvre de la relocalisation des résidences permanentes avec l'approbation du citoyen et qu'elle soit effectuée selon la réglementation municipale et gouvernementale. Reprise de certains terrains par le MTQ aux endroits où le réseau routier supérieur pourrait être menacé.

Élaboration d'un cadre normatif devant permettre de contrôler l'utilisation du sol dans les zones exposées à l'érosion littorale et transmission aux MRC concernées. Respect des dispositions du cadre normatif dans l'élaboration des projets routiers.

15) Charte des paysages de la Gaspésie - Groupe de référence

Mandat

Le groupe de référence a été constitué pour assurer l'arrimage de la nouvelle charte des paysages et pour faciliter son éventuelle mise en œuvre. La Conférence régionale des élus Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et les MRC de la Gaspésie ont entamé une démarche visant à doter la Gaspésie d'une charte des paysages.

Membres

Comités interministériels dont le MTQ est membre

- Aménagistes des MRC (La Haute-Gaspésie, La Côte-de-Gaspé, Le Rocher-Percé, Bonaventure et Avignon),
- CRÉGÎM,
- CLD (La Haute-Gaspésie, La Côte-de-Gaspé, Le Rocher-Percé, Bonaventure et Avignon),
- CRNT,
- Union des producteurs agricoles,
- Association touristique régionale de la Gaspésie,
- Conseil régional de l'Environnement de la GI,
- Hydro-Québec,
- MCC,
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport,
- MRN,
- MAPAQ,
- MDDEFP,
- MFE (anciennement MDEIE),
- MAMROT,
- TechnoCentre Éolien,
- Parc Canada,
- Université Laval,
- Université du Québec à Rimouski,
- SÉPAQ,
- MTQ (Claudine Forget, biologiste).

Budget dépensé en 2013-2014

Aucune dépense

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres :

Ne s'applique pas.

Résultats atteints

La Charte des paysages est approuvée et sa mise en œuvre est en cours d'élaboration.

16) Table de concertation sur les VHR du Bas-Saint-Laurent**Mandat**

- Fournir un lieu commun d'échange pour les acteurs concernés et impliqués dans la mise en œuvre des sentiers durables.
- Permettre aux acteurs du milieu d'exprimer les problématiques rencontrées et de discuter des solutions envisageables.
- Soumettre aux instances concernées les problématiques qui rejoignent une majorité de régions du Québec.
- Plus précisément, les membres de la Table devront :
 - prioriser les projets à réaliser;
 - mettre en place un sous-comité pour chaque projet priorisé (4 à 5 projets);
 - suivre les travaux des différents sous-comités;
 - participer aux différents sous-comités s'il y a lieu;
 - soutenir les clubs dans l'élaboration de leur projet (au besoin);
 - aider les clubs dans leurs recherches de financement;
 - identifier les problématiques reliées à la pratique des VHR;
 - dans la mesure du possible, trouver des solutions aux problématiques identifiées;
 - rendre accessible, sur le site internet de la CRÉ Bas-Saint-Laurent, les actions de la Table, les réunions et les rapports officiels.

Membres

- CRÉ,
- Fédération des clubs quad et de motoneige du Québec,
- Club quad de la Matapédia,
- UPA,
- ATR,
- MRN,
- MTQ (Guillaume Bouchard, ingénieur, CS Saint-Pascal).

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas.

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres :

Ne s'applique pas.

Résultats atteints :

La mise en place des sentiers interrégionaux est en cours.

17) Table de concertation sur les VHR de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Mandat

- Fournir un lieu commun d'échange pour les acteurs concernés et impliqués dans la mise en œuvre des sentiers durables.
- Permettre aux acteurs du milieu d'exprimer les problématiques rencontrées et de discuter des solutions envisageables.
- Soumettre aux instances concernées les problématiques qui rejoignent une majorité de régions du Québec.
- Mandat spécifique : un comité de travail proposera des objectifs spécifiques à la Gaspésie et seront présentés à la prochaine rencontre.

Membres

- CRÉ,
- CLD,
- MRC,
- UPA,
- Réserve faunique Chic-Chocs,
- représentant citoyen,
- nfo motoneigiste Gaspésie,
- Conseil régional pour l'environnement,
- Association des clubs de motoneige, et quad,
- Fédération des clubs motoneige et quad, Sûreté du Québec,
- ATR,
- Chambres de commerce,
- URLS,
- Agence de la santé,
- Société d'aide au développement de la collectivité de Gaspé-Nord,
- MAPAQ,
- MAMROT,
- MRN,
- MESS,
- MSP,
- MTQ (Alexandre Cyr, arpenteur-géomètre, CS New Carlisle).

Budget dépensé en 2013-2014

Environ 60 \$ en frais de déplacement.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Rencontre d'une journée et dîner fourni sur place, 60 \$ en frais de transport et déjeuners.

Résultats atteints

Le tracé du réseau des sentiers permanents a été déposé et optimisé au Bureau de projet du MTQ. La table poursuit les objectifs du 3^e mandat donné par le MTQ et l'élaboration d'objectifs spécifiques à la Gaspésie est en cours.

18) Conférence administrative régionale de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Mandat

Concertation des actions administratives dans la région.

Membres

Ministères et organismes gouvernementaux.

Budget dépensé en 2013-2014

400 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

3 rencontres : frais de déplacement (couchers) : 260 \$, repas : 140 \$.

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Résultats atteints

Consensus sur les actions interministérielles et orientations à prendre en région.

19) Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent**Mandat**

Concertation des actions administratives dans la région.

Membres

Ministères et organismes gouvernementaux.

Budget dépensé en 2013-2014 : ne s'applique pas.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Ne s'applique pas – 4 réunions d'une demi-journée à Rimouski.

Résultats atteints

Consensus sur les actions interministérielles et orientations à prendre en région.

20) Comité de travail sur le prix de l'asphalte en Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine**Mandat**

Mettre en place un mécanisme afin que la région bénéficie de meilleurs prix sur l'asphalte (similaires à ceux obtenus par le MTQ).

Membres

MRC et municipalité de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, MAMROT et MTQ.

Budget dépensé en 2013-2014

135 \$.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

4 rencontres (1 à Rimouski, 1 en Gaspésie et 2 vidéoconférences) : frais de déplacement (coucher) : 90 \$, repas : 45 \$.

Résultats atteints

Établissement d'un plan de travail afin de définir les rôles et les responsabilités entre le MAMROT, le MTQ et le milieu.

21) Renseignements complémentaires

- Les comités interministériels régionaux auxquels participe le MTQ visent à assurer le respect des orientations et des politiques ministérielles et en conséquence, la cohérence dans l'action gouvernementale.
- De plus, le directeur fait partie de deux comités interministériels provinciaux.

Direction de la Chaudière Appalaches

22) *Table régionale sur les VHR*

Mandat

Assurer le développement durable de la pratique des véhicules hors route en Chaudière-Appalaches par le dépôt d'un mémoire.

Membres

Sous la coordination de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches (CRÉ), plus de 20 représentants de divers organismes, clubs, MRC, municipalités, fédérations et six ministères y participent. Le MTQ est représenté par la DCA.

Budget

Aucun budget n'est alloué par la Direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Utilisation d'un véhicule pour assister aux rencontres, si requis.

Résultats atteints

Une rencontre a eu lieu le 16 octobre 2013.

23) *Conférence administrative régionale de Chaudière-Appalaches (CAR).*

Mandat

Assurer la concertation et l'harmonisation des actions et des politiques des ministères et organismes.

Favoriser le développement économique, social et culturel de la région

Membres

Sous la présidence du MAMROT, et les membres proviennent des ministères suivants : ASSSCS, Conseil du statut de la femme (CSF), MAPAQ, MDDEFP, MFA, MRNF, MSP, Commission des normes du travail (CNT), CRÉ Chaudière-Appalaches, MEDIE, MESS, Ministère de l'Immigration et Communautés culturelles (MICC), Investissements Québec (IQ), Ministère de la Culture et des Communications (MCC), Financière agricole du Québec (FADQ), Ministère de la Justice (MJUST), MELS, Ministère des Relations internationales (MRI), Tourisme Québec (MTOU), Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), Société immobilière du Québec (SIQ), Regroupement Loisirs Québec (RLQ) et le MTQ représenté par la DCA.

Budget

Aucun budget n'est alloué par la Direction territoriale

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Aucun frais a été réclamé. Un véhicule du MTQ a été utilisé pour se rendre aux réunions.

Résultats atteints

Le MTQ présente aux participants les dossiers qui sont d'intérêts communs comme par exemple : le Plan territorial de mobilité durable, le processus de planification quinquennale, etc. En 2013-2014 les rencontres ont eu lieu les 7 juin 2013, 4 octobre 2013, 6 décembre 2013 et 7 mars 2014.

24) *Table de concertation en contrôle routier et en sécurité routière de Chaudière-Appalaches*

Mandat

Favoriser des échanges soutenus entre les intervenants du CRQ et les partenaires régionaux concernés par le transport de personnes et de biens.

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Membres

Sous la présidence de CRQ avec la participation de : MTQ représenté par la DCA, Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQTQ), Association des professionnels du dépannage du Québec (APDQ), Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec (APMLQ), Association de la construction du Québec (ACQ), Association du transport écolier du Québec (ATEQ), Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI), Association des mandataires en vérification mécanique du Québec (ASMAVERMEQ), Commission des transports du Québec (CTQ), Commission de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), SAAQ, SQ, Union des municipalités du Québec (UMQ) et Union des producteurs agricoles (UPA).

Budget

Aucun budget n'est alloué par la Direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Utilisation d'un véhicule du MTQ pour assister aux rencontres si requis.

Résultats atteints

Établissement et suivi d'un plan de travail régional regroupant les actions à réaliser pour améliorer la sécurité. Les rencontres ont eu lieu les 24 avril et 21 novembre 2013.

25) Comité de développement du Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas de fermeture du pont Pierre-Laporte ou du pont de Québec**Mandat**

Développer un PIU en collaboration avec les partenaires du MTQ afin d'optimiser les opérations et la gestion de la circulation en cas de fermeture du pont Pierre-Laporte ou du pont de Québec.

Membres

MTQ représenté par la Direction de la Chaudières-Appalaches (DCA) et de la Direction de la Capitale-Nationale (DCNAT), la Sûreté du Québec (SQ), le Contrôle routier Québec (CRQ), la Ville de Québec, la Ville de Lévis, le Ministère de la Sécurité publique (MSP), le Réseau de Transport de la Capitale (RTC), la Société de Transport de Lévis (STLévis), la Société des Traversiers, les Agences de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale (ASSSCN) et de la Chaudière-Appalaches (ASSSCA) et la Centrale d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA).

Budget

Aucun budget n'est alloué par la direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Utilisation d'un véhicule pour assister aux rencontres, si requis.

Résultats atteints

Production d'une première version du PIU. Les rencontres 2013-2014 ont eu lieu les 3 mai 2013, 25 septembre 2013 et 22 novembre 2013.

26) Table sur les Saines habitudes de vie - pilotée par l'Agence de la Santé et des services sociaux**Mandat**

La Table a pour mission d'être un lieu de concertation et de réseautage régional pour favoriser l'adoption et le maintien des saines habitudes de vie par les jeunes et leurs familles en Chaudière-Appalaches. Elle influence, soutient et appuie les acteurs locaux, régionaux et nationaux en vue de créer une région dynamique et engagée en matière d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.

Membres

MTQ représenté par la DCA, Accès transports viables, ASSSCA, Centraide Québec et Chaudière-Appalaches, CRÉ Chaudière-Appalaches, Direction régionale du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Direction régionale du ministère de la Famille

Comités interministériels dont le MTQ est membre

(MFA), Direction régionale du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Direction régionale du ministère des Affaires Municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT), Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches, Les Producteurs laitiers du Canada, Québec en Forme Chaudière-Appalaches, Regroupement des Centres de la petite enfance des régions de Québec et Chaudière-Appalaches, Réseau du sport étudiant de Québec et de Chaudière-Appalaches, Table agroalimentaire Chaudière-Appalaches, Table régionale des organismes communautaires de Chaudière-Appalaches et Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches

Budget

Aucun budget n'est alloué par la Direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Dîner (environ 30\$) et utilisation d'un véhicule du MTQ pour assister aux rencontres.

Résultats atteints

Établissement et suivi d'un plan d'action régional. Les rencontres ont eu lieu les 4 juin, 24 septembre et 13 novembre 2013 ainsi que le 20 février 2014.

27) Table de concertation Beauce-Etchemins pour la prévention de l'alcool au volant**Mandat**

Permettre les échanges entre les intervenants régionaux afin de favoriser la mise en œuvre d'actions concrètes en matière de prévention de l'alcool au volant

Membres

Sous la responsabilité du CSSS : : MTQ représenté par la DCA, MRC Beauce-Sartigan, CSSS Alphonse-Desjardins, SAAQ, Bureau du procureur de la Couronne, Sûreté municipale de Ste-Marie, CSSS des Etchemins, SQ, Commission scolaire Beauce-Etchemins, MRC des Etchemins, MRC Nouvelle-Beauce et Cégep Beauce-Appalaches

Budget

Aucun budget n'est alloué par la Direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Dîners (environ 75\$) et utilisation d'un véhicule du MTQ pour assister aux rencontres.

Résultats atteints

Planification et suivi des actions à prendre par les différents intervenants pour favoriser la prévention de l'alcool au volant. Les rencontres ont eu lieu les 15 mai et 23 octobre 2013 ainsi que le 12 février 2014.

28) Rencontre préparatoire à l'hiver 2013-2014 de la DCA**Mandat**

L'objectif étant d'améliorer la coordination et les communications entre les partenaires lors des fermetures de route.

Membres

MTQ représenté par la DCA, la DCNAT, la DMCQ et la DBGI, le MSP, les villes de Lévis, Sainte-Marie et Montmagny, la SQ, le CRQ, l'ASSSCA, la CAUCA et de commissions scolaires.

Budget

Aucun budget n'est alloué par la Direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Utilisation d'un véhicule pour assister aux rencontres, si requis.

Résultats atteints

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Permet d'établir les rôles et responsabilités de chacun lors de fermeture de route pour condition climatique difficile. La rencontre préparatoire 2013-2014 a eu lieu le 22 octobre 2013.

29) Entente administrative MDDEFP-MTQ Comité régional**Mandat**

Suivi de l'application de la Loi sur la Qualité de l'environnement et la Loi sur la Conservation et la Mise en Valeur de la Faune.

Membres

MTQ représenté par la DCA et représentants du MDDEFP.

Budget dépensé

Aucun budget n'est alloué par la Direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Utilisation d'un véhicule pour assister aux rencontres, si requis.

Résultats atteints

Convenir avec le MDDEFP que les actions réalisées sont conformes aux lois et établir le plan d'action pour la prochaine année. Les rencontres ont eu lieu les 16 avril, 30 mai et 5 décembre 2013.

Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec

30) *Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) Mauricie–Centre-du-Québec*

Mandat

Structurer, actualiser et échanger sur les missions des différents ministères et sur les risques.

Membre

L'ensemble des ministères présents en Mauricie–Centre-du-Québec; sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, le directeur territorial représentant le MTQ.

Budget dépensé

0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

Meilleure concertation et compréhension des dossiers de sécurité civile. Assurer adéquatement la mission Transport lors d'événements.

31) *Table de concertation Véhicules hors route (VHR) – Centre-du-Québec*

Mandat

Stabiliser les sentiers interrégionaux pour les VHR. Les rendre les plus permanents possible en collaboration avec tous les intervenants. Trouver des pistes de solution pour les sentiers problématiques.

Membre

- CRÉ
- MAMROT
- SQ
- représentant des clubs QUAD
- représentant des clubs motoneige
- les MRC,
- MTQ; sous la responsabilité de l'URLS, un agent de recherche représentant le MTQ.

Budget dépensé

43 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

43 \$ (repas)

Résultats

Dépôt d'un plan de travail, liste des sentiers problématiques et piste de solutions.

32) *Conférence administrative régionale (CAR) – Mauricie*

Mandat

Échange d'information en lien avec le développement régional.

Membre

- MAMROT (responsable)
- Les ministères présents sur le territoire;
- MTQ, représenté par le directeur territorial

Budget dépensé

0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

3 rencontres d'échange d'informations sur le développement régional.

33) Conférence administrative régionale (CAR) – Centre-du-Québec

Mandat

Échange d'information en lien avec le développement régional.

Membre

- Sous la responsabilité du MAMROT,
- Les ministères présents sur le territoire;
- Le directeur territorial représentant le MTQ.

Budget dépensé

0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

3 rencontres d'échange d'informations sur le développement régional.

Bureau de la Coordination du Nord-du-Québec

34) *Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec (CARNQ)*

Mandat

Sous l'autorité du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, discuter des enjeux régionaux propres au Nord-du-Québec

Membre

Directeurs des ministères et organismes du Nord-du-Québec. Pour le ministère des Transports, le représentant est M. Philippe Lemire, directeur du Bureau de la coordination du Nord-du-Québec

Budget dépensé

591.44 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Hébergement 263,19 \$

Repas et allocations : 151,10\$

Transport : 177,15 \$

Résultats

Échange d'informations visant l'avancement des projets respectifs de chacun des ministères et organismes. En 2013-2014, il y a eu 3 rencontres soit le 13 juin 2013 à Chibougamau, le 9 décembre 2013 par conférence téléphonique et le 18 mars 2014 à Chibougamau.

35) *Groupe de travail infrastructures, ressources naturelles et environnement, mis en place dans le cadre du Développement nordique*

Mandat

Discuter de divers enjeux liés au développement nordique, plus particulièrement au développement d'infrastructures de transport, des ressources naturelles, du développement durable.

Membres

Représentant de la réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka, de Nature Québec, du MRN, du Grand Conseil des Cris, de la Nation innue, de la Nation naskapie, de la Conférence régionale des élus de la Baie-James, de la conférence régionale des élus de la Côte-Nord, de la conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-St-Jean, du Conseil régionale de l'environnement de la Côte-Nord, de l'Association québécoise de la production d'énergie renouvelable, de la Fédération des chasseurs et des pêcheurs du Québec, du Conseil de l'industrie forestière du Québec, de l'Association de l'exploration minière du Québec, du Centre d'études nordiques, de FP Innovations, de la Société de développement de la Baie-James, d'Hydro-Québec Production, du MFE, du MAMROT, du Ministère des relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, du MDDEFP, de la Commissions de la construction du Québec, du Secrétariat aux affaires autochtones, et du MTQ (Mme Chantal Gingras et M. Philippe Lemire). L'organisme responsable : MRN

Budget dépensé

1 418.40 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Hébergement 263,19 \$

Repas et allocations : 151,10\$

Transport : 1004,11 \$

Résultats

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Positionnement sur les enjeux, soit le développement d'infrastructures maximisant le potentiel du territoire et répondant aux besoins des communautés.

36) Comité sur le cadre de gestion des investissements en infrastructures

Mandat

Sous l'autorité du Conseil du trésor, consulter les ministères sur le Guide du cadre de gestion des investissements en infrastructures

Membres

Représentants du Secrétariat au Conseil du trésor et du Ministère. Pour le Bureau de la coordination du Nord-du-Québec (M. Philippe Lemire)

Budget dépensé

1 rencontre (21 février par visioconférence) Total : 0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

Échange d'information sur les mécanismes de suivi du Ministère.

37) Table de concertation du Plan d'affectation du territoire public

Mandat

Réaliser, sous la coordination de la Direction régionale du ministère des Ressources naturelles, une proposition de plan d'affectation du territoire public pour la région Nord-du-Québec

Membres

Représentant des ministères et organismes gouvernementaux de tous les domaines d'activités liés à la mise en valeur du territoire public (MAPAQ, MCCF, MSP, MAMROT, MRN, MTQ, MDDEFP, Hydro-Québec, MDEIE, MTQ (Isabelle Leblanc-Lemieux).

Budget dépensé

Quatre rencontres (par visioconférence) Total : 0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

Faire valoir les enjeux et préoccupations du Ministère afin que ceux-ci soient pris en compte dans la proposition de plan d'affectation du territoire public.

38) Comité interministériel régional de suivi des travaux du prolongement de la route 167

Mandat

Assurer l'échange d'informations relatives à l'avancement des travaux du prolongement de la route 167 entre tous les ministères et organismes impliqués en région.

Membres

Représentant du MDDEFP, du MPO, du MRN et du MTQ (M. Philippe Lemire et Annick Poirier).

Budget dépensé

4 rencontres (par visioconférence – 16 avril 2013, 21 mai 2013, 18 juillet 2013, 4 octobre 2013) Total 0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

Mise en place et suivi de mesures de protection environnementales.

39) Comité interministériel de suivi opérationnel des travaux de prolongement de la route 167

Mandat

Assurer la coordination du suivi opérationnel des travaux de prolongement de la route 167, concernant notamment, les visites terrains et les rapports qui en découlent.

Membres

Représentants du MDDEFP, MRN et MTQ (M. Denis Audette et Nicolas Martel)

Budget dépensé

4 rencontres (par visioconférence, 21 mai 2013, 13 juin 2013, 18 juillet 2013 et 4 octobre 2013) Total :

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

Mise en place et suivi de mesures de protection environnementales.

40) Organisation régionale de la sécurité civile au Nunavik

Mandat

Sous l'autorité de la Direction de la sécurité civile, échanger sur les pratiques en sécurité civile dans le Nord-du-Québec

Membres

Représentants des ministères et organismes suivants : MSP, Croix-Rouge, défense nationale, MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, MELS, MESS, MFEQ, MRN, MSSS, Services Québec, SHQ, SQ et MTQ (M. Denis Audette)

Budget dépensé

1 rencontre (22 mai 2013) et quatre rencontres par conférence téléphonique. Total : 1450 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Hébergement : 200 \$

Repas : 120 \$

Transport : 1130 \$

Résultats

Mise en œuvre des actions définies en matière d'interventions en sécurité civile.

41) Organisation régionale de la sécurité civile à la Baie-James

Mandat

Sous l'autorité de la Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du Québec du MSP, échanger sur les pratiques en sécurité civile dans le Nord-du Québec

Membres

Représentants du ministères et organismes suivants : MSP, ASSS, CRSSS, MDDEFP, CSST, HQ, MAMROT, MFEQ, MELS, MESS, MRN, SOPFEU, SQ et CSPQ et MTQ (M. Denis Audette)

Budget dépensé

3 rencontres sur place (5 septembre 2013, 29 novembre 2013 et 13 mars 2014) Total : 0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Mise en œuvre des actions définies en matière d'interventions en sécurité civile.

42) *Comité interministériel sur l'aménagement durable des villages nordiques*

Mandat

Sous l'autorité du MAMROT, assurer le suivi des mesures inscrites au Plan d'action en aménagement durable des villages nordiques

Membres

Représentants des ministères et organismes suivants : MSP, SHQ, SAA, Régie du bâtiment du Québec, Hydro-Québec, MRN, MESS, MDDEFP et du MTQ. Pour le Bureau de la coordination du Nord-du-Québec (Mme Annick Guimond et Hugo Ouellet

Budget dépensé

1 rencontre (26 septembre 2013 par visioconférence) Total : 0 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats

Présentation du mandat, de la structure, et des objectifs du comité.

Direction de l'Est-de-la-Montérégie

43) Conférence administrative régionale (CAR) qui était présidée par la direction régionale du MAMROT.

Mandat

La Direction de l'Est-de-la-Montérégie a été présente à la conférence administrative régionale (CAR) qui était présidée par la direction régionale du MAMROT.

La mission de cette conférence est d'assurer la concertation et l'harmonisation interministérielles en région, en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire dans ses dimensions économique, sociale et culturelle.

Membres

La personne présente à cette conférence était Monsieur Daniel Donais, directeur de la Direction de l'Est-de-la-Montérégie.

Budget dépensé en 2013-2014

Aucune dépense n'a été encourue pour cette activité.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Aucuns frais de déplacement, de repas ou autres défrayés pour cette activité.

Le résultat a été atteint.

Direction de l'ouest-de-la-Montérégie

44) Organisation régionale de sécurité civile (ORSC)

Mandat

L'ORSC regroupe les représentants des ministères et organismes du gouvernement du Québec présents en région. Elle constitue le mécanisme de coordination régionale permettant d'échanger rapidement l'information, d'évaluer précisément les besoins et de disposer pertinemment des ressources gouvernementales pour répondre adéquatement au sinistre.

Membre

MSP, ASSS, CSPQ, CSST, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, MFE, MELS, MESS, MRN, MTQ, SANTÉ PUBLIQUE, SERVICES QUÉBEC, SQ.

Budget dépensé en 2013-2014

Aucune dépense n'a été encourue pour cette activité.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Aucuns frais de déplacement, de repas ou autres défrayés pour cette activité.

Résultats

Finaliser le plan de fermeture de routes lors de conditions climatiques difficiles en collaboration avec le MSP, la SQ et l'ASSS. De plus, l'ORSC tient deux rencontres annuels avec tous les membres visant à partager nos actions et à préparer les prochains comités afin d'améliorer notre réponse lors d'événements de sécurité civile.

45) Comité mixte interministériel sur les inondations dans le Bassin du Lac Champlain.

Mandat

Analyser le plan d'étude préparé par le groupe de travail international du lac Champlain et de la rivière Richelieu. Ce plan détermine les études qu'il faut mener pour permettre d'évaluer les causes et les répercussions des crues du Lac Champlain et de la rivière Richelieu en 2011 et les mesures qu'il faut mener pour élaborer des mesures appropriées d'atténuation des crues et formuler des recommandations.

Membres

MDDEFP, MSP, MAMROT, MAPAQ, MRN, MTQ, MRI, MSSS.

Budget dépensé en 2013-2014

60,97 \$

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

- 10 juillet 2013 : 8,10\$ (repas)
- 17 octobre 2013 : 14,23\$ (repas)
- 7 janvier 2014 : 8,10\$ (repas), 16,24\$ (kilométrage)
- 20 février 2014 : 14,30\$ (repas)

Résultats

Le plan d'étude et les propositions y figurant produit par le groupe de travail ont été analysés et des recommandations ont été formulées au comité interministériel.

46) Table de concertation en contrôle routier et sécurité routière

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Mandat

Ce regroupement de concertation vise à aborder des préoccupations locales et régionales en contrôle routier et de sécurité routière. Les objectifs poursuivis sont :

- doter les tables de mécanismes de concertation visant à favoriser un dialogue soutenu entre les intervenants concernés sur des sujets d'envergure régionale, dans une perspective de développement de la coopération;
- adopter une lecture commune de la problématique globale de la région en matière de contrôle routier et de sécurité routière;
- identifier des pistes de solutions régionales aux problèmes rencontrés dans le milieu en matière de contrôle routier et de sécurité routière;
- convenir de moyens communs à mettre en œuvre pour favoriser l'apport de solutions à court, moyen ou long terme aux problèmes régionaux identifiés.

Membres

- Association du camionnage du Québec (ACQ)
- Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI)
- Association des professionnels du dépannage du Québec (APDQ)
- Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec (APMLQ)
- Association des mandataires en vérification mécanique du Québec (ASMAVERMEQ)
- Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGTQ)
- Association du transport écolier du Québec (ATEQ)
- Association des propriétaires d'autobus du Québec (APAQ)
- Commission des transports du Québec (CTQ)
- Contrôle routier Québec St-Jean (CRQ)
- Contrôle routier Québec, Service de la prévention, de la communication et des relations externes (CRQ)
- Contrôle routier Québec, Direction régionale du Grand-Montréal, (CRQ)
- Contrôle routier Québec, Direction régionale du Grand-Montréal, (CRQ)
- Contrôle routier Québec Montréal-Ouest, Laval-Ouest, Laurentides (CRQ)
- Ministère des Transports du Québec (MTQ)
- Nouvelle autoroute 30 (NA-30)
- Sûreté du Québec (SQ)
- Société de l'assurance automobile du Québec, Service des usagers de la route (SAAQ)
- Union des municipalités du Québec (UMQ)

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non-applicable

Résultats

Les travaux sont en cours de réalisation et il y aura sous peu un rapport avec recommandations pour le territoire de l'ouest de la Montérégie.

47) GéoMont (<http://www.geomont.qc.ca/>)**Mandat**

GéoMont a pour mission première de promouvoir l'utilisation, l'accessibilité et le développement de la géomatique en Montérégie. Cette mission s'articule autour des objectifs suivants

- Fournir des services professionnels accessibles aux organisations en charge de la gestion du territoire régional.
- Exercer pleinement son rôle de facilitateur et de promoteur auprès des organismes régionaux pour une utilisation optimale de la géomatique.
- Amplifier le réseautage de la communauté d'utilisateurs afin de développer le partage d'expertise et d'informations.
- Agir comme initiateur et catalyseur dans la mise en œuvre de projets collectifs d'intérêt régional.
- Être proactive dans la recherche de mandats aussi bien que de débouchés pour ses données à référence spatiale.

Comités interministériels dont le MTQ est membre

- Assurer la promotion de technologies innovantes.

Membres

GéoMont est un organisme à but non lucratif regroupant plus d'une centaine de membres allant de ministères provinciaux et fédéraux, de MRC, de villes, d'universités, d'agences, de clubs agroenvironnementaux, de société privées et de la SQ.

Les membres du C.A sont des représentants de: Agence forestière de la Montérégie, Club agro-environnemental Agri-Conseils Maskana, MRC du Haut-Richelieu, MRC de Roussillon, MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, MRN et MTQ.

Budget dépensé en 2013-2014

3128,00 \$

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Relevé LiDAR de la partie est de la Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie du ministère des Transports (DOM) : 3120,00 \$ Stationnement 8,00 \$

Résultats

- Réalisation d'un levé LiDAR et traitement des données de la partie est de la Montérégie soit d'une partie de la DOM et une autre partie de la Direction de l'Est-de-la-Montérégie (DEM).
- Intégration de relevés LiDAR effectués les années antérieures.
- Génération d'un modèle numérique de surface pour tout le territoire couvert par le LiDAR en Montérégie.
- Support à la DOM pour la cartographie WEB (MapServer)

Direction de l’Estrie

48) Plan d’affectation du territoire public de la Région de l’Estrie
Table de concertation gouvernementale

Mandat
L’affectation du territoire public consiste à définir les grandes orientations du gouvernement relativement à l’utilisation qu’il veut faire du territoire public sur le plan de la mise en valeur ou de la protection. Elle revêt donc un caractère hautement stratégique pour la gestion des terres et des ressources du domaine de l’État.
Un plan d’affectation définit et indique des sites et des unités territoriales et détermine leur vocation en fonction des objectifs et des orientations du gouvernement.

Membres	
Nom, prénom	ORGANISME
Martel, Simon	Hydro-Québec
Cloutier, Jean-François	MDDEFP
Senouci, Lahouari	MRN (chargé de projet et coordonnateur de la table)
Hovington, Laurier	MRN (Chargé de projet – faune)
Michaud, Alain	MRN Chargé de projet – forêt)
Thériault, Jeanne	MRN (Territoire)
Herrero, Miguel	MAMROT
Chalifour, Patrick	MAPAQ
Potvin, Danielle	MCC
Meunier, Daniel	MFE
Otis, Catherine	MSP
M’Seffar, Joanna	MTQ

Budget dépensé en 2013-2014 :
Aucun frais reliés à ces activités

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

49) Comité sur la compensation des pertes d’habitat du poisson
et de milieux humides

Mandat
Comité découlant de l’entente tripartite MTQ-MRNF-MDDEP

Membres	
Nom, prénom	ORGANISME
Bélanger, Jacques	MTQ
Bernier-Bourgault, Isabel	MTQ
Laliberté, Carl	MTQ
Poulin, Yves	MTQ-Estrie
Kirby, Judith	MDDEFP
Joly, Martin	MDDEFP
Dumas, Réjean	MRN
Pelletier, Andrée	MRN
Turgeon, Anne-Marie	MRN

Budget dépensé en 2013-14 :
Aucun frais relié à ces activités (réunions tenues par visioconférences)

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

50) Conférence administrative régionale (CAR) Estrie

Mandat

La CAR est une table régionale interministérielle dont le principal mandat s'établit comme suit :

Concerter et harmoniser les efforts des ministères et organismes gouvernementaux ayant des incidences sur le développement régional.

Les fonctions principales des CAR peuvent être regroupées sous deux volets :

Soutenir les dynamismes régionaux dans le cadre :

- de la planification du développement régional (plans stratégiques)

Concerter et harmoniser les activités gouvernementales en région par :

- l'échange d'information et la sensibilisation des membres sur les politiques et stratégies des ministères et organismes gouvernementaux
- la production d'analyse et d'avis à soumettre au gouvernement sur différentes questions qui lui sont présentées (avis sur les plans stratégiques de développement)

Les CAR sont composées de membres provenant de ministères et organismes. Le tableau suivant indique les membres pour la région de l'Estrie.

MEMBRES

NOM, PRÉNOM	TITRE	M/O
Anctil, Manon	Chef de Service/Estrie	Curateur public
Arpin, Serge	Directeur régional (Estrie)	Justice
Auclair, Chantal	Responsable Estrie	RRQ
Beauchesne, Lynda	Directrice régionale	SQI
Bilodeau, Normand	Directeur contrôle fiscal/Estrie	Revenu Québec
Boucher, Odette	Responsable Estrie	RBQ
Boucher-Poulin, Frédéric	Chef de l'unité de gestion de l'Estrie	MRN
Bourque, Gilles	Directeur territorial	MTQ
Bowen, Micheline	Directrice régional, intérim	CSF
Carignan, Sonia	Conseillère partenariat et intervention	Tourisme Québec
Caron, Sylvain	Commandant	SQ
Carroll, Kathleen	Directrice	Serv. correctionnels
Desrochers, Yves	Responsable Estrie	HQ
Dugré, André		SHQ
Éthier, Anne-Marie	Directrice régionale	EQ
Fortin, Robert	Directeur régional	MFE
Gaboriault, Luc	Directrice régionale	CNT
Gagnon, Michel-Claude	Directeur régional	CLP
Garneau, Pierre	Directeur régional Estrie	SAAQ
Jacques, Jocelyne	Directrice régionale	MCC
Lemay, André B.	Dir.gén. Mtl/Montérégie/Estrie	MRN/territoire public
Lepage, Viviane	Responsable régionale	CSPQ
Lussier, Chantal	Directrice régionale	MICC
Ménard, Roger	Directeur planification et politiques	MRIFCE
Paquin, Pierre	Dir. rég. Estrie V. analyse	MDDEFP
Parenteau, Serge	Directeur de portefeuille	IQ
Patry, René	Responsable Estrie (dir. rég.)	Famille, Aînés
Perras, Alain	Directeur régional	FADQ
Poulin, Pierre	Directeur régional	MAMROT
Roy, Alain	Directeur régional	MAPAQ
Samuel, Marie-Claude	Directrice générale	MELS

Santucci, Anacleto	Directeur territorial	RL
Savard, Christine	Dir. gén./Séc.Civ.Incen.	MSP
Savoie, Monique	Directrice DICRC	OPHQ
Turgeon, Johanne	Président dir. général	ASSSE
Vaillancourt, Lise	Directrice adjointe	MDDEFP
Vallée, Guy	Directeur régional	CSST

Budget dépensé en 2013-14 :
Aucun frais relié à ces activités

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

51) Comité technique du conseil de gouvernance de l’eau des bassins versants de la rivière Saint-François (CEGESAF)

Mandat :
Regrouper les organismes afin de développer une approche de gestion intégrée de l’ensemble des ressources, en particulier l’eau, et des activités du territoire du bassin versant de la rivière Saint-François

Membres :

Nom, prénom	ORGANISME
Dion, Bérénice	Agence Chaudière-Appalaches
Martel, Marie-Josée	Agence Estrie
Ferland, Martin	CEHQ
Fortin, Louis-Guillaume	CEHQ
Côté, Judith	MAMROT
Patoine, Jean	MAPAQ Estrie
Goulet, Marie-Josée	MDDEFP Estrie
Bernard, Marie-Claude	MRC de Coaticook (Moyen Saint-François)
Laforêt, Charles	MRC du Haut-Saint-François
Ménard, Hugues	MRC Memphrémagog
Poulin, Julie	MRC du Val-Saint-François (Bas Saint-François)
Lequin, Jolianne	MSP Estrie
Vallée, Pierre-Michel	MTQ Chaudière-Appalaches
Poulin, Yves	MTQ Estrie
Ferret, Anaïs	Santé publique Estrie
Cabana, Hubert	Université de Sherbrooke

Budget dépensé en 2013-14 :
Aucun frais relié à ces activités

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

52) Comité de paysages Estriens

Mandat
La mission du comité de paysages estriens vise la protection et la mise en valeur du *Patrimoine paysager estrien*.

Membres

ORGANISME	NOM, Prénom
Milieu municipal	Pelletier, Diane; 1 vacant
Milieu forestier	1 vacant
MTQ	M'Seffar, Joanna
Milieu agricole	Bourassa, François
Milieu touristique	Robidas, Jacques
Milieu universitaire	Provencher, Léo; Côté, Judith
Milieu culturel	Mino, Pierre
Milieu de l'environnement et de la conservation	Lavigne, Hub.; Caron, Jacinthe
MAMROT	Herrero, Miguel
MDDEFP	1 vacant
MAPAQ	Chalifour, Patrick
MCC	De Longue-Épée, Maxime

Budget dépensé en 2013-14 :
Aucun frais relié à ces activités

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

Direction de l'Abitibi-Témiscamingue

53) Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue

Mandat

Concerter nos actions entre ministères au niveau régional

Membres

Membres : Yves Coutu, ing., directeur de la Direction de l'Abitibi-Témiscamingue au ministère des Transports (MTQ), Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (ASSS), La Financière agricole, ministère de la Culture et des Communications (MCC), Régie du bâtiment, Centre de services partagés du Québec (CSPQ), Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Conseil du statut de la femme (CSF), ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), Commission de la construction du Québec (CCQ), Revenu Québec, ministère de la Famille (MF), Commission des normes du travail (CNT), Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), Office québécois de la langue française (OQLF), ministère des Finances et de l'Économie (MFE), ministère des Ressources naturelles (MRN), Office de la protection du consommateur (OPC), Services Québec, Hydro Québec, Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue (CRÉAT), Régie des rentes du Québec (RRQ), ministère de la Sécurité publique (MSP)

Représentant du ministère des Transports (MTQ) : Yves Coutu, ing., directeur de la Direction de l'Abitibi-Témiscamingue

Organisme responsable : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Frais de déplacement, de repas ou autres

0 \$

Résultats atteints

Concertation entre ministères sur des dossiers où les problématiques communes sont partagées afin de mettre en place des solutions adaptées au besoin régional, telles la problématique de main-d'œuvre, la mise en commun des services administratifs, etc.

54) Table de concertation régionale en contrôle routier de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec

Mandat

Cibler les problématiques régionales en matière de transport et proposer des mesures correctives visant à améliorer la sécurité routière

Membres

Claudine Desjardins, ing., chef du Centre de services de Ville-Marie et coordonnatrice territoriale de l'exploitation au ministère des Transports (MTQ), Contrôle routier Québec (CRQ), Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), Sûreté du Québec (SQ), Commission des transports du Québec (CTQ), Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQTQ), Association des professionnels du dépannage du Québec (APDQ), Association des propriétaires d'autobus du Québec (APAQ), Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec (APMLQ), Association du camionnage du Québec (ACQ), Association du transport écolier du Québec (ATEQ), Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI), Conseil de l'industrie forestière du

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Québec (CIFQ), Revenu Québec, MRC d'Abitibi, MRC d'Abitibi-Ouest, MRC de La Vallée-de-l'Or, MRC de Témiscamingue, Ville de Rouyn-Noranda.

Organisme responsable : Contrôle routier Québec (CRQ)

Budget dépensé en 2013-2014

Aucuns frais, une rencontre s'est tenue en 2013-2014, soit le 7 mai 2013

Frais de déplacement, de repas ou autres

Aucuns frais directs (repas payés par le CRQ et véhicule du MTQ utilisé)

Résultats atteints

Plusieurs dossiers font l'objet de discussions qui permettent la mise en place de mesures concrètes, comme la circulation des véhicules hors normes sur les chemins forestiers, l'harmonisation de la signalisation, les conditions d'obtention des permis spéciaux, la formation de camionneurs, etc.

55) Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec

Mandat

Mandat : la Direction de l'Abitibi-Témiscamingue (DAT), porteuse de la mission « Transport » auprès de l'ORSC de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, a comme mandat de :

- fournir l'information sur l'état des systèmes de transport des personnes et des marchandises;
- fournir les moyens de transport pour répondre aux besoins de déplacement;
- entretenir, remettre en état ou mettre en place les infrastructures nécessaires;
- fournir ses ressources et son expertise.

Membres

Jaclin Bégin, agent de recherche au ministère des Transports (MTQ) et Claudine Desjardins, ing., chef du Centre de services de Ville-Marie et coordonnatrice territoriale de l'exploitation au ministère des Transports (MTQ), ministère de la Sécurité publique (MSP), Agence de la santé et des services sociaux (ASSS), Agence de la santé et des services sociaux (ASSS) Baie-James (Cris), Centre régional de santé et de services sociaux (CRSSS) Baie James, Centre de contrôle environnemental – ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (CCEQ-MDDEFP), Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), Hydro-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) Nord-du-Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), ministère des Finances et de l'Économie (MFE), ministère des Finances et de l'Économie (MFE) Nord-du-Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Nord-du-Québec, ministère des Ressources naturelles (MRN), ministère des Ressources naturelles (MRN) Nord-du-Québec, Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), Services Québec, Sûreté du Québec (SQ), Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Le ministère des Transports a pour mission d'assurer, sur tout le territoire, la mobilité durable des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires qui contribuent au développement du Québec

Direction de l'Île-de-Montréal

56) Conférence administrative régionale (CAR)

Mandat

Assurer une concertation et une harmonisation interministérielles de l'activité gouvernementale de la région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire dans ses dimensions économique, sociale et culturelle.

Membres

Coordination du comité : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

- Ministère des Transports : Directeur – Direction de l'Île-de-Montréal
- Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport;
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine;
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs;
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation;
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- Ministère de la Famille et des Aînés;
- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune;
- Secrétariat du Conseil du trésor;
- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Société d'habitation du Québec;
- Ministère de la Sécurité publique;
- Conseil du statut de la femme;
- Services Québec;
- Conférence régionale des élus de Montréal;
- Ville de Montréal;
- Secrétariat à la région métropolitaine du MCE.

Budget en 2013-2014 :

Aucun frais pour le MTQ.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Non applicable

57) Comité de l'Organisation régionale de sécurité civile (ORSC), régions de Montréal, Laval–Mille-Îles, Laurentides et Lanaudière

Mandat

Effectuer la concertation et l'harmonisation interministérielles des activités gouvernementales en prévention, planification, préparation et intervention dans le domaine de la sécurité civile au niveau régional.

Membres

Coordination du comité : Ministère de la Sécurité publique

- Ministère des Transports;
 - Directeur (Coordonnateur régional) – Direction de l'Île-de-Montréal
 - Chef du Service des inventaires et du Plan – Direction de l'Île-de-Montréal
 - Analyste de l'informatique et des procédés administratifs (répondant régional en sécurité civile) – Direction de l'Île-de-Montréal

Comités interministériels dont le MTQ est membre

- Ministère de la Sécurité publique;
- Hydro-Québec;
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;
- Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation;
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs;
- Ministère des Ressources naturelles;
- Communication Québec;
- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Sûreté du Québec;
- Croix-Rouge;
- Centre de sécurité civile (Ville de Montréal);
- Urgences-Santé.

Budget en 2013-2014 :

Aucun frais pour le MTQ.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Non applicable

Direction de la programmation, des ressources et des opérations

58) *Table des répondants en affaires autochtones*

Mandat

Réunir tous les coordonnateurs en affaires autochtones (1 par ministère) pour discuter des grands dossiers gouvernementaux en matière d'affaires autochtones

Membre

Tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Résultats

Concertation ministérielle, harmonisation des approches et diffusion des orientations gouvernementales en matière d'affaires autochtones

59) *Comité interministériel sur les ERA (entente sur les répercussions et avantages)*

Mandat

Développer un document d'information sur les ententes, sur les répercussions et avantages, c'est-à-dire la conclusion d'ententes entre les promoteurs et les communautés autochtones

Membre

MTQ, MRNF, MDDEP, SAA, MJQ, MAMROT, Finances et SHQ

Budget dépensé en 2013-2014

0 \$

Résultats

Concertation interministérielle et production d'un guide

60) *Groupe interministériel de soutien (GIS)*

Mandat

Établir les grandes orientations en matière de consultation autochtones et discuter d'enjeux spécifiques en cette matière

Membres

MTQ, MRNF, MDDEP, SAA, MJQ, MAMROT et autres au besoin

Budget dépensé en 2013-2014

0\$

Résultats

Suivi et orientations en matière de consultation, production de fiches de positionnement et évaluation interne des cas complexes

61) *Divers comités Plan Nord, dont notamment le Groupe de travail Accès au territoire*

Mandat

Partager les connaissances sur le territoire et les infrastructures de transport et échanger sur une vision d'avenir, le développement, les enjeux et les défis.

Membres

Administration Régionale Kativik, Administration Régionale Crie, Grand conseil des cris, CRE de la Baie-James, CRE Saguenay-Lac-St-Jean, CRE Côte-Nord, Nation Naskapi, Nation Innue de Masteuiash, Société Makivik, Cree Regional Economic Enterprises Compagnie (Creeco), MNRF, MDDEP, Hydro Québec, SEBJ, UQAM, Nature Québec

Budget dépensé en 2013-2014

0\$

Résultats

Suivi et coordination des priorités gouvernementales en matière de transport en considérant les préoccupations des acteurs régionaux

Direction générale adjointe des projets stratégiques

62) Comité directeur Mobilité Montréal

Mandat

Coordonner les travaux et les mesures d'atténuation relatives aux différents chantiers sur le réseau de la grande région de la Communauté métropolitaine de Montréal, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux.

Membres

Président-directeur général, Agence métropolitaine de transport (AMT)
Président-directeur général, Association du camionnage du Québec (ACQ)
Président, Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM)
Chef, Conseil Mohawk de Kahnawake
Maire et préfet, Municipalité de McMasterville, MRC Vallée-du-Richelieu
Président, Société de transport de Montréal (STM)
Président, Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée
Recteur, Université de Montréal
Maire et préfet, Ville de Bois-des-Filion, MRC Thérèse-De-Blainville, CMM
Maire et Vice-président, Ville de Candiac, AQTIM Rive-Sud
Maire et préfet, Ville de Châteauguay, MRC Roussillon
Maire et Vice-président, Ville de Laval, CMM
Maire, Ville de Longueuil
Maire et Président, Ville de Montréal, CMM
Ministre, MTQ
Directeur du cabinet, MTQ
Sous-ministre, MTQ
Sous-ministre associé, Direction générale des territoires, MTQ
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointes de la planification et de la coordination des territoires, MTQ
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques, MTQ

Budget dépensé en 2013-2014

Environ 80 \$ par rencontre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Repas

63) Comité aviseur Mobilité Montréal

Mandat

S'assurer de l'efficacité des concertations au comité technique, de formuler des recommandations et des suggestions facilitant ainsi la prise de décisions sur une base régulière.

Membres

Directeur général, Cargo M
Président-directeur général, ACQ
Vice-président, Planification et Innovations, AMT
Directeur général, AQTIM
Directeur, Stratégies et communications, CCMM
Directeur général, CMM
Directrice principale, Planification et TI, PJCCI
Secrétaire général associé, Secrétariat à la région métropolitaine (SRM)
Directeur de la planification des réseaux, STM
Vice-rectrice, Affaires étudiantes et au développement durable, Université de Montréal
Directeur général, Ville de Brossard
Directeur général, Ville de Châteauguay
Directeur, Service du génie, Ville de Laval
Directeur générale adjointe, Développement durable, Ville de Longueuil
Directeur des transports, Ville de Montréal
Directeur général, RTL
Directeur général, STL
Sous-ministre adjointe, DGAPS, MTQ
Directeur, Direction de l'Île-de-Montréal, MTQ

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Chef du Service des projets, Direction de l'Île-de-Montréal, MTQ
 Agent de recherche, Service des projets de transport collectif, MTQ
 Chef du Service des communications métropolitaines, MTQ
 Directeur, Service des projets de transport collectif, MTQ.

Budget dépensé en 2013-2014

Environ 80 \$ par rencontre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Repas

64) Comité directeur stratégique – Plan Mobilité de l'Ouest

Mandat

Faciliter la coordination des différentes actions des organismes impliqués dans la desserte en transport collectif du corridor Ouest (autoroute 20).

Définir l'ensemble des besoins de mobilité des personnes dans ce corridor et proposer un projet commun optimal.

Membres

Directeur de la planification des réseaux, STM
 Directeur, Transports, Ville de Montréal
 Directeur de projet - Aérotrain, ADM
 Conseiller, RCGT
 Président, VIA Rail
 Vice-président, AQTIM
 Directrice, Affaires gouvernementales, CP
 Coordonnateur – Transport métropolitain, CMM
 Directrice principale des études de planification et innovation, AMT
 Gabriel Soudry, SQI
 Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques, MTQ
 Planification des réseaux, STM
 Maire, Ville de Baie-D 'Urfé
 Vice-président, planification et innovations, AMT
 Directeur principal, RCGT
 Directeur général, Ville de Dorval
 Directeur des transports, Ville de Montréal
 Président-directeur général, STM
 Directeur général, CMM
 Directeur – Développement corporatif, CN
 Vice-président, Communication et marketing, AMT

Budget dépensé en 2013-2014

0\$

65) Comité directeur principal – Bureau des partenaires du pont Champlain

Mandat

Suivi des enjeux dans le dossier du pont Champlain.

Membres

Maire, Arrondissement du Sud-Ouest
 Mairesse, Ville de Longueuil
 Maire, Municipalité de McMasterville, MRC Vallée-du-Richelieu,
 Maire, Arrondissement de Verdun
 Maire, Ville de Montréal
 Maire, Ville de Châteauguay, MRC Roussillon
 Maire, Ville de Brossard
 Maire, Ville de Saint-Lambert,
 Préfète, MRC de Marguerite-D'Youville
 Présidente, RTL
 Vice-président Couronne Sud (également maire de Candiac), AQTIM
 Président, Table des préfets et élus de la Couronne sud de Montréal
 Directeur général, Ville de Montréal

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Directeur général, Ville de Longueuil
 Directeur général adjoint – Développement durable, Ville de Longueuil
 Directeur des Transports, Ville de Montréal
 Directrice exécutive, Planification, marketing et communications, STM
 Directeur général, Ville de Saint-Lambert
 Directeur général, RTL
 Président-directeur général, Association du camionnage du Québec
 Directeur général, CMM
 Vice-président, Planification et innovations, AMT
 Président-directeur général, AMT
 Ville de Brossard, Directeur général
 Directeur général, STM
 Président, AQTIM
 Coordonnateur- Transport métropolitain, CMM
 Président, STM
 Secrétaire général associé, Secrétariat à la région métropolitaine
 Directeur de l'Est de la Montérégie, MTQ
 Directeur des communications, MTQ
 Sous-ministre, MTQ
 Directeur de l'Île-de-Montréal, MTQ
 Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe de projets stratégiques, MTQ
 Directrice de l'Ouest de la Montérégie, MTQ
 Ingénieur, Service des projets de transport collectif, MTQ
 Directeur du cabinet, MTQ
 Directeur des projets routiers et de transport collectif, MTQ
 Chef du Service des communications métropolitaines, MTQ
 Directeur, Service des projets de transport collectif, MTQ
 Ministre, MTQ

Budget dépensé en 2013-2014

Environ 4000 \$

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Location de salle, repas

66) Comité de gerance Turcot**Mandat**

Donner les orientations, fixer les objectifs et trancher lorsque des décisions concernant les grands enjeux du projet de reconstruction doivent être prises.

Membres

Sous-ministre, MTQ
 Sous-ministre associé, Direction générale des territoires, MTQ
 Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques, MTQ
 Directeur du projet Turcot, MTQ
 Directeur des communications, MTQ
 Chef du Service des communications métropolitaines, MTQ
 Directrice, Direction de la gouvernance de projets stratégiques et des partenariats public-privé
 Conseiller stratégique au Président-directeur général, SQI
 Directeur – Projet, SQI

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas

67) Comité des directions générales – Transports – AMT, STM, MTQ et Ville de Montréal**Mandat**

Suivi des enjeux des grands dossiers en transports dans la région de Montréal.

Membres

Directeur général, STM
 Président-directeur général, AMT

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Directeur général, Ville de Montréal

Directeur, Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, Ville de Montréal

Sous-ministre, MTQ

Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques, MTQ

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas.

68) Comité de travail conjoint MTQ – SRM – Mesures préférentielles**Mandat**

Dans le contexte où le gouvernement souhaitait l'accélération des investissements en transport collectif, le ministère des Transports du Québec (MTQ) et le Secrétariat à la région métropolitaine (SRM) ont convenu, le 25 mars 2013, de constituer un groupe de travail mixte. Son mandat est d'identifier, avec le concours des autorités organisatrices de transport (AOT), des mesures préférentielles souples, peu coûteuses et pouvant être implantées en 2013, 2014 et 2015, et dont la réalisation pourra se poursuivre en 2016 sur le territoire métropolitain. Le groupe de travail devait également identifier les conditions gagnantes favorisant un déploiement rapide de telles mesures, dont l'engagement des instances municipales et métropolitaines.

Membres

Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques, MTQ

Secrétaire général associé, SRM

Directrice de la direction de l'Ouest de la Montérégie, MTQ

Directrice du développement territorial, SRM

Agent de recherche et de planifications socio-économique de la Direction de l'Île-de-Montréal

Agent de recherche et de planifications socio-économique de la Direction de la planification et suivi des projets

Agent de recherche et de planifications socio-économique de la Direction des projets routiers et de transport collectif

Directrice du développement territorial

Agent de recherche et de planifications socio-économique

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas

69) Comité de gouvernance des projets stratégiques**Mandat**

Gouvernance centralisée des projets stratégiques d'infrastructure publique par le Secrétariat du Conseil du trésor et la Société québécoise des infrastructures. Projection des grands projets du MTQ avec enjeux à discuter au cours des prochaines rencontres, peu importe le niveau d'avancement.

Membres

Secrétaire associé aux infrastructures publiques, SCT

Directeur général de la gestion des investissements en infrastructures publiques, SCT

Directeur général de la gouvernance des projets d'infrastructure, SCT

Directrice de la gouvernance des projets d'infrastructure, SCT

Conseillère stratégique, Direction de la gouvernance des projets d'infrastructure, SCT

Directeur général du Bureau de Coordination des projets et des Projets stratégiques

Transports, SQI

Directeur - Intelligence d'affaires, SQI

Directeur - Assurance qualité, SQI

Membre sectoriel (répondante pour le MTQ) :

Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques

Budget dépensé en 2013-2014

Environ 250 \$ par rencontre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : hôtel, transport et repas

70) Comité-conseil des intervenants externes – Nouveau pont pour le Saint-Laurent

Mandat

Comité mis sur pied par Transports Canada afin d'informer, d'échanger et d'obtenir l'avis des organismes externes au gouvernement fédéral qui ont une responsabilité administrative pour le transport et le territoire dans le corridor du Nouveau pont pour le Saint-Laurent. En particulier, ce comité fournit un forum permettant aux intervenants de traiter des enjeux d'importance et des aspects du projet nécessitant une coordination entre Transports Canada et les autres organismes impliqués.

Membres

Directeur général p.i. – Grands projets de ponts, Transports Canada
Directeur, Nouveau pont pour le Saint-Laurent, Transports Canada
Vice-président, Planification et innovations, AMT
Conseiller stratégique au Président-directeur général, SQI
Directeur des Transports, Ville de Montréal
Directeur général, Ville de Brossard
Directeur général adjoint – Développement durable, Ville de Longueuil
Conseiller stratégique pour le bureau de projet SLR, AMT
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques, MTQ

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas

71) Comité directeur – Projet de prolongement du métro

Mandat

Suivi du projet de prolongement du métro

Membres

MTQ, AMT, STM, RTL, STL, AQTIM, Ville de Montréal, Ville de Laval; Ville de Longueuil

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas

72) Comité directeur – Service rapide par bus (SRB) Pie IX

Mandat

Suivi du projet SRB Pie IX

Membres

Vice-président, Planification et innovations, AMT
Conseiller stratégique au Président-directeur général, SQI
Directeur, Planification des transports métropolitains, AMT
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques, MTQ

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas

73) Comité aviseur – Service rapide par bus (SRB) Pie IX

Mandat

Suivi du projet SRB Pie IX

Membres

MTQ, SQI, AMT, STM et Ville de Montréal

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas

Comités interministériels dont le MTQ est membre

74) Comité directeur – Centre d’entretien Pointe-Saint-Charles**Mandat**

Suivi du projet Centre d’entretien Pointe-Saint-Charles

Membres

MTQ, SQI et AMT

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s’applique pas

75) Comité directeur – Centre d’entretien Lachine**Mandat**

Suivi du projet Centre d’entretien Lachine

Membres

MTQ, SQI et AMT

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s’applique pas

76) Comité directeur - Bureau de projet - Système léger sur rail (SLR) pour le nouveau pont pour le Saint-Laurent**Mandat**

Suivi des activités réalisées par le Bureau de projet

Membres

Vice-président, Planification et innovations, AMT

Conseiller stratégique au Président-directeur général, SQI

Directeur – Projets, SQI

Conseiller stratégique pour le Bureau de projet SLR, AMT

Directrice de projet – Bureau de projet SLR, AMT

Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégique, MTQ

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s’applique pas

77) Comité d’axes A-19**Mandat**

Suivi des enjeux dans le dossier de l’A-19

Membres

Sous-ministre, MTQ

Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques, MTQ

Conseillers politiques, MTQ

Directrice, Direction de Laval-Mille-Iles, MTQ

Directrice du développement territorial, Secrétariat à la région métropolitaine

Préfet, MRC Thérèse de Blainville

Directeur général, MRC Thérèse de Blainville

Préfet, MRC Les Moulins

Directeur général, MRC Les Moulins

Maire, Ville de Lorraine

Mairesse, Ville de Boisbriand

Mairesse, Rosemère

Mairesse, Sainte-Thérèse

Maire, Ville de Blainville

Maire, Ville de Bois-des-Filions

Maire, Ville de Sainte-Anne-des-Plaines

Maire, Ville de Terrebonne

Conseiller, membre du comité exécutif et responsable du transport, Ville de

Montréal

Comités interministériels dont le MTQ est membre

Maire, Ville de Laval
Président, CRT Lanaudière
Directrice générale, CRT Lanaudière
Président, CIT Laurentides
Directrice générale, CIT Laurentides
Directeur général, STL
Directeur général, STM
Directeur, Planification et développement des réseaux de la STM
Directeur général, AQTIM
Directeur général, CMM
Vice-président, Planification et innovations, AMT

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas

78) *Table de travail interministérielles – MRC des Appalaches*

Mandat

Dresser un portrait de la situation et documenter les problématiques liées à la fin des opérations minières dans la MRC des Appalaches. Déterminer et promouvoir des solutions aux conséquences sociales et économiques découlant de l'arrêt de l'exploitation et de la commercialisation de l'amiante chrysotile dans la région.

Membres

MTQ, MFEQ, CSST, MESS, MSSS, MCE, MDDEFP, MAMROT, Région de Thetford, Ville de Thetford Mines, MRN

Budget dépensé en 2013-2014

Environ 250 \$ par rencontre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : hôtel, transport et repas

79) *Comité Chantier Infrastructures*

Mandat

Positionner Montréal et le Québec à l'échelle mondiale et devenir un leader de la conception, la réalisation, la gestion et le financement des infrastructures.

Mettre en commun l'expertise déjà existante au Québec.

Favoriser la concertation des différents acteurs et la formation d'alliances complémentaires afin de positionner l'industrie québécoise des infrastructures à l'échelle internationale.

Membres

MTQ, FTQ, ADM, Banque de développement du Canada, Caisse de dépôt et placement du Québec, COSIME, Financière Banque Nationale, Groupe Banque TD, Investissement PSP, SQI, SNC Lavallin, Finance Montréal

Budget dépensé en 2013-2014

Ne s'applique pas

QUESTION 5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 5

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre d'employés occasionnels en 2013-2014 : 1 904 (MTQ et CGER)

Nombre d'employés occasionnels en 2013-2014 : 1 673 (MTQ sans CGER)

Nombre d'employés occasionnels en 2013-2014 : 231 (CGER)

Les données de 2013-2014 sont basées sur la moyenne des 26 paies de l'année 2013-2014 afin de tenir compte des fluctuations en cours d'année (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014).

QUESTION 6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministères et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve aux réponses des questions générales 32 et 34.

QUESTION 7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir tableau ci-joint.

Étude des crédits 2014-2015
Question CAQ PART-7
Liste des sondages effectués en 2013-2014

Titre de l'enquête ou du sondage		Objectifs	Montant	Commentaires
Sondage auprès des visiteurs du microsite batisseursrecherches.gouv.qc.ca - Avril 2013		Évaluer la satisfaction des visiteurs du site Web batisseursrecherches.gouv.qc.ca, plate-forme centrale de la campagne.	5 951 \$	CSPQ (Firme SOM)*
Sondage d'évaluation du projet pilote de la console inforoutière à l'aire de service de Bale-de-Maskinongé - Avril 2013		Le prototype de console inforoutière est en fonction depuis le 5 mars 2012. Dans l'optique où le MTQ désire procéder à l'installation de 8 autres consoles inforoutières dans les aires de service, ce sondage a permis d'alimenter la réflexion sur les prochaines étapes de l'implantation des consoles.	16 497 \$	CSPQ (Firme SOM) Payé par la Direction des parcs routiers
Sondage- Évaluation du Programme de subvention à l'adaptation des taxis et autocars Interurbains (PSATA)- Avril 2013		Dans le cadre du mandat d'évaluation du PSATAI, présentation d'un sondage afin de collecter l'information auprès de divers intervenants bénéficiant du programme de subventions et également auprès d'intervenants du milieu afin de recueillir des informations permettant de mesurer les besoins en transports adaptés, les effets du programme ainsi que la satisfaction de divers intervenants sur le fonctionnement du programme.	20 000 \$	Impact recherche Payé par la Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes
Sondage auprès des citoyens sur le transport terrestre des personnes - Mai 2013		Le gouvernement du Québec a tenu en juin dernier, des consultations sur les orientations qu'il devrait privilégier. Dans ce contexte, le MTQ désirait obtenir un aperçu de l'opinion des Québécois concernant plusieurs enjeux liés au transport terrestre des personnes.	19 469 \$	CSPQ (Firme SOM)
Sondage sur la notoriété et la compréhension de la nouvelle réglementation portant sur le corridor de sécurité entrée en vigueur au Québec le 5 août 2012 - Juillet 2013		Informar la population de l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation. Une campagne d'information télévisuelle a été diffusée une première fois au cours de l'été 2012 puis une deuxième fois en juin 2013.	7 777 \$	CSPQ (Firme SOM)
Sondage sur les dispositifs de signalisation routière- Juillet 2013		Évaluer la compréhension de dispositifs de signalisation routière par les citoyens. Ce type de consultation permet d'adapter les services offerts aux besoins des citoyens et d'apporter les corrections et ajustements nécessaires, le cas échéant. Les personnes sondées ont été recrutées dans la population via le site Internet du Ministère et Québec 511. L'intranet ministériel a été utilisé afin d'inciter les employés à participer au sondage.	0 \$	Le sondage s'est fait en ligne et a été réalisé par la Direction du soutien aux opérations
Mesure des perceptions des québécois détenteurs d'un permis de conduire concernant les radars photo et les appareils de surveillance aux feux rouges - Juillet 2013		Mesurer les perceptions des Québécois âgés de 16 ans et plus détenteurs d'un permis de conduire en vigueur concernant les radars photo et les appareils de surveillance aux feux rouges.	32 867 \$	CSPQ (Firme SOM) Payé par le Fonds de la sécurité routière
Sondage-Questionnaire d'évaluation de stage- Septembre 2013		Cueillette d'information auprès des étudiants-stagiaires au sujet du déroulement de leur stage. Plus spécifiquement, ce questionnaire sert à évaluer la satisfaction liée au stage au MTQ en permettant au stagiaire d'identifier les points positifs et négatifs de l'expérience vécue et de transmettre ces commentaires.	0 \$	Sondage à l'interne Direction des ressources humaines
Sondage de satisfaction de la clientèle des 7 aires de service de la Grappe 1 - Septembre 2013		Dans le cadre de l'Entente de partenariat de la Grappe 1 des aires de service, un sondage de satisfaction des services auprès des usagers est effectué avant le 30 septembre de chaque année.	33 715 \$	CSPQ (Firme SOM) Payé par la Direction des parcs routiers

Titre de l'enquête ou du sondage	Objectifs	Montant	Commentaires
Sondage sur les attentes de l'industrie du camionnage envers le service Québec 511 Info Transports - Octobre 2013	Obtenir un portrait clair des besoins, attentes et satisfaction de l'industrie du camionnage à l'égard du service Québec 511. Plus particulièrement les informations sur le réseau routier provincial et municipal permettant de planifier leurs déplacements ou de prendre des décisions en cours de route. Connaître les besoins globaux en ce qui concerne l'information routière (travaux routiers) relevant du réseau municipal.	47 247 \$	CSPQ (Firme SOM)
Sondage post-campagne par Internet de la campagne de promotion des villages-relais 2013 - Novembre 2013	Mesurer l'efficacité de la campagne de promotion 2013 et le degré d'atteinte des objectifs de communication mesurables. Recueillir des indicateurs de notoriété et de satisfaction envers les villages-relais.	16 138 \$	CSPQ (Firme SOM)
Sondage-Évaluation du Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le transport routier, ferroviaire et maritime (PEET, volet maritime et ferroviaire)-Novembre 2013	Dans le cadre du mandat d'évaluation du PEET , volet maritime et ferroviaire, présentation d'un sondage afin de collecter l'information auprès de la clientèle ayant reçu une demande de subvention acceptée et auprès des analystes de la Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (DTMAF).	20 000 \$	Impact recherche Payé par la Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes
Sondage post-campagne de sensibilisation à la sécurité dans les zones de chantiers 2013-2014 - Novembre 2013	Mesurer l'efficacité de la campagne de sensibilisation et le degré d'atteinte des objectifs de communication mesurables.	16 138 \$	CSPQ (Firme SOM)
Sondage post-campagne Mobilité Montréal 2013 - Décembre 2013	Mesurer l'efficacité de la campagne de sensibilisation et le degré d'atteinte des objectifs de communication mesurables.	9 442 \$	CSPQ (Firme SOM)
Sondage auprès des visiteurs du microsite batisseursrecherches.gouv.qc.ca - Janvier 2014	Évaluer la satisfaction des visiteurs du site Web batisseursrecherches.gouv.qc.ca, plate-forme centrale de la campagne.	6 546 \$	CSPQ (Firme SOM)
Sondage sur les besoins, les attentes et la satisfaction des usagers du service Québec 511 - Mars 2014	Mesurer l'utilisation de Québec 511 et évaluer le niveau de satisfaction de ses principales composantes. Évaluer l'utilité du service et déceler les attentes des utilisateurs.	55 743 \$	CSPQ (Firme SOM)
Sondage à la sécurité en conditions routières hivernales - pictogramme obligatoire sur les pneus d'hiver et entretien hivernal - Mars 2014	Évaluer la notoriété et l'impact des outils développés de la campagne réalisée.	12 243 \$	CSPQ (Firme SOM)
Omnibus téléphonique (achat de questions) - Mars 2014	Sonder les usagers de la route qui équipe leur véhicule de pneus à crampons, en vue d'une modification du règlement. Sonder la notoriété des platesformes de Québec 511 en vue de la campagne de promotion 2014-2015.	3 818 \$	CSPQ (Firme SOM)
Total Firme SOM		283 590 \$	

*Firme préqualifiée par le Centre de services partagés du Québec

QUESTION 8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 8

Titre

Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Avis externes

C'est le ministère de la Justice qui autorise les contrats de services juridiques confiés au secteur privé. Pour les avis externes, il faut donc se référer à l'Étude des crédits du ministère de la Justice.

Avis internes

Les avis juridiques demandés par le ministère ou le cabinet du ministre sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés. Le droit au secret professionnel appartient au gouvernement et lui seul peut y renoncer.

Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Le ministre de la Justice doit être consulté à ce sujet. Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État et que la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, l'article 214 du Règlement de l'Assemblée nationale énonce que :

« 214. Dépôt du document – Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public. ».

Pour ces raisons, nous ne pouvons communiquer la liste et copie de tous les avis juridiques demandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère des Transports ou le cabinet dans le cadre de l'étude des crédits.

SOURCE: Direction des affaires juridiques

QUESTION 9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 9

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour le ministère des Transports, la réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 8.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 9

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Mandat : Traduction du français vers l'anglais de divers documents, tels que les avis, décisions, avis d'intention et de convocation, rapports d'inspection, etc.

Fournisseur : Edgar

Tarif régulier : 0.24\$/mot

Tarif d'urgence : 0.27\$/mot

Coût pour 2013-2014 : 9 032 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 9

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2013-2014

SUJETS	FOURNISSEUR	MONTANT
Charte	Anglocom inc.	1 333,71 \$
Contrat TDBC	Anglocom inc.	4 196,59 \$
Travaux divers	Anglocom inc.	672,62 \$
Devis	Edgar	17 529,73 \$
Description de poste	Frédéric Poulin	1 563,66 \$
Documents techniques	Frédéric Poulin	2 071,85 \$
Lettre salaire Saint-Augustin	Frédéric Poulin	432,74 \$
Manuel de formation	Frédéric Poulin	4 104,61 \$
Manuel SGS	Frédéric Poulin	5 518,80 \$
POS Requirements	Frédéric Poulin	1 172,75 \$
Travaux divers	Frédéric Poulin	1 499,83 \$
TOTAL		40 096,89 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 9

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Frais de traduction : les firmes et les coûts

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	DÉPENSE 2013
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS (organisme gouvernemental)	Traduction de langues étrangères vers le français	30 696,04 \$
ROSS & SHEEHAN	Traduction du français vers l'anglais	19 447,61 \$
ROSS & SHEEHAN	Traduction du français vers l'anglais	31 749,89 \$
TRADUCTION GUAY	Traduction de l'anglais vers le français	15 943,10 \$
MARIE-CHRISTINE COMEAU	Traduction du français vers l'anglais	9 152,16 \$
MAXIME BOUCHER	Traduction de l'anglais vers le français	902,08 \$

Total 107 890,88 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

Pour l'exercice du 1^{er} avril 2013 au 25 février 2014 :

- Versacom : 24 554,50 \$

QUESTION 10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 10

Titre

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve aux réponses des questions générales 17 et 18.

QUESTION 11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014:

- a. la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Concours et tirages	Prix remis	Objectif visé
Mobilité des personnes et des biens dans la région métropolitaine de Montréal – Concours « Gagner un an de transport collectif gratuit »	3 cartes annuelles « TRAM 3 » offertes gratuitement par l'AMT valeur totale de 4 200 \$ 10 paires de titres « Week-end illimité » offertes gratuitement par la STM valeur totale de 240 \$	Inciter les usagers de la route à s'informer des mesures mises en place pour faciliter leurs déplacements dans la section Mobilité Montréal du site Web de Québec 511
Salon des sports récréatifs motorisés de Québec et Salon national du Quad	12 casques de type tranz visière double avec graphique valeur totale de 1 380\$	Sensibiliser les usagers de motoneige et de quad à adopter des mesures sécuritaires lors de la pratique de leur sport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014:

- a. la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun concours n'a été tenu par la Commission des transports du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2013-2014

Traverse Matane □ Baie-Comeau □ Godbout

Concours du nom du futur traversier (printemps 2013)

Publicité dans les journaux *Plein Jour* de Baie-Comeau, *Le Nord-Est* de Sept-Îles, *Courrier du Fleuve*, *Le Saint-Laurent Portage* et *Le TransGaspésien*

Monique Giguère, graphiste

Prix remis aux gagnants du concours, ainsi que la valeur des prix

Prix en argent aux gagnants (1 x 500 \$, 2 x 250 \$)

Objectif visé

Nom du futur navire

TOTAL

10 700 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014:

- a. la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2013

Tirage	Valeur	Objectif
Concours <i>Le tour de la Terre</i> Campagne de sensibilisation Texte au volant	Les prix sont d'une valeur totale de 5 000 \$ (50 prix de 100 \$) . Le tirage des prix se fait chaque fois que les utilisateurs de l'application ont complété un tour de terre. Le concours a débuté en octobre 2013 et se terminera lorsque les prix auront tous été remis.	Susciter l'utilisation de l'application mobile <i>Mode conduite</i> chez les conducteurs, et ce, afin qu'ils ne soient pas tentés de texter au volant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014:

- a. la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

Concours et tirages

L'AMT fait très rarement appel aux concours ou tirages pour atteindre ses objectifs d'affaires. Elle offre cependant des titres de transport aux fins de concours ou de tirages, dans le cadre d'ententes de commandite de service avec des organismes partenaires qui oeuvrent à promouvoir la mobilité durable. Les tirages listés ci-dessous ont été réalisés dans l'objectif d'optimiser les taux de participation aux sondages et enquêtes essentiels à la planification et à la redistribution des recettes.

Concours	Objectifs	Prix remis	Valeur 2013
Concours Ma combinaison gagnante	Promotion de l'intermodalité	Dix (10) titres TRAM valides pour 1 an	18 330\$ (Valeur moyenne par TRAM 1 833\$)
Escapades en train	Susciter l'intérêt des clientèles potentielles notamment via les réseau sociaux à participer aux escapades en train. Printemps/automne	Escapades en train	680\$
Arrivez au boulot avant tout le monde	Stimuler l'achalandage au stationnement incitatif St-Martin	4 titres TRAM	5 810\$
Enquêtes à bord	Encourager les clientèles des trains de banlieue et de l'Express métropolitain à répondre à un questionnaire visant à évaluer la satisfaction, connaître les besoins et recueillir des données d'achalandage et de déplacements aux fins de planification et de financement.	45 titres TRAM mensuel pour les usagers du train 5 titres TRAM' mensuel pour les usagers de l'Express Chevrier	7 070\$
Valeur total 2013			31 890\$

QUESTION 12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- A) le nom de toutes les campagnes;
- B) les coûts de ces campagnes;
- C) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser ;
- D) les dates de diffusion de la campagne;
- E) les objectifs visés par chaque campagne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour les entités suivantes :

- Ministère des Transports ;
- Commission des transports du Québec ;
- Société des traversiers du Québec.

La réponse de ces entités à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 5 de leur cahier de réponse respectif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser ;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Campagnes publicitaires produites en 2013 par la Société de l'assurance automobile du Québec

Thèmes des campagnes	Coûts	Agence de publicité	Périodes de diffusion	Objectifs
Motocyclette	403 650 \$	Lg2	15 avril – 26 mai	Amener les personnes à adopter des comportements plus sécuritaires pour diminuer le nombre d'accidentés de la route
Partage de la route	344 491 \$		6 mai – 2 juin	
Vitesse	1 009 860 \$		13 mai – 9 juin	
Alcool / drogue	1 116 119 \$		10 juin – 21 juillet	
Fatigue	966 200 \$		8 juillet – 18 août 16 déc. – 5 janvier 2014	
Courtoisie sur la route	226 330 \$		2 au 29 septembre	
Texto	812 184 \$		7 octobre – 3 novembre	
Jeunes conducteurs	149 091 \$		Octobre - novembre	

Autres campagnes de sensibilisation

Campagne /Activité	Budget	Période	Objectif	Clientèle
Bouclez-la! (projet avec Opération Nez Rouge	62 000 \$	mai à novembre	Sensibiliser à l'utilisation de la ceinture de sécurité	les jeunes conducteurs
Attachez-vous, même la nuit.	94 616 \$	septembre	Sensibiliser à l'importance de boucler sa ceinture de sécurité en tout temps	les hommes âgés de 16 à 49 ans, conducteurs et passagers
Association du transport écolier du Québec	37 817 \$	4 au 15 février	Sensibilisation à la sécurité en transport scolaire	les enfants du préscolaire, du 1 ^{er} et du 2 ^e cycle du primaire et les parents
Sécurité des piétons	73 719 \$	octobre	Durant le Mois du piéton notamment, sensibilisation à la sécurité des piétons	les piétons et les conducteurs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser ;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

Campagne publicitaire	Objectifs	Période de diffusion	Coûts 2013
Gratuité enfants	• Mettre de l'avant une offre promotionnelle permettant à un enfant de 6 à 11 ans de voyager en train de banlieue gratuitement lorsqu'il est accompagné d'un adulte muni d'un titre de transport valide	Février-mars	2 355\$
Promotion des Escapades en train	• Promouvoir la programmation des escapades d'un jour auprès des résidents de la grande région métropolitaine	Mars- avril et sept. – oct.	11 000\$
Voies réservées	• Sensibiliser les automobilistes de la région métropolitaine à l'importance de respecter les conditions d'utilisation des voies réservées • Proposer l'autobus comme une alternative efficace à l'auto	Avril-mai Octobre	61 050\$

Campagne publicitaire	Objectifs	Période de diffusion	Coûts 2013
Promotion de l'intermodalité	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître la perception de facilité d'utilisation des modes de transport alternatifs à l'auto-solo : <ul style="list-style-type: none"> -En présentant les nombreux services alternatifs à l'auto-solo dans la région métropolitaine. -En faisant la promotion des améliorations de service récentes, tant du côté de l'AMT que du côté des AOT et partenaires lorsque pertinent • Positionner l'AMT comme le facilitateur des déplacements en transport collectif. 	Mai-juin	154 000\$
Ajout de service St-Jérôme	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les usagers des bénéfices concrets que procurent ces changements • Gestion des changements auprès de la clientèle • Promouvoir l'image de l'AMT auprès des usagers et des médias 	Août	23 875\$
Promotion de l'événement « En ville sans ma voiture »	<ul style="list-style-type: none"> • Communiquer la date et la programmation de l'événement. 	Septembre	58 810\$
Sensibilisation à l'approche hivernale	<ul style="list-style-type: none"> • Gérer les attentes des clients face à l'AMT à l'approche et pendant la période hivernale • Saisir l'opportunité de proposer l'abonnement au produit Alerte-train pour se tenir informé en tout temps de l'état du transport 	Nov. – Déc.	4 850\$
TOTAL			315 940\$

Projets spéciaux et projets financés à 100% par le MTQ

Campagnes financés par le MTQ	Objectifs	Période de diffusion	Coûts 2013
Promotion de l'événement « En ville sans ma voiture »	<ul style="list-style-type: none">• Communiquer la date et la programmation de l'événement.	Septembre	549 756\$ (Financé à 100%)
Mesures d'atténuation pont Champlain	<ul style="list-style-type: none">• Faire connaître les mesures de transport collectif mises sur pied dans le cadre des mesures de mitigation pour la fermeture du pont Champlain		254 811\$ (Financé à 100%)
Mesures d'atténuation	<ul style="list-style-type: none">• Inciter les utilisateurs et non-utilisateurs du TC à s'abonner à OPUS+ décliné en 3 campagnes soit :<ul style="list-style-type: none">• Opus à l'essai• Opus+• Opus+ Entreprise	Juil. à Oct.	753 859\$ (Financé à 100%)
TOTAL			1 558 426\$

QUESTION 13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 13

Titre

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information demandée a une portée trop large et résulterait en une liste trop volumineuse pour les besoins de l'étude des crédits. Une demande pour un programme de financement ou de subvention en particulier peut être formulée au Bureau de l'éthique, de l'accès à l'information et des plaintes du MTQ.

Le tableau ci-joint présente les dépenses de subventions du ministère des Transports par principales catégories.

Dépense	Direction générale responsable
---------	--------------------------------

Ministère des Transports

Programme 01

01 01	Transport personnes handicapées	79 714,1	DGTCPS
	Autres subventions transport terrestre	17 654,4	DGTCPS
	Adaptation véhicules SAAQ	8 500,0	DGTCPS
	Développement Route verte	450,0	DGIT
	Subvention Véloce	1 312,8	DGIT
	Fonctionnement Route verte	2 291,6	DGIT
	Infrastructures ferroviaires	1 973,7	DGTCPS
	Entretien route d'accès	378,2	DGIT
	Entretien réseau routier	572,2	DGIT
	Voirie locale - Entretien réseau municipale	35 949,8	DGIT
		148 796,8	
01 02	Société des traversiers du Québec	89 328,0	DGTCPS
	Associations maritimes	1 460,0	DGT
	Infrastructures et entretien maritimes au Nunavik	3 392,0	DGT
		94 180,0	
01 03	Autres secteur aérien	2 478,9	DGTCPS
	Aide en transport aérien	416,3	DGTCPS
		2 895,2	
Total Programme 01		245 872,0	

Programme 02

02 01	Subvention diverses	398,3	BSM
02 03	Aide recherche/dével. non norm	331,6	DGIT
Total Programme 02		729,9	
Total du Ministère		246 601,9	

QUESTION 14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 14

Titre

Coût moyen de construction de 1 kilomètre de route asphaltée pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015. Ventiler par région administrative, par direction territoriale et par type de route.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le coût complet d'un projet routier est influencé par différents facteurs techniques, économiques et sociaux. De plus, chacun des projets est unique, puisque la nature des travaux, des sols en présence, des zones de climats, du trafic et des conditions de réalisation diffèrent constamment, et ce, souvent à l'intérieur d'un même projet. Ce fait rend les comparaisons de coûts moyens peu représentatives de la réalité. Les différences notées entre les coûts des projets peuvent donc être très importantes de par la nature même des travaux réalisés qui sont pourtant, en apparence, semblables.

Voici des exemples des principaux éléments qui expliquent les différences de coûts moyens d'un projet à l'autre :

- la différence dans le contenu du projet comme la construction ou non d'ouvrages d'art (structures), de ponceaux, de remblais légers ou de glissières de sécurité, les distances de transport, les ouvrages temporaires, la signalisation et le contrôle de la circulation pendant les travaux, l'aménagement des abords de route, la signalisation routière, etc;
- la longueur de la route faisant l'objet d'une construction ou d'une reconstruction. Plus cette longueur est grande, plus les frais fixes normalement associés à un projet routier peuvent être répartis sur un nombre important de kilomètres, permettant d'obtenir un coût unitaire (\$/km) plus faible;
- le profil et la nature du terrain naturel qui influencera l'importance des volumes de remblais et de déblais (présence de roc, de sols argileux ou autres).

Il est important de mentionner que les éléments cités plus haut influencent les coûts des projets de façon beaucoup plus importante que la région administrative et l'année dans laquelle les travaux ont été réalisés.

Pour toutes ces raisons, le calcul du coût moyen d'une construction typique de route asphaltée en \$/km ne peut être que théorique et les disparités régionales ne peuvent être établies sur cette base. La spécificité de chaque projet routier ne permet pas de cibler une base commune de comparaison à partir d'un tel modèle.

Le MTQ poursuit ses évaluations des tendances entourant l'évolution des coûts de certaines composantes notamment pour les matériaux couramment utilisés, sur ceux utilisés en grande quantité ainsi que sur des travaux fréquents (exemple : armature, excavation, enrobé, granulat, ponceau). Le fait de cibler des composantes plus spécifiques et non pas des projets permet une analyse sur une même base de comparaison interrégionale.

À ce niveau, le Ministère a répondu à la recommandation du Vérificateur Général à l'effet de procéder à la comparaison des coûts régionaux et interprovinciaux. Les résultats des ces analyses ont d'ailleurs été déposés à la Commission de l'administration publique.

QUESTION 15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 15

Titre

Liste détaillée de toutes les entreprises ayant été déclarées inaptes à contracter avec le ministère pour chaque année financière depuis 2007, incluant la raison de la déclaration et la date. Fournir également la liste des entreprises qui, en 2013-2014, ont pu recommencer à contracter avec le ministère, incluant la raison et la date.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'annexe I contient la liste des entrepreneurs et prestataires de services ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant et qui n'étaient pas admis à soumissionner entre le 1^{er} avril 2013 et le 31 mars 2014. Cette liste présente le numéro de dossier, la nature des travaux, le nom de l'adjudicataire, la date du rapport de rendement insatisfaisant et la durée de cette restriction.

Les Instructions aux soumissionnaires précisent que *le défaut d'un entrepreneur de respecter la condition ci-dessous le rend inadmissible et sa soumission ne peut être considérée :*

Une soumission présentée par un entrepreneur ou un prestataire de services qui a fait l'objet d'un rapport de rendement insatisfaisant de la part du Ministère pour un contrat de même nature, au cours des deux (2) années précédant la date limite fixée pour la réception des soumissions.

Depuis le 15 janvier 2014, cette liste est disponible sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :

http://www.mtq.gouv.qc.ca/portal/page/portal/entreprises/zone_fournisseurs/c_affaires/evaluation_du_rendement_des_fournisseurs

Depuis 2012-2013, le Ministère se réserve le droit de refuser un sous-contractant qui a fait l'objet d'un rapport de rendement insatisfaisant pour un contrat de même nature. Afin de permettre aux adjudicataires désirant faire affaire avec des sous-contractants de visualiser la liste des entrepreneurs ou prestataires de services ayant fait l'objet d'un rapport de rendement insatisfaisant, le Ministère rend l'information disponible sur Internet.

Liste des entrepreneurs ou prestataires de services ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant

Dossier	Type de contrat	Description longue des travaux	Nom de l'entrepreneur / prestataires de services	Date du rapport de rendement insatisfaisant	Nature des travaux concernant l'inadmissibilité à soumissionner	Date de fin de la période d'inadmissibilité à soumissionner
6507-09-NL01	Services de nature technique	Location d'un camion de déneigement avec opérateur pour l'entretien de la route 185 entre la ville de Dégelis et la municipalité de Saint-Honoré-de-Témiscouata, MRC Témiscouata, circonscription électorale de Kamouraska-Témiscouata.	Les entreprises M.D.L. / 9151-7334 Québec inc.	2012-06-12	<ul style="list-style-type: none">• Déneigement et déglacage de routes• Location de camion de déneigement avec opérateur• Location de machinerie lourde avec opérateur reliée à l'entretien hivernal	2014-06-12
8406-12-SB02	Services de nature technique	Enlèvement de débris et tonte de gazon sur les autoroutes 13, 15, 440 et l'avenue des bois, dans la municipalité de Laval située sur le territoire du Centre de services Laval de la Direction de Laval-Mille-Îles.	Les Entreprises BGT inc.	2012-12-20	<ul style="list-style-type: none">• Nettoyage des abords de routes (tonte de gazon, fauchage, ramassage de débris)	2014-12-20
7107-10-0213	Travaux de construction	Réfection du pont (P-07424) sur l'autoroute Laurentienne Sud (973), au-dessus de la rivière Saint-Charles, dans la ville de Québec, MRC Communauté métropolitaine de Québec, circonscription électorale de Chauveau.	Tro-Chatnes inc.	2013-05-28	<ul style="list-style-type: none">• Tous les travaux relatifs à la construction ou à la réfection de structures et d'ouvrages d'art.	2015-05-28
8602-10-MA02	Services professionnels	Fournir des services d'évaluation, de négociation, de représentation à titre de témoin expert ou toutes autres représentations nécessaires pour procéder à l'acquisition de propriétés et droits réels pour la réalisation de projets ou pour tout autre besoin immobilier ainsi que pour procéder à la disposition ou à la location de propriétés du gouvernement du Québec pour le compte du MTQ, Territoire de la ville de Longueuil et MRC Les Maskoutains, Lajemmerais, Pierre-De Saurel, Acton, La Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi, ainsi que les limites de toutes les municipalités adjacentes où le projet est en continuité.	Baillargeon, Bergeron, Deneault et Associés inc.	2013-08-15	<ul style="list-style-type: none">• Évaluation, négociation ou représentation pour l'acquisition de propriétés et droits réels pour projet routier ou tout autre besoin immobilier.	2015-08-15

Liste des entrepreneurs ou prestataires de services ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant

Dossier	Type de contrat	Description longue des travaux	Nom de l'entrepreneur / prestataires de services	Date du rapport de rendement insatisfaisant	Nature des travaux concernant l'inadmissibilité à soumissionner	Date de fin de la période d'inadmissibilité à soumissionner
8602-11-MA02	Services professionnels	Fournir des services d'évaluation, de négociation, de représentation à titre d'expert évaluateur agréé afin de procéder à l'acquisition de propriétés et droits réels requis pour la réalisation de projets ou pour tout autre besoin immobilier, MRC Pierre-DeSaurel, Marguerite-D'Youville, La Vallée-du-Richelieu, Les Maskoutains, Acton, La Haute-Yamaska, Brome-Missisquoi et hors MRC, ainsi que les limites de toutes les municipalités adjacentes où le projet est en continuité.	Baillargeon, Bergeron, Deneault et Associés Inc.	2013-08-15	<ul style="list-style-type: none">Évaluation, négociation ou représentation pour l'acquisition de propriétés et droits réels pour projet routier ou tout autre besoin immobilier.	2015-08-15
8801-12-FA06	Services professionnels	Mandat relatif au programme de contrats à exécution sur demande no 8801-11-GA08 pour effectuer la préparation de l'avant-projet définitif des plans, devis et estimations et le service d'accompagnement concernant la stabilisation des talus sur les routes 158 et 329 dans les villes de Mirabel et Lachute, MRC d'Argenteuil et de Mirabel, circonscriptions électorales d'Argenteuil et Mirabel.	Les Consultants Bellefeuille Samson Inc.	2013-10-11	<ul style="list-style-type: none">Réalisation d'étude, d'analyse, préparation d'avant-projet, d'estimation, de plans et devis, exécution du service d'accompagnement ou de la surveillance des travaux en génie routier.	2015-10-11
6603-13-0256	Travaux de construction	Travaux de remplacement d'un pont acier-bois sur la route du 12e Rang, au-dessus de la rivière Blanche, dans la municipalité de Saint-Luc-de-Bellechasse, MRC des Etchemins, circonscription électorale de Bellechasse.	JES Construction inc.	2014-01-14	<ul style="list-style-type: none">Tous les travaux relatifs à la construction ou à la réfection de structures et d'ouvrages d'art.	2016-01-14
8808-11-SH01	Services de nature technique	Nettoyage des regards, des puisards, des conduites, des ponceaux et des fosses d'ensablement sur l'ensemble du réseau routier des Centres de services de Saint-Jérôme, Lachute et du Sous-Centre de services de Mont-Tremblant et de la Direction Laurentides-Lanaudière du MTQ.	SSE Environnement inc.	2014-03-06	<ul style="list-style-type: none">Tous les travaux relatifs au nettoyage des regards, des puisards, des conduites, des ponceaux.	2016-03-06

QUESTION 16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 16

Titre

Liste des projets pour lesquels, pour chaque année financière depuis 2007, il y a présentement des poursuites judiciaires en cours. Indiquer le poursuivant et les raisons de la poursuite. S'il y a lieu, fournir les montants demandés et accordés, les coûts pour le gouvernement et le jugement, y compris les dates.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau ci-joint.

28 mars 2014

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
200-22-070587-142 (TQ- 2014-000170/LF)	Construction et Pavage Portneuf c. PGQ	Action sur compte – Contestation des retenues permanentes	11 mars 2014	35 000.00 \$		
405-17-001761-142 (TQ-2014-000106/LF)	Jean-Yves Degranpré c PGQ	Recours extracontractuel- Dommages	7 février 2014	120 600.00\$		
705-17-005345-143 (TQ- 2014-000088/LF)	Luc Bourdon c. Municipalité de Saint-Ambroise de Kildare et MTQ	Recours extracontractuel- Dommages	4 février 2014	57 600.00\$		
500-17-080361-135 (TQ- 2013-000771/LF)	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec inc. c. Me Claudette Ross et MTQ	Recours en révision judiciaire contre une sentence arbitrale rendue	19 décembre 2013	0\$		
100-22-006168-134 (TQ- 2013-000728/LF)	Promutuel de l'Estuaire c. Municipalité de Lac-des- Aigles et MTQ (mis en cause forcé)	Requête en mise en cause forcée – (Recours extracontractuel – Dommages)	Requête : 8 octobre 2013 Requête en mise en cause forcée : 28 novembre 2013	10 000 \$ (Requête) 0 \$ (Requête en mise en cause forcée)		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
500-17-078781-137 (TQ- 2013-000701/LF)	Les Grands Travaux Soter inc. c. MTQ	Réclamation contrat de construction	12 novembre 2013	2 950 000.00\$		
505-22-020951-135 (TQ- 2013-000534/LF)	Desjardins Assurances générales c. L.A Hébert et MTQ	Recours extracontractuel – Dommmages	6 août 2013	19 579.10 \$		
500-22-204350-139 (TQ- 2013-00500/LF)	Intact Assurances c. PGQ et Ville de Montréal	Recours extracontractuel- Dommmages	26 juillet 2013	3 654.77 \$		
500-22-203599-132 (TQ- 2013-000492/LF)	Bell Canada c. EBC-Demix – Zurich Assurances – PGQ et Dessau	Recours extracontractuel- Dommmages	19 juillet 2013	61 435.00 \$		
105-17-000382-136 (TQ- 2013-000297/LF)	Ghislain et Gaston Roberge c. PGQ	Recours extracontractuel – Dommmages	26 juillet 2013	762 825.00 \$		
700-17-009600-130 (TQ- 2012-000810/LF)	ABC Rive-Nord c. PGQ	Réclamation contrat de construction – Révision des prix unitaires à la baisse	Le ou vers le 14 janvier 2013	219 731.81 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
550-17-007141-136 (TQ- 2011-000593/LF)	Construction DJL inc. c. Entreprises Connelly, Vrac Outaouais et MTQ	Réclamation contrat de construction – Retenue pour cause de dommages à une super signalisation du MTQ.	10 juin 2013	287 000.00\$		
500-22-202543-131 (TQ-2013-00320/LF)	Transelec Commun inc. c. Construction Garnier et Intact Assurances et PGQ (mis en cause)	Recours – Sous-traitant impayé par l'entrepreneur– demande au MTQ de retenir les sommes dues	14 mai 2013	66 304.38\$	Désistement de la demande contre le PGQ – 11 novembre 2013	
700-22-029134-136 (TQ-2013-00380/LF)	Industrielle Alliance c. PGQ et Simard Beaudry Construction	Recours extracontractuel – Dommages -	24 mai 2013	2 119.91\$	Règlement hors cour – Reçu Quittance - 31 janvier 2014	
705-61-090586-146 (TQ-2010-000803-0005/LF)	DPCP c. Gilles Patenaude et PGQ	Avis 95 CPC Constat d'infraction Port de ceinture de sécurité Contestation	17 février 2014	0 \$		
200-17-019430-131 (TQ- 2007-000378/PN)	Josée Bilodeau et Pascal Veilleux c. PGQ et Ferme Bernor inc.et Tribunal Administratif du Québec	Requête en contestation du droit d'expropriation Requête introductive d'instance en nullité de la <i>Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 73, de Beauceville à Saint-</i>	Le ou vers le 18 décembre 2013	76 807,62\$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
	et Bureau de la Publicité des droits de Beauce (Mis en cause)	Georges, en nullité des décisions gouvernementales prises sur la base du décret validé par la loi susdite et en dommages et intérêts				
760-22-008098-124 (TQ-2013-000035/IB)	Location Discam inc. Oswald Levesque (Demandeur en garantie) c. Oswald Levesque (Défendeur en garantie) PGQ (Défendeur en garantie	Recours extracontractuel – Dommages	Requête : 21 août 2012 Requête en garantie : 7 janvier 2013	11 144,38 \$		
(TQ-2013-000032-0002/PD)	Nouvelle autoroute 30, s.e.n.c. et Nouvelle autoroute 30 CJV, s.e.n.c. c. Procureur général du Québec (Ministre des Transports du Québec)	Requête pour permission de produire sous scellé la requête introductive d'instance – réclamation contractuelle	31 janvier 2013	0\$	Désistement 1er février 2013	
500-22-199597-132 (TQ-2013-000088/PD)	Bell Canada c. Procureur Général du Québec (Ministre des transports du Québec	Requête introductive d'instance – réclamation pour dommages	14 janvier 2013	788.68\$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introduitive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
500-22-200318-130 (TQ-2013-000153/PD)	Bell Aliant Communications Régionales s.e.c. c. PGQ (MTQ)	Requête introductive d'instance – réclamation pour dommages	21 février 2013	2 604,55\$		
425-17-000173-131 (TQ-2013-000281/PD)	Pro-Mec Élite inc c. Tesco 3000 inc. et PGQ (MTQ) (en garantie)	Requête introductive d'instance en garantie – réclamation d'un sous-traitant (retenues contractuelles)	30 avril 2013	219 029,31\$	Désistement 11 décembre 2013	
200-22-067378-133 (TQ-2013-000353-0002/PD)	Coffrage Provincial c. PGQ (MTQ) et Caron Construction et AXA Assurances	Requête introductive d'instance – réclamation d'un sous-traitant (retenues contractuelles)	7 juin 2013	20 720,96\$		
700-22-030619-141 (TQ-2013-000474-0004/PD)	Groupe Villeneuve c. ABC Rive-Nord et PGQ (MTQ)	Requête introductive d'instance en réclamation de dommages – réclamation d'un sous-traitant (retenues contractuelles)	3 février 2014	8 326,31\$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cours, le cas échéant	
705-22-013560-139 (TQ-2013-000726-0002/PD)	Bell Canada c. Jobert inc. c. PGQ (MTQ) en garantie	Requête introductive d'instance en garantie – réclamation pour dommages – appel en garantie sur la base du contrat MTQ/Jobert	11 février 2014	13 382,28\$		
300-22-0000003-143 (TQ-2014-000065/PD)	Promutuel Montmagny-L'Islet c. PGQ (MTQ) et Steve Richer	Requête introductive d'instance – réclamation pour dommages	14 janvier 2014	2 694,06\$	Règlement hors cours – 1000\$	
300-22-209450-140 (TQ-2014-000099/PD)	Bell Canada c. PGQ (MTQ) et Nouvelle Autoroute 30 CJV et Ciment Québec	Requête introductive d'instance – réclamation pour dommages	22 janvier 2014	4 682,06\$		
500-17-080509-147 (TQ-2014-000139/PD)	Construction Sorel c. Ondel Construction et PGQ (MTQ) et La Garantie, compagnie d'assurance de l'Amérique du Nord	Requête introductive d'instance – réclamation d'un sous-traitant dans le cadre d'un contrat	3 janvier 2014	309 611,03\$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)					
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introduitive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant
400-17-002471-114 (TQ-2013-000217-0001/ JPM)	Groupe Ledor c. PGQ	Recours extracontractuel dommages	10 avril 2013	44 887,22 \$	
655-22-000667-134 (TQ-2013-000258-0001/ JPM)	Excavation Durand et fils inc. c. L'UNIQUE assurance général et PGQ	Réclamation sur contrat	9 avril 2013	22 473,45 \$	
150-17-002440-136 (TQ-2011-0666-0003/ JPM)	Jimmy-Marco Verreault- Blackburn c. PGQ et Hydro-Québec	Dommages intérêts	25 avril 2013	160 000,00 \$	
200-17-018355-131 TQ-2013-000339-0001/ JPM)	Sintra inc. c. PGQ	Réclamation sur contrat – Dommages	17 mai 2013	193 088,84 \$	
200-17-018579-136 TQ-2013-000256-0002/ JPM	Tro-Châînes inc. c. PGQ	Requête en nullité	2 juillet 2013	0\$	

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
505-17-006771-135 (TQ-2013-000285-0002/ JPM)	Roger Charbonneau c. Normand Houle	Réclamation en dommages- intérêts	20 septembre 2013	650 000,00 \$		
400-17-0003189-137 (TQ-2011-000384-0002/ JPM)	Desbiens Techni services inc. c. PGQ	Réclamation sur contrat	16 juillet 2013	809 271,31 \$		
200-17-018703-132 (TQ-2013-000491-0001/ JPM)	Construction et Pavage Portneuf inc. c. PGQ	Réclamation sur contrat	23 juillet 2013	4 401 337,44 \$		
125-22-001118-131 (TQ-2013-000510-0001/ JPM)	Guy Villeneuve c. Forage La Chaudière inc. Axa assurances inc. PGQ	Dommages intérêts	13 juin 2013	57 685,14 \$		
200-17-018863-134 (TQ-2013-000559-0001/ JPM)	Petrifond fondation compagnie limitée c. Construction Atik s.e.c.	Réclamation sur contrat – Retenue	27 juillet 2013	2 414 605,65 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)					
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant
	Consortium Atik inc. Corporation Atik s.e.c. 9223-0671 Qc. Inc. La bande des Montagnais de Natashquan Construction Polaris inc. PGQ				
765-17-001278-136 (TQ-2013-000321-0001/ JPM)	Nathalie Bourdage, Anny Boijoli. Michelle Gille, Danny Latraverse, Pierre Letendre, Sylvie Paquet, Marylène Petit c. Municipalité St-François-du- Lac MRC de Nicolet-Yamaska PGQ	Dommages intérêts	5 septembre 2013	1 254 500,00 \$	
200-22-068717-131 (TQ-2013-000623-0001/ JPM)	Intact Assurance Sylfor inc. c. PGQ SNC-Lavalin Pomerleau inc	Réclamation en dommages- intérêts	27 septembre 2013	12 704,75 \$	

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
650-17-000721-130 (TQ-2013-000636-0001/ JPM)	Construction BHL inc. c. PGQ	Réclamation sur contrat	23 septembre 2013	6 950,82 \$		
105-22-001286-128 (TQ-2013-000652-0001/ JPM)	Compagnie d'assurance générale RBC c. Municipalité Port-Daniel- Gascons PGQ	Dommmages intérêts	17 octobre 2013	41 588,59 \$		
200-17-019225-135 (TQ-2013-000686-0001/ JPM)	Garage Ferland c. PGQ et als	Requête en jugement déclaratoire et injonction	1 novembre 2013	0\$		
110-17-000652-132 (TQ-2011-000110-0007/ JPM)	Andrew Patterson c. PGQ	Recours collectif	9 décembre 2013	3 119 317,65 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
540-17-009370-148 (TQ-2014-000046-0001/ JPM)	Béton mobile du Qc. c. Entreprise R&G Gauthier Ltée. et AXA assurances et Inter-Cité Construction Ltée et PGQ	Réclamation sur contrat	7 janvier 2014	72 963.49 \$		
505-17-006955-134 (TQ-2014-000089-0001/ JPM)	Mécanique CNC c. Ondel c. PGQ	Réclamation sur contrat	19 décembre 2013	256 711,00 \$		
200-17-019784-149 (TQ-2014-000124-0001/ JPM)	Sintra inc. c. PGQ	Réclamation sur contrat	18 février 2013	1456,71 \$		
160-17-000024-139 (TQ-2014-000112-0001/ JPM)	Terrassement Jocelyn Fortin enr. c. PGQ	Réclamation sur contrat	30 juillet 2013	1 213 367,17 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
250-22-002791-122 (TQ-2013-00042-0001/ JPM)	Desjardins assurances générales inc. c. PGQ, Municipalité de Saint- Antonin	Dommmages intérêts	14 janvier 2013	22 307,18 \$		
160-22-000107-124 TQ-2013-00062-0001/ JPM)	Desjardins assurances générales inc c. Municipalité Saint-Gédéon	Dommmages intérêts	15 janvier 2013	6 639,59 \$		
400-17-002994-131 (TQ-2011-00270-0008/ JPM)	Lingco Sigma inc. c. Terrapro, L'unique et PGQ	Réclamation sur contrat	14 janvier 2013	170 484,26 \$		
200-22-065603-136 (TQ-2013-000045-0001/ JPM)	Construction et pavage Portneuf inc. c. PGQ	Réclamation sur contrat	15 janvier 2013	34 711\$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
200-17-017810-136 (TQ-2013-000094-0001/ JPM)	G.P.C. Excavation c. 2G Construction inc., Intact assurance et PGQ	Réclamation sur contrat	7 février 2013	0\$ (aucune conclusion contre le MTQ)		
410-17-001168-132 (TQ-2013-000389-0001/ JPM)	Continental division de construction DJL inc. Bétonnière LaTuque inc. c. PGQ	Appel en garantie - Retenue	4 octobre 2013	120 000,00 \$		
500-17-07623-139 (TQ -2013-000160- 0001/MAG)	Cie d'assurances Missisquoi c. PGQ et Paysagiste S. Forget inc.	Recours - dommages Pelle mécanique brisée sur un chantier	6 mars 2013	71 092,29 \$		
500-17-07644-135 (TQ 2013-000181- 0001/MAG)	Simard Beaudry Construction et Louisbourg SBC SEC c. PGQ	Réclamation sur contrat Travaux supplémentaires – Pont Arthur Branchaud	19 mars 2013	4 169 172,94 \$		
500-17-07649-138 (TQ -2013-000185- 0001/MAG)	Louisbourg SBC SEC c. PGQ et Société terre armée ltée	Réclamation sur contrat Travaux supplémentaires – Pont Arthur Branchaud Pont d'étalement à Laval	21 mars 2013	877 051.63 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
500-17-076498-131 (TQ -2013-000190- 0001/MAG)	Placement Crémazie inc. c. PGQ	Action en nullité d'une vente faite par le MTQ et en rétrocession de l'immeuble	22 mars 2013	Si la rétrocession n'est pas accueillie, il y a une conclusion subsidiaire en dommages 4 450 347,00 \$		
500-22-201316-133 (TQ -2013-000221- 0001/MAG)	Bell Canada c. Construction Garnier et PGQ et Consortium SNC Lavalin CIMA + / TEKNICA HBA	Action en dommages remblai ayant empêché Bell d'avoir accès à ses infrastructures	3 avril 2013	20 094,28 \$		
200-17-018370-130 (TQ-2013-000175- 0002/MAG)	Francine Bernier et Gérard St-Laurent c PGQ et les entreprises Boivin inc. et Dyfotech inc.	Requête en injonction et en dommages-intérêts Travaux sur la route 175 ayant causé dommages	22 mai 2013	214 000 \$		
500-17-079097-138 (TQ-2013-000183- 0001/MAG)	96774 Canada Ltée (Loutec) c. PGQ et Ville de Charlemagne	Requête en nullité d'un acte de vente d'un terrain du MTQ et en dommages-intérêts	25 septembre 2013	947 682.03 \$		
500-17-077275-132 (TQ-2013-000348- 0001/MAG)	Royal Sun Alliance du Canada c. PGQ et le Groupe Forces	Recours - Dommages à des équipements	16 mai 2013	207 349 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
500-17-078203-133 (TQ-2013-000494-0001)	FDR inc. c. EBC inc. et la Garantie, compagnie d'assurances et PGQ	Requête en dommages d'un sous-traitant pour travaux supplémentaires imprévus	18 juillet 2013	412 304.76 \$		
500-17-079421-130 (TQ-2013-000634- 0002/MAG)	Dumoulin inc. c. PGQ	Requête réclamation sur contrat autoroute 10	3 octobre 2013	245 206,00 \$		
200-22-070167-143 (TQ 2014-000105- 0001/MAG)	Béton Chevalier c C.F.G.N. inc. Assurances Jeves et PGQ	Requête en garantie visant à faire payer le MTQ si Béton Chevalier est condamné	11 février 2014	+/- 40 000 \$		
500-17-081128-145 (TQ-2014-000125- 0001/MAG)	Icanda Corporation c Intact Assurances et PGQ	Action d'un sous-traitant en réclamation contre la caution et l'entrepreneur général	17 février 2014	Si la caution et l'entrepreneur général ne sont pas condamnés à payer, Icanda demande que le MTQ lui verse 498 506.68 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
500-17-079371-137 (TQ-2014-000152- 0001/MAG)	Groupe Hexagone SEC c. Aviva cie d'assurance et le PGQ	Requête en garantie d'Hexagone contre la caution	27 février 2014	On demande que le MTQ soit tenu de payer toute condamnation que pourrait se voir imposer la caution dans l'action principale +/- 4 000 000 \$		
500-17-076680-134 (TQ-2013-000234/MMD)	Atlantic Industries limited c. Béton Brunet, PGQ et Nouvelle A30	Requête introductive d'instance en dommages- intérêts	08 avril 2013	1 236 388,44 \$		
700-17-009843-136 (TQ-2012-000130/MMD)	Schokbéton Québec inc. c. Société de l'assurance- automobile du Québec Procureur général du Québec (MTQ) Nouvelle autoroute 30 CJV S.E.N.C.	Requête introductive d'instance en nullité et en dommages-intérêts	16 avril 2013	1 162 582,80 \$		
500-06-000652-137 (TQ-2011-000512- 002/MMD)	Union des consommateurs du Québec c. Concession A25 et PGQ	Requête introductive d'instance pour dommages- intérêts et dommages-punitifs	17 avril 2013	15 \$ par personne visée par le recours collectif		
500-17-077310-137 (TQ-2013-000349/MMD)	Fondations Geodex c. Construction Garnier Ltée et Intact Assurances Générales	Requête introductive d'instance en dommages- intérêts	13 mai 2013	447 633,75 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
	inc. et PGQ					
500-17-080830-147 (TQ-2011-0337-12/MMD)	Armature Sherbrooke c. Procureur général du Québec	Requête introductive d'instance en dommages- intérêts	28 janvier 2014	110 442,05 \$		
760-17-003474-148 (TQ-2013-000234/MMD)	Susan Langevin et als. c. Nouvelle Autoroute 30 senc, Nouvelle Autoroute 30 CJV et Procureur général du Québec	Requête introductive d'instance pour dommages- intérêts	27 février 2014	560 354 \$		
540-17-005036-115 (TQ-2013-000350-1/FOA)	Armatures Bois-Francs inc. c. Demix Construction et La Garantie compagnie d'assurances de l'Amérique du nord.	Requête introductive d'instance (action sur contrat et exécution de cautionnement) Le MTQ est appelé en garantie par Demix	13 mars 2013 Appel en garantie : 22 mai 2013	355 101,43\$		
540-17-009009-134 (TQ-2013-000350-2/FOA)	Demix Construction c. Procureur général du Québec (MTQ)	Requête introductive d'instance en dommages intérêts Réclamation de l'entrepreneur suite à l'exécution d'un contrat de construction	30 octobre 2013	1 094 940,52\$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
700-22-029346-136 (TQ-2013-000420/FOA)	Gisèle Caron Et Carol Dorion c. Municipalité de Sainte-Sophie Et Procureur général du Québec (MTQ)	Requête introductive d'instance en dommages- intérêts suite à une chute à vélo de la demanderesse	20 juin 2013 Amendée le 12 août 2013	65 123,29\$		
560-17-0001499-133 (TQ-2013-000537/FOA)	Mario Meilleur c. Procureur général du Québec	Requête introductive d'instance en injonction permanente et en dommages- intérêts	12 août 2013	5 000\$	Le dossier est présentement en négociation en vue d'un règlement hors cour	
700-17-010493-137 (TQ-2014-000064/FOA)	Axa Assurances inc. c. Procureur général du Québec (MTQ)	Requête introductive en dommages-intérêts – Dommages	16 décembre 2013	264 848, 63\$		
700-17-010657-145 (TQ-2014-0160/FOA)	Signalisation Laurentienne inc. c. MBN Construction inc. et Ministère des Transports du Québec (mis en cause)	Requête introductive d'instance en dommages- intérêts La demanderesse est un sous-traitant de l'entrepreneur en contrat avec le MTQ. Elle réclame paiement pour des travaux exécutés pour le compte du MTQ	25 février 2014 Amendée le 17 mars 2014	232 120,12\$	17 mars 2014 (Suite à l'amendement de la requête introductive d'instance, le MTQ est maintenant hors de cause)	

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
755-17-001760-134 (TQ-2011-000819-0002/AM)	Maurice Bourdon c. PGQ	Recours extracontractuel- dommages	5 mai 2013	28 360,08 \$		
700-22-028565-132 (TQ-2013-000139/AM)	Rachel Chouinard Mayrand c. Ville de Mont-Tremblant, MTQ	Recours extracontractuel- dommages	22 février 2013	23 527,40 \$	Règlement hors cour à venir (2 750 \$) (Il est conclu, mais pas signé et déposé au greffe de la Cour)	
500-17-075634-132 (TQ-2012-000672-0002/AM)	JMV Environnement inc. c. PGQ et 9197-4420 Québec inc.	Requête en jugement déclaratoire	23 janvier 2013	0 \$		
500-17-074100-127 (TQ-2013-000398-0002/AM)	Signotech inc. c. Unique Assurance générales inc. et Unique Assurance générales inc. (Demanderesse en garantie)	Réclamation sur contrat- retenue	20 juin 2013	220 453, 49		
	PGQ (Défendeur en garantie) et Signotech inc. c. Fine Pointe Tech. Inc. c. Unique Assurance générales					
700-22-030640-147 (TQ-2013-000398-0003/AM)		Réclamation sur contrat- retenue	5 février 2014	69 876,42 \$		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
	inc. et PGQ					
160-22-000110-136 (TQ-2013-000518-0004/AM)	Terrassement Lavoie Ltée c. PGQ	Réclamation sur contrat	25 septembre 2013	27 345,48 \$		
150-17-002552-138 (TQ-2013-000518-0005/AM)	Terrassement Lavoie Ltée c. PGQ	Réclamation sur contrat	23 octobre 2013	125 561,24 \$		
155-17-000074-134 (TQ-2013-000518-0006/AM)	Terrassement Lavoie Ltée c. PGQ	Réclamation sur contrat	5 novembre 2013	105 873,97 \$		
500-22-210164-144 (TQ-2014-000162/AM)	Bell Canada c. PGQ	Recours extracontractuel	27 février 2014	4 089,06 \$		
505-17-006949-137 (TQ 2014-000034/AM)	Les Immeubles Orpha inc. c. PGQ	Requête en homologation de transaction	18 décembre 2013	27 109,96 \$	Règlement hors cour, 13 mars 2014 30 430,99 \$ (capital, intérêts, honoraires et déboursés judiciaires)	

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
700-17-010191-137 (TQ-2012-000809-0003/AM)	Asphalte Béton Carrières Rive-Nord Inc. c. PGQ	Réclamation sur contrat	20 août 2013	773 695,85 \$		
13CV010003 (Cour municipale de Mirabel) (TQ-2012-000566-0002/AM)	Ville de Mirabel c. Émile Foucault Excavation Inc. et Gaz Métro Inc. et PGQ (mis en cause)	Recours en dommages	9 avril 2013	0\$ (49 275,79 \$ contre les défendeurs, PGQ mis en cause seulement)		
540-17-008215-138 (TQ-2010-000856/AM)	Louisbourg SBC c. Commission des lésions professionnelles et Me Philippe Béliveau et PGQ (mis en cause) et CSST	Requête en révision judiciaire en Cour supérieure, Louisbourg SBC ayant été déclaré maître d'œuvre sur un chantier.	14 juin 2013	0\$		
500-17-077447-137 (TQ-2010-000863-0002/AM)	PGQ c. Gretta Taylor et GeoffreyChambers	Requête en injonction	29 mai 2013	3000\$ (MTQ est demandeur)		

Étude des crédits 2014-2015 / Dossiers judiciaires relatifs à l'année 2013-2014 (8 janvier 2013 au 28 mars 2014)						
No. de dossier judiciaire (No. de dossier TQ)	Nom des parties	Objet de la procédure	Date de la procédure introductive	Montant	Date du jugement, du désistement ou du règlement hors cour, le cas échéant	
550-22-014639-130 (TQ-2011-000742/AM)	PGQ c. François Trudel et Sécurité nationale compagnie d'assurance	Requête extracontractuelle en dommages (rupture d'un barrage de castors, dommages au MTQ, MTQ en demande)	18 juillet 2013	65 157,10 \$ (le MTQ est en demande)	Règlement hors cour le 20 mars 2014 Montant : 32 578,55 \$	
540-17-004915-111 (TQ-2014-000192/AM)	La Garantie, compagnie d'assurance de l'Amérique du Nord c. PGQ	Requête introductive d'instance en garantie (dans le cadre d'une poursuite intentée par le sous-traitant Armatures Bois-Francis inc. contre l'entrepreneur Les Grands Travaux Soter et la compagnie d'assurance La Garantie pour des sommes impayées.	14 mars 2014	236 949,72 \$		

QUESTION 17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 17

Titre

Liste des travaux complétés sur l'autoroute 30 pour chaque année financière depuis 2007. Indiquer les échéanciers, coûts estimés et coûts totaux à ce jour du projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Bilan des travaux réalisés et montants investis en 2013-2014

a) Échéancier des travaux par tronçon

Partie Est

Tronçon au sud de Candiac, Delson et Saint-Constant (8,8 km) :

Acquisitions des immeubles	2005-2010
Plans et devis	2004-2008
Construction	2005-2010
Inauguration	Novembre 2010

Tronçon Jean-Leman (3,4 km) :

Acquisitions des immeubles	2010
Plans et devis	2008-2009
Construction	2009-2011
Inauguration	Novembre 2011

Partie Ouest

Acquisitions et libération d'emprise	Printemps 2010
Appel de qualification	Novembre 2006
Appel de propositions	Juin 2007
Sélection d'un partenaire privé	Juin 2008
Signature de l'entente de partenariat	Septembre 2008
Réalisation du projet incluant travaux en mode conventionnel réalisés par le MTQ	2006-2012
Réception provisoire et mise en service	Décembre 2012
Réception définitive et fin de la construction	Septembre 2013

b) Bilan des travaux réalisés et montants investis en 2013-2014 :

Activités (Partie Est)	Réalisées 2013-2014
Honoraires professionnels et acquisitions	0,4 M \$
Activités (Partie Ouest)	Réalisées 2013-2014
Honoraires professionnels et acquisitions	1,2 M \$

QUESTION 20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 20

Titre

Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de réaménagement de l'Échangeur Dorval :

- a) état d'avancement du projet ;
- b) copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour ;
- c) échéancier des travaux ;
- d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et prévisions pour 2014-2015 ;
- e) liste des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Liste des contrats attribués et en cours

Voici la liste des contrats de construction attribués et en cours de réalisation pour l'année budgétaire 2013-2014.

Contrats de construction en cours		Source SFP et SPD: 05 mars 2014	
# Contrat	Marché signé	Prévision 2013-2014	Dépense réelle 2013-2014
LOT 7 – # 11-1111	18 334 257 \$	12 225 000 \$	10 836 868 \$
LOT 17 – # 11-0006	2 687 254 \$	220 000 \$	96 053 \$
LOT 21 – # 11-1110	11 011 129 \$	2 121 583 \$	1 929 151 \$
LOT 22 – # 10-0007	1 897 979 \$	51 649 \$	51 649 \$
LOT 23 – # 10-0005	1 496 816 \$	14 991 \$	14 991 \$
LOT 24 – # 11-1112	19 449 381 \$	12 129 446 \$	11 411 754 \$

Note :

1. La prévision tient compte des variations de quantités et des avenants.

QUESTION 25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 25

Titre

Liste détaillée et coûts des travaux effectués dans le cadre du projet de réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency pour chaque année financière depuis 2002. Indiquer aussi :

- a) Le bilan et l'échéancier des travaux pour chacune des 8 phases et le détail des investissements prévus pour 2014-2015 ;
- b) la liste des travaux reportés et échéanciers initiaux et modifiés pour chacun des travaux ;
- c) la liste des coûts initiaux prévus pour chaque phase et les coûts finaux pour chaque phase ;
- d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Echéancier des travaux :

2002	Réparation de 6 ponts, Échangeur Henri-Bourassa
2002	Réparation d'un mur de soutènement, Échangeur Henri-Bourassa
2003	Reconstruction d'un mur de soutènement, Échangeur Henri-Bourassa
2004-2005	Remplacement des glissières et élimination d'un mur, Échangeur Henri-Bourassa
2006 (Phase I)	Reconstruction des glissières et réparation de 4 ponts, Charest à la Haute-Ville
2007-2008 (Phase II)	Réaménagement des bretelles, Échangeur Charest
2009 (Phase III)	Réfection des éléments de fondation, Boulevard Montmorency
2009	Renforcement de chevêtre, Pont de Henri-Bourassa
2010-2013	Remplacement du ponceau de la rivière du Moulin, d'Estimauville
2010-2011 (phase IV)	Réfection des éléments de fondation, Palais de justice à Boulevard des Capucins
2010-2011 (Phase V)	Réfection des éléments de fondation, Gare ferroviaire
2012-2014 (Phase VI)	Réfection du tablier, Henri-Bourassa à la Haute-Ville (direction ouest)

Exposé et statistiques (suite)

2012-2014 (Phase VII)	Réfection du tablier, Échangeur Henri-Bourassa
2014-2016 (Phase VIII)	Réfection du tablier, Henri-Bourassa à la Haute-Ville (direction ouest)

Travaux réalisés et montants investis en 2013-2014 :

Réfection des tabliers de l'échangeur Henri-Bourassa à la Haute-Ville (direction ouest),
17,8 M\$

SOURCE: Direction de la Capitale-Nationale (C155710)

QUESTION 26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 26

Titre

Concernant le Pont Champlain :

- a) Liste et copie des études réalisées relativement à l'état du Pont Champlain et à son remplacement ;
- b) Plan pour l'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont ;
- c) Concernant le bureau des partenaires et les comités mis en place pour le Pont : liste et dates des rencontres, personnes présentes, agendas, procès-verbaux, coûts associés, échéancier des rencontres en 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Les rapports de l'étude du consortium BCDE ainsi que les études sur l'état du pont Champlain et sur son remplacement sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.tc.gc.ca/fra/programmes/ponts-nouveau-pont-pour-le-saint-laurent-2757.htm>
- Le projet de mise en place d'un système de transport collectif dans l'axe du nouveau pont est en cours d'élaboration. Le dossier de présentation stratégique a été approuvé le 11 septembre 2013. Le Bureau de projet visant à préparer le dossier d'affaires a été annoncé en avril 2013 et mis en place au cours de l'automne 2013.
- Le comité directeur du Bureau des partenaires s'est réuni le 27 juin 2013, le 30 septembre 2013, ainsi que le 3 mars 2014. Ces réunions ont coûté approximativement 4 000 \$.

QUESTION 29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 29

Titre

Concernant le projet d'agrandissement de l'autoroute Henri-IV :

- a) copie de toute étude, analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
- b) échéancier complet des travaux, incluant les coûts ;
- c) liste des travaux effectués sur l'autoroute pour chaque année financière depuis 2007, incluant les coûts et les dates ;
- d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Description du projet :

Le projet est en élaboration en vertu de la directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publiques.

Le projet consiste à élargir et reconstruire toutes les infrastructures sur l'autoroute Henri-IV entre l'autoroute Charest et l'autoroute Félix-Leclerc.

Échéancier prévu :

Non connu à ce jour. Celui-ci sera précisé en respect de la directive. Le début des travaux d'élargissement pourrait se situer au terme des travaux réalisés au cours des deux prochaines années.

Travaux effectué et coût en 2013-2014 :

S.O.

État des appels d'offres en cours :

Aucun appel d'offres en cours.

QUESTION 30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 30

Titre

Concernant le tunnel Mont-Royal :

- a) état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
- b) liste des travaux effectués en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015;
- c) la liste des coûts initiaux prévus pour chaque phase et les coûts finaux pour chaque phase ;
- d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Phase I

Trottoirs complémentaires :

Un appel d'offres public pour la fourniture et l'installation des trottoirs a été lancé en février 2014. Le contrat a été présenté au conseil d'administration de l'AMT le 14 mars 2014.

Contrat pour la fourniture et l'installation de la signalétique complémentaire

Le contrat de fourniture et d'installation de la signalétique complémentaire est terminé depuis la fin décembre 2013. Il y a maintenant 668 nouvelles enseignes signalétiques dans le tunnel. Elles sont disposées à 1,5 mètre du sol, à un intervalle régulier de 16 mètres, donc bien visibles depuis les voies.

Poste de ventilation temporaire

Le mandat pour la réalisation des plans et devis du poste de ventilation temporaire a été lancé au début du mois de mars 2014. L'AMT lancera deux appels d'offres distincts : un premier pour le préachat de l'équipement de ventilation et un deuxième pour la construction du poste, l'installation des équipements et la mise en service.

Véhicule d'intervention d'urgence

La livraison du véhicule est toujours prévue pour la fin mai 2014.

Mise à niveau du système de radiocommunication du tunnel

SNC-Lavalin a procédé, en décembre 2013, à la livraison aux ateliers de l'AMT de l'ensemble des équipements nécessaires au projet.

Le Canadien National (CN) a, quant à lui, annoncé à l'AMT en janvier 2014 qu'il ne procéderait pas à l'installation des équipements de l'AMT. Il a avisé l'AMT qu'elle devra, en ce sens, procéder seule pour réaliser son projet. Il est à noter que l'AMT était en attente d'une mise à jour budgétaire de même que de l'échéancier d'installation du CN depuis la fin de l'été 2013. Malgré les très nombreuses relances et les pressions effectuées par l'AMT, le CN n'a jamais fourni ces informations.

Étant donné la situation, l'AMT a donc demandé à SNC-Lavalin de lui présenter une offre de service pour l'élaboration des plans et devis et des documents d'appel d'offres pour l'installation des équipements. L'objectif étant de lancer un appel d'offres public et ainsi de trouver un entrepreneur installateur. L'élaboration des plans et devis et des documents d'appel d'offres par SNC-Lavalin est en cours.

Titre

Concernant le tunnel Mont-Royal :

- a) état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
- b) liste des travaux effectués en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015;
- c) la liste des coûts initiaux prévus pour chaque phase et les coûts finaux pour chaque phase ;
- d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)Système motorisé de mise à la terre de la caténaire

L'AMT souhaite lancer le processus d'élaboration des plans et devis d'ici avril 2014. L'AMT attend également une réponse du Conseil des ministres pour savoir si elle peut intégrer ce lot aux « mesures à très court terme » du projet (mémoire en cours de cheminement).

La Phase 1 est en cours de réalisation et sera complétée à temps pour la mise en service du Train de l'Est, prévue d'ici la fin de l'année 2014.

Phase II

La phase 2 de Réno-tunnel consiste en la bonification des systèmes de détection d'intrusion dans le tunnel et l'installation d'un système de ventilation fixe et performant, l'installation de stations bleues incluant téléphones d'urgence, haut-parleurs et extincteurs ainsi que l'installation de systèmes de détection de fumée de gaz carbonique et de chaleur. Cette phase a fait l'objet d'une étude d'avant-projet définitif complétée en octobre 2013. Un dossier d'affaires initial est en cours d'élaboration. Préparé selon les modalités de la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique (Politique-cadre) ce dossier d'affaires initial pourra être déposé pour approbation du Conseil des ministres au plus tard au 30 juin 2014, comme prescrit par les mesures transitoires de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (Directive), laquelle remplace la Politique-cadre depuis février 2014. Par la suite, un dossier d'affaires sera élaboré selon cette Directive. Son échéancier de réalisation et le coût final du projet dans son ensemble seront précisés lors de la finalisation du DAI.

QUESTION 31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 31

Titre

État de situation du pont d'étagement du boulevard Henri-Bourassa Est reconstruit à Montréal en 2012. Fournir :

- tout rapport d'inspection réalisé ou commandé par le ministère ;
- toute communication ou rencontre avec la Ville de Montréal ;
- les sommes investies pour chaque année financière depuis 2007 et les prévisions de travaux, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le pont d'étagement du boulevard Henri-Bourassa Est, qui a été reconstruit en 2012, est sous l'unique responsabilité de la Ville de Montréal. Il est situé tout juste au nord de l'autoroute 40 dans l'est de l'île de Montréal.

Le ministère des Transports ne possède donc pas l'information demandée.

SOURCE: Direction de l'Île-de-Montréal (C155850)

QUESTION 36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 36

Titre

Bilan du Fonds de gestion de l'équipement roulant :

- a) État de situation au 31 mars 2014 ;
- b) Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds ;
- c) Liste ventilée des activités financées par le Fonds pour chaque année financière depuis 2007.
- d) Pour chaque année financière depuis 2007, surplus accumulés par le Fonds virés au fonds général.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Les principales activités réalisées en 2013-2014 par le FGER ont été :
 - 1. La location clé en main de véhicules et équipement
 - 2. La réparation et l'entretien des véhicules et équipements
 - 3. La fourniture de carburants
 - 4. Les services conseils en gestion de parc
- Les principales catégories de revenus et dépenses du FGER en 2013-2014 :

REVENUS

Location clé en main	89 581 550 \$
Remises location MTQ	(3 000 000) \$
Réparation	6 500 503 \$
Carburant	19 523 504 \$
Subventions et contributions du gouvernement	331 497 \$
Autres revenus	339 281 \$

TOTAL DES REVENUS

113 276 335 \$

DÉPENSES

Rémunération	26 992 726 \$
Amortissement des immobilisations RI	506 710 \$
Amortissement des immobilisations	27 743 132 \$
Fonctionnement	
- Publicité	68 117 \$
- Formation	477 236 \$
- Frais de déplacement	643 034 \$
- Fonctionnement - autres	2 788 176 \$
Autres dépenses de fonctionnement	47 811 819 \$
Service de la dette	5 683 499 \$

GRAND TOTAL DES DÉPENSES

112 714 449 \$

EXCÉDENT NET (PERTE)

561 886 \$

SOURCE : États financiers du FGER

QUESTION 37

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 37

Titre

Bilan du Fonds de la sécurité routière :

- a. État de situation au 31 mars 2014 ;
- b. Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds ;
- c. Liste détaillée des programmes et mesures de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route financés par le Fonds pour chaque année financière depuis 2007 ;
- d. Liste des membres du comité consultatif de 7 membres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'exercice financier 2013-2014 terminé le 31 mars 2014, les revenus du Fonds de la sécurité routière s'élevaient à 15,41 M\$ et les dépenses à 7,39 M\$ pour un excédent annuel lié aux activités de 8,02 M\$.

Les produits de l'exercice financier 2013-2014 sont composés de revenus d'infraction (amendes) pour un montant de 10,67 M\$ ainsi que d'autres frais connexes (frais d'émission, de cours et d'exécution) pour 4,74 M\$.

La seule mesure actuellement financée par les revenus accumulés dans le Fonds de la sécurité routière est l'exploitation des cinémomètres photographiques et des systèmes photographiques de contrôle de la circulation aux feux rouges. Un programme d'aide financière pour des mesures ou des programmes de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route est actuellement en élaboration.

Le comité consultatif est composé de représentants de l'Association des propriétaires d'autobus du Québec (APAQ), de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), de l'Association canadienne des automobilistes (CAA-Québec), de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) et de la Ville de Québec.

QUESTION 38

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 38

Titre

Bilan du Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de GES :

- a) État de situation au 31 mars 2014 ;
- b) Liste et ventilation de toutes les subventions accordées dans le cadre du programme pour chaque année financière depuis 2006 par volet, incluant les bénéficiaires, le montant accordé, les dates, la nature du projet financé ;
- c) Liste et détail de toutes les sommes réduites, annulées et/ou remboursées au ministère depuis 2006 par volet pour cause de non-respect des conditions au programme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de GES (PETMAF) a été approuvé par le Conseil du Trésor le 29 octobre 2013. Depuis l'approbation, dix demandes ont été déposées et sont actuellement à l'étude. Aucune n'a été approuvée.

QUESTION 42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 42

Titre

Liste complète et détaillée de tous les immeubles dont le ministère est actuellement propriétaire, incluant l'année d'acquisition, le coût à l'achat, la valeur actuelle et, s'il y a lieu, les revenus de location. Fournir également, pour chaque année financière depuis 2007 :

- a) La liste des immeubles vendus par le ministère, incluant la date de la vente, la raison et le prix ;
- b) La liste de tous les baux auxquels le ministère a mis fin, incluant les dates de début et fin de location, la raison et le coût du bail lors de la cessation ;
- c) La liste des immeubles loués par le ministère, incluant l'année du début de la location, le coût du bail au début de la location, le coût actuel, la date de fin du bail et l'intention face à son renouvellement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous trouverez ci-joint les listes suivantes :

- La liste des baux pour les espaces occupés par le ministère des Transports (MTQ) en 2013-2014;
- La liste des ventes d'immeubles survenus en 2013-2014.

Concernant la liste complète de tous les immeubles du MTQ, nous vous informons que cette liste qui comprend des terrains, des bâtiments et des immeubles excédentaires est trop volumineuse (au-dessus de 1 500 pages) pour être divulguée dans cette réponse. Cette liste pourra être distribuée sur demande en faisant une demande au Service de l'éthique, de l'accès à l'information et des plaintes du MTQ.

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE														
# Imm.	Municipalité	Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué	
	EDIFICES CENTRAUX													
3234	Anjou	1 348,21	1 297,33	50,88	281,66	-	888,51	33 796,23	405 554,76	-	-	2016-08-31	SQI	
1507	Québec	1 339,50	1 189,61	149,89	130,00	622,98	423,17	16 718,93	200 627,16	622,98	7 475,76	2014-03-31	SQI	
1532	Québec	10 146,51	9 931,75	214,76	108,47	960,2	2 522,33	96 902,12	1 162 825,44	966,20	11 594,40	2014-03-31	SQI	
3078	Québec	4 416,82	2 979,12	1 437,70	219,17	5447,65	2 339,12	94 420,99	1 086 174,00	5 447,65	65 371,80	2014-03-31	SQI	
8281	Québec	24 970,65	23 464,29	1 506,36	271,42	3078,25	15 679,16	599 467,21	7 193 606,52	3 078,25	36 939,00	2014-03-31	CAMBRIDGE	
7507	Montréal	2 761,54	2 407,63	353,91	223,30	1813,19	1 698,86	66 432,77	797 193,24	1 813,19	21 758,28	2014-03-31	INC.	
9255	Québec	6 077,51	5 131,35	946,16	209,64	934,94	2 866,63	109 973,23	1 319 678,76	934,94	11 219,28	2014-03-31	RÉGIME INC	
7518	Québec	40,22	37,04	3,18	305,66	-	27,66	1 052,13	12 625,56	-	-	2014-03-31	IMMOBILIÈRE	
5891	Montréal	11 568,65	9 763,45	1 805,20	335,42	19 134,72	8 837,78	355 297,82	4 253 025,63	19 134,72	219 068,43	2028-03-31	RENÉ-	
3170	Québec	372,35	362,52	9,83	101,64	-	85,15	3 238,95	38 867,40	-	-	2014-03-31	SQI	
7449	Centre-Ville Québec	305,45	270,38	35,07	217,91	993,89	149,76	6 690,36	80 284,32	993,89	11 926,68	2014-03-31	SQI	
6051	Montréal	653,83	653,83	-	353,11	837,91	519,47	20 596,88	247 162,56	837,91	10 054,92	2014-03-31	SQI	
5693	Jonquière	174,10	174,10	-	145,23	936,41	56,89	3 100,35	33 958,92	936,41	7 991,64	2014-03-31	SQI	
9254	Québec	580,12						10 219,68	51 098,40	-	-	2014-03-31	E ALLIANCE	
6149	Québec	815,28	803,62	-	107,64	-	197,45	7 510,51	37 552,55	-	-	2014-03-31	SQI	
	TOTAL ÉDIFICES CENTRAUX					34 760,14	36 094,49	1 425 418,16	16 920 235,22	34 766,14	403 400,19			

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE													
# Imm.	Municipalité	Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué
	GASPESIE-ILES-DE-LA-MADELEINE												
3523	Cloridorme 806, route 132	726,89	726,89	-	39,27	-	64,23	2 443,14	29 317,68			2014-03-31	SQI
1399	New Carlisle 226, boul. Gérard D.-Lévesque	381,30	381,30	-	19,30	-	16,56	629,83	7 557,96			2014-03-31	SQI
3625	Nouvelle 356, rue Maguire	841,56	828,41	13,15	81,65	-	154,61	5 881,03	70 572,36			2014-03-31	SQI
1351	Sainte-Anne-des-Monts 204, boul. Ste-Anne Ouest	1 695,72	1 651,73	43,99	64,07	-	244,45	9 297,99	111 575,88			2014-03-31	SQI
1497	Gaspé 152, rue Jacques-Cartier	1 898,04	1 847,08	50,96	66,08	2 217,62	282,19	12 951,43	153 199,54	2 217,62	24 393,82	2014-03-31	SQI
1570	Cap-aux-Meules 285, Chemin Principal	839,98	831,69	8,29	130,54	-	246,71	9 384,02	112 608,24			2014-03-31	SQI
1041	New Carlisle 256, Boul. Gérard-D.-Levesque	2 839,39	2 839,39	-	122,99	4 887,30	785,76	34 775,16	417 301,92	4 887,30	58 647,60	2014-03-31	SQI
4930	Saint-Maxime-du-Mont-Louis Route 132	632,22	632,22	-	92,57	-	139,39	5 301,90	63 622,80			2014-03-31	SQI
	BAS ST-LAURENT												
3624	Cascapédia-Saint-Jules 42, Route 299	595,60	595,60	-	50,43	-	67,58	2 570,59	30 847,08			2014-03-31	SQI
3539	Cacouna 801, route de l'Eglise	2 998,91	2 715,44	283,47	103,27	-	717,15	27 278,32	327 339,84			2014-03-31	SQI
3470	Notre-Dame-des-Neiges Route 132	659,18	659,18	-	51,31	-	76,10	2 894,46	34 733,52			2014-03-31	SQI
8581	Rimouski 92, 2e rue ouest	3 187,63	2 992,80	194,83	177,34	3263,55	1 271,91	51 643,33	605 100,74	3 263,55	35 741,77	2014-03-31	PELLETIER
1595	Lac-au-Saumon 19, Route 132	1 313,10	1 313,10	-	54,96	-	162,37	6 176,09	74 113,08			2014-03-31	SQI
1586	Grande-Rivière 456, La Grande Allée Est	976,19	976,19	-	73,20	1 493,27	160,77	7 608,61	89 810,05	1 493,27	16 425,97	2014-03-31	SQI
1648	Saint-Pascal 185, rue Varin	2 956,48	2 858,08	98,40	65,31	1 758,59	439,67	18 482,18	221 786,16	1 758,59	21 103,08	2014-03-31	SQI
3414	Pohénégamook 568, rue Principale	779,65	779,65	-	56,69	-	99,44	3 782,43	45 389,16			2014-03-31	SQI

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE														
# Imm.	Municipalité	Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué	
1448	Rimouski 50, 1ère Rue Est	2 103,02	1 824,01	279,01	88,77	502,71	420,04	16 479,61	197 755,32	502,71	6 032,52	2014-03-31	SQI	
4795	Matane 14, rue du Parc Industriel	1 090,84	1 090,84	-	95,59	-	234,62	8 924,34	107 092,08			2014-03-31	SQI	
1425	Témiscouata-sur-le-Lac 7, boul. Morin	1 832,32	1 811,85	20,47	135,96	3 314,67	560,52	24 635,09	295 621,08	3 314,67	39 776,04	2014-03-31	SQI	
1419	Mont-Joli 1862, boul. Jacques-Cartier	2 486,26	2 415,38	70,88	56,06	-	313,61	11 928,85	143 146,20			2014-03-31	SQI	
6038	Lac-au-Saumon 19A, Route 132	2 520,00	2 520,00	-	3,31	-	18,77	713,87	8 566,44			2014-03-31	SQI	
10526	Matane 308, Rue De La Gare	46,67	39,32		131,83	-	13,84	526,55	1 053,10					
4992	Matane 120, Avenue Fraser	38,62	38,62	-	159,31	-	13,84	526,55	5 265,50			2014-03-31	GAGNON ET	
	TOTAL DIRECTION BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE							264 835,37	3 153 375,73					
	NORD-DU QUEBEC													
	NORD-DU-QUEBEC													
4071	KuujuaRAPik 358, Tukimuauqtuk Street	900,67	873,26	27,41	236,34	-	478,95	18 217,79	218 613,48			2014-03-31	SQI	
5298	Rouyn-Noranda - BCNQ 255, rue Principale	784,78	704,71	80,07	195,48	3 502,29	345,17	16 631,52	199 578,24	3 502,29	42 027,48	2014-03-31	MENT TETRA	
	TOTAL NORD-DU-QUEBEC							34 849,31	418 191,72					
	CAPITALE NATIONALE													
1614	Lac-Jacques-Cartier Route 175, km 110	1 464,05	1 464,05	-	191,62	-	631,21	24 009,29	288 111,48			2014-03-31	SQI	
1529	Cap-Santé 433, Route 138	1 951,14	1 931,10	20,04	95,42	-	418,91	15 934,05	191 208,60			2014-03-31	SQI	
1376	La Malbaie 628, Chemin du Golf Sud	1 619,23	1 590,42	28,81	151,06	-	562,95	21 413,12	256 957,44			2014-03-31	SQI	
3034	Baie-Saint-Paul 1351, Rue Mgr de Laval	927,41	927,41	-	78,95	-	184,40	7 013,91	84 166,92			2014-03-31	SQI	
5495	Québec 475, boul. de l'Atrium	5 270,68	4 728,98	541,70	158,59	10 166,82	1 902,56	82 534,69	952 345,92	10 166,82	122 001,84	2014-03-31	DE L'ATRIUM	

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE																		
# Imm.	Municipalité	Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué					
TOTAL - DIRECTION DE LA CAPITALE-NATIONALE																		
MAURICIE																		
3235	Trois-Rivières 2775, boul.des Récollets	3 950,65	3 848,94	101,71	154,96	4 421,21	1 377,41	56 813,92	681 767,04	4 421,21	53 054,52	2019-12-31	SQI					
1652	Saint-Tite 628, Route 153	209,55	209,55	-	100,20	-	48,16	1 831,96	21 633,82			2014-03-31	SQI					
1539	Grand-Mère 4075, 36e Avenue	2 721,73	2 657,63	64,10	61,16	-	374,56	14 247,08	170 964,96			2014-03-31	SQI					
3263	Trois-Rivières 100, rue Laviolette	2 974,55	2 324,00	650,55	128,01	1 193,58	856,71	33 780,41	388 364,70	1 193,58	10 752,24	2014-03-31	SQI					
CENTRE-DU-QUEBEC																		
1622	Plessisville 2383, rue St-Calixte	1 155,85	1 138,54	17,31	134,27	1 948,01	349,19	15 230,17	182 762,04	1 948,01	23 376,12	2014-03-31	SQI					
1610	Nicolet 555, rue Pierre-Laviolette	2 380,61	2 331,31	49,30	67,89	-	363,64	13 831,76	165 981,12			2014-03-31	SQI					
1485	Drummondville 360, Boul. St-Joseph Ouest	3 233,32	3 164,05	69,27	82,85	-	618,19	23 514,21	283 206,92			2014-03-31	SQI					
1643	Saint-Louis-de-Blandford 635, Route 162	2 156,66	2 156,66	-	46,46	-	232,82	8 855,91	106 270,92			2014-03-31	SQI					
5494	Victoriaville 879, Boul. Pierre-Roux Est	1 862,13	1 836,77	25,36	138,27	-	594,37	22 608,22	271 298,64			2014-03-31	QUEBEC					
6047	Louiseville 871, Boul. Saint-Laurent Ouest	105,08	105,08	-	196,57	1 961,51	46,48	3 729,32	44 751,84	1 961,51	23 538,12	2014-03-31	LESSARD					
TOTAL MAURICIE - CENTRE-DU-QUEBEC								194 442,96	2 317 002,00									
CHAUDIERE-APPALACHES																		
1378	Montmagny 390, boul. Taché Ouest	1 670,54	1 663,66	6,88	55,53	2 831,43	208,36	10 756,73	97 935,03	2 831,43	2 831,43	2014-03-31	SQI					
1531	Saint-Michel-de-Bellechasse 146, Route 132	1 302,62	1 292,87	9,75	43,49	2 000,32	156,24	7 943,29	70 564,04	2 000,32	8 001,28	2014-03-31	SQI					
2992	Charny 8420, avenue Sous-le-vent	1 921,83	1 880,14	41,69	122,27	1 215,56	547,98	22 059,26	264 711,12	1 215,56	14 586,72	2014-03-31	SQI					
1526	Lac-Étchemin 1375, Route 277	2 103,26	2 053,11	50,15	87,07	-	412,05	15 673,26	188 079,12			2014-03-31	SQI					

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE													
# Imm.	Municipalité	Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué
1361	Saint-Jean-Port-Joli 124, avenue de Gaspé Ouest	2 767,38	2 763,57	3,81	71,85	-	447,40	17 017,59	204 211,08			2014-03-31	SQI
1518	Beauceville 708, boul. Renault	1 767,59	1 733,53	34,06	79,21	-	315,02	11 982,26	143 787,12			2014-03-31	SQI
3664	Thetford Mines 1065, rue du Parc	2 287,56	2 268,48	19,08	153,59	-	802,43	30 521,94	366 263,28			2014-03-31	SQI
5036	Saint-Romuald 1156, boul. de la Rive Sud	3 176,41	3 176,41	-	184,94	7 791,85	1 321,72	58 066,24	696 794,88	7 791,85	93 502,20	2014-03-31	IMMOBILIERE
318	Saint-Charles-de-Bellechasse 2758, avenue Royale	238,06	227,61	10,45	223,26	-	119,59	4 548,69	54 584,28			2014-03-31	SQI
5792	Charny 8400, avenue Sous-Le-vent	294,36	294,36	-	86,78	-	57,48	2 186,29	26 235,48			2014-03-31	SQI
6083	Laurier-Station 186, boul. Laurier	334,67	327,22	7,45	66,42	-	50,01	1 902,41	22 828,92			2014-03-31	SQI
	TOTAL CHAUDIERE-APPALACHES					13 839,16	4 438,28	182 657,96	2 135 994,35				
	SAGUENAY												
	SAGUENAY												
3166	Jonquière - Bureau de l'axe routier 3950, boul. Harvey	218,31	173,39	44,92	128,55	-	63,14	2 401,79	19 214,32			2014-03-31	SQI
3166	Jonquière 3950, boul. Harvey	2 711,58	2 120,12	591,46	115,75	4 225,33	706,21	31 087,41	354 351,64	4 225,33	50 703,96	2014-03-31	SQI
1551	Alma 851, Chemin du Pont Taché Nord	1 193,13	1 129,83	63,30	70,09	957,33	188,17	8 114,60	97 375,20	957,33	11 487,96	2014-03-31	SQI
1476	Lac-Ministuk Route 169	1 302,99	1 256,96	46,03	31,99	506,85	93,80	4 074,71	48 896,52	506,85	6 082,20	2014-03-31	SQI
4881	Chicoutimi 1600, rue Bersimis	2 621,43	2 516,74	104,69	128,34	-	756,96	28 792,69	345 512,28			2014-03-31	SQI
5957	Lac-Pikauba Route 175, Km 180	932,08	806,69	125,39	23,16	-	48,58	1 847,67	22 172,04			2014-03-31	SQI
948	Alma 801, Chemin du Pont Taché Nord	233,40	169,59	63,81	134,32	1 210,01	70,54	3 893,07	37 036,76	1 210,01	4 840,04	2014-03-31	SQI
	LAC ST-JEAN - CHIBOUGAMAU												
1490	Lac-Ashuapmushuan Route 167, Km 69, Camp 43	1 487,89	1 450,28	37,61	34,45	-	115,31	4 386,20	52 634,40			2014-03-31	SQI

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE														
# Imm.	Municipalité	Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué	
1488	Roberval 584, avenue Roberval	1 376,99	1 335,36	41,63	51,39	-	159,20	6 055,65	72 667,80			2014-03-31	SQI	
7491	Roberval 755, Boul. St-Joseph	699,81	600,74	99,07	159,09	-	254,97	9 698,46	115 019,76			2014-03-31	COMMANDIT	
1567	Chibougamau Route 113, C.P. 10 Lac Caché	1 787,76	1 770,66	17,10	83,67	1 244,40	336,56	14 046,06	168 552,72	1 244,40	14 932,80	2014-03-31	SQI	
5156	Dolbeau-Mistassini 559, Route 169	119,40	119,40	-	70,23	-	18,87	717,66	8 611,92			2014-03-31	DOLBEAU-	
	TOTAL SAGUENAY - LAC ST-JEAN - CHIBOUGAMAU													
						8 143,92	2 812,31	115 115,97	1 342 045,36					
	COTE-NORD													
3530	Forestville Route 138	595,60	595,60	-	37,37	-	50,08	1 904,87	22 858,44			2014-03-31	SQI	
3164	Havre-Saint-Pierre 1175, boul. de l'Escale	1 656,28	1 644,68	11,60	107,43	3 467,96	400,36	18 696,48	224 357,76	3 467,96	41 615,52	2014-03-31	SQI	
3370	Rivière-aux-Outardes Route 389, Manic 5 Km 131	224,76	224,76	-	23,52	-	11,89	452,42	5 429,04			2014-03-31	SQI	
XXXX	Rivière-aux-Outardes Route 389, Manic 5 Km 94													
1420	Baie-Comeau 975, rue Nouvel	2 090,50	2 027,14	63,36	89,37	-	420,37	15 989,61	191 875,32			2014-03-31	SQI	
1038	Baie-Trinité 10, rue Tremblay	683,26	680,54	2,72	44,59	-	68,55	2 607,27	31 287,24			2014-03-31	SQI	
3319	Port-Cartier Route 138	80,56	80,56	-	348,17	-	63,11	2 400,49	28 805,88			2014-03-31	SQI	
1563	Les Bergeronnes 313, Route 138 Grandes Bergeronnes	1 650,79	1 650,79	-	111,24	5 066,21	510,14	24 470,27	279 759,01	5 066,21	56 751,13	2014-03-31	SQI	
4959	Sept-îles 600, boul. des Montagnais	1 391,60	1 362,99	28,61	104,59	819,84	327,49	13 276,50	159 318,00	819,84	9 838,08	2014-03-31	SQI	
5058	Blanc-Sablon 1139, rue Docteur-Marcoux	272,34	272,34	-	162,80	-	99,76	3 794,54	45 534,48			2014-03-31	SQI	
9986	Baie-Comeau 625, Boul. Lafleche	1 833,54	1 833,54	-	149,06	8 436,84	614,93	31 827,14	381 925,68	8 436,84	101 242,08	2014-03-31	N HEADWAY	
5160	Fermont													

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE													
# Imm.	Municipalité	Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué
	Place Daviault	45,99	45,99	-	222,92	-	23,07	877,41	10 528,92			2014-03-31	PLACEMENT
4948	Gros-Mécatina Route La Tabatière	63,75	63,75	-	133,63	-	19,17	729,08	8 748,96			2014-03-31	SQI
4522	Forestville 67, Route 138	199,70	199,70	-	223,84	-	100,58	3 825,63	45 907,56			2014-03-31	SQI
	TOTAL CÔTE-NORD					17 790,85	2 709,50	120 851,71	1 436 336,29				
	ESTRIE												
1355	Cookshire-Eaton 460, rue Craig Nord	2 302,28	2 211,85	90,43	69,36	-	359,31	13 666,92	164 003,04			2014-03-31	SQI
3058	Richmond 770, rue Hayes	2 555,66	2 486,78	68,88	62,86	-	371,66	14 136,90	169 642,80			2014-03-31	SQI
1597	Lac-Mégantic 3798, rue Laval	2 180,11	2 086,48	93,63	68,01	-	333,62	12 690,00	152 280,00			2014-03-31	SQI
3874	Sherbrooke 125, Chemin Georges-Vallières	2 669,02	2 375,51	293,51	101,92	-	612,09	23 282,00	279 384,00			2014-03-31	SQI
7412	Sherbrooke 200, rue Belvédère Nord	2 213,28	1 955,64	257,64	192,16	-	956,91	36 398,20	436 778,40			2014-03-31	QUEBEC INC.
5871	Magog 220, rue Centre	410,39	410,39	-	197,30	-	182,18	6 929,54	83 154,48			2014-03-31	SQI
6106	Coaticook 93, avenue de la Gravière	183,32	179,05	4,27	206,34	1 197,89	85,11	4 435,19	53 222,28	1 197,89	14 374,68	2014-03-31	COATICOOK
	TOTAL ESTRIE					1 197,89	2 900,88	111 538,75	1 338 465,00				
	LAURENTIDES - LANAUDIÈRE												
3281	Rivière-Rouge 583, boul. Fernand-Lafontaine	830,39	830,39	-	56,76	466,53	106,04	4 500,05	54 000,60	466,53	5 598,36	2014-03-31	SQI
4842	Saint-Jérôme 4, boul. La Salette	2 675,33	2 471,38	203,95	97,38	4 634,27	586,20	26 931,68	319 109,82	4 634,27	51 540,90	2014-03-31	SQI
899	Mont-Tremblant 1501, Route 117	1 231,34	1 159,24	72,10	167,54	5 737,61	464,17	23 393,11	280 717,32	5 737,61	68 851,32	2014-03-31	SQI
1426	Mont-Laurier 435, rue Panet	1 467,20	1 381,11	86,09	91,45	-	301,90	11 483,56	137 802,72			2014-03-31	SQI
3219	Lachute 805, avenue Béthanie	1 255,81	1 255,81	-	107,91	-	304,92	11 598,07	139 176,84			2014-03-31	SQI

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE													
# Imm.	Municipalité	Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué
1592	Joliette 1163, rue Manseau	2 224,06	2 168,25	55,81	106,99	-	535,40	20 365,18	244 382,16			2014-03-31	SQI
5642	Saint-Jérôme 222-230, rue St-Georges	2 547,09	2 264,31	282,78	156,14	-	913,12	34 732,48	416 789,76			2014-03-31	SQI
6032	Sainte-Julienne 2502, Route 125	292,66	292,66	-	77,27	-	50,88	1 935,37	23 224,44			2014-03-31	E DE STE-
	TOTAL LAURENTIDES - LANAUDIÈRE					10 838,41	3 262,63	134 939,50	1 615 203,66				
	OUTAOUAIS												
4855	Egan-Sud 140, route 105	1 395,75	1 352,81	42,94	133,19	2 339,11	418,27	18 248,96	217 419,31	2 339,11	26 501,11	2014-03-31	SQI
1515	Lac-Pythonga Route 117, km 332	900,16	850,45	49,71	110,26	2 566,51	223,31	11 060,43	132 725,16	2 566,51	30 798,12	2014-03-31	SQI
3038	Val-des-Bois Route 309	2,00	2,00	-	219,76	-	0,98	37,37	448,44			2014-03-31	SQI
1612	Papineauville 208, rue Henri-Bourassa	2 130,00	2 013,81	116,19	81,36	1 134,86	389,93	15 966,54	191 598,48	1 134,86	13 618,32	2014-03-31	SQI
3527	Gatineau 33, rue Jean-Proulx	2 783,20	2 583,11	200,09	132,04	5 772,92	831,90	37 415,88	448 990,56	5 772,92	69 275,04	2014-03-31	SQI
4728	Gatineau 1351, rue des Laurentides	1 203,05	1 090,69	112,36	171,62	1 580,84	464,55	19 250,84	231 010,08	1 580,84	18 970,08	2014-03-31	SQI
1700	Gatineau 170, rue de l'Hôtel-de-Ville	2 614,87	2 152,93	461,94	224,55	1 124,68	1 321,14	51 377,11	599 678,52	1 124,68	13 496,16	2014-03-31	SQI
5303	Campbell's Bay 1488, route 148	812,01	812,01	-	246,71	5 254,67	450,74	22 399,63	227 042,22	5 254,67	44 094,10	2014-03-31	SQI
6111	Waltham 22, chemin Dempsey	1,00	1,00	-	17 972,89	4 537,31	40,44	6 075,49	60 754,90	4 537,31	45 373,10	2014-03-31	SQI
	TOTAL OUTAOUAIS					24 310,90	4 100,82	185 880,18	2 109 667,67				
	ABITIBI - TEMISCAMINGUE												
1541	Val-d'Or 1501, Chemin Sullivan	1 391,75	1 391,75	-	166,80	-	522,31	19 867,06	238 404,72			2014-03-31	SQI
1517	Senneterre 141, 13e Avenue Ouest	1 220,69	1 220,69	-	48,68	-	133,71	5 085,80	61 029,60			2014-03-31	SQI
1630	Rouyn-Noranda												

C154540 - GEN-17 - 2014-2015 - ANNEXE																						
# Imm.	Municipalité										Superficie locative M²	Superficie utilisable M²	Superficie inutilisable M²	Taux moyen location au M²	Loyer d'aménagement (non indexé)	Frais du gestionnaire (2,70 %)	Loyer total mensuel	Loyer total annuel	Aménagements montant mensuel	Aménagements montant annuel	Fin bail	Propriétaire de l'espace loué
	155, Chemin Sénator									1 551,51	1 551,51	-	161,64	-	564,27	21 463,26	257 559,12			2014-03-31	SQI	
1381	Amos									1 515,08	1 433,13	81,95	286,21	13 932,98	1 843,77	84 064,36	605 437,12	13 932,98	80 222,06	2014-03-31	SQI	
1657	Ville-Marie									1 485,11	1 482,44	2,67	79,59	-	265,95	10 116,11	121 393,32			2014-03-31	SQI	
1602	Macamic									2 029,74	1 880,81	148,93	111,25	347,28	514,66	19 923,28	239 079,36	347,28	4 167,36	2014-03-31	SQI	
739	Rouyn-Noranda									394,26	394,26	-	125,21	-	111,07	4 224,80	50 697,60			2014-03-31	SQI	
1516	Réservoir-Dozois									1 030,80	1 030,80	-	196,62	-	511,35	19 450,42	216 563,76			2014-03-31	SQI	
8573	Rouyn-Noranda									2 412,29	2 388,97	23,32	214,73	21 197,53	1 165,50	65 529,75	786 357,00	21 197,53	254 370,36	2014-03-31	CUIVRE R.N.	
1568	Témiscaming									154,63	154,63	-	15,56	-	5,41	205,91	2 470,92			2014-03-31	SQI	
3246	Latulipe-et-Gaboury									60,00	60,00	-	176,67	-	23,85	907,20	10 886,40			2014-03-31	SQI	
	TOTAL ABITIBI - TEMISCAMINGUE														35 477,79	5 661,85	250 837,95	2 589 878,92				
	EST-MONTEREGIE																					
4304	Sorel-Tracy									326,00	299,93	26,07	236,23	-	173,27	6 590,86	79 090,32			2014-03-31	SQI	
907	Boucherville									2 808,32	2 721,20	87,12	148,24	-	956,84	36 395,42	436 745,04			2014-03-31	SQI	
1638	Saint-Hyacinthe									8 140,43	7 365,20	122,31	28,26	-	517,61	19 688,26	236 259,12			2014-03-31	SQI	
1049	Longueuil									2 655,42	2 328,96	326,46	123,41	957,49	737,31	29 002,73	348 032,76	957,49	11 489,88	2014-03-31	SQI	
	TOTAL EST-MONTEREGIE														957,49	2 385,03	91 677,27	1 100 127,24				
	OUEST-MONTEREGIE																					
1634	Saint-Jean-sur-Richelieu									2 391,54	2 338,56	52,98	89,45	-	481,31	18 307,54	219 690,48			2014-03-31	SQI	
1357	Ormstown																					

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014						
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014						
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	I1, 29 ptie	PTIE 29 RG 4, 4	Saint-Bruno-de-Guigues	2004-02-19	10 511,00 \$	Vente terrain bâti
Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec					10 511,00 \$	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P-6-N RANG 1 NORD	Gaspé	2013-09-19	509,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1		Percé	2013-05-22	4 400,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P-660	Les Îles-de-la-Madeleine	2013-07-26	4 200,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P-572 RG NORD DU EMIN	Gaspé	2013-08-19	500,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P-594	Grande-Rivière	2014-02-28	1 478,75 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P-594	Grande-Rivière	2014-02-28	3 000,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P-594	Grande-Rivière	2014-02-28	1 523,90 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made				2005-08-29	300,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made				2005-08-29	806,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	225 Ptie		Pabos,	2013-07-31	2 100,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made			Les Escoumins	2013-03-27	3 350,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	194 Ptie		Saint-Georges-de-Cacouna	2008-08-14	2 009,00 \$	Échange
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1, 37B-1 Ptie, 38A-1 Ptie	Rang Est de Shool-	Nouvelle	2013-10-10	4 400,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	66 Ptie		Saint-Joseph-de-Lepage	2010-05-21	2 750,00 \$	Échange

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014							
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014							
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	66 Ptie		Saint-Joseph-de-Lepage	2013-03-28	4 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	66 Ptie		Saint-Joseph-de-Lepage	2013-03-28	31 500,00 \$	Vente de bâtiment	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P-6C RG1, P-6-B RANG 1 BOISULEBR ULE, P-6-B RANG 1 BOIS BRULE, P-6-C RG-1	Gaspé	2013-09-20	1 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	5 259 815 Ptie, 5 259 817 Ptie, I1, 5 259 816 Ptie	, P-26 P-28 P-30, P-31, P-26	Sainte-Luce,	2013-11-28	30 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1		Bonaventure	2013-11-05	2 250,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1		Bonaventure	2013-11-05	1 610,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1		Bonaventure	2013-11-05	1 610,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1		Bonaventure	2013-11-05	415,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1		Bonaventure	2013-11-05	415,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	45 Ptie, I1, 5306 19g		Dégelis	2013-09-20	64 906,00 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	45 Ptie, 42 Ptie, 44 Ptie, I1, 43 Ptie	, P-44 N.S. ET P-44-1 RG 1, P-44 N.-S. RG 1	Dégelis	2013-10-09	570,32 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	45 Ptie, 42 Ptie, 44 Ptie, I1, 43 Ptie	, P-44 N.S. ET P-44-1 RG 1, P-44 N.-S. RG 1	Dégelis	2013-10-09	139 387,43 \$	Vente de terrain	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	2 616 440 Ptie, 2 615 708 Ptie, 2 615 706 Ptie, 2 616 438 Ptie		Cabano	2013-10-09	16 000,00 \$	Vente de terrain	

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014						
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014						
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	8-2 Ptie	Rang du Chemin Neuf	Pabos,	2013-12-21	35,66 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1		Saint-Modeste	2013-11-21	600,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P242 RG2	Kamouraska	2013-08-28	2 680,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	I1	P-373-9-	Rimouski	2013-08-07	900,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	5 175 629 Ptie	--	Sainte-Luce,	2014-01-30	2 850,00 \$	Vente de terrain
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	5 175 629 Ptie	--	Sainte-Luce,	2014-01-30	775,00 \$	Vente de terrain
Total DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made					332 831,06 \$	
DT Chaudière-Appalaches	2 670 201 Ptie		Saint-Henri	2013-07-18	72 255,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	5 140 232 Ptie, 5 14 0 232, 5 140 233, 5 140 234 Ptie, 5 140 234		Beauceville	2013-07-17	6 000,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	3696657		Saint-Henri	2013-04-02	5 000,00 \$	Vente de bâtiment
DT Chaudière-Appalaches	4 850 732 PTIE, 4 8 50 733 PTIE, 4 924 632 PTIE		Sainte-Marie	2013-04-12	1,00 \$	Autre
DT Chaudière-Appalaches	4 741 680		Saint-Agapit	2013-08-30	10 000,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	4 741 680 Ptie, 5 29 1 845		Saint-Agapit	2013-08-30	2 000,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	3 124 220 PTIE		Saint-Georges	2013-05-16	4 000,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	5 088 853, 5084 53 0, 5 088 853 Ptie, 5 084 529, 5 088 848, 5 088 849, 5 084 5 29 Ptie		Lévis	2013-07-25	50 000,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	4 699 681 Ptie		Saint-Benoît-Labre	2013-11-19	1 585,00 \$	Vente de terrain

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014							
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014							
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction	
DT Chaudière-Appalaches	3 389 199 Ptie		Saint-Antoine-de-Tilly	2013-07-09	1 500,00 \$	Vente de terrain	
DT Chaudière-Appalaches	5 088 853, 5084 53 0, 5 088 853 Ptie, 5 084 529, 5 088 848, 5 088 849, 5 084 5 29 Ptie		Lévis	2013-10-02	15 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Chaudière-Appalaches	4 085 103 Ptie		Sainte-Marguerite	2013-11-14	17 810,00 \$	Échange	
DT Chaudière-Appalaches	4 861 300 Ptie, 4 86 1 300		Saint-Henri	2013-07-16	4 602,74 \$	Échange	
DT Chaudière-Appalaches	2 358 256 Ptie, 3 93 5 432 Ptie, 5 115 93 0		Saint-Henri	2013-09-25	33 300,00 \$	Vente terrain bâtim	
DT Chaudière-Appalaches			Vallée-Jonction	2013-11-15	200,00 \$	Vente de bâtiment	
Total DT Chaudière-Appalaches					223 253,74 \$		
DT Est-de-la-Montérégie	2 206 810	P-103-71à 103-76	Longueuil	2013-07-19	688 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Est-de-la-Montérégie	3 734 561	246 ptie, 245 ptie	Saint-Roch-de-Richelieu	2013-07-04	750,00 \$	Vente de terrain	
DT Est-de-la-Montérégie	1 960 001, 1956 56 1, 4 578 051 ptie, 1 958 090, 4 578 051, 1 958 091		Sainte-Hélène-de-Bagot	2013-03-19	85 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Est-de-la-Montérégie	3 799 584	453 ptie	Cowansville	2013-04-30	20 500,00 \$	Vente de terrain	
DT Est-de-la-Montérégie	3 357 001, 5337 45 1		Cowansville	2013-12-16	2 400,00 \$	Vente de terrain	
Total DT Est-de-la-Montérégie					796 650,00 \$		
DT Estrie	5 002 101		Bolton-Est	2014-03-04	3 850,00 \$	Vente de terrain	
DT Estrie	3 583 900	P 199		2013-07-10	32 100,00 \$	Vente de terrain	
DT Estrie	4 435 611, 4946 87 8		Waterville	2013-12-09	300,00 \$	Vente de terrain	
DT Estrie	3 485 556 Ptie		Magog	2013-03-18	6 500,00 \$	Servitude publique	

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014						
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014						
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Estrie	982, 981, 980	15		2013-08-16	5 300,00 \$	Vente de terrain
DT Estrie	1 511 795 Ptie		Sherbrooke	2013-05-17	211 280,00 \$	Vente de terrain
DT Estrie	1 511 795 Ptie		Sherbrooke	2013-05-17	12 000,00 \$	Autre
DT Estrie	1 726 791 ptie		Sherbrooke	2013-11-18	5 595,00 \$	Echange
Total DT Estrie					276 925,00 \$	
DT Ile-de-Montréal	11	P319-96-97-98-99-100	Montréal	2013-11-05	12 500,00 \$	Vente de terrain
DT Ile-de-Montréal	4 832 381 ptie, 1 45 1 410		Montréal	2013-03-27	335 000,00 \$	Vente de terrain
DT Ile-de-Montréal	11		Baie-D'Urfé	2013-12-03	21 826,30 \$	Servitude publique
DT Ile-de-Montréal	4 851 141, 179 ptie, 4 851 140		Montréal	2013-11-15	345 476,00 \$	Vente terrain bâtim
DT Ile-de-Montréal	1 057 939		Montréal	2013-03-14	2 195 000,00 \$	Vente de terrain
DT Ile-de-Montréal	180-154 ptie, 180-152 ptie, 180-153 ptie, 180-244 ptie, 180-245 ptie, 180-289 ptie, 180-287 ptie			2012-06-14	48 000,00 \$	Vente de terrain
DT Ile-de-Montréal			Montréal-Est	2013-09-09	6 200,00 \$	Vente de terrain
Total DT Ile-de-Montréal					2 964 002,30 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	11	P29B RG10	Saint-Hippolyte	2013-09-24	1 000,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	11	P92-185 CANUT	Mirabel	2013-09-13	30 799,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	P92-184		Mirabel	2013-09-13	30 799,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	P89-87,P89-88	P89-87,P89-88 CANUT		2013-05-31	30 000,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	P89-87,P89-88	P89-87,P89-88 CANUT		2013-05-31	30 000,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	11	P6	Saint-Hippolyte	2013-03-18	3 300,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	11	P6	Saint-Hippolyte	2013-03-18	3 300,00 \$	Vente de terrain

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014						
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014						
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Laurentides-Lanaudière	I1	P4 RG3	Montcalm	2013-08-26	1 263,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	4 687 339		Brébeuf	2013-07-30	7 423,35 \$	Échange
DT Laurentides-Lanaudière	93-262 pte, P94-226, P.94-193, 93-		Mirabel	2013-08-29	22 915,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	33 pte	Rang 3, 3	Lac-Saint-Paul	2014-02-11	3 200,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	62A-5-1	RSORR	Rivière-Rouge	2013-12-04	21 121,89 \$	Échange
DT Laurentides-Lanaudière			Crabtree	2013-04-29	2 262,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	242 PTIE, 242-43		Labelle	2013-05-16	24 409,65 \$	Échange
DT Laurentides-Lanaudière	57B pte	RSORR	Rivière-Rouge	2012-10-22	37 000,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	57B pte	RSORR	Rivière-Rouge	2012-10-22	36 992,48 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	4 737 043		Saint-Charles-Borromée	2013-10-16	18 000,00 \$	Levée de non accès
DT Laurentides-Lanaudière	4 559 953		Saint-Charles-Borromée	2013-10-16	18 000,00 \$	Levée de non accès
DT Laurentides-Lanaudière			Notre-Dame-de-Pontmain	2014-02-17	2 518,00 \$	Vente de terrain
Total DT Laurentides-Lanaudière					324 303,37 \$	
DT Laval-Mille-Iles	1 391 745			2013-12-19	3 700,00 \$	Vente de terrain
DT Laval-Mille-Iles	5 262 696		Sainte-Anne-des-Plaines	2013-11-26	26,53 \$	Vente de terrain
DT Laval-Mille-Iles	4 612 754		Sainte-Anne-des-Plaines	2013-11-22	3 391,00 \$	Vente de terrain
DT Laval-Mille-Iles	4 612 755		Sainte-Anne-des-Plaines	2013-11-27	1 610,99 \$	Vente de terrain
DT Laval-Mille-Iles	5 220 189, 2106 738		Boisbriand	2014-02-06	15 000,00 \$	Vente de terrain
DT Laval-Mille-Iles	4 818 721 pte, 4 600 295, 4 818 721, 4 818 722, 4 818 722 pte, 1 355 992			2013-12-05	173 000,00 \$	Vente de terrain
DT Laval-Mille-Iles	3 758 260, 3758 273		Laval	2013-03-19	150 000,00 \$	Levée de non accès

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014							
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014							
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction	
DT Laval-Mille-Iles	5 259 168 pte		Laval	2014-02-06	37 650,00 \$	Vente de terrain	
DT Laval-Mille-Iles	1 733 182		Saint-Joseph-du-Lac	2013-12-05	7 585,00 \$	Levée de non accès	
DT Laval-Mille-Iles	5 262 697		Sainte-Anne-des-Plaines	2013-11-05	2 336,40 \$	Vente de terrain	
DT Laval-Mille-Iles	5 262 698		Sainte-Anne-des-Plaines	2013-10-21	378,00 \$	Vente de terrain	
Total DT Laval-Mille-Iles					394 677,92 \$		
DT Mauricie/Centre du Québec	104 pte			2013-04-24	14 360,00 \$	Servitude publique	
DT Mauricie/Centre du Québec	2949723 pte		Victoriaville-Arthabaska,	2013-09-13	216 000,00 \$	Mainlevée	
DT Mauricie/Centre du Québec	4102414 pte, 4102415 pte, 4431296 pte, 4102415		Drummondville	2013-12-05	3 080,00 \$	Vente de terrain	
DT Mauricie/Centre du Québec	5086571 pte, 4657677 pte, 4702045 pte		Victoriaville-Arthabaska,	2014-02-06	470 000,00 \$	Levée de non accès	
DT Mauricie/Centre du Québec	249-4-1, 253 pte, Montréal à l'originair, 249-2-1		Saint-Christophe-d'Arthabask	2013-12-11	14 000,00 \$	Levée de non accès	
DT Mauricie/Centre du Québec	4981652, 2546704 pte, I1, 4981650 pte		Saint-Etienne-des-Grès	2013-11-07	13 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Mauricie/Centre du Québec	125 pte, 185 pte, I1	P-124	Saint-Léonard-d'Aston	2013-05-24	240 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Mauricie/Centre du Québec	337 pte, 529 pte, 329 pte, 528 pte		Saint-François-du-Lac	2013-05-07	463,00 \$	Vente de terrain	
DT Mauricie/Centre du Québec	337 pte, 529 pte, 329 pte, 528 pte		Saint-François-du-Lac	2013-07-15	1 804,00 \$	Vente de terrain	
DT Mauricie/Centre du Québec	185 pte, 124 pte			2013-05-24	5 600,00 \$	Vente de terrain	
DT Mauricie/Centre du Québec	3629964		Trois-Rivières	2013-08-07	35 000,00 \$	Levée de non accès	

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014						
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014						
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Mauricie/Centre du Québec	4102341 pte, 5375696 pte, 4104419 pte, 5375696, 4102316 pte, 5409109 pte, 5375697		Drummondville	2014-03-24	922 000,00 \$	Vente de terrain
DT Mauricie/Centre du Québec	4795217		Saint-Étienne-des-Grès	2013-05-16	2 650,00 \$	Vente de terrain
DT Mauricie/Centre du Québec	4795217		Saint-Étienne-des-Grès	2013-05-16	3 150,00 \$	Vente de terrain
DT Mauricie/Centre du Québec	1039038		Trois-Rivières	2012-12-04	125 300,00 \$	Échange
Total					2 066 407,00 \$	
DT Mauricie/Centre du Québec						
DT Ouest-de-la-Montérégie	5238582, 5216334, 5216329, 5216332, 5216327, 5216324, 5291412, 5216328		Salaberry-de-Valleyfield	2013-05-28	280 000,00 \$	Vente de terrain
Total DT Ouest-de-la-Montérégie					280 000,00 \$	
DT Outaouais	I1	P103 QUARTIER 4	Gatineau	2013-09-27	220 000,00 \$	Vente de terrain
DT Outaouais	55 pte		Notre-Dame-de-Bonsecours,	2013-08-01	0,00 \$	Cession
DT Outaouais	7A pte	5	Lochaber	2013-11-13	3 500,00 \$	Échange
DT Outaouais	6C pte	5	Lochaber	2013-11-13	450,63 \$	Échange
DT Outaouais	5035091		Gatineau	2013-06-13	300,00 \$	Vente de terrain
Total DT Outaouais					224 250,63 \$	
DT Québec	5 376 626		Cap-Santé	2014-01-24	2 000,00 \$	Vente de terrain
DT Québec	I1	P-1055-3	Québec	2013-06-21	26 500,00 \$	Vente de terrain
DT Québec	1054-1 pte (1 108 360)		Québec	2013-04-15	27 500,00 \$	Vente de terrain

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014							
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014							
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction	
DT Québec	4 215 714		Sainte-Catherine-de-la-Jacq	2013-11-13	36 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	I1	P-312	Saint-Basile	2013-11-06	1 200,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	1 337 266 pte		Québec	2013-05-28	8 500,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	69 Pte (3 928300)		Saint-Casimir	2013-05-06	3 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	69 Pte (3 928300)		Saint-Casimir	2013-05-06	1 200,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	2148613			2013-12-19	12 800,00 \$	Mainlevée	
DT Québec	3 233 542, 3233 544		Deschambault-Grondines	2013-12-11	20 001,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	3 506 944 pte, 3 506 944		Neuville	2013-07-10	8 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	I1, 1 046 493 Partie	P446	Québec	2013-06-07	615 937,54 \$	Vente de terrain	
DT Québec				2013-04-26	7 440,00 \$	Servitude publique	
DT Québec	1 108 376		Québec	2014-02-20	7 425,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	2 980 242		Portneuf	2013-11-21	10 158,00 \$	Vente de terrain	
DT Québec	4 303 565 pte, 430 3582, 4 303 577 pte, 4303575, 4 303 584 pte, 4 303 575 pte, 4 303 582 pte		Saint-Augustin-de-Desmaure	2013-04-08	33 255,06 \$	Échange	
DT Québec	I1		Château-Richer	2013-09-06	59 890,00 \$	Vente de terrain	
Total DT Québec					880 806,60 \$		
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	I1	P30 RANG 4		2013-09-10	13 201,00 \$	Vente de terrain	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	I1	P-52 RANG 4	Larouche	2014-02-04	900,00 \$	Vente de terrain	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	I1	18A RANG 10		2001-07-24	7 980,83 \$	Échange	

Tableau des ventes d'immeubles 2013-2014							
pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014							
Direction territoriale	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	16A Ptie, 11,16B Pti e, 15Ptie	P15,P16A,P16B		2001-08-01	6 761,25 \$	Échange	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	I1	P 36B RANG 4		2001-07-24	7 980,83 \$	Échange	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	I1	P-35 RANG 4		2001-07-24	7 980,83 \$	Échange	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	I1			2001-08-01	6 761,25 \$	Échange	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est			Alma	2013-05-24	45 000,00 \$	Vente de terrain	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est			Alma	2013-08-15	9 715,00 \$	Vente de terrain	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est			Saguenay	2013-05-27	52 000,00 \$	Levée de non accès	
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est					158 280,99 \$		
	Ptie, 5 291 845		Saint-Agapit				
	94-135 ptie,94- 193 ptie,94- 211 ptie,P94- 192,P94-193, P94- 188, 93-168ptie, 93- 242ptie, 93- 270ptie, 94- 26 ptie, 94- 223ptie, 93- 170ptie, 94- 31 ptie, 94- 136ptie, 94-226ptie		Mirabel				
Total général					8 932 899,61 \$		

QUESTION 46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 46

Titre

Concernant la flotte du ministère des Transports du Québec et des directions territoriales :

- a) Évolution du nombre total de la flotte, ventilée par type de véhicules et par direction territoriale et/ou direction du ministère, pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015 ;
- b) Coûts d'acquisition, de location et d'entretien pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La liste complète de la flotte

Au 31 mars 2014, le ministère des Transports utilisait 4 221 véhicules et équipements connexes.

Véhicules à motorisation électrique

Au 31 mars 2014, le ministère des Transports comptait dans son parc 250 véhicules à haut rendement énergétique, essentiellement des véhicules légers. Ce nombre représente 5,9 % de l'ensemble de son parc ou 14,9 % de son parc de véhicules légers.

Le montant investi pour l'achat de ces véhicules en 2013-2014 est de 2 198 101 \$ au 31 mars 2014.

Le montant dépensé pour l'entretien périodique et l'ensemble des réparations de ces véhicules en 2013-2014 est de 306 409 \$ au 31 mars 2014.

Coûts d'acquisition, de location et d'entretien pour 2013-2014

Au 31 mars 2014, le Fonds de gestion de l'équipement roulant a déboursé 20,7 M\$ pour l'acquisition de véhicules et équipements connexes pour les besoins du ministère des Transports.

Au 31 mars 2014, le ministère des Transports a déboursé au Fonds de gestion de l'équipement roulant des coûts de location de véhicules et équipements connexes de 55,4 M\$.

Les coûts d'entretien assumés par le Fonds de gestion de l'équipement roulant pour les véhicules et équipement connexes utilisés par le ministère des Transports sont de 15,2 M\$ au 31 mars 2014. Ces coûts d'entretien sont inclus aux coûts de location.

QUESTION 47

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 47

Titre

Sommes dépensées par le ministère en 2012-2013 et 2013-2014 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du ministère, en pourcentage du total.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 31 mars 2014, le ministère des Transports comptait dans son parc 250 véhicules à haut rendement énergétique, essentiellement des véhicules légers. Ce nombre représente 6,2 % de l'ensemble de son parc ou 14,9 % de son parc de véhicules légers.

Le montant investi pour l'achat de ces véhicules en 2013-2014 est de 2 198 101 \$ au 31 mars 2014.

Le montant dépensé pour l'entretien périodique et l'ensemble des réparations de ces véhicules en 2013-2014 est de 306 409 \$ au 31 mars 2014.

QUESTION 54

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUZIÈME DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 54

Train de l'Est

Concernant le Train de l'Est :

- a) État de situation complet ;
- b) Échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet ;
- c) Liste des différents tracés qui ont été étudiés et coûts reliés à chaque étude ;
- d) Les coûts initiaux estimés de l'ensemble du projet ;
- e) Les coûts finaux estimés actuellement pour l'ensemble du projet.
- f) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

État de situation complet

Sous la responsabilité de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), le projet du Train de l'Est prévoit l'aménagement des installations de trains de banlieue dans l'emprise du Canadien National (CN) sur l'île de Montréal et la construction d'un nouveau lien ferroviaire de 13 km entre Repentigny et Mascouche dans le corridor de l'autoroute 640. Le tracé s'étendra sur 51 km et il comptera 13 gares, dont 10 nouvelles (7 à Montréal et 3 sur la Rive-Nord). À l'ouverture, le Train de l'Est pourra accueillir jusqu'à 5 500 passagers par période de pointe.

En vertu du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP), le ministre des Transports a autorisé la participation gouvernementale au financement du projet du Train de l'Est. Suivant les modalités du PAGTCP, les dépenses admissibles du projet sont fixées à un maximum de 663,75 M\$, avant frais financiers, ce qui se traduit par une aide gouvernementale totalisant 497,84 M\$, frais financiers en sus, soit 75 % des coûts admissibles du projet.

Bien que le programme limite l'admissibilité de certains coûts de projet à une aide financière gouvernementale, le coût global du projet du Train de l'Est est fixé à 699,95 M\$

Les dossiers d'expropriation et les montants reliés à ces expropriations

Le ministère des Transports du Québec (MTQ) s'occupe des procédures d'expropriation pour tous les terrains et les servitudes pour lesquels aucun titre de propriété n'avait été acquis au 19 janvier 2012 et pour lesquels il n'y avait pas d'entente signée sous seing privé ou de procédure légale d'expropriation amorcée.

Tous les terrains nécessaires pour la construction de l'emprise ferroviaire ont été acquis ou l'AMT possède une permission d'occupation, le cas échéant. Il reste 22 dossiers d'acquisition, mais des permissions d'occupation ont été obtenues dans presque tous les cas, sauf pour un terrain à la gare Ahuntsic et deux terrains à la gare Anjou, aux fins de construction d'un « dépose-minute » à chacune de ces gares.

L'échéancier et l'état d'avancement des travaux

Le coût global du projet du Train de l'Est est prévu à 699,9 M\$. Selon le rapport mensuel de projet en date du 28 février 2014, l'avancement physique des travaux est complété à 81,7 % et 613,0 M\$ ont été engagés, soit 87,6 % du budget de projet de 699,9 M\$, dont 547,4 M\$ en dépenses réelles. La mise en service du Train de l'Est est prévue pour la fin de l'année 2014.

SOURCE: Service des projets de transport collectif (C1552105)

Direction des projets routiers et de transport collectif (C155210)

QUESTION 55

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 55

Titre

Concernant le projet du Train de l'Ouest :

- a) État de situation complet ;
- b) Tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés ;
- c) Coûts associés à chacun des scénarios envisagés ;
- d) Coûts du projet ventilés par année financière depuis 2011 et prévisions pour 2014-2015 ;
- e) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les études et les rapports suivants ont été préparés dans le cadre du développement du plan de mobilité de l'Ouest de l'île de Montréal :

Août 2013 :

Rapport d'avant-projet préliminaire du Train de l'Ouest.

Septembre 2013 :

AMT, *Étude de transport – Estimation de l'achalandage des quatre scénarios;*

AMT, *Étude de transport – Adéquation de l'offre et de la demande.*

Novembre 2013 :

GENIVAR, *Estimation des coûts et revenus des quatre scénarios;*

AECOM, *L'impact des quatre scénarios sur la réduction des GES.*

Décembre 2013 :

KPMG, *Avantages économiques des quatre scénarios du Plan de mobilité de l'Ouest.*

QUESTION 57

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 57

Titre

Concernant les trains de banlieue :

- a) Liste et copie de toute étude, analyse, rapport, avis ou autres réalisés pour l'amélioration des services et l'expansion ;
- b) L'échéancier des travaux prévus pour chaque train ;
- c) Les montants investis pour chaque année financière depuis 2007 pour chaque train, et prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Réels 2013

Infrastructures communes :

- Total Investissement : 17,1 M\$

Ligne Deux-Montagnes

- Total Investissement : 13,0 M\$
- Coûts d'exploitation : 44,0 M \$

Ligne Vaudreuil-Hudson

- Total Investissement : 912 418 \$
- Coûts d'exploitation 40,0 M \$

Ligne Saint-Jérôme

- Total Investissement : 7,6 M\$
- Coûts d'exploitation 28,5 M \$

Ligne Mont-Saint-Hilaire

- Total Investissement : 12,4 M\$
- Coûts d'exploitation 22,9 M \$

Ligne Candiac

- Total Investissement : 2,2 M\$
- Coûts d'exploitation 12,1 M \$

Grand total coûts d'exploitation 2013 : **147,5 M\$**

Grand total investissement 2013 : **53,3 M\$**

QUESTION 61

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 61

Titre

Concernant le projet d'une Agence des Transports :

- a) Copie de toute étude, rapport, analyse, avis ou autres documents réalisés ou commandés par le ministère concernant la création d'une agence ;
- b) Liste des personnes ou groupes consultés à ce sujet ;
- c) Effectifs du ministère affectés à la préparation de la création d'une agence en 2013-2014 ;
- d) Les estimations des coûts de la création d'une Agence ;
- e) Les estimations des effectifs nécessaires pour opérer une Agence.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'analyse des expériences étrangères disposant de ce type d'organisme, ainsi que la documentation analysée (ex. : OCDE) démontrent qu'une organisation autonome centrée sur une mission unique, dont les opérations sont séparées des pouvoirs législatifs et exécutifs, peut être plus performante. De plus, un encadrement adéquat comprenant des règles de gestion, des processus de vérification et de suivi ainsi que de reddition de compte demeurent des conditions importantes de succès.

Comme il s'agit d'une démarche ayant un impact important pour beaucoup d'employés, le Ministère communique régulièrement avec eux pour les tenir informés des travaux en cours.

Les principaux ministères impliqués par le projet d'une agence ont été consultés dans le cadre de la rédaction du mémoire et du projet de loi. D'autres consultations auront lieu dans le cadre de l'étude du projet de loi, sous la forme que décidera le gouvernement.

Le Ministère a mis en place un service de coordination du projet d'agence, composé de deux professionnels (incluant la chef de service), d'un ingénieur et d'une secrétaire, afin de coordonner et soutenir les travaux des groupes de travail interne se penchant sur les différents volets de ce projet.

Étant donné la mission de l'Agence, la majorité des activités du Ministère concernant le réseau routier sous sa responsabilité seraient transférées à l'Agence. Il est donc à prévoir qu'une majorité des employés du ministère des Transports serait transférée au sein de l'Agence, soit approximativement 90 % de l'effectif actuel du Ministère selon les estimations préliminaires.

QUESTION 62

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 62

Titre

Évolution des effectifs d'ingénieurs et de techniciens au MTQ depuis 2003 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2014-2015 et les trois années suivantes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Personnel régulier

2013-2014			
	MTQ	CGER	Total
Ingénieurs	746	3	749
Techniciens des travaux publics	904	1	905

Les données de 2013-2014 sont basées sur la moyenne des 26 paies de l'année 2013-2014 afin de tenir compte des fluctuations en cours d'année (1^{er} avril au 31 mars).

Recrutement du personnel régulier

2013-2014			
	MTQ	CGER	Total
Ingénieurs	150	0	150
Techniciens des travaux publics	174	0	174

QUESTION 63

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 63

Titre

Bilan détaillé des actions entreprises par le ministère afin de remédier à sa perte d'expertise: liste des actions et/ou projets mis en œuvre, incluant les coûts, les résultats, les échéanciers, les effectifs concernés. Bilan du Plan d'attraction et de fidélisation du personnel pour 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Actions ou projets :

1. Poursuite de la mise en œuvre du programme d'attraction et de fidélisation du personnel (PAFP)
2. Réalisation d'activités de formation diverses
3. Poursuite de l'implantation du programme d'organisation apprenante
4. Poursuite de la dotation des 970 postes (ETC) octroyés sur un horizon de 5 ans (2012-2017)

Résultats, échéanciers, ressources concernées et coût:

1. PAFP :

Ce programme comporte 25 mesures, chacune se déclinant en une plusieurs actions, et impliquant directement un coordonnateur, 15 porteurs de dossiers et plusieurs dizaines de contributeurs situés dans les unités centrales et territoriales.

Mis en place en mai 2012, il vise à :

- Combler les manques d'effectif et d'expertise;
- Stimuler l'intérêt pour les emplois offerts par le Ministère;
- Valoriser la marque employeur du Ministère;
- Améliorer la fidélisation du personnel.

FAITS SAILLANTS 2013-2014 ASSOCIÉS AUX DIVERSES MESURES DE CE PROGRAMME :

- La campagne Bâtisseurs recherchés: Cette campagne se déploie dans les médias traditionnels et sociaux. Par le biais d'une nouvelle image employeur, elle permet de rejoindre les bassins de main-d'œuvre ciblés soit les étudiants et finissants en génie civil de niveau technique et universitaire ainsi que les travailleurs sur le marché du travail. Depuis octobre 2013, les candidats ingénieurs et techniciens des travaux publics qualifiés sur liste de déclaration d'aptitudes (LDA) peuvent consulter et postuler sur les offres d'emplois du Ministère par le biais d'une section réservée et accessible avec un mot de passe sur le site internet Bâtisseurs recherchés. En date du 31 mars 2014, plus de 500 CV de candidats intéressés ont été envoyés via le site Bâtisseurs recherchés.
- Les activités promotionnelles: Pour l'année financière 2013-2014, 70 activités promotionnelles coordonnées par la Direction des ressources humaines ont été réalisées. Voici la répartition de ces 70 activités promotionnelles :
 - 12 événements grand public;
 - 40 événements organisés par des établissements d'enseignement;

- 16 événements organisés par des organismes, ordres professionnels ou associations;
 - 2 journées de l'emploi en génie et travaux publics.
- L'organisation de journées de l'emploi en génie et travaux publics : Cet événement, organisé en mai et juin 2013 et pour une deuxième année consécutive, a permis au MTQ de combler 64 postes, soit 30 postes d'ingénieurs et 34 postes de techniciens des travaux publics.
 - Le programme ambassadeurs : Un réseau de porte-parole, mis en place par le Secrétariat du Conseil du Trésor, afin de former des employés motivés à représenter la fonction publique et leur ministère respectif lors d'activités promotionnelles. Au total, le MTQ compte 104 ambassadeurs formés qui contribuent activement à promouvoir les emplois du Ministère lors des activités promotionnelles. À cet effet, en janvier 2014, une formation était offerte et a permis de former 41 nouveaux ambassadeurs.
 - La tenue de concours pour les ingénieurs et techniciens des travaux publics : Depuis le 1^{er} avril 2012, et ce, jusqu'au 31 mars 2014, le MTQ et le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) ont affiché des concours de recrutement en alternance. Voici le nombre de concours de recrutement qui ont fait l'objet d'affichage par corps d'emploi :
 - 6 concours pour les ingénieurs, grade stagiaire (ingénieur junior);
 - 6 concours pour les ingénieurs, grade 1 (ingénieur en titre);
 - 6 concours pour les techniciens des travaux publics, classe nominale;
 - 2 concours pour les techniciens des travaux publics, classe principale.

Ainsi que les campagnes de recrutement étudiant suivant, tenues entre le 1^{er} avril 2012 et le 31 mars 2014 inclusivement :

- 2 campagnes de recrutement universitaire (ingénieurs);
 - 2 campagnes de recrutement collégial (techniciens des travaux publics).
- Le projet de « Partenariat avec les cégeps » : Ce projet vise à accroître la présence du Ministère dans les établissements scolaires en prévoyant le développement d'un partenariat avec les 14 cégeps québécois qui offrent le programme de technologie du génie civil. En plus de la Direction de la Capitale-Nationale, instigatrice du projet, sept directions territoriales (8 au total) ont établi des liens de partenariat avec un cégep au courant de l'année financière 2013-2014.

2. Formation diverses :

Le Ministère donne la priorité au maintien des activités de formation en lien avec sa mission, dont les activités en génie.

3. Organisation apprenante :

Ce programme, qui se définit comme une approche de transfert d'expertise et d'accompagnement du personnel en début de carrière, a été mise en place dans le but de former des jeunes diplômés pour préparer une relève compétente et assurer le partage des connaissances ainsi que le maintien et le renouvellement de l'expertise. Il vise, dans un premier temps, à développer les compétences de finissants en génie civil de niveau technique et universitaire.

Au terme de 2013-2014, le programme était implanté dans cinq directions territoriales.

4. Ajout de 970 ETC sur 5 ans (2012-2017):

Fort des nombreuses activités de promotion des emplois et des concours de recrutement qu'il a tenus, tel que précédemment cité, le Ministère a doté 309 postes entre le 1^{er} avril et le 31 mars 2014. Ainsi, au 31 mars 2014, 462 postes sont comblés dont, 321 postes (69 %) dans les corps d'emploi spécifiques à la mission du Ministère soit ingénieurs (176 postes) et technicien des travaux publics (145 postes). L'apport d'expérience et de connaissances pour le Ministère dans les corps d'emploi liés à la mission (ingénieurs et techniciens des travaux publics) est réparti afin d'assurer le développement de l'expertise à long terme. À cet effet, 52 % des techniciens des travaux publics et 38 % des ingénieurs détiennent plus de 5 ans d'expérience.

La reprise d'activités confiées auparavant à des mandataires a été au cœur de l'embauche. Conséquemment, 305 postes (66 %) contribuent à réaliser un plus grand nombre d'activités à l'interne. Les domaines d'expertise renforcés sont, notamment, la surveillance des travaux routiers, la préparation des projets (études d'opportunité / conception / plan et devis), l'inspection des structures ainsi que l'analyse des inventaires liés à l'état du réseau. Des résultats positifs sont constatés en 2013-2014; ainsi, au 31 mars 2014 :

- 21 % de la valeur totale des travaux routiers surveillés (cible 2016-2017 : 25 %) ;
- 41 % de la valeur totale des projets préparés (cible 2016-2017 : 64 %) ;
- 57 % de la surface totale des structures du réseau inspectées (cible 2016-2017 : 80 %); et
- 99 % des inventaires liés à l'état du réseau analysé (cible 2016-2017 : 100 %) ont été réalisé à l'interne.

Par ailleurs, 157 postes (34%) sont consacrés à renforcer les activités déjà effectuées par le Ministère. L'action du Ministère en termes d'analyse des marchés, de gestion de projets ainsi que d'attraction et de fidélisation est améliorée.

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

QUESTION 64

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 64

Titre

Pour l'unité anticollusion du ministère :

- a) Liste et copie de tout rapport, avis, analyse ou autre produit par l'unité en 2012-2013 et 2013-2014 ;
- b) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC) ;
- c) Sommes ventilées affectées à l'unité en 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 ;
- d) Bilan des activités de l'unité en 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'Unité anti-collusion a été transférée à l'Unité permanente anticorruption et les activités reliés à cette unité relèvent maintenant du ministère de la Sécurité publique et ce, depuis le 6 septembre 2012.

SOURCE: Bureau de la sous-ministre (C154120)

QUESTION 66

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 66

Titre

État d'avancement et bilan des travaux de la Table québécoise de la sécurité routière et les rencontres prévues en 2014-2015, incluant les dates et lieux de celles-ci.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Table québécoise de la sécurité routière :

- Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, les membres de la TQSR se sont réunis à deux reprises à Québec, soit le 23 mai et le 31 octobre 2013.
- Du 1^{er} avril au 31 octobre 2013, les quatre groupes de travail existants se sont réunis afin de travailler sur les pistes de recommandations proposées aux membres de la TQSR :
 - Capacité de conduite affaiblie et distractions au volant a tenu 3 réunions à Québec, soit le 10 avril, le 6 septembre et le 29 octobre.
 - Règles d'accès à la conduite et maintien des compétences a tenu 1 réunion à Québec le 7 octobre.
 - Transports actif et alternatif a tenu 1 réunion à Drummondville le 18 septembre.
 - Vitesse en milieu municipal a tenu 1 réunion le 1^{er} octobre.
- Lors de la réunion de la TQSR du 31 octobre 2013, un repositionnement stratégique des travaux a permis d'adopter une approche systémique pour la poursuite des travaux et la mise en place de cinq groupes de travail.
- Le 8 novembre 2013, la TQSR a déposé un 3^e rapport de 23 recommandations touchant les domaines suivants :
 - Transports actifs et usagers vulnérables :
 - Milieux municipal, mobilité et aménagement – 6 recommandations
 - Virage à droite au feu rouge - 4 recommandations
 - Éducation à la sécurité routière – 2 recommandations
 - Capacité de conduite affaiblie – 4 recommandations
 - Jeunes et accès graduel à la conduite
 - Accès graduel – 1 recommandation
 - Jeunes et infractions – 1 recommandation
 - Vitesse – 5 recommandations
- Après le dépôt du troisième rapport, les cinq groupes de travail ont commencé leurs activités afin d'établir un plan de travail et développer de nouvelles pistes de recommandations :
 - Capacité de conduite affaiblie et distractions au volant a tenu 1 réunion à Québec le 30 janvier 2014.
 - Transports actifs, collectifs et alternatifs a tenu 1 réunion à Québec le 19 février 2014.
 - Transports motorisés à des fins personnelles a tenu 1 réunion à Québec le 12 février 2014.
 - Transports par véhicules légers utilisés pour des fins commerciales ou de travail : une première réunion s'est tenue à Québec le 5 mars 2014.
 - Vitesse a tenu deux réunions à Québec, soit le 10 décembre 2013 et le 4 février 2014.

QUESTION 67

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 67

Titre

Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site pour 2014-2015 et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2013-2014 :

Le Ministère prévoit investir un total de 723 M\$ (prévision en date du 19 mars 2014) dans des interventions de sécurité routière incluant l'entretien des équipements de sécurité.

À titre d'exemple, il peut s'agir de modifications géométriques à des intersections, d'aménagements de voies de virage, de construction de voies de contournement, d'élargissements de deux à quatre voies divisées, du traitement d'ornières ou encore de construction de voies auxiliaires.

Parmi les nombreux travaux effectués sur son réseau, le Ministère accorde une attention particulière à la correction des sites à potentiel d'amélioration en sécurité routière. Il s'agit de sites de dimension restreinte qui ont été le lieu d'un accident mortel, d'accidents graves ou d'un nombre anormalement élevé d'accidents pouvant être réduit de manière efficace par une intervention sur l'infrastructure.

Le Ministère présente sur son site Internet (www.mtq.gouv.qc.ca) une liste de sites à potentiel d'amélioration qu'il met à jour annuellement. La liste de 2013-2014 compte 43 sites. Durant l'année, en date du 17 mars, le Ministère prévoit investir une somme de l'ordre de 260 M\$ à des projets qui incluent la correction de 13 de ces sites. Ces investissements comprennent toutes les activités nécessaires à la correction de ces sites, tels les honoraires professionnels, les activités immobilières et les travaux. Depuis 2008, le MTQ vise à corriger 20 sites à potentiel d'amélioration par an. Au cours des 6 dernières années, une moyenne de 19,5 (117/6) sites par an ont été corrigés.

Bien que le nombre annuel de sites varie peu depuis les dernières années et que cette statistique pourrait laisser croire que le MTQ ne corrige pas la situation, il n'en est rien puisque chaque année, de nouveaux sites sont identifiés et que d'autres sont réglés par des corrections apportées à l'infrastructure routière.

QUESTION 68

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 68

Titre

Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois :

- a) Liste et copie de toute étude, analyse, avis, rapport ou autre sur la nécessité de remplacer les panneaux ;
- b) état d'avancement du projet et coûts totaux engagés à ce jour ;
- c) estimation du coût initial et du coût total actuel du projet ;
- d) liste et détail des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2007 à cette fin, incluant le coût et le nom du fournisseur ;
- e) liste des appels d'offres en cours ;
- f) Fournir les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Pour les contrats inférieurs à 24 999 \$ adjugés par le Ministère, l'information est incluse dans les listes fournies à la question générale 7.
- Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui font l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Cette information est également disponible sur le site Internet du ministère des Transports.

QUESTION 69

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 69

Titre

Liste et détail de tous les mandats donnés à la vérification interne et de l'évaluation de programmes en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**Programmation de la Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes en 2013-2014 :**

- Validation du rapport annuel du MTQ 2012-2013
- Validation du rapport annuel du Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER) 2012-2013
- Gestion des contrats : validation des dossiers contractuels avant octroi dans les directions territoriales
- Gestion des contrats : validation des dossiers contractuels après octroi dans les directions territoriales
- Mandat d'optimisation des ressources portant sur le contrôle interne
- Redémarrage du cadre de gestion intégrée des risques
- Vérification de l'entente de service intervenue entre la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) et le MTQ
- Vérification des subventions en transport collectif
- Évaluation du Programme de réduction des tarifs aériens
- Évaluation du Programme d'aide à l'amélioration des services de transport en commun
- Évaluation du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes
- Évaluation du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures du Québec (SOFIL)
- Évaluation du Programme d'aide gouvernemental à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le transport routier, ferroviaire et maritime (volet routier)
- Évaluation du Programme de subvention à l'adaptation des taxis et des autocars interurbains pour le transport des personnes se déplaçant en fauteuil roulant
- Évaluation du Programme de relève des directeurs, cadre 2

SOURCE: Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes (C154150)

QUESTION 70

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 70

Titre

Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :

- a) la liste des vérificateurs pour chaque direction, ainsi que leur rémunération;
- b) un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du Ministère ;
- c) le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La liste des auditeurs est fournie en annexe. En ce qui a trait à leur rémunération, ce renseignement n'est pas divulgué en vertu de l'article 57 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le budget de rémunération de la Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes en 2013-2014 est de 1 798 618 \$. Il comprend le salaire de tous les employés de la direction (gestionnaire, soutien administratif, conseillers en évaluation de programmes, et tous types d'auditeurs, au total 31 personnes).

Copie des rapports mensuels depuis novembre 2010 à mars 2014.

Ces renseignements ne sont pas communiqués en application de l'article 41 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le bilan de mise en œuvre

En 2010, 12 auditeurs internes sont entrés en fonction dans les directions territoriales suivantes :

- Estrie
- Est-de-la-Montérégie
- Laurentides-Lanaudière
- Mauricie-Centre-du-Québec
- Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau
- Chaudière-Appalaches
- Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Capitale-Nationale
- Île-de-Montréal
- Laval-Mille-Îles
- Outaouais
- Ouest-de-la-Montérégie

Les auditeurs de Québec ont assuré la validation du processus d'octroi des contrats pour la direction territoriale de l'Abitibi-Témiscamingue jusqu'au 21 mars 2011. Ils ont également assuré la validation pour la direction territoriale de la Côte-Nord pour 2010-2011.

Un auditeur est attitré sur place pour la direction territoriale de l'Abitibi-Témiscamingue et pour le bureau de coordination du Nord-du-Québec, en 2011.

En 2011, la Côte-Nord est desservie à partir de Montréal par un auditeur attitré.

D'avril 2012 à avril 2013, la direction territoriale du Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine doit obtenir l'autorisation du sous-ministre adjoint de la Direction générale des territoires pour l'octroi des contrats avant validation en l'absence d'un auditeur. Un auditeur interne d'une autre direction est substitut pour cette direction territoriale.

En juin 2012, les directions territoriales de Laval-Mille-Îles et de l'Outaouais doivent obtenir l'autorisation de la sous-ministre adjointe de la Direction générale des territoires pour l'octroi des contrats avant validation. Des auditeurs internes d'autres directions territoriales agissent comme substituts pour ces 2 directions.

Pour la période d'avril 2013 à août 2013, des directions territoriales n'avaient pas d'auditeur attitré en raison de maladies longue durée (Bas Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Laval-Mille-Îles, Ouest-de-la-Montérégie) ou la vacance du poste (Outaouais, Chaudière-Appalaches).

La Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes a mis fin à ses validations avant octroi le 31 août 2013. Le transfert graduel de validation des dossiers contractuels avant octroi s'est fait lors de la migration d'un certain nombre d'auditeurs vers les postes de professionnels en conformité de processus (PCP) et en fonction des nouveaux PCP recrutés :

- Mai 2013 pour les directions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Capitale-Nationale, de l'Est-de-la-Montérégie, du Saguenay-Lac-St-jean-Chibougamau ainsi que pour le Bureau de coordination du Nord-du-Québec;
- Juin 2013 pour la direction Mauricie-Centre-du-Québec;
- Août 2013 pour les directions de la Côte-Nord, de l'Estrie, de l'Île-de-Montréal et des Laurentides-Lanaudière.

Les PCP procèdent maintenant à l'examen des dossiers contractuels avant octroi.

La DAIEP a procédé au recrutement de 9 auditeurs entre juin 2013 et mars 2014.

Depuis le 1^{er} septembre 2013, les auditeurs en directions territoriales effectuent la validation de dossiers contractuels après octroi.

**Ministère des Transports
Question CAQ particulière 70
Liste des auditeurs affectés en direction territoriale
en date du 31 mars 2014**

Allaire, Nathalie

Direction de l'Est-de-la-Montérégie

201, place Charles-Lemoyne, 5^e étage
Longueuil (Québec) J4K 2T5

Bélanger, Luc

Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie

180, boul. d'Anjou, bureau 200
Châteauguay (Québec) J6K 1C4

Barriault, Isabelle

Direction du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

92, 2^e Rue Ouest, 1^{er} étage
Rimouski (Québec) G5L 8E6

Boisvert , Serge

Direction de l'Estrie

200, rue Belvédère-Nord, bureau 2.02
Sherbrooke (Québec) J1H 4A9

Brouillette, Michel

Direction de l'Outaouais

170, rue Hôtel-de-Ville, 5^e étage
Gatineau (Québec) J8X 4C2

Gélinas, France

Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec

100, rue Lâviolette, 4^e étage
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9

Godbout, Sébastien

Direction de la Chaudière-Appalaches

1156, boulevard de la Rive-Sud
Saint-Romuald (Québec) G6W 5M6

Guérard, Josée

Direction des Laurentides-Lanaudière

222, rue St-Georges, bureau 2
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4Z9

Labonté, Christine

Direction de l'Abitibi-Témiscamingue

80, boulevard Québec
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1

Lescault, Brigitte

Direction de la Capitale-Nationale

Les Cours de l'Atrium
475, boulevard de l'Atrium, 2^e étage
Québec (Québec) G1H 7H9

Mongrain, Bernard

Direction de Laval–Mille-Îles

1725, boul. Le Corbusier
Laval (Québec) H7S 2K7

Taklit, Abdelhamid

Direction de l'Île-de-Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
4^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Taklit, Abdelhamid

Direction de la Côte-Nord (à partir de Montréal)

500, boul. René-Lévesque Ouest 4e étage
Montréal H2Z 1W7

Vacant

Direction du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau

3950, boulevard Harvey, 2^e étage
Saguenay (Québec) G7X 8L6

**Source: Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes
(C154150)**

QUESTION 71

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 71

Titre

Liste et détail des visites ou rencontres avec l'UPAC en 2012-2013 et 2013-2014 en indiquant : les dates, les dossiers visés, les personnes rencontrées, la direction concernée, la région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au printemps 2012, le Ministère a convenu avec l'UPAC de créer la Table de concertation sur la protection de l'intégrité des contrats dans le domaine de la construction et de l'entretien du réseau routier et de former deux comités opérationnels, soit un portant sur la vérification et les enquêtes et l'autre, sur la prévention. Le mandat de la Table est :

- de donner les orientations en matière de prévention et de détection de la collusion aux comités opérationnels;
- d'assurer l'efficacité, l'efficience et la cohérence dans les travaux des comités opérationnels, dans le respect des règles liées à la confidentialité, à la protection des renseignements personnels et à la protection des enquêtes ;
- d'approuver les mécanismes d'échange de renseignements et d'informations en matière de collusion, selon les rôles et responsabilités du Ministère et de l'UPAC.

Depuis sa création, la Table s'est réunie à 4 reprises. Le Comité opérationnel prévention s'est réuni 2 fois en 2012-2013 ainsi que 6 fois en 2013-2014. Le Comité opérationnel Vérification-enquête s'est quant à lui réuni officiellement une fois en 2014-2015.

Afin de faciliter les échanges de renseignements entre les deux organismes, le MTQ et l'UPAC ont signé, en juin 2013, une entente de collaboration qui balise la transmission de documents pertinents autant pour le Ministère que l'UPAC. Cette entente vise à maintenir la saine collaboration déjà établie entre l'UPAC et le MTQ dans le but de lutter contre la collusion et la corruption dans l'industrie de la construction.

En respect de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, des règles de partage de l'information ont été édictées. Voici quelques exemples de documents qui sont visés par cette entente:

- Document concernant un projet routier ou un contrat particulier;
- Document concernant un sujet en particulier et suivant une fréquence déterminée (exemple : journaux de chantier);
- Tout document jugé pertinent pour la mission de chacune des parties.

Cette collaboration témoigne de la volonté du Ministère de partager l'information afin de renforcer la surveillance des marchés publics. Les grands principes derrière les échanges entre l'UPAC et le Ministère sont :

- le respect de la confidentialité des renseignements et des informations;
- le respect de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;
- l'utilisation d'agents de liaison désignés par chacune des parties.

Afin de respecter ces principes, l'UPAC n'informe pas le Ministère de l'utilisation qu'elle fait des documents demandés et la tenue des échanges entre les deux organisations demeure confidentielle.

QUESTION 73

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 73

Titre

Évolution des revenus provenant des coûts d'immatriculation. Fournir les revenus pour chaque année financière depuis 2007 et les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Revenus (en million de \$)

2013

Immatrikulation

77,1

QUESTION 74

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 74

Titre

Ventilation des coûts moyens d'immatriculation et de permis de conduire par catégorie pour chaque année financière depuis 2007. Évolution globale de ces coûts pour les usagers pour chaque année financière depuis 2007

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	2013
Immatriculation	
Véhicules de promenade	273,25 \$
Motos 400 cc et +	557,53 \$
Véhicules lourds commerciaux 2 essieux	581,66 \$
Permis de conduire	
Classe 5 – véhicule de promenade	89,25 \$
Classe 6 - motos seulement	89,25 \$
Classes 5 et 6 ensemble	157,24 \$

QUESTION 76

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 76

Titre

Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 :

- a) le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés ;
- b) le détail et le bilan des activités de chacun des programmes ;
- c) les ressources humaines qui y sont affectées ;
- d) le nom de la ou des firmes responsables (s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;
- e) la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Campagnes de sensibilisation 2013

Activité	Objectif	Clientèle	Budget 2013
Opération Bon pied bon œil	Sensibiliser à la sécurité des piétons	les piétons et les conducteurs	1 685 \$
Bouclez-la!	Sensibiliser à l'utilisation de la ceinture de sécurité	les jeunes conducteurs	62 000 \$
Attachez-vous, même la nuit.	Sensibiliser à l'importance de boucler sa ceinture de sécurité en tout temps	les hommes âgés de 16 à 49 ans, conducteurs et passagers	94 616 \$
Fédération québécoise des sports cyclistes pour les « Tour du silence »	Sensibiliser les conducteurs à la vulnérabilité des cyclistes	les conducteurs et les cyclistes	35 000 \$
Opération Nez rouge	Sensibiliser à la conduite avec les facultés affaiblies et soutenir le service de raccompagnement. La campagne se déroule en décembre	les conducteurs	470 000 \$
Association du transport écolier du Québec	Sensibilisation à la sécurité en transport scolaire	les enfants du préscolaire, du 1 ^{er} et du 2 ^e cycle du primaire et les parents	37 817 \$
Sécurité des piétons	Durant le Mois du piéton notamment, sensibilisation à la sécurité des piétons	les piétons et les conducteurs	73 719 \$

Programmes éducatifs 2013

Programme	Budget 2013	Bilan sommaire 2013
Le pouvoir de tout changer	82 000 \$	programme de sensibilisation à la sécurité routière pour les jeunes de 5e secondaire; production, coordination et relance dans toutes les écoles de ce niveau <ul style="list-style-type: none">• 602 établissements contactés
Sur la route des dragons	144 492 \$	programme clé en main de sensibilisation à la sécurité routière pour les enfants de 5 à 8 ans <ul style="list-style-type: none">• 448 animations• 169 écoles visitées
Génivélo	109 632 \$	programme de sensibilisation à la sécurité à vélo en collaboration avec les policiers <ul style="list-style-type: none">• 1 225 casques de vélo distribués production de matériel pour soutenir les activités <ul style="list-style-type: none">• 21 000 petits guides• 10 000 dépliants
Brigades scolaires	37 000 \$	activités de promotion et diffusion du programme des brigades scolaires
Baladine	76 112 \$	Outil d'animation pour sensibiliser les parents et les jeunes enfants de 0 à 5 ans dans les CPE à l'utilisation correcte des sièges d'auto pour enfants. <ul style="list-style-type: none">• 3 500 cd vidéoclip animé• 15 500 dépliants pour les parents et autocollants pour les enfants• 3 500 Affiches promotionnelles
Au volant de ma santé	3 400 \$	Atelier visant à sensibiliser les conducteurs âgés aux liens existant entre la santé et la conduite automobile, les changements pouvant être apportés aux habitudes de conduite, l'évaluation de santé et les solutions de rechange possibles à la conduite d'un véhicule. <ul style="list-style-type: none">• 72 conférences ont permis de rejoindre près de 2 622 personnes• 15 000 dépliants

QUESTION 77

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 77

Titre

Budgets détaillés et liste des contrats et/ou subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour chaque programme et/ou campagne de sensibilisation pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le volet « En ville sans ma voiture » n'ayant plus de programme d'aide à cet effet depuis le 31 décembre 2012, le MTQ n'a accordé aucune subvention pour l'année 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 77

Titre

Budgets détaillés et liste des contrats et/ou subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour chaque programme et/ou campagne de sensibilisation pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le volet « Coupe ton moteur » de ce programme est administré par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 77

Titre

Budgets détaillés et liste des contrats et/ou subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour chaque programme et/ou campagne de sensibilisation pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) En ville sans ma voiture : relève du MTQ
- b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant : voir la réponse dans la question particulière no 11 du deuxième groupe d'opposition;

Semaine de la courtoisie : En 2013 il n'y a pas eu semaine de la courtoisie

- c) Mois du piéton : voir la réponse dans la question particulière no 57 du deuxième groupe d'opposition;
- d) Coupe ton moteur : relève du MTQ

QUESTION 78

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 78

Titre

État de situation et évolution pour chaque année financière depuis 2007 du Fonds de l'assurance automobile, incluant les actifs, le passif, le déficit et la provenance des revenus.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Informations pour 2012:

Bilan (en millions \$)	31 décembre 2012
Actif	8 220
Passif	8 674
Excédent cumulé	(454)

Source de revenus (en millions \$)	31 décembre 2012
Contributions d'assurance	1 197
Revenus de placements	678

SOURCE : SAAQ

QUESTION 79

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 79

Titre

Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), liste détaillée des effectifs de la SAAQ pour chaque année depuis 2007. Prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Effectifs en ETC¹ contrôleurs routiers au 31 décembre 2013

	2013
Contrôleurs routiers sur route	252
Contrôleurs routiers en entreprise	19
Contrôleurs routiers en vérification mécanique	5
Total contrôleurs routiers	276

¹ ETC : Unité de mesure utilisée pour calculer l'effectif gouvernemental et correspondant, sur une base annuelle, à une durée normale de travail, selon les conditions de travail.

QUESTION 80

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 80

Titre

Bilan de l'application de la Loi sur le corridor de sécurité. Nombre d'infractions, nombre d'incidents, coûts associés à l'implantation de la mesure.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le 31 mai 2012, le projet de Loi modifiant l'encadrement de l'utilisation des cinémomètres photographiques et des systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges et d'autres dispositions législatives a été adopté. Ce projet de loi incluait notamment des dispositions concernant le corridor de sécurité. Ces dispositions ont été mises en vigueur le 5 août 2012. À l'approche d'un véhicule visé par les dispositions législatives (véhicule d'urgence ou de surveillance routière et dépanneuse) immobilisé en bordure de route, les usagers de la route doivent ralentir, puis s'éloigner le plus possible du véhicule immobilisé, après s'être assuré de pouvoir le faire en toute sécurité. Au besoin, il peut être requis d'immobiliser son véhicule. Cette manœuvre permet d'améliorer la sécurité de ces intervenants qui doivent effectuer des interventions en bordure de la route et de toute autre personne qui se retrouve au même endroit.

Le ministère des Transports a lancé une campagne de sensibilisation à la nouvelle mesure « corridor de sécurité » avant son entrée en vigueur le 5 août 2012. Cette campagne, lancée en collaboration avec la Société de l'assurance automobile du Québec, visait à faire connaître la mesure et les différentes manœuvres à exécuter. Elle comprenait des messages à la télévision et à la radio, en français et en anglais, un microsite Web (toujours en ligne) sur lequel est diffusé une vidéo explicative, des panneaux d'affichage sur le réseau commercial (Astral, Pattison, CBS) et le réseau permanent du Ministère ainsi qu'un feuillet qui peut être remis par les policiers et les agents de Contrôle routier Québec à l'occasion d'interventions en bordure de route.

Le MTQ a réalisé un sondage précampagne et postcampagne pour évaluer l'efficacité des mesures de sensibilisation mises en place au cours de l'été. Ces deux sondages démontrent que :

- 82 % des répondants ont entendu parler de la mesure (39 % auparavant);
- 52 % des répondants ont décrit exactement ce qu'il faut faire de manière générale (augmentation de 13 points par rapport à avant);
- C'est à la télévision qu'on a le plus entendu parler de la mesure (85 %), suivi de la radio (17 %) et des journaux (16 %).

En ce qui concerne les statistiques d'accidents, il est difficile, à partir du rapport d'accident, d'établir le nombre et la gravité des accidents qui auraient pu être évités avant que la mesure du corridor de sécurité n'ait été mise en place. Bien que le rapport d'accident contienne de nombreuses informations sur les caractéristiques et la nature d'un accident, il ne permet pas d'identifier les circonstances permettant d'établir s'il s'agit d'un accident ayant été occasionné à la suite d'une intervention sur ou aux abords du réseau routier.

Les données proviennent du sondage SOM sur la notoriété et la compréhension de la nouvelle réglementation portant sur le corridor de sécurité (Move Over Law) entrée en vigueur au Québec le 5 août 2012.

QUESTION 81

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 81

Titre

Bilan de la réintroduction des cours de conduite obligatoires. Fournir, depuis la mise en œuvre de la mesure, et ce pour chaque année financière : le nombre d'inscriptions, le nombre d'écoles conformes et non-conformes, le bilan des sommes dépensées par région et école.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- **Nombre d'inscriptions**

Impossible de déterminer le nombre toutefois, 420 869 personnes ont obtenu un permis d'apprenti conducteur depuis l'entrée en vigueur du nouveau cours de conduite obligatoire, soit le 17 janvier 2010, jusqu'au 31 décembre 2013.

- **Nombre d'écoles conformes**

590 écoles reconnues pour offrir le nouveau programme d'éducation à la sécurité routière,

- **Liste des écoles reconnues**

Voir la liste en annexe

- **Nombre d'écoles non conformes (en situation d'illégalité)**

16 écoles ont vu leur accréditation révoquée

- **Bilan des sommes consenties pour la réintroduction de ce cours, par région et par école**

1 730 946 \$

Les sommes consenties par région et par école ne sont pas compilées.

- **État de situation particulier pour les régions éloignées**

Le Programme d'éducation à la sécurité routière, adapté à la réalité du Nord du Québec et en particulier pour l'Association régionale Kativik et sa clientèle, est offert depuis le 26 mars 2012. Ce programme a nécessité l'investissement de 175 000 \$ de la Société.

Étude des crédits 2014-2015
Question CAQ PART-81
Annexe 1 - Liste des écoles certifiées

Nom de l'école	Type d'établissement	Type de cours	Région
9008-9863 Québec Inc - École de conduite Succès Plus	Siège social	Automobile	Montréal
9127-0587 Québec Inc.- École de conduite Contact (Amos)	Succursale	Motocyclette	Abitibi-Témiscamingue
9127-0587 Québec Inc.- École de conduite Contact (Amos)	Succursale	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
9127-0587 Québec Inc.- École de conduite Contact (Saint-Sauveur)	Succursale	Automobile	Laurentides
9127-0587 Québec Inc.- École de conduite Contact (Val d'Or)	Succursale	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
9127-0587 Québec Inc.-École de conduite Contact (Blainville)	Succursale	Motocyclette	Laurentides
9127-0587 Québec Inc.-École de conduite Contact (Bois-des-Filion)	Siège social	Automobile	Laurentides
9133-7758 Québec Inc - École de conduite Universelle	Siège social	Automobile	Montréal
9133-7758 Québec Inc - École de conduite Universelle	Succursale	Automobile	Montréal
9153-2994 Québec Inc. - École de conduite Drivelines	Siège social	Automobile	Montréal
9163-5318 Québec Inc. - École de conduite Universel	Siège social	Automobile	Montréal
9226-2518 Québec Inc.- Universal driving school	Siège social	Automobile	Montréal
9258-8278 Quebec Inc. École de conduite VIP	Siège social	Automobile	Montréal
Académie de conduite Châteauguay	Siège social	Automobile	Montréal
Académie de conduite Châteauguay Inc.	Succursale	Automobile	Montréal
Alpha École de conduite	Siège social	Motocyclette	Bas-Saint-Laurent
Alpha École de conduite	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
Alpha École de conduite	Point de service	Automobile	Bas-Saint-Laurent
Atlas Conduite	Siège social	Automobile	Montréal
Auto École Bruno	Siège social	Automobile	Montréal
Auto École Éco-Conduite Inc.	Siège social	Automobile	Laval
Auto École Feu Vert Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
Auto École Feu Vert Longueuil Inc	Siège social	Automobile	Montréal
Auto École Feu Vert Terrebonne	Succursale	Automobile	Lanaudière
Auto école Formaconduite Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
Auto École Gabriel Leblanc	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
Auto École Lac St-Jean Inc. (Tecnica Alma)	Siège social	Motocyclette	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Auto École Lac St-Jean Inc. (Tecnica Alma)	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Auto École NDR Rimouski	Siège social	Motocyclette	Bas-Saint-Laurent
Auto École NDR Rimouski	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
Auto École NDR Rimouski	Succursale	Automobile	Bas-Saint-Laurent
Auto-École Asbestrie Excel	Siège social	Automobile	Estrie
Auto-École Boréale inc.	Siège social	Motocyclette	Outaouais
Auto-École Boréale inc.	Siège social	Automobile	Outaouais
Auto-École Le Passage Inc	Siège social	Automobile	Laval
Auto-École Maîtrise Conduite	Siège social	Automobile	Montréal
Auto-école Montréal-Nord	Siège social	Automobile	Montréal
Auto-École Paul Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
Auto-École Star-Conduite	Siège social	Automobile	Montréal
Auto-école Trois-Pistoles	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
Best Driving School	Siège social	Automobile	Montréal
BH en route	Siège social	Automobile	Montréal
Centre Christ-Roi /C.S. Pierre Neveu	Siège social	Automobile	Laurentides
Centre Christ-Roi/ C.S. Pierre Neveu	Point de service	Automobile	Laurentides
Centre de formation Acom Villeray	Siège social	Automobile	Montréal
Centre de formation en sécurité routière	Point de service	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
Centre de formation en sécurité routière	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
Centre de formation en sécurité routière	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
Centre de formation en sécurité routière	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
Centre de formation en sécurité routière	Siège social	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
Centre de formation en sécurité routière	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
City Driving School	Siège social	Automobile	Montréal
Commission Scolaire du Lac Abitibi	Siège social	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
Commission scolaire Kativik (Inukjuak)	Siège social	Automobile	Nord-du-Québec
Commission scolaire Kativik (Kuujuaq)	Succursale	Automobile	Nord-du-Québec
Commission Scolaire Lac Témiscamingue	Siège social	Motocyclette	Abitibi-Témiscamingue
Commission Scolaire Lac Témiscamingue	Siège social	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
Conduite Pratique	Siège social	Automobile	Montréal
Contact Saint-Sauveur	Succursale	Automobile	Laurentides
Côte de Beaupré (Beauport)	Succursale	Automobile	La capitale nationale
Echo driving school - 9235-1345 QUÉBEC INC	Siège social	Automobile	Montréal
Ecolautomobile Eole's Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École Benito inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Royale	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Internationale Canada - Saint-Michel	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite 3D VR Inc	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite 5 étoiles	Siège social	Automobile	Laval
École de conduite A.L.A. Survie	Siège social	Motocyclette	Bas-Saint-Laurent
École de conduite A.L.A. Survie	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
École de conduite ABC Multivision	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Access	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Access	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Access	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Access - Grindzyer Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Access Beaconsfield	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Access Waskaganish	Point de service	Automobile	Nord-du-Québec
École de conduite ACD St-Amour de Lanaudière Inc.	Siège social	Motocyclette	Lanaudière
École de conduite ACD St-Amour de Lanaudière Inc.	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite ACOM	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Aller Retour	Siège social	Motocyclette	Montréal
École de conduite Aller Retour	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Amanik	Siège social	Automobile	Outaouais
École de conduite Amel Slama	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Andy's	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Andy's (Laval)	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Apollo	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Appalaches (2006) Inc. - Tecnica	Point de service	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Appalaches (2006) Inc. - Tecnica	Siège social	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Appalaches (2006) Inc. - Tecnica	Siège social	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Art De Conduire	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Aryo	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Aryo (Île-Perrot)	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Aryo Hudson	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Atlantique	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Auto Formation	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite Auto Moto La Vallière Inc. (Roberval)	Succursale	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Auto Moto La Vallière Inc. (Saint-Félicien)	Siège social	Motocyclette	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Auto Moto La Vallière Inc. (Saint-Félicien)	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Auto-Math	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Auto-Moto La Vallière Inc. (Alma Moto)	Succursale	Motocyclette	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Auto-Pro	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Azig	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Baie-Comeau	Siège social	Motocyclette	Côte-Nord

Nom de l'école	Type d'établissement	Type de cours	Région
École de conduite Baie-Comeau	Siège social	Automobile	Côte-Nord
École de conduite BAO enr.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Barrette	Siège social	Motocyclette	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Barrette	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Beauport Inc.	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Bonneville Gagnon Inc.	Siège social	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Bonneville Gagnon Inc.	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Bouvier Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Bravo INC.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Brossard inc.	Siège social	Motocyclette	Montréal
École de conduite Brossard inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite CAA-Québec	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite CAA-Québec	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Car	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Carthage Inc	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Carthage inc	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Centre-Ville Inc.	Siège social	Motocyclette	La capitale nationale
École de conduite Charlevoix S.E.N.C.	Point de service	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Charlevoix S.E.N.C.	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Cinq Stars Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Claude Bélanger Inc.	Siège social	Automobile	Outaouais
École de conduite Conducteurs Avertis Inc.	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite ConduiPro Estrie	Siège social	Automobile	Estrie
École de conduite Conduit-Expert	Siège social	Automobile	Estrie
École de conduite Conduit-Expert	Succursale	Automobile	Estrie
École de conduite Conduit-Expert	Succursale	Automobile	Estrie
École de conduite Contact (St-Lin)	Succursale	Automobile	Lanaudière
École de conduite Contact - Sainte-Anne-des-Plaines	Siège social	Automobile	Laurentides
École de conduite Contact Blainville	Succursale	Automobile	Laurentides
École de Conduite Contact Boisbriand	Siège social	Automobile	Laurentides
École de conduite Contact St-Jérôme	Siège social	Automobile	Laurentides
École de conduite Contact -Terrebonne	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite Contact-Mascouche	Succursale	Automobile	Lanaudière
École de conduite Contrôle Plus	Succursale	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Côte-de-Beaupré Inc.	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite De Ste-Foy	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Des Îles	Siège social	Motocyclette	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Des Îles	Siège social	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Destination	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Dynamique	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Euréka	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Évolution	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Expert	Siège social	Motocyclette	Montréal
École de conduite Expert	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Formation 2000	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Formule 2	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite formule O.B.Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite formule O.B.Inc. Métro Langelier	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Galaxie	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Gama Conduite Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Gestion François St-Amour enr.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Hichem Miloudi	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Horizon Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Idéal	Siège social	Automobile	Mauricie-Bois-Francs
École de conduite Internationale Canada Côte-des-Neiges	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Internationale Canada Plateau	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Internationale Canada-Saint-Léonard	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Internationale de Montréal	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Internationale du Canada	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Jasmil	Point de service	Motocyclette	Montréal
École de conduite Jasmil (1997) Inc.	Point de service	Motocyclette	Montréal
École de conduite Jasmil (1997) Inc.	Point de service	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Jasmil (1997) Inc.	Siège social	Motocyclette	Montréal
École de conduite Jasmil (1997) Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Jasmil (1997) Inc.	Succursale	Motocyclette	Montréal
École de conduite Jasmil (1997) Inc.	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Jean Pierre	Succursale	Motocyclette	Laurentides
École de conduite Jean Pierre	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Jean-Rock Potvin inc.	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite JHO Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Joie International	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Joliette Inc.	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite Kamel	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite L'Envol inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite La Croisée (Commission Scolaire de Portneuf) - ConduiPro	Point de service	Automobile	La capitale nationale
École de conduite La Croisée (Commission Scolaire de Portneuf) - ConduiPro	Point de service	Automobile	La capitale nationale
École de conduite La Croisée (Commission Scolaire de Portneuf) - ConduiPro	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite La Croisée (Commission Scolaire de Portneuf) - ConduiPro	Point de service	Automobile	La capitale nationale
École de conduite La Québécoise Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite La Réussite	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Laconcorde	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Laconcorde (Jean-Talon)	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Lajoie	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite Lanaudière	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite L'Arrêt	Siège social	Automobile	Laurentides
École de conduite L'Arrêt (Saint-Jérôme)	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite LaSalle Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite LaSalle Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Lauzon (Limoilou) Inc	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Lauzon (St-Pascal) Inc	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Lauzon (Tour Jean-Talon)	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Lauzon Ahuntsic	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Lauzon Fabreville	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Lauzon Gouin	Siège social	Motocyclette	Montréal
École de conduite Lauzon Gouin	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Lauzon Le Gardeur	Succursale	Automobile	Lanaudière
École de conduite Lauzon Repentigny 1995	Siège social	Motocyclette	Lanaudière
École de conduite Lauzon Repentigny 1995	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite Lauzon Rive-Sud	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Lauzon St-Jérôme (1178) Ltée	Siège social	Automobile	Laurentides
École de conduite Lauzon St-Joseph Enr.	Succursale	Automobile	Outaouais
École de conduite Lauzon St-Joseph Enr.	Succursale	Automobile	Outaouais
École de conduite Lauzon St-Joseph inc.	Siège social	Motocyclette	Outaouais
École de conduite Lauzon St-Joseph inc.	Siège social	Automobile	Outaouais
École de conduite Lauzon Terrebonne	Siège social	Motocyclette	Lanaudière
École de conduite Lauzon Terrebonne	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite Lauzon Terrebonne	Succursale	Automobile	Lanaudière

Nom de l'école	Type d'établissement	Type de cours	Région
École de conduite Lauzon Vimont	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Le Marquis	Point de service	Automobile	Bas-Saint-Laurent
École de conduite Le Marquis	Point de service	Automobile	Bas-Saint-Laurent
École de conduite Le Marquis	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
École de conduite le Tournant Inc.	Siège social	Motocyclette	Abitibi-Témiscamingue
École de conduite le Tournant Inc.	Siège social	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
École de conduite Le Tournant La Sarre	Succursale	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
École de conduite Le Virage	Siège social	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Les Rivières (Boul. Thibeau)	Succursale	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Les Rivières Inc.	Siège social	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Lewis	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Lise Ouellet inc	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite Lotbinière - Conduipro (Laurier-Station)	Siège social	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Lotbinière - Conduipro (Laurier-Station)	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Lucy	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Maestro inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Mario-Enzo	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Mauricie et Maxipro	Succursale	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Maxipro	Succursale	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Maxipro Mauricie	Siège social	Motocyclette	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Maxipro Mauricie	Siège social	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Maxipro Trois-Rivières	Succursale	Motocyclette	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Maxipro Trois-Rivières	Succursale	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Maxipro Victo	Point de service	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Maxipro Victo	Point de service	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Maxipro Victo	Point de service	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Maxipro Victo	Point de service	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Maxipro Victo	Siège social	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Maxipro Victo	Siège social	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Meilleure	Siège social	Automobile	Laval
École de conduite Mélissa	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Mission Permis	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite MLB	Siège social	Motocyclette	Abitibi-Témiscamingue
École de conduite MLB	Siège social	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
École de conduite Mont-Royal	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Morty	Siège social	Motocyclette	Montréal
École de conduite Morty	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Morty	Succursale	Motocyclette	Montréal
École de conduite Morty	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Moto Jean-Pierre Chenu	Siège social	Motocyclette	Laval
École de conduite Motos Guyôme Blais Inc.	Point de service	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Motos Guyôme Blais Inc.	Point de service	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Motos Guyôme Blais Inc.	Siège social	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Nadeau	Siège social	Motocyclette	Outaouais
École de conduite Nadeau	Siège social	Automobile	Outaouais
École de conduite Nadeau (Gatineau)	Succursale	Automobile	Outaouais
École de conduite Nadia	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite National	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Nizar Inc	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Odyssée inc.	Siège social	Motocyclette	Monterégie
École de conduite Odyssée inc.	Siège social	Automobile	Monterégie
École de conduite Oméga - Décarie / 3988767 Canada Inc. -	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Oméga - Laval	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Oméga (Guy & Sherbrooke)	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Oméga Saint Michel	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Oméga Sherbrooke	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Option Inc.	Siège social	Automobile Cyclomoteur 3 roues	Monterégie
École de conduite Option Inc.	Siège social	Motocyclette	Monterégie
École de conduite Oscar	Siège social	Automobile	Monterégie
École de conduite P.A.C. Montréal Inc.	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Permis Plus	Siège social	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Permis Plus	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Permis Plus	Succursale	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Permis Plus	Succursale	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Permis Plus	Siège social	Automobile	Estrie
École de conduite Permis Plus Estrie	Succursale	Automobile	Estrie
École de conduite Perreault	Siège social	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Perreault	Siège social	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Perry Inc.	Siège social	Motocyclette	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Perry Inc.	Siège social	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Perry Inc.	Succursale	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Perry Inc.	Succursale	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Perry Inc.	Succursale	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Pointe-Lévy (1988) Inc.	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Pointe-Lévy (1988) Inc.	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Pointe-Lévy (1988) Inc.	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Pontiac Auto	Siège social	Automobile	Outaouais
École de conduite Pontiac Auto	Siège social	Automobile	Outaouais
École de conduite Pontiac Auto (De La Savane)	Succursale	Automobile	Outaouais
École de conduite Pontiac Auto (Georges-Bilodeau)	Succursale	Automobile	Outaouais
École de conduite Première Drummondville	Succursale	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Première Drummondville	Succursale	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Première Nicolet	Succursale	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Première Nicolet	Succursale	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Première Plessisville	Succursale	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Première Princeville	Point de service	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Première Princeville	Point de service	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Première Victoriaville	Siège social	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Première Victoriaville	Siège social	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Première Warwick	Point de service	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Première Warwick	Point de service	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Prestige	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Active	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Expert Anjou/Saint-Léonard	Succursale	Motocyclette	Montréal
École de conduite Pro-Expert Anjou/Saint-Léonard	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Expert Gatineau	Succursale	Automobile	Outaouais
École de conduite Pro-Expert Hochélag-Maisonnette	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Expert Montréal Nord	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Expert Montréal Nord	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Expert Petite-Patrie/Villeray	Succursale	Motocyclette	Montréal
École de conduite Pro-Expert Petite-Patrie/Villeray	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Expert Pointes-Aux-Trembles	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Expert Rivière-des-Prairies	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Pro-Expert Saint-Léonard	Siège social	Motocyclette	Montréal
École de conduite Pro-Expert Saint-Léonard	Siège social	Automobile	Montréal

Nom de l'école	Type d'établissement	Type de cours	Région
École de conduite Progrès	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Progress	Siège social	Automobile	Laval
École de conduite Pro-Tec Inc.	Siège social	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Qazi Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Qualité Pro Ltée	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Quebectec Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite R. Sarault	Point de service	Automobile	Outaouais
École de conduite R. Sarault	Siège social	Motocycllette	Outaouais
École de conduite R. Sarault	Siège social	Automobile	Outaouais
École de conduite R.T.7000 Inc. (Val d'Or)	Siège social	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
École de conduite R.T.7000 Inc. (Val d'Or)	Siège social	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
École de conduite Rallye Pat 2000	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite René Robitaille	Point de service	Automobile	Lanaudière
École de conduite René Robitaille	Siège social	Motocycllette	Lanaudière
École de conduite René Robitaille	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite René Robitaille	Succursale	Motocycllette	Lanaudière
École de conduite René Robitaille	Succursale	Automobile	Lanaudière
École de conduite Ricks	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Rond-Point	Succursale	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Rond-Point (Lévis)	Point de service	Motocycllette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Rond-Point (Lévis)	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Rond-Point (Lévis) Inc.	Point de service	Motocycllette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Rond-Point (Lévis) Inc.	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Rond-Point (Lévis) Inc. et Chaudière-Ouest	Siège social	Motocycllette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Rond-Point (Lévis) Inc. et Chaudière-Ouest	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Rond-Point (St-Agapit)	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Roubec Ste-Thérèse	Succursale	Motocycllette	Laurentides
École de conduite Roubec Ste-Thérèse	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Roubec Mirabel	Succursale	Motocycllette	Laurentides
École de conduite Roubec Mirabel	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Routec	Siège social	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Routec 132 Inc	Point de service	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Routec 132 Inc	Point de service	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Routec 132 Inc	Succursale	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Routec 132 Inc.	Point de service	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Routec 132 Inc.	Point de service	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Routec 132 Inc.	Point de service	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Routec 132 Inc.	Point de service	Automobile	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École de conduite Royale	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite SABRA	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Saint-Anselme (2001) inc.	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Salbi Inc	Siège social	Motocycllette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Salbi Inc	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Salbi Inc.	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Salbi Inc.	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Salbi Inc.	Point de service	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Sécur	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Soleil Ltée	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite St-Amour (J.Masse) inc.	Siège social	Motocycllette	Lanaudière
École de conduite St-Amour (J.Masse) inc.	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite St-Amour Berthier	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite St-Amour Y.M.	Siège social	Automobile	Lanaudière
École de conduite Star Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite St-Constant	Siège social	Motocycllette	Montréal
École de conduite St-Constant	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Ste-Marthe-sur-le-lac	Siège social	Automobile	Laurentides
École de conduite Steps	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Succès Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Super	Siège social	Automobile	Montréal
École de Conduite Super Drive Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Taachiwaatin Point de services Wemindji	Point de service	Automobile	Nord-du-Québec
École de conduite Taauchiwaatin	Siège social	Automobile	Nord-du-Québec
École de conduite Tecnic Ancienne-Lorette	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Moto Sherbrooke	Succursale	Motocycllette	Estrie
École de conduite Tecnic Arvida	Succursale	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Tecnic Auteuil	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Auto Plaza St-Hubert - Tecnic Moto Montréal Est	Siège social	Motocycllette	Montréal
École de conduite Tecnic Auto Plaza St-Hubert - Tecnic Moto Montréal Est	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Baie-Comeau - 9220-7471 Québec Inc.	Siège social	Motocycllette	Côte-Nord
École de conduite Tecnic Baie-Comeau - 9220-7471 Québec Inc.	Siège social	Automobile	Côte-Nord
École de conduite Tecnic Beaufort	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Beloeil	Succursale	Motocycllette	Montréal
École de conduite Tecnic Beloeil	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Blainville	Succursale	Motocycllette	Laurentides
École de conduite Tecnic Blainville	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic Boucherville	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Brossard	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Cap Rouge	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Cap-de-la-Madeleine	Succursale	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Tecnic Cartierville	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Chambly	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Charlesbourg	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Charny	Succursale	Motocycllette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Tecnic Charny	Succursale	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Tecnic Châteauquay	Succursale	Motocycllette	Montréal
École de conduite Tecnic Châteauquay	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Chibougamau	Siège social	Automobile	Nord-du-Québec
École de conduite Tecnic Chomedey	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Coaticook - 9064-0541 Québec Inc.	Siège social	Automobile	Estrie
École de conduite Tecnic Côte Vertu	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic D.D.O.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Désormeaux	Succursale	Motocycllette	Montréal
École de conduite Tecnic Désormeaux	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Deux-Montagnes	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic Division Haut du Lac	Succursale	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Tecnic Dolbeau-Mistassini	Siège social	Motocycllette	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Tecnic Dolbeau-Mistassini	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de Conduite Tecnic Donnacona	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Duvernay	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Fabreville	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Galeries Laval	Siège social	Motocycllette	Laval
École de conduite Tecnic Galeries Laval	Siège social	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Granby	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Granby Haute-Ville	Succursale	Motocycllette	Montréal
École de conduite Tecnic Granby Haute-Ville	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Henri-Bourassa	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Joliette	Succursale	Automobile	Lanaudière

Nom de l'école	Type d'établissement	Type de cours	Région
École de conduite Tecnic Joliette	Succursale	Automobile	Lanaudière
École de conduite Tecnic Jonquière	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Tecnic La Prairie	Succursale	Motocyclette	Montréal
École de conduite Tecnic La Prairie	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Lachute	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic Langelier	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic LaSalle	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Laval Ouest	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Les Saules	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Lévis Centre	Succursale	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Tecnic Longueuil	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Loretteville	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Magog	Siège social	Automobile	Estrie
École de conduite Tecnic Marieville	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Mascouche	Succursale	Motocyclette	Lanaudière
École de conduite Tecnic Mascouche	Succursale	Automobile	Lanaudière
École de conduite Tecnic Métro Longueuil	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Montréal-Nord	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Mont-St-Hilaire	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Moto Montréal-Ouest	Siège social	Motocyclette	Montréal
École de conduite Tecnic Moto Valleyfield	Point de service	Motocyclette	Montréal
École de conduite Tecnic Nordique Inc.	Siège social	Motocyclette	Côte-Nord
École de conduite Tecnic Nordique Inc.	Siège social	Automobile	Côte-Nord
École de conduite Tecnic Nordique Inc. (Fermont)	Point de service	Automobile	Côte-Nord
École de conduite Tecnic Nordique Inc. (Havre-Saint-Pierre)	Succursale	Automobile	Côte-Nord
École de conduite Tecnic Nordique Inc. (Port-Cartier)	Succursale	Automobile	Côte-Nord
École de conduite Tecnic Pierrefonds	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Pointe-aux-Trembles	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Pont-Viau	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Repentigny	Succursale	Motocyclette	Lanaudière
École de conduite Tecnic Repentigny	Succursale	Automobile	Lanaudière
École de conduite Tecnic Rive-Sud Drummondville	Succursale	Motocyclette	Centre-du-Québec
École de conduite Tecnic Rive-Sud Drummondville	Succursale	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Tecnic Rive-Sud Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Rivière-des-Prairies	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Roberval	Succursale	Motocyclette	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Tecnic Roberval	Succursale	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
École de conduite Tecnic Saint-Rémi	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Saint-Basile-Le-Grand	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Saint-Bruno	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Sainte-Rose	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Saint-Hubert	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Saint-Jérôme	Succursale	Motocyclette	Laurentides
École de conduite Tecnic Saint-Jérôme	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic Sherbrooke - 9064-0541 Québec Inc.	Succursale	Automobile	Estrie
École de conduite Tecnic St-Constant	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Ste-Agathe	Succursale	Motocyclette	Laurentides
École de conduite Tecnic Ste-Agathe	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic Ste-Dorothée	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnic Ste-Foy	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Ste-Julie	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Ste-Thérèse	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic St-Eustache	Succursale	Automobile Cyclomoteur 3 roues	Laurentides
École de conduite Tecnic St-Eustache	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic St-Hyacinthe	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic St-Jean-Chrysostome	Succursale	Motocyclette	Chaudière-Appalaches
École de conduite Tecnic St-Jean-Chrysostome	Succursale	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Tecnic St-Jovite	Point de service	Motocyclette Cyclomoteur 3 roues	Laurentides
École de conduite Tecnic St-Jovite	Point de service	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic St-Sauveur	Succursale	Motocyclette Cyclomoteur 3 roues	Laurentides
École de conduite Tecnic St-Sauveur	Succursale	Automobile	Laurentides
École de conduite Tecnic Terrebonne	Succursale	Automobile Cyclomoteur 3 roues	Lanaudière
École de conduite Tecnic Terrebonne	Succursale	Automobile	Lanaudière
École de conduite Tecnic Trois-Rivières	Succursale	Motocyclette	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Tecnic Trois-Rivières	Succursale	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Tecnic Trois-Rivières Ouest	Succursale	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Tecnic Val-Bélair	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Valleyfield	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Vanier	Siège social	Motocyclette	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Vanier	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Tecnic Varennes	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Vaudreuil - 9057-0417 Québec Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnic Victoriaville	Siège social	Automobile	Centre-du-Québec
École de conduite Tecnic Vimont	Succursale	Automobile	Laval
École de conduite Tecnoconduite	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Tecnoconduite inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Tizi	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Top Hand	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Transit	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Transit Mont-Royal	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Transit Roxboro	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Unique	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Univers Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Vachon et Ste-Marie	Siège social	Automobile	Chaudière-Appalaches
École de conduite Valcartier Inc.	Siège social	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Valcartier Inc. - Parcours (Ancienne-Loretteville)	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Valcartier Inc. - Parcours (Loretteville)	Succursale	Automobile	La capitale nationale
École de conduite Virengo	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Vision 2001	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
École de conduite Vision 2001 (Cabano)	Succursale	Automobile	Bas-Saint-Laurent
École de conduite Vision Enr.	Siège social	Motocyclette	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Vision Enr.	Siège social	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Vision Enr. (La Tuque)	Succursale	Automobile	Mauricie-Bois-Francis
École de conduite Vision Plus	Siège social	Automobile	Laval
École de conduite Vlad - Montréal 9257-6297 Québec Inc.	Succursale	Automobile	Montréal
École de conduite Vlad Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Wendys	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Winner	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Y. Lauzon	Siège social	Motocyclette	Montréal

Nom de l'école	Type d'établissement	Type de cours	Région
École de conduite Y. Lauzon	Siège social	Automobile	Montréal
École de conduite Y. Lauzon	Succursale	Motocyclette	Montréal
École de conduite Y. Lauzon	Succursale	Automobile	Montréal
École de moto Sur 2 roues	Siège social	Motocyclette	Estrie
École Des Routiers Pro-Cam du Québec	Siège social	Automobile	Outaouais
École Des Routiers Pro-Cam du Québec	Succursale	Automobile	Outaouais
EDC Access Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
EDC Access inc.	Succursale	Automobile	Montréal
Ehsan Driving School Inc	Siège social	Automobile	Montréal
Excel-Conduite	Siège social	Automobile	Montréal
Igor Express Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
Institut de Conduite Trans Canada	Siège social	Automobile	Montréal
Institut de Conduite Trans Canada Vaudreuil-Dorion	Siège social	Automobile	Montréal
Institut de Conduite Trans-Canada Montréal	Siège social	Automobile	Montréal
Institut de conduite Trans-Québec Châteauguay	Siège social	Automobile	Montréal
Institut de réadaptation en déficience physique de Québec	Siège social	Automobile	Montréal
J.P.F. Formation professionnelle 2000 Inc.	Siège social	Automobile	La capitale nationale
J.P.F. Formation professionnelle 2000 Inc.	Siège social	Motocyclette	Laurentides
J.P.F. Formation professionnelle 2000 Inc.	Siège social	Automobile	Laurentides
J.P.F. Formation professionnelle 2000 Inc.	Succursale	Motocyclette	Laurentides
J.P.F. Formation professionnelle 2000 Inc.	Succursale	Automobile	Laurentides
J.P.F. Formation professionnelle 2000 Inc.	Succursale	Automobile	Laurentides
Janet ConduiPro	Siège social	Motocyclette	Outaouais
Janet ConduiPro	Siège social	Automobile	Outaouais
Janet ConduiPro (Gatineau)	Succursale	Automobile	Outaouais
Janet ConduiPro (Riel)	Succursale	Automobile	Outaouais
Jean Auto-École	Siège social	Automobile	Montréal
L'École de conduite l'Intersection 2003	Siège social	Automobile	Abitibi-Témiscamingue
L'école de pilotage Matane Inc.	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
L'École de Pilotage Moto Rivière-du-Loup	Point de service	Automobile	Bas-Saint-Laurent
L'École de Pilotage Rivière-du-Loup	Point de service	Motocyclette	Bas-Saint-Laurent
L'École de Pilotage Rivière-du-Loup	Point de service	Automobile	Bas-Saint-Laurent
L'École de Pilotage Rivière-du-Loup	Siège social	Motocyclette	Bas-Saint-Laurent
L'École de Pilotage Rivière-du-Loup	Siège social	Automobile	Bas-Saint-Laurent
Le Conducteur	Siège social	Automobile	Laval
Les affaires étudiantes du Cégep de Jonquière	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Les entreprises Top Driving School	Siège social	Automobile	Montréal
Ligue Automobile de Montréal (Mtl City Motor League)	Point de service	Automobile	Montréal
Ligue Automobile de Montréal (Mtl City Motor League)	Siège social	Automobile	Montréal
Ligue Automobile de Montréal (Mtl City Motor League)	Succursale	Automobile	Montréal
Ligue automobile de West Island	Siège social	Automobile	Montréal
Major' Route	Siège social	Automobile	Montréal
Morty's Driving School (Dollard-des-Ormeaux)	Succursale	Motocyclette	Montréal
Morty's Driving School (Dollard-des-Ormeaux)	Succursale	Automobile	Montréal
MTL-PRO Inc.	Siège social	Automobile	Montréal
Nasr Driving School	Siège social	Automobile	Montréal
Noël école de conduite	Siège social	Automobile	Montréal
Option Roussillon	Succursale	Automobile	Montréal
Option Saint-Jean-sur-Richelieu	Succursale	Automobile	Montréal
Planète Conduite Inc.	Siège social	Automobile	Laval
Québec au Volant	Siège social	Automobile	Montréal
Québec au Volant	Succursale	Automobile	Laval
Real Driving School	Siège social	Automobile	Montréal
Taachiiwaatin Point de service Eastmain	Point de service	Automobile	Nord-du-Québec
Tecnic Bergeronnes	Point de service	Automobile	Côte-Nord
Tecnic Brome Missisquoi	Succursale	Automobile	Montréal
Tecnic Chicoutimi - 9198-3387 Québec Inc.	Siège social	Motocyclette	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Tecnic Chicoutimi - 9198-3387 Québec Inc.	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Tecnic Chicoutimi - 9198-3387 Québec Inc.	Succursale	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Tecnic Côte-des-Neiges	Siège social	Automobile	Montréal
Tecnic Forestville	Point de service	Automobile	Côte-Nord
Tecnic Lac-Mégantic	Siège social	Automobile	Estrie
Tecnic Napierville	Point de service	Automobile	Montréal
Tecnic Saguenay Centre - 2414-0402 Québec Inc.	Siège social	Motocyclette	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Tecnic Saguenay Centre - 2414-0402 Québec Inc.	Siège social	Automobile	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Tecnic St-Jean-sur-Richelieu	Siège social	Motocyclette	Montréal
Tecnic St-Jean-sur-Richelieu	Siège social	Automobile	Montréal
Tecnic Vieux St-Jean	Succursale	Automobile	Montréal
Wendys driving school	Succursale	Automobile	Montréal
Wendys Driving School (Pointe-Claire)	Succursale	Automobile	Montréal

QUESTION 82

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 82

Titre						
Bilan du programme « Permis de conduire Plus » : nombre de permis totaux délivrés pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure, coûts totaux et ventilés, nombre de demandes en cours.						
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)						
<u>2013</u>						
Nombre de permis Plus en circulation : 82 384						
<table><tr><td>Revenus</td><td>731 000 \$</td></tr><tr><td>Dépenses</td><td>1 066 000 \$</td></tr><tr><td>Déficit</td><td>(335 000 \$)</td></tr></table>	Revenus	731 000 \$	Dépenses	1 066 000 \$	Déficit	(335 000 \$)
Revenus	731 000 \$					
Dépenses	1 066 000 \$					
Déficit	(335 000 \$)					
En 2013, la SAAQ a pris la décision de cesser la production du permis Plus.						

QUESTION 83

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 83

Titre

Bilan de l'implantation des radars-photos et caméras aux feux rouges. Fournir les coûts et les recettes pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure et l'état des appels d'offres en cours pour l'implantation de nouveaux appareils.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En plus des endroits contrôlés pendant le projet pilote, l'utilisation des radars photo mobiles sur les chantiers routiers, débutée au mois d'août 2012, s'est poursuivie tout au long de l'année 2013.
- L'appel d'offres lancé en mars 2013 n'a pas permis d'octroyer un contrat pour l'acquisition de nouveaux équipements. Un appel d'intérêt a été publié au mois de janvier 2014 afin de mieux connaître les produits disponibles sur le marché et permettre de revoir les exigences minimales qui avaient été fixées lors de l'appel d'offres de mars 2013. Un nouvel appel d'offres est en rédaction et sera publié au printemps 2014 pour un déploiement en 2015.
- En matière de comportement observés, les résultats sont hautement positifs. En effet, on observe une diminution des grands excès de vitesse de 99%, une diminution moyenne des excès de vitesse de 71% et une diminution des passages aux feux rouges de 83%. En ce qui concerne la réduction des accidents, on observe une diminution de 20% à 30%.

États financiers sommaires du Fonds de la sécurité routière (FSR) :

(en millier de dollars)	2013-2014 (au 31 décembre 2013)
Recettes	11 349,2 \$
Dépenses	
MTQ	770,5 \$
MSP (policiers)	1440,6 \$
MJQ - DPCP	1758,3 \$
Exploitation et entretien des équipements et sites	1148,9 \$
Total Dépenses	5118,3 \$
Ratio coûts-recettes	0,45

QUESTION 84

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 84

Titre Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ et ventilés par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour chaque année financière depuis 2007.			
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)			
Nombre de contrôleurs routiers¹ à l'emploi de la SAAQ ventilés par région :			
	Contrôleurs routiers sur route	Contrôleurs routiers en vérification mécanique	Contrôleurs routiers en entreprise
Direction régionale de Québec et de l'Est-du-Québec			
Service CR – Bas-Saint-Laurent-Est – Gaspésie	10,26		1,00
Service CR – Bas-Saint-Laurent-Ouest	7,91		
Service CR – Saguenay–Lac-Saint- Jean	15,37		1,11
Service CR – Côte-Nord	5,85		
Service CR – Québec	22,96		
Service CR – Chaudière-Appalaches	22,25		0,98
Direction régionale du Centre-du-Québec et périphéries			
Service CR – Mauricie–Centre-du- Québec	15,63		1,68
Service CR – Estrie	18,39		2,00
Service CR – Outaouais	14,80		
Service CR – Abitibi-Témiscaminque–Nord-du- Québec	10,66		1,89
Service CR – St-Bruno	27,90		3,0
Direction régionale du Grand-Montréal			
Service CR – Montréal-Est–Laval-Est–Lanaudière	26,68		3,00
Service CR – Montréal-Ouest–Laval-Ouest- Laurentides	31,23		2,47
Service CR – Saint-Jean	21,06		2,00
Siège social	0,90	5,14	
TOTAL	251,84	5,14	19,43
¹ Les données sont au 31 décembre 2013 et sont transmises en ETC (unité de mesure utilisée pour calculer l'effectif gouvernemental et correspondant, sur une base annuelle, à une durée normale de travail, selon les conditions de travail).			
Nombre d'interventions effectuées et constats donnés (1^{er} janvier au 31 décembre 2013)			
	2013		
Interventions sur route	100 119		
Interventions en entreprise	488		
Total interventions	100 607		
Infractions sur route	30 784		
Infractions en entreprise	903		
Total infractions	31 687		

QUESTION 85

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 85

Titre

Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2005 et détails des causes et conséquences de ces accidents.

Exposé et statistiques

En vertu de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé et du règlement sur la sécurité ferroviaire mis en vigueur le 1^{er} janvier 2001, les compagnies de chemins de fer de compétence québécoise doivent aviser sans délai le ministère des Transports de tout accident impliquant un matériel roulant.

- Un accident ferroviaire présente généralement des dommages et un arrêt des opérations ferroviaires, soit : une collision en voie principale, un déraillement en voie principale, un accident aux passages à niveau, une collision, un incendie ou une explosion.
- Un incident ferroviaire présente un risque d'accident concernant les sujets suivants : non-respect des règles d'exploitation, mauvaise manœuvre, aiguillage mal orienté, risque de collision, déversement de marchandises dangereuses ou autres.

Tableau 1 – Incidents et accidents sur les chemins de fer et sites industriels relevant de la juridiction du Québec

Année	Incidents et accidents		Victimes				
	Nombre*	Passages à niveau	Morts		Blessés		Total de victimes
			Passages à niveau	Total (incluant passages à niveau)	Passages à niveau	Total (incluant passages à niveau)	
2013	17	5	1	3	1	6	9

* Comprend les incidents et les accidents aux passages à niveau
Source : MTQ - Service du transport ferroviaire

Tableau 2 – Accidents aux passages à niveau situés sur les chemins de fer de juridiction du Québec et du Canada

Année	Nombre	Morts	Blessés graves	Blessés légers	Total de victimes
2013	46	2	0	7	9

Source : SAAQ - Société de l'assurance automobile du Québec

QUESTION 88

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 88

Titre

Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2012-2013 et 2013-2014 pour les véhicules lourds.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, le ministre des Transports peut délivrer des permis spéciaux de circulation en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 633 du Code de la sécurité routière. Ces permis autorisent la circulation de véhicules hors normes à l'égard des charges ou des dimensions. Ils sont délivrés essentiellement pour permettre la circulation de véhicules expérimentaux, pour harmoniser nos normes avec celles des autres administrations nord-américaines ou pour laisser le temps à l'industrie de s'adapter à une situation particulière. Des analyses d'impact sur les infrastructures et sur la sécurité des usagers sont effectuées pour chaque type de permis.

ENJEUX

Ces permis contribuent au soutien du développement technologique, à favoriser la compétitivité des entreprises de transport et à rendre les normes québécoises rapidement compatibles avec celles des administrations voisines. Cette souplesse profite à notre industrie. L'absence de permis délivrés par le ministre obligerait le gouvernement à modifier fréquemment le Règlement sur les normes de charges et de dimensions applicables aux véhicules routiers et aux ensembles de véhicules routiers. Les délais nécessaires à ces modifications pourraient être préjudiciables à l'industrie du transport dans certaines situations.

Permis émis selon l'article 633 du CSR	
Année	Nombre de permis
2013	4642

Permis de grand train routier (Hivernal (1))	
Année	Nombre de permis
2013	221

(1) Permis émis en période hivernale (décembre à mars) en projet-pilote 2011-2012-2013-2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 88

Titre

Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2012-2013 et 2013-2014 pour les véhicules lourds.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

41 298 permis spéciaux ont été émis en 2013 par la SAAQ.

QUESTION 90

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 90

Titre

État de situation des négociations et contrats concernant la cession des ports par le gouvernement fédéral

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le programme de cession des ports de Transports Canada (TC) s'est terminé le 31 mars 2014. TC nous a informés que l'ensemble des discussions entourant les projets de cession sont donc interrompues, le temps qu'un nouveau programme de cession soit mis en place (fin 2014-2015).

En 2013-2014, seule la cession des deux quais du Lac Témiscouata (Notre-Dame-du-Lac et Saint-Juste-du-Lac) à la Régie intermunicipale des infrastructures portuaires du Lac Témiscouata a été menée à terme par la signature d'un acte de cession le 16 décembre 2013.

QUESTION 91

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 91

Titre

Liste des compagnies dont le permis de transport a été révoqué par la CTQ pour chaque année financière depuis 2007 par catégorie de permis. Raisons de ces révocations.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Commission a révoqué trois permis de transport en 2013-2014. Voici le nom des compagnies dont le permis a été révoqué :

1- 9159-5322 Québec inc.* Transport touristique

Le transporteur n'a pas fourni pendant au moins 30 jours les services autorisés par son permis (article 40.3 de la *Loi sur les transports*).

2- 9159-5322 Québec inc. * Transport par abonnement

Le transporteur n'a pas fourni pendant au moins 30 jours les services autorisés par son permis (article 40.3 de la *Loi sur les transports*).

3- Autobus La Gorgendière inc. Transport des élèves

Le transporteur n'a pas fourni pendant au moins 30 jours les services autorisés par son permis (article 40.3 de la *Loi sur les transports*).

*La compagnie 9159-5322 Québec inc. a déposé, le 20 décembre 2013, une requête introductive d'un recours au Tribunal administratif du Québec.

QUESTION 92

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 92

Titre

Concernant le renouvellement de la flotte des traversiers :

- a) État de situation de la flotte (nombre de traversiers, valeur, année de construction et durée de vie prévue de chacun des bateaux);
- b) État de situation des travaux;
- c) État de situation des appels d'offres;
- d) Liste détaillée des dépenses et/ou des contrats octroyés pour l'achat ou la rénovation des traversiers pour chaque année financière depuis 2007, ventilé par traversier et par trajet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

A- État de situation de la flotte

		Construction	Mise à niveau	Durée de vie
1	Alphonse-Desjardins	1971	2003	50-60 ans
2	Lomer-Gouin	1971	2003	50-60 ans
3	Camille-Marcoux	1974	-	50 ans
4	Radisson	1954	-	60 ans
5	Lucien-L.	1967	-	50 ans
6	Armand-Imbeau	1980	-	50-60 ans
7	Jos-Deschênes	1980	-	50-60 ans
8	Grue-des-Îles	1981	2011	50 ans
9	Joseph-Savard	1985	-	40-50 ans
10	Catherine-Legardeur	1985	-	40-50 ans
11	Félix-Antoine-Savard	1997	-	40-50 ans
12	Ivan-Quinn	2009	-	40-50 ans
13	Mécatina II	1990	2010	40 ans
14	Eaux-Scintillantes	1989	2012	40 ans
15	Royal Sea 23	1987	2011	40 ans
16	Esprit-de-Pakuashipi	2012	-	15-20 ans
17	Peter-Fraser	2013	-	40-50 ans

B et C - État de situation des travaux et des appels d'offres

Nouveau navire à Matane

Investissements au 31 mars 2014 : 81 912 100 \$

Contrat accordé pour la construction : 148 000 000 \$

État des travaux

Conception fonctionnelle : août 2012 à octobre 2014

Information technique pour production : mars 2013 à juillet 2014

Approvisionnement : Septembre 2012 à août 2014

Nouveaux navires de Tadoussac

Investissements au 31 mars 2014	39 383 000 \$
Contrat accordé pour la construction	125 000 000 \$

État des travaux

Conception fonctionnelle : Mai 2013 à mars 2015

Modélisation 3D : Juin 2013 à septembre 2014

Approvisionnement : Mai 2013 à janvier 2015

D-Construction des navires

	<u>2013-2014</u>
Navire de Matane	62 110 900 \$
Navires de Tadoussac	34 969 100 \$
Navire de l'île-Verte	- \$